Rémi Adam

1917, la révolte des soldats russes en France

Durant la Première Guerre mondiale, dans le cadre de l'alliance militaire entre le gouvernement français et le régime tsariste de Russie, deux brigades, soit vingt mille soldats russes, vinrent combattre l'Allemagne sur le front français.

Lorsque survinrent, en Russie, la Révolution de février 1917 et l'abdication du tsar, ces soldats, encore soumis à la discipline de l'ancien régime, exigèrent d'être traités dignement. Suivant l'exemple de leurs camarades restés en Russie, ils formèrent des conseils de soldats, au sein même des unités françaises dans lesquelles ils avaient été intégrés.

Au lendemain de l'offensive du 16 avril 1917 ordonnée par le général Nivelle, qui fit des dizaines de milliers de morts, ils protestèrent contre le commandement et exigèrent d'être rapatriés en Russie, ce qui leur fut refusé.

Mais l'état-major s'affola à l'idée que leur révolte puisse donner l'exemple aux soldats français. Il décida de les éloigner, en les internant au camp de la Courtine, dans la Creuse, à plusieurs centaines de kilomètres du front. Là, peu de temps après leur arrivée, dix mille d'entre eux se mutinèrent, refusant pendant trois mois de rendre leurs armes et d'obéir à leurs officiers comme les y invitaient Kérenski et les autorités françaises.

Au cours du mois de septembre 1917, l'armée française, à l'aide d'unités restées fidèles au commandement russe, imposèrent la reddition des mutins après trois jours de bombardements.

Mais la révolution continuait son œuvre en Russie et, malgré la répression qui les frappait, les insoumis russes accueillirent avec enthousiasme la Révolution bolchevique d'octobre 1917.

Cet ouvrage est un récit précis et détaillé de ces événements et propose, en annexe, un ensemble de documents d'archives.

Prix ttc : 13,50 €

Collection Histoire

ISBN 978-2-915727-14-2

www.lesbonscaracteres.com

1917, la révolte des soldats russes en France

Rémi Adam

lbc les bons caractères

Rémi Adam

1917, la révolte des soldats russes en France

Collection Histoire

les bons caractères lbc

1917,
la révolte des soldats russes en France

© Les bons caractères 2007
ISBN 978-2-915727-14-2
Dépôt légal quatrième trimestre 2007

Rémi Adam

1917, la révolte des soldats russes en France

Les bons caractères
6, rue Florian - 93500 Pantin

Sommaire

Introduction **7**

1915-1917 - Des origines à la révolte **13**

La formation du corps expéditionnaire 15

Le front, juin 1916-mars 1917 20

Le corps expéditionnaire et la Révolution de Février 22

L'offensive d'avril 1917 39

La révolte 48

Juin-septembre 1917 - La mutinerie de La Courtine **67**

Les autorités organisent la séparation des deux brigades 69

L'arrivée des deux brigades 74

La troisième brigade est éloignée des mutins de La Courtine 79

À La Courtine, les soldats sont les maîtres du camp 85

L'impasse 99

Un mois de face-à-face et de préparatifs 128

L'assaut 152

Bilan 161

Automne 1917 Les soldats russes sous la botte française **171**

Après la répression de septembre 173

Les soldats face à la Révolution d'Octobre 188

La mise en place des compagnies de travail et la déportation 199

Épilogue 204

Annexes **213**

1 Note des Renseignements généraux 215
2 Note de Foch 219
3 Décision du Gouvernement provisoire 221
4 Extraits du « rapport secret » du général Comby 222
5 Rapport officiel du Gouvernement provisoire 230
6 Article du journal suisse *Le droit du Peuple* 236
7 Russkie soldaty vo Frantsii (Les soldats russes en France) (extraits) 240
8 Extraits des articles de Charles Steber parus dans le journal *La Patrie humaine* 245
9 Témoignage de Georges Zamotine 249
10 La révolte du corps expéditionnaire dans *L'Histoire de la Révolution russe* de Léon Trotsky 258

Chronologie **263**

Bibliographie **277**

Introduction

En Russie, l'année 1917 est marquée par la chute du régime incarné par Nicolas II en mars, puis par la révolution bolchevique dans les premiers jours du mois de novembre.[1] L'armée impériale se disloque, le prolétariat russe et les soldats s'organisent en soviets, le parti bolchevique conduit l'insurrection contre le gouvernement de Kérenski incapable de mettre fin à la guerre, de résoudre le problème du ravitaillement dans les villes et d'entreprendre le partage des terres.

Au même moment, sur le front occidental, les soldats refusent d'avancer. Le commandement français fait face à une vague sans précédent de mutineries. Parmi les troupes qui manifestent leur colère et refusent de se sacrifier plus longtemps se trouvent deux brigades russes. Ils sont vingt mille hommes au total, que la France avait arrachés à la Russie tsariste à la fin de l'année 1915 en échange de caisses de vieux fusils et de munitions, comme gage de l'alliance franco-russe.

Ces unités de l'armée impériale avaient combattu sur le front français de l'été 1916 jusqu'à la sanglante offensive du 16 avril 1917. Malgré le peu d'empressement de leurs officiers à répandre les informations relatives aux événements de Russie, les soldats apprennent au cours du printemps la formidable nouvelle de l'abdication du tsar sous les coups du soulèvement populaire. À la grande frayeur des autorités françaises, ils élisent aussitôt

1 Ces dates, comme toutes celles à suivre dans cet ouvrage, correspondent au calendrier occidental.

des comités, des soviets, décident de ne plus combattre *« pour la bourgeoisie française »* et exigent leur rapatriement immédiat.

Pour empêcher tout contact, et donc toute liaison, avec les unités françaises dont la majorité des unités étaient au même moment touchées d'une façon ou d'une autre par les mutineries, les refus d'obéissance et les marques croissantes d'indiscipline, le gouvernement décide de déporter ces troupes vers un camp de l'intérieur situé dans le département de la Creuse, le camp de La Courtine.

En septembre de cette année 1917, à l'issue de trois mois de face-à-face, de menaces et d'ultimatum, les dix mille soldats russes retranchés dans l'enceinte du camp militaire seront réprimés très violemment, après plusieurs jours de combats, par des artilleurs russes restés fidèles aux ordres du Gouvernement provisoire épaulés par les troupes françaises.

Parmi les mutineries de la Première Guerre mondiale, celle des soldats russes sur le front occidental reste encore largement méconnue du grand public et des historiens.

Elle fut pourtant la plus longue, la plus profonde et ne pût être écrasée par les autorités civiles et militaires qu'à la suite de l'isolement complet des troupes révoltées à plusieurs centaines de kilomètres du front, puis par un assaut armé impliquant plus de dix mille soldats.

Cette mutinerie coïncide avec les mouvements de révolte au sein des unités françaises au lendemain de l'échec de l'effroyable offensive du 16 avril 1917. Mais elle n'est, par ailleurs, que le contrecoup dans un contexte particulier de l'effondrement de l'armée et du pouvoir tsariste en Russie.

Il y a plus de soixante-dix ans, Léon Trotsky fut l'un des premiers à relater cet épisode dans son ouvrage sur la Révolution de 1917. Il écrivait en conclusion :

« Les soldats russes avaient apporté une terrible contagion à

travers les mers, dans les musettes de toile, dans les plis de leurs capotes et dans le secret de leurs âmes. »[2]

Par quels canaux cette « contagion » s'est étendue et a innervé l'ensemble du corps expéditionnaire russe en cette année 1917 ? Comment la révolution russe s'est frayé un chemin jusque dans les tranchées de Champagne, loin de l'agitation politique qui régnait alors en Russie, hors de portée pourrait-on penser de l'influence de la propagande bolchevique ? C'est ce que nous voudrions notamment tenter de décrire ici.

Depuis la parution en 1996 du premier livre faisant la synthèse de l'histoire du corps expéditionnaire russe en France de 1915 à 1920[3], est paru l'ouvrage de l'Américain Jamie Cockfield, *L'odyssée tragique du corps expéditionnaire russe en France pendant la Première Guerre mondiale.*[4] Ce récit à charge contre la révolution nous amène à répondre à un certain nombre de ses conclusions. Celles-ci, malgré l'utilisation de nombreux documents originaux, ou bien à cause d'eux, ne font que reprendre le plus souvent les idées répandues dans les années trente par Pierre Poitevin, le premier historien de la mutinerie du camp de La Courtine, dont un critique avait écrit que le livre se réduisait à un « *plaidoyer* pro domo *de l'état-major* ».[5] Un plaidoyer pour la contre-révolution devrait-on ajouter aujourd'hui à la lecture de son continuateur américain. De la mémoire des anciens officiers tsaristes et des autorités françaises, nous ne nous sentons pas comptables pour notre part. À la défense de la Révolution russe de 1917, nous souhaiterions en revanche modestement contribuer.

2 Léon Trotsky, *Histoire de la Révolution russe*, plus loin HRR, t. 2, p. 292. Voir en annexe le récit de Trotsky.

3 Adam Rémi, *Les damnés de la guerre. Histoire des soldats russes en France 1915-1920*, L'Harmattan, 1996, 383 p.

4 Voir bibliographie.

5 Pierre Poitevin, *La mutinerie de La Courtine*, 1938. Lire la critique acérée de C. Steber dont nous reproduisons l'essentiel en annexe.

Les documents d'archives qui figurent en annexe sont pour l'essentiel extraits du fond consacré au corps expéditionnaire russe du Service historique de l'armée de terre à Vincennes (SHAT). Ils n'avaient jamais été publiés à ce jour.[6]

Rémi Adam

6 Pour les documents d'archives, les traductions, faute de disposer des originaux, sont celles des interprètes français auprès du corps expéditionnaire russe. Il en va de même des nombreux extraits de la correspondance des soldats puisés dans les archives des commissions du contrôle postal dédiées aux Russes : à l'exception d'un faible pourcentage de lettres saisies, les lettres sont arrivées à leurs destinataires et se trouvent donc dans les archives familiales en Russie ou perdues à jamais. L'orthographe originale des noms russes a le plus souvent été conservée dans la transcription de l'époque. Les citations tirées des ouvrages ou articles russes ont été traduites.

1915-1917
Des origines à la révolte

La formation du corps expéditionnaire

À l'issue de la première année de guerre, aucun des belligérants n'est en mesure d'envisager une victoire proche. Alors que tous les états-majors prévoyaient un conflit rapide, une suite de mouvements de troupes de grande ampleur, l'année 1914 a vu au contraire l'ensemble des fronts se figer et les hommes s'enterrer dans un réseau de tranchées, de boyaux et d'abris s'étendant sur plusieurs centaines de kilomètres, à l'ouest comme à l'est.

Les premiers mois du conflit ont également été très coûteux en hommes. Les vagues d'assauts venaient se briser sur les défenses assurées par les armes nouvelles. Les fantassins de l'armée française, vêtus du pantalon garance, fournissaient des cibles faciles aux mitrailleuses adverses. Quant aux protections les plus élémentaires, aucune troupe n'en était pourvue : il faudra attendre encore de nombreux mois pour que les casques d'acier apparaissent dans les tranchées françaises et allemandes. À l'est, les soldats russes devront de leur côté affronter la mitraille avec une simple casquette jusqu'à la fin des combats et parfois monter à l'assaut sans arme.

Sur le plan matériel, le déluge de feu avait été tel que la pénurie de munitions (cartouches et obus) menaçait toutes les armées. Même les économies les plus puissantes, dont les industries crachaient à plein régime leurs tonnes de fonte et d'acier à un rythme effréné, étaient sans cesse dépassées par les besoins du front. Car pour tuer des millions d'hommes, il fallait produire des dizaines de millions de tonnes d'obus et de balles.

Pour compléter ses unités durement saignées, le gouvernement français fit largement appel aux hommes arrachés, non sans résistance, à son vaste empire colonial. L'histoire a retenu le nom des « tirailleurs sénégalais », bien que ces centaines de

milliers de soldats fussent recrutés dans toute l'Afrique noire, au Maghreb... et jusqu'en Nouvelle-Calédonie.

C'est avec le même objectif, et avec le même mépris pour les hommes, que l'idée naquit à Londres et à Paris de demander à la Russie de fournir à la France les contingents qui lui faisaient défaut. Le premier plan établi à la fin de l'année 1915 par le gouvernement français envisagea ainsi de puiser dans l'immense « réservoir humain » russe plus d'un million d'hommes. L'autocratie tsariste, qui avait dû entrer précipitamment en guerre en 1914 pour soutenir son allié français malgré son faible niveau de préparation, accéda à cette nouvelle demande de son principal bailleur de fonds.

En échange de la livraison de quelques milliers de fusils et de munitions, le troc fut officiellement scellé au cours du voyage de Paul Doumer à Petrograd en décembre.

Mais les exigences françaises étaient inaccessibles. L'armée russe était bien incapable de livrer les centaines de milliers d'hommes qui auraient donné à ce geste une véritable portée militaire. Dans ses travaux sur la décomposition de l'armée russe, Allan Wildman a démontré à quel point l'ossature du régime tsariste était menacée d'implosion dès l'automne 1915. Il a souligné notamment la proportion *« massive »* des désertions vers l'intérieur au sein des unités combattantes, le mépris affiché envers les officiers par la troupe et l'*« obéissance désabusée »* des soldats aux ordres.[7]

La Russie était effectivement trop affaiblie, ses ressources en hommes aptes au combat déjà épuisées. En outre, l'envoi d'un corps expéditionnaire se heurtait à la résistance d'une partie du gouvernement et des autorités militaires qui estimaient que la Russie n'avait pas à fournir un tel tribut, fût-ce à la France.

7 Wildman (Allan K.), *The end of the Russian Imperial Army*. t. 1, *The Old Army and the Soldier's Revolt* et t. 2, Princenton University Press, 1980, p. 93.

C'est pourquoi les autorités françaises ne parvinrent en définitive à obtenir que l'envoi de deux brigades d'environ dix mille hommes chacune sur le front occidental (dénommées 1re brigade et 3e brigade) et de deux autres à Salonique. La promesse d'envois ultérieurs ne sera pas honorée, à l'exception des éléments nécessaires pour reconstituer les effectifs de ces unités durement touchées par les combats au front.

Les hommes de la 1re brigade étaient pour l'essentiel d'entre eux sans expérience du front et avaient été recrutés dans une grande proportion, notamment pour son 1er régiment, parmi les travailleurs et les employés de la région de Moscou. Ceux de la 3e brigade, très majoritairement d'origine rurale, étaient issus de différentes unités prélevées dans les régions de Tcheliabinsk et d'Iekaterinbourg.

Mais si du point de vue militaire l'arrivée de ces troupes ne pouvait pas renverser l'équilibre des forces en présence sur le front occidental, elle fut exploitée de façon outrancière par la propagande gouvernementale, relayée par une presse aux ordres.

Après un incroyable et pénible périple de trois mois à travers la Sibérie, l'océan Indien, la mer Rouge et la Méditerranée, les premiers navires transportant les soldats de la 1re brigade accostèrent dans le port Marseille en avril 1916. Pour la presse locale et nationale, ce n'était pas seulement des hommes supplémentaires qui débarquaient, mais une « *tranche du rouleau compresseur russe* », décisive pour l'issue de la guerre elle-même. Les journalistes et les officiels français ne tarissaient pas d'éloges sur ces magnifiques soldats, soumis, dévoués à la grande Russie, au tsar et à dieu qui n'allaient pas manquer de se lancer dans la bataille avec une énergie farouche. Pas de doute, le soldat russe était à ce moment-là un modèle de vaillance et d'obéissance donné en exemple à la population et aux soldats français. Les mêmes stéréotypes sur la valeur du corps expéditionnaire et la supposée « âme slave » ressortirent quelques mois plus tard,

lors du débarquement des hommes de la 3e brigade qui avaient navigué pour leur part par la voie maritime du nord.

Quant au commandement, sélectionné par le pouvoir tsariste parmi des « sujets de choix », c'est-à-dire parmi ses fidèles serviteurs, il faisait l'objet des plus grands éloges.

Le plus haut gradé russe en France était le général Jilinsky. Il avait été placé à la tête de la représentation russe auprès du conseil allié à Chantilly. Un ami proche du ministre de la Guerre Alexeiev, le très vieux et monarchiste général Palitsyne, qui s'était illustré notamment par son zèle répressif lors des événements révolutionnaires de 1905, détenait l'autorité suprême sur le corps expéditionnaire russe en France. À la tête de la 1re brigade fut désigné le général Lochvitsky. Sous son commandement direct furent nommés le colonel Chtchvolokov, remplacé peu après par Netchvolodov (1er régiment), et le colonel Diakonov (2e régiment).

Le général Volodia Maroutchevsky, vétéran des combats de Mandchourie en 1904, assurait le commandement de la 3e brigade. Les régiments de cette brigade étaient commandés par les colonels Narbout (5e régiment) et Simonov (6e régiment).

Au cours de leur odyssée à travers la Sibérie et les océans, les soldats de la 1re brigade avaient souffert des menaces, des brimades et de la discipline de fer imposée par l'encadrement. La rigueur et la violence des relations entre les officiers et la troupe en vigueur dans l'armée russe ne tardèrent pas à se faire sentir également en France, avec la complicité donc du commandement français. Dans les camps d'entraînement vers lesquels la troupe est dirigée au lendemain de son débarquement, les officiers de l'armée impériale manient de nouveau l'insulte autant que les coups. Ces hommes, issus dans leur quasi-totalité de la noblesse, appliquent avec la plus grande sévérité un règlement qui prescrit notamment, depuis leur rétablissement dans l'ensemble des unités après les premiers mois de guerre, l'application des châtiments corporels. Pour la troupe, l'officier est un homme auquel

on obéit et que l'on craint, mais dont tout éloigne. La belle apparence des troupes russes dans les rues de Marseille et de Paris en cette année 1916 reflète avant toute chose l'oppression pesant encore sur tout le corps social.

Le front, juin 1916-mars 1917

Après plusieurs semaines de formation au camp de Mailly, les troupes, qui donnent alors toute satisfaction aux officiers français qui assurent la coordination avec l'état-major russe, connaissent leur premier combat. Et leurs premiers morts.

La 1re brigade russe participe début septembre 1916 à l'une des plus importantes de ces opérations que les états-majors qualifient de « détail » : dans la nuit du 8 au 9, le 2e régiment opère un coup de main au nord-ouest d'Aubérive sur un poste allemand fortement organisé et tenu. Dans les semaines qui suivent, le quotidien du soldat russe ressemble à celui de tous les combattants, avec son cortège de victimes, de souffrances et d'angoisses. Léon Weber Bauler, ancien médecin auprès du corps expéditionnaire qui n'est pas avare lui non plus de commentaires choquants sur les « Slaves », donne à sa manière une image forte des sacrifices imposés par le commandement :

« Nul, écrit-il, *ne sait sacrifier son existence comme le paysan-soldat russe : il possède le courage et l'entrain du chasseur, comme s'il avait encore dans le sang le passé où ses ancêtres chassaient l'auroch à l'épieu, au couteau ou à l'arc. Les chefs connaissaient ce mépris de la vie et ce courage, ils ne ménageaient donc pas ce qu'ils considéraient comme matière pour balles et obus. Aussi, les corps déchiquetés des beaux Sibériens, comme ceux des pauvres prolétaires urbains, allaient-ils mêler leurs restes à ceux des Français, dans la marne des cimetières de Champagne. »*[8]

Lorsque, le 15 octobre, les troupes sont relevées par celles de la 3e brigade, les pertes s'élèvent déjà à plus de cinq cents morts et blessés. Saluant le sang versé, l'ordre du jour de l'unité porte cette proclamation du général Lochvitsky :

8 Weber (Léon Bauler), *De Russie en Occident*, 1942, p. 252.

« Pour tous, dans la brigade, j'en suis persuadé, l'alliance franco-russe scellée du sceau pourpre de notre sang versé ensemble, s'est muée désormais en un lien plus solide encore et plus profond, tel que le lien qui existe entre des frères du même sang, et que rien ne peut ni rompre ni détruire : c'est un sentiment plus intense dont le rayonnement illuminera notre route commune vers la Victoire, vers la Gloire. »[9]

Jusqu'au printemps 1917, le front étendu sur près de cinq kilomètres et demi, demeure selon les termes officiels *« calme »* o*u* « *très calme* », bien que chaque jour apporte son lot de sang et de blessés. L'après-midi du 9 mars, dans la partie sud du village d'Aubérive, la 3e brigade participe ainsi à un combat d'une rare violence. Le commandant de la brigade note : *« À chaque abri de violents combats corps à corps avaient lieu entre les nettoyeurs et les défenseurs, toutes les baïonnettes étaient rouges de sang au retour. »*[10]

Quelques jours avant le lancement de la grande offensive de printemps, les deux unités russes sont mises à disposition de la Ve armée.

9 Service historique de l'armée de terre, plus loin SHAT, 17N 649, ordre 187 du 28/10/1916.

10 SHAT, 26N 169, rapport du 11/03/1917 et du 15/03/1917.

Le corps expéditionnaire et la Révolution de Février

Alors que se préparent en Champagne les assauts contre les lignes allemandes, tous les hommes du corps expéditionnaire ont le regard tourné vers la lointaine Russie. Les officiers avec angoisse et incertitude, les soldats avec espoir et enthousiasme.

À Petrograd, la révolution a mis à bas le régime détesté de l'autocratie. Nicolas II a abdiqué quelques jours seulement après les premières manifestations des femmes de la capitale et la fraternisation des soldats avec la foule insurgée. Un Gouvernement provisoire, mêlant ministres bourgeois et réformateurs modérés, a été formé sous la direction du prince Lvov. Mais à côté de ce premier pouvoir, qui bénéficie instantanément du soutien des Alliés et qui se construit par « en haut », se met en place un deuxième pouvoir, celui des soviets, directement issu des journées révolutionnaires et reflétant les divers courants politiques influents parmi les masses populaires. La révolution allait-elle se répandre au sein même des troupes russes présentes en France ?

L'annonce des événements

À Paris, l'absence de nouvelles et l'incertitude dominent les quinze premiers jours du mois de mars au sein même des autorités russes.

« *Tout parvenait jusqu'à nous par bribes,* précise l'ancien officier Ossip Pernikov, *par télégrammes d'agence, par reportage décousu. Dans le désarroi général qui régnait à ce moment à Saint-Pétersbourg, personne n'avait songé à envoyer à notre attaché militaire les instructions nécessaires ; le comte Ignatiev et*

avec lui tout le corps expéditionnaire se trouvait abandonné à lui-même. »[11]

Les serviteurs du tsar, désorientés, s'interrogent symboliquement sur les formes que doivent prendre les cérémonies religieuses à l'ambassade :

« Isvolski, écrit A. Ignatiev, *me convoqua pour régler la question de la forme de la prière, qui devait être prononcée aux vêpres, à l'église de l'ambassade : c'était un samedi, et le révérend père Smirnov réclamait des instructions : fallait-il mentionner le grand Michel Alexandrovitch comme tsar ou non ? Et comment effectuer la grande procession liturgique ? »*[12]

La troupe a des sujets d'inquiétude d'une tout autre nature, mais elle attend en vain des explications et des nouvelles sur l'insurrection de la part des officiers. Le haut commandement reste frappé de stupeur et fait preuve d'une grande fébrilité.

« – Pourquoi notre tsar a-t-il abdiqué ? interroge un soldat

– Eh bien, il a abdiqué, c'est tout, répond son supérieur. *Il s'embêtait à avoir affaire à des imbéciles comme vous, voilà pourquoi il a abdiqué. »*[13]

Aux échelons inférieurs de la hiérarchie, les officiers subalternes, qui pour bon nombre sont laissés dans l'ignorance des événements et craignent les réactions des soldats, tardent également à renseigner la troupe. Léon Weber Bauler, médecin qui côtoyait en permanence les autorités militaires russes, évoque ces journées :

« Tout à coup, nouvelle foudroyante : on m'informe au mess que c'est la révolution en Russie ; les soldats se seraient révoltés, le tsar aurait été détrôné. « Surtout, entend-t-il dire autour de lui, *Dieu nous en préserve, que les soldats n'en sachent rien. »* Et il conclut : *« Les soldats le savaient avant nous. »*[14]

11 Pernikov (Ossip), *Ma vie et ma chance*, p. 97.

12 Ignatiev (Alexis), *Cinquante ans dans le rang*, t. 2, p. 291.

13 Lissovski (Youri), *«Lager La Kurtin»*, p. 266.

14 Weber (Léon Bauler), *op. cit.*, pp. 252-253.

Le trouble est également perceptible à travers le journal que le commandement imprime à destination du corps expéditionnaire, puisqu'il faut attendre près de trois semaines avant que celui-ci ne relate les principales transformations survenues en Russie. L'état-major se dote alors d'une nouvelle publication qui reflète désormais toutes les orientations du Gouvernement provisoire. Elle porte le titre évocateur de *Soldat-Citoyen russe en France,* l'ajout du mot citoyen étant censé exprimer les changements intervenus. Pourtant, cette presse est vite considérée par la troupe comme *« survivante de l'ancien régime »*...[15]

Les sentiments de la troupe sont effectivement à l'opposé de l'effroi des officiers et de leur incompréhension. Un soldat, dont la lettre est arrêtée par la censure postale, écrit :

« Le 7 mars, un télégramme est venu de Russie pour nous, mais les chefs de l'ancien régime ne l'ont pas laissé passer et ce sont les journaux français et quelques agents secrets du vieux régime qui nous ont apporté les nouvelles. Or, moi et l'un de mes camarades, nous n'avons pas pu résister à l'envie de rassembler les soldats de notre bataillon pour nous réunir autour du drapeau rouge. Tous nous nous sommes groupés, et nous avons formé un bataillon et demandé la musique. Je marchais devant.

Un premier officier vint à moi et me dit : "Je ne donnerai pas la musique sans l'autorisation du chef de bataillon". Nous appelâmes alors le commandant. Nous lui demandâmes pourquoi il ne nous avait pas informés de ce qui se passait en Russie, il nous répondit qu'il n'en savait rien, et nous pria de nous disperser et nous dit que s'il apprenait quelque chose il nous aviserait tout de suite. Le soir, on nous communiquait que Nicolas II avait abdiqué et nous connûmes les agissements de sa police fidèle. Ce bulletin, arrivé le 4, nous fut lu seulement le 9 mars. »[16]

15 SHAT, 7N 610, rapport de la mission française à Petrograd du 26/05/1917.

16 C'est-à-dire le 22 mars. SHAT, 7N 986, contrôle postal, mars 1917.

Quelques soldats parviennent à se procurer des publications socialistes éditées à Paris. Le rapport officiel du Gouvernement provisoire sur l'histoire du corps expéditionnaire, rédigé à l'automne 1917, accuse :

« Dès que la nouvelle de la révolution parvint à Paris, des journaux russes de tendances extrémistes firent leur apparition. Ces journaux, ainsi que certaines personnes qui circulaient librement parmi les soldats, ont commencé à se livrer à une propagande bolchevique, répandant fréquemment des fausses nouvelles puisées dans des dépêches fragmentaires des journaux français.

En l'absence d'informations et de directives officielles, cette propagande a provoqué une agitation parmi les soldats. Cette agitation s'est exprimée par le désir de retourner immédiatement en Russie et par une hostilité sans fondement à l'égard des officiers. » [17]

À la suite de l'interdiction de *Nache Slovo* (*Notre Parole*, auquel participait notamment Trotsky) à la mi-septembre 1916, c'est le journal *Natchalo* (*Le Début*) qui fut le plus diffusé clandestinement auprès des troupes russes. Dès le mois de janvier 1917, une note du ministère de l'Intérieur rapporte que, d'après certaines correspondances, la lecture du journal *Natchalo* a *« beaucoup plu »*, mais que les soldats se plaignent des difficultés pour se le procurer. [18]

Pour saluer la chute de l'autocratie, ce journal organise un meeting à Paris au cours duquel est distribué l'appel du Comité international socialiste de Berne, dont quelques exemplaires circulent jusque dans les troupes russes :

« On la déclarait morte et enterrée pour longtemps : on la déclarait impossible avec le gouvernement existant armé de pied en tête ; et voilà ! En une nuit elle devient une actualité vivante.

17 Extrait du rapport du Gouvernement provisoire publié pour la première fois par Reed (John), dans *Les dix jours qui ébranlèrent le monde*. Voir en annexe le texte complet.

18 Archives nationales, F7 12895.

Quand les patriotes bourgeois et socialistes estimaient que la révolution était une folie et un crime, en ce moment même la classe ouvrière se leva pour un combat à mort contre le tsarisme. La guerre mondiale qui était destinée à étouffer la Russie prolétaire l'a fait naître.

Maintenant le drapeau rouge du socialisme révolutionnaire flotte sur le palais de Tauride et sur les rangs des soldats qui se sont joints au peuple [...].

La révolution populaire qui tuera la guerre a levé la tête. [...] *Le prolétariat russe s'est soulevé pour le pain et la liberté : ni la guerre ni la paix sociale ne peuvent les lui donner. C'est maintenant le moment historique où le prolétariat de tous les pays doit choisir entre la guerre et la révolution.* [...] *Le moment est arrivé où, au nom de la liberté politique et sociale de chaque pays, la lutte des prolétaires doit s'unir en une lutte unique intégrale contre la guerre.*[...] *À bas la paix sociale ! À bas la guerre ! Vive le combat international des prolétaires ! Vive la Révolution russe et la révolution internationale socialiste ! »*

Parmi les tracts destinés aux troupes russes, la surveillance française découvre également une « réponse de Natchalo *au Groupe socialiste parlementaire », qui expose son rejet de l'union sacrée et de toute continuation de la guerre :*

« On veut imposer aux officiers russes cette solidarité avec les buts de guerre de la bourgeoisie libérale qui a démoralisé le mouvement prolétarien en France et en Angleterre, et dont l'incompatibilité avec le but de la vraie démocratisation de la Russie est si évident que Jules Guesde a cru nécessaire de déclarer franchement dans son télégramme : "La victoire d'abord, la république après".[...] *Quant aux émissaires majoritaires, qu'ils apprennent à Petrograd et à Moscou qu'un peuple qui a su se libérer par la violence révolutionnaire ne se laissera pas endormir par les paroles de l'union sacrée, qu'ils apprennent qu'avant de nous donner des conseils sur la méthode de défendre la liberté récemment conquise, contre les armées allemandes, ils auraient dû reconquérir leur pro-*

pre liberté qu'ils ont livrée de bon gré aux classes dirigeantes de leur pays. »[19]

Il est malgré tout difficile de connaître la circulation et l'influence réelle de ce journal ou des tracts dont il était l'inspirateur. Mais les demandes faites par les soldats pour recevoir d'autres numéros prouvent que les analyses de cet organe trouvèrent un écho réel au sein du corps expéditionnaire. La menace est d'ailleurs rapidement perçue par les autorités, puisque le journal est interdit dès le 8 avril 1917. Le même sort frappe la *Novaïa Epokha* (Nouvelle Époque), dont la censure postale saisissait une soixantaine de numéros chaque jour. L'interdiction de *Golos Pravdy* (La Voix de la Vérité), demandée par Pétain le 29 mai, est également prononcée le lendemain. La chute du tsarisme n'avait pas donné, comme on le voit, plus de liberté à la presse émigrée à Paris. Bien au contraire.

Les hôpitaux servent également de trait d'union entre l'émigration et le corps expéditionnaire. Les centres de soins et de convalescence permettent en effet le contact entre les éléments civils et militaires et les échanges entre les membres de diverses unités. Les soldats y ont d'ailleurs appris l'abdication du tsar avant leurs camarades du front, où la censure et les officiers étaient omniprésents. L'hôpital Michelet, à Vanves, où a été élu un soviet apparaît comme le principal carrefour de ces mouvements. D'après Y. Lissovski, ce sont surtout les « *bolcheviks* » et les « *bolchevisants* » qui « *utilisaient* » les hôpitaux pour leur propagande. À la mi-avril, par exemple, un nommé Josefovitch, que les responsables du renseignement identifient comme étant Antonov « *lié avec Lénine* », est surpris à Vanves en train de tenir une conférence aux blessés dans le réfectoire de l'hôpital.[20] Incident qui amène le général Pétain, devenu commandant en chef

19 Service de renseignements des armées, SHAT, 5N 267 (avril 1917).

20 Fait confirmé par le rapport du 11/05/1917, SHAT, 5N 267.

des armées françaises, à placer ce « *foyer pacifiste et révolutionnaire* » sous une surveillance très étroite.[21]

Les soldats traités dans les hôpitaux, puis réintégrés dans leurs compagnies, portent jusqu'au front les idées et les informations précieusement recueillies à l'arrière, et deviennent alors, comme l'indique Y. Lissovski, « *le fer de lance de la démoralisation* » des brigades russes.[22]

En 1916, le grand duc Mikhaïlovitch s'était élevé contre la « *propagande républicaine* » à laquelle il estimait que les soldats du tsar étaient soumis en France. Il concluait à cette époque : « *Le contact des soldats* (russes) *avec l'armée française (...) exerce une fâcheuse influence sur leur mentalité.* »[23] Quelques mois plus tard, ce sont cette fois les autorités françaises qui commencent sérieusement à s'émouvoir des contacts et de la contagion possible entre les contingents des deux pays.

Le Gouvernement provisoire et le corps expéditionnaire

Les premières directives du Gouvernement provisoire parvenues en France déclarent laconiquement : « *Toutes les directions principales du ministère de la Guerre continuent à fonctionner sans changement sous la direction du Gouvernement provisoire.* » Le seul changement immédiat concerne le personnel du haut commandement. Quelques jours après la constitution du nouveau pouvoir, la Russie décide en effet d'envoyer en France un militaire de haut rang pour marquer son attachement à la cause alliée et aux buts de guerre.

Le général Zankévitch est désigné comme « *représentant du Gouvernement provisoire auprès du grand quartier général français* ». Il devient donc le commandant suprême des troupes russes en France et à Salonique. Ancien attaché militaire en Rou-

21 SHAT, 5N 267, lettre du général Pétain du 29/05/1917.

22 Lissovski (Youri), *Lager Lya Kurtin*, *op. cit.*, p. 268.

23 SHAT, 5N 140, note de l'attaché militaire français à Londres.

manie et à Vienne, le général Mikhaïl Zankévitch, âgé de 41 ans, avait été nommé chef d'état-major du 18e corps d'armée, puis quartier-maître général. Au cours de la Révolution de Février, il avait été nommé par Biélyaïev commandant des troupes de la garnison de Petrograd. Il organisa à ce titre l'ultime défense du palais d'Hiver... avant de se rallier au nouveau régime. Son rôle au cours des journées révolutionnaires était suffisamment important cependant pour justifier son éloignement de la scène russe et son envoi en France, bien que général Alexeïev l'ait encore trouvé « *un peu marquant* » pour cette fonction.

Pour assurer un contrôle de l'activité des soviets, et veiller à ce qu'ils n'empiètent pas sur les attributions et sur les prérogatives du commandement, le Gouvernement provisoire a choisi également un émigré politique, Rapp, comme « *commissaire* ». Il est chargé officiellement de « *collaborer à la réorganisation de l'armée* » sur « *des bases démocratiques et dans l'esprit révolutionnaire* », c'est-à-dire, dans l'esprit des dirigeants libéraux, « *raffermir les qualités combatives de l'armée* », « *dissiper les malentendus qui pourraient naître dans les milieux militaires* » et établir la « *discipline révolutionnaire* ».[24] En d'autres termes, il devait contribuer à remettre les troupes en ordre de bataille. Le prince Lvov a désigné dans le même temps l'avocat à la cour d'appel de Petrograd Svatikov pour assurer les fonctions de « *haut-commissaire de Russie à l'étranger* ». Tous ces « *représentants* » sont nommés pour chapeauter le haut commandement, très marqué par sa fidélité à l'ancien régime, et le protéger ainsi de la colère des soldats. La guerre demeure la priorité du Gouvernement provisoire et personne n'évoque en son sein le rapatriement du corps expéditionnaire.

Les conditions de l'introduction puis de l'application du *prikaze n° 1*[25] du soviet de Petrograd au sein des contingents russes en France illustrent cette préoccupation commune à l'état-major

24 SHAT, 7N 2011, lettre du général Zankévitch du 6/08/1917.

25 Les *prikazes* sont les ordres du jour s'appliquant aux armées.

et au Gouvernement provisoire. Le général Dénikine déclara à Minsk, quelque temps après l'abdication du tsar, qu'il *« admettait »* la révolution, *« totalement, et sans restriction »*, mais qu'il estimait *« périlleux »* pour le pays de *« révolutionner l'armée et d'y introduire la démagogie »*. Kérenski affirma bien plus tard, quant à lui, qu'il aurait *« donné dix ans de sa vie »* pour que le *prikaze n° 1* n'eût jamais été signé.

Les contemporains, suivis par certains historiens, n'ont pas manqué de voir dans cet ordre la cause majeure des *« désordres »* russes. L'ambassadeur Joseph Noulens note ainsi à propos des troupes russes de France : *« Elles adoptèrent avec enthousiasme toutes les mesures qui favorisaient le désordre et exigèrent l'application du* prikaze n° 1*, funeste instrument de la débâcle du front russe. »*[26]

Or cet ordre, certainement le plus décisif pris par le soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd, n'était pas la cause des désordres et de la colère, mais plutôt l'expression et la conséquence du rejet par la troupe de la discipline de l'ancien régime. Le *prikaze n° 1* introduisait jusque sur le front français des changements considérables : abolition des formules traditionnelles du salut entre les officiers et la troupe et du tutoiement, suppression du garde-à-vous au passage d'un supérieur en dehors du service, disparition de tous les *« mauvais traitements »*. Il est facile d'imaginer comment l'annonce de ces bouleversements accéléra la désagrégation de l'autorité des officiers. Un soldat écrit avec enthousiasme dans une de ses lettres :

« Depuis ce jour (où fut annoncée la chute du tsar), *nous ne cessons d'apprendre du nouveau. Égalité pour tous les généraux et les soldats, tous seront désormais des "messieurs". Plus de tutoiement. Ah ! crois bien que cela ne va pas leur plaire, surtout à ces vieux officiers qui ont pu jusqu'à présent nous fouetter jusqu'au sang à coups de verges. »*[27]

26 Noulens (Joseph), *Mon ambassade en Russie soviétique*, t. 2, p. 137.

27 SHAT, 7N 986, extrait du contrôle postal mars-avril 1917.

En plus de ces changements apportés dans l'exercice du commandement, le *prikaze n° 1* autorisait le soldat à participer en tant que « *citoyen* » aux discussions et à tous les aspects de la vie politique. L'ordre ordonnait en outre que soient élus des comités de représentants dans toutes les unités : la révolution s'était emparée de l'armée.

Pour atténuer les premiers contrecoups de cette révolution et les effets de ce texte, le Gouvernement provisoire impose sans tarder aux soldats du corps expéditionnaire de prêter un serment d'obéissance :

« *Soldats, vous prêtez serment à votre Patrie ; vous jurez de la servir fidèlement et honnêtement ainsi que d'exécuter les ordres du Gouvernement provisoire qui régit l'État russe.*

Vous êtes envoyés ici pour lutter contre l'ennemi commun avec les armées alliées pour défendre avec elles la cause commune. L'heure approche où, sous la poussée de nos efforts fraternels, l'ennemi doit être brisé. Soyez forts dans votre serment, dans votre vaillance, pour que la terre de Russie qui vous a envoyés ici soit fière de vous. La Russie a décidé de conduire cette guerre jusqu'à une fin victorieuse et nous, ses fils, nous devons loyalement exécuter sa volonté. »[28]

Les nouvelles autorités n'entendent donc pas rompre avec l'engagement du tsar aux côtés des puissances impérialistes française et britannique. Elles réaffirment au contraire la nécessité de l'obéissance absolue et aveugle de la troupe. L'ordre du jour de la 1re brigade du 5 avril 1917 en donne une parfaite illustration :

« *La prospérité de la Russie, tout son avenir, tout son bonheur, dépendent de notre victoire sur l'ennemi. Or la victoire est impossible sans un gouvernement fort de l'obéissance volontaire de tout son peuple.* [...]

Les officiers doivent non seulement s'occuper des soins à donner aux hommes sous leurs ordres, mais encore les respecter car,

28 Texte cité par *L'Illustration* du 14/04/1917.

comme eux, ils sont Citoyens de la Grande Russie. Les soldats doivent, eux aussi, non seulement obéir aveuglément, sans murmure, aux officiers, mais encore apprécier leurs soins cordiaux, ce qui a toujours fait la force de notre armée.

Je sais que nombreux sont ceux qui ne peuvent comprendre les nouvelles contradictoires de la presse quant à ce qui se passe en Russie. Chacun doit croire fermement que toutes les dispositions du Gouvernement provisoire seront communiquées à tous et immédiatement exécutées. [...]

Souvenez-vous que nous ne sommes pas chez nous mais chez nos Alliés, prêts à admirer notre vaillance et qui jugeraient sévèrement une hésitation de notre part à remplir notre devoir. [...]

Ayant foi en Dieu, en la certitude de notre vaillance et en notre bouillant amour pour la Russie, nous allons travailler et nous préparer aux grands jours à venir unis et amicalement. »[29]

Jusqu'à la veille de l'offensive, les brigades russes sont inondées par un flot ininterrompu de harangues patriotiques de même nature où il est toujours question d'obéissance « aveugle » et « sans murmure ». Mais le soldat avait commencé à ouvrir les yeux et à s'exprimer. La révolution accomplissait son œuvre.

L'apparition des soviets et l'état d'esprit de la troupe

« Entre eux et nous se trouve un fossé infranchissable. Qu'importent pour eux les relations qu'ils entretiennent avec tel officier en particulier, à leurs yeux nous sommes tous des barines.[30] *Lorsque nous parlons du peuple, nous pensons à la nation ; lorsque eux en parlent, ils ne voient que les classes pauvres démocrates. Dans*

29 SHAT, 17N 649, extraits du *prikaze* du 5/04/1917.

30 En russe, le mot signifie «seigneurs». Dans l'armée, cette dénomination indiquait que les officiers étaient perçus par la troupe comme des «messieurs» ou des «grands seigneurs», ce que bon nombre d'entre eux étaient d'ailleurs, notamment au début du conflit. La proportion de nobles s'élevant en outre avec le grade.

leur esprit, ce qui est survenu n'est pas une révolution politique mais sociale, qu'ils estiment avoir gagnée et nous perdue. »[31]

Quels qu'aient été jusqu'à cette date les sentiments de la troupe, ils ne pouvaient guère s'exprimer sous le commandement de fer de leurs officiers. L'onde de choc partie de Petrograd ébranle en revanche profondément et durablement les deux brigades russes. Le corps expéditionnaire, comme l'écrit A. Obey, subit le « *contrecoup* » de la révolution « *avec autant de violence et d'enthousiasme* [...] *que s'il eût combattu sous Stanislau ou dans les marais du Pripet* ».[32]

Georges Zamotine se souvient de l'explosion fantastique de la parole : « *Quand Nicolas II a abdiqué,* résume-t-il, *on a parlé librement à cette époque-là* ».[33] Les soldats discutent désormais *"passionnément"*[34] de la révolution et de ses conséquences, des espoirs qu'elle fait naître dans la conscience de chacun. Un soldat évoque sa propre joie dans l'une de ses lettres :

« *Je t'informe, mon cher frère Mikhaïl A., que le soleil vient de se lever sur notre Russie et réjouit chaque soldat. De joie je ne sais que t'écrire. Mon cœur est en liesse. Nous l'avons cette liberté tant attendue. Nous sommes délivrés des bourreaux de Nicolas.* [...] *Maintenant nous sommes des citoyens libres. Quels événements !* [...] *Ah ! mes chers amis, la joie qu'éprouve tout sujet russe est inexprimable.*

Nous avons oublié que la guerre dure depuis trois ans déjà et qu'il y a des morts et des mutilés. Chacun se sent renaître comme dans un monde nouveau. Oh, comme nous étions opprimés et las ! »[35]

---

31 Lettre d'un officier russe citée par Wildman (Allan K), *op. cit.*, t. 1, p. 245.

32 Obey (André), *Camarades Rouski*, p. 538.

33 Zamotine (Georges), entretien de 1987.

34 Zamotine (Georges), témoignage de 1986.

35 SHAT, 7N 986, rapport d'avril 1917.

Le terme qui revient le plus souvent sous la plume des hommes, et qui sera reproduit au printemps 1917 sur la plupart des drapeaux rouges confectionnés par les compagnies, est le mot Liberté. Quant au rapatriement, il devient le thème principal qui mobilise et unit la troupe. Mais les soldats sont également impatients de prendre connaissance des mesures adoptées par le nouveau pouvoir et d'en jouir dans leur vie quotidienne.

Pour eux, l'effondrement de la monarchie signifie la fin de l'ordre social ancien, ce qui dans l'armée implique l'abolition de la sujétion aux officiers. Plus l'encadrement retardait d'informer la troupe et plus il prenait le risque d'apparaître comme le défenseur de l'ancien régime. Et lorsqu'il publia au cours du printemps les décrets relatifs aux droits du soldat, cela affaiblit un peu plus encore son autorité... Les officiers subalternes multiplièrent en retour les actes d'allégeance au nouveau pouvoir et se parèrent de rubans rouges. Mais quelle pouvait être la confiance de la troupe en ces hommes, même les plus sincères, qui les avaient fustigés quelque temps auparavant et qui avaient toujours servi le tsar avec zèle ? C'est ainsi que, le jour de la prestation de serment au Gouvernement provisoire, des soldats avaient refusé de marcher sous la conduite des officiers ayant participé l'année précédente au tribunal militaire qui avait condamné à mort quatre soldats accusés de l'assassinat de leur colonel dans un port de la Méditerranée. D'autres au sein du 8e régiment avaient inscrit sur le drapeau ornant la tombe de ces soldats exécutés à Mailly en septembre 1916 : « *Honneur et gloire à ceux qui sont tombés victorieusement dans la lutte contre l'ennemi intérieur* »[36].

Cependant, la décomposition des brigades russes ne touchait pas toutes les unités et tous les soldats au même rythme. La majorité demeure en effet jusqu'à l'offensive d'avril 1917, par fidélité même à la jeune révolution, prête à combattre de nouveau sous l'autorité de ceux qui affirment leur loyauté au Gouvernement provisoire : la troupe affiche alors assez large-

36 Cité par Jamie Cockfield, p. 88.

ment son « défensisme » révolutionnaire. Les hommes ignorent presque tout du déroulement précis des événements en Russie et du fragile équilibre politique et social dû à la dualité de pouvoir entre le Gouvernement provisoire et le soviet de Petrograd. Pour eux, ces institutions représentent un même corps, à deux têtes, dirigeant en commun la révolution. Les sentiments de la troupe sont bien plus complexes par conséquent que ce qu'écrit l'Américain Cockfield dans les pas de Pierre Poitevin. « *Le Tsar les avait envoyés à la guerre, et maintenant le Tsar était parti. Pour eux, la guerre était terminée.* » Et de conclure avec effroi : « *Cette croyance les amena à fraterniser avec les Allemands.* »...[37]

L'enthousiasme général provoqué par la chute de l'autocratie entretient en fait une partie des soldats dans l'idée que, désormais, au nom de la lutte nécessaire contre d'autres « tyrans » ou de la défense des conquêtes révolutionnaires, la force des armées russes sera invincible. « *Nous sommes devenus forts, résume l'un d'eux.* [...] *Mais il faut anéantir ceux qui règnent sur les peuples. La dernière heure des tsars a sonné, celle de Guillaume est venue.* »[38] Ces soldats du corps expéditionnaire veulent être les fiers représentants d'une révolution faite par les « obscurs », les sans-grade, les paysans et les travailleurs. Ils entendent déjà cependant « *ne pas enrichir ici la bourgeoisie française* » et « *courir en Russie pour défendre la jeune liberté russe* ».

La troupe accuse très vite les officiers de s'opposer à ce retour et de ne pas appliquer ce qu'ils pensent être les ordres du Gouvernement provisoire.

« *Pouvez-vous me dire ce que pensent de nous les soldats sur le front russe ?* écrit un soldat. *Nous voulons partir pour la Russie, sur le front russe. Mais on ne sait pas pourquoi on ne nous expédie pas. Les autorités supérieures ne veulent pas aller en Russie ; les chefs supérieurs ont peur de partir pour la Russie parce qu'ils*

37 Jamie Cockfield, op. cit., p. 80.

38 SHAT, 7N 986, rapport de mars-avril 1917.

y auront trop chaud. Il y a un restant de bourgeoisie de l'ancien régime qui arrête notre expédition. »

Ces sentiments de la troupe permettent cependant à l'état-major russe d'invoquer à son tour la nécessaire « *défense de la révolution* ». La création des premiers soviets sur le front est, pour quelques semaines, le symbole de cette situation contradictoire.

Il est difficile d'établir avec précision l'unité au sein de laquelle fut formé le premier comité. Mais deux soviets se sont distingués au cours des premières semaines : celui de l'hôpital Michelet, de Vanves, et celui du 1er régiment de la 1re brigade. L'influence de l'émigration parisienne et l'absence relative de surveillance ont certainement favorisé l'apparition du comité de Vanves. Quant à l'influence du comité du 1er régiment de la 1re brigade, une unité majoritairement composée de soldats d'origine ouvrière, elle est vite mise en évidence par les autorités militaires. S'exprimant lors du deuxième congrès des délégués des troupes russes en France, en octobre 1917, le lieutenant Djinoria revint sur le rôle joué par ce comité au moment de la révolution :

« *Peu après la chute de l'Ancien Régime, les mots d'ordre contre la guerre et pour le désarmement immédiat restèrent très précis, surtout dans les parties des troupes qui, par leurs traits spéciaux de classe et de psychologie, représentaient un terrain plus favorable à l'acceptation et au développement des idées extrémistes, c'est-à-dire dans le 1er régiment de la 1re brigade. Une habitude plus grande de l'action politique de masse a favorisé l'organisation dans ce régiment d'un noyau compact qui servait à imposer ses idées aux autres parties de la 1re brigade* ».[39]

Le Letton Baltaïs, soldat de la 8e compagnie, s'impose immédiatement comme le dirigeant du mouvement. Georges Zamotine se souvient : « *Oh ben oui, il a été élu, on l'a nommé comme ça : C'est Baltaïs, c'est un chef, allez oui c'est lui, d'accord.* » Il a gardé également en mémoire l'échange de propos entre ce

39 Cité par Danilov, *Russkie otriady na Frantsuzkom i Makedonskom frontakh,* 1916-1918, p. 140.

« chef » et le colonel Netchvolodov. Celui-ci s'approche de Baltaïs et lui dit : « *Lève-toi !* ». Baltaïs de répondre : « *Levez-vous, moi je suis citoyen comme vous !* » Le colonel quitte alors la pièce en proférant ces paroles *: « Moi je suis monarchiste et c'est tout.* »[40]

C'est également à l'initiative de ce régiment qu'une réunion des délégués des autres unités de la brigade se tient début avril dans la cave d'une verrerie. Les représentants de la troupe y votent une résolution réclamant le retour du corps expéditionnaire en Russie. Le colonel Netchvolodov se serait évanoui à l'annonce de la déclaration des délégués.[41]

Dans les autres unités, des comités sont organisés parfois à partir d'un groupe de soldats qui se sont réunis pour discuter, « *un groupe comme ça qui prenait la parole* » nous dit G. Zamotine. Ossip Pernikov écrit de son côté :

« *Sans se soucier de la canonnade toute proche et s'inspirant des exemples du front russe, les soldats abandonnaient à toute heure les tranchées, se réunissaient en « meetings », improvisaient les discours d'orateurs improvisés, et procédaient à l'élection de « soviets » (comités) appelés à diriger la vie des unités.* »[42]

La décomposition des unités est suffisamment perceptible à la mi-avril pour qu'un rapport des services de renseignements note que les comités de soldats « *discutent de leur participation aux attaques et renient leurs officiers* ».[43] Pierre Petit, soldat français ayant combattu dans le même secteur, se rappelle de son côté la veille de l'offensive :

« *Dix-huit heures : coup de théâtre : les régiments russes viennent de se mutiner. À dix-neuf heures, il y a une réunion, dans la cave du château de Saint-Thierry, des soviets qui viennent de se former. Ils vont se prononcer sur la décision à prendre. Faut-il*

40 Zamotine (Georges), entretien de 1987.

41 Williams (John), *Mutiny 1917*, p. 20.

42 Pernikov (Ossip), *Ma vie et ma chance*, *op. cit.*, p. 102.

43 SHAT, 5N 267, rapport du 15/04/1917.

attaquer ou non ? Après trois heures de délibération, les soviets ont voté "pour l'attaque" à main levée. »[44]

Mais la motion votée précise que cette attaque sera la dernière à laquelle les soldats accepteront de participer en France. Elle marque par conséquent à la fois la victoire des éléments défensistes, et donc de l'encadrement, et le signe avant-coureur d'une crise qui devait s'approfondir au cours des semaines suivantes.

44 Petit (Pierre), *Histoire des Russes*..., p. 15.

L'offensive d'avril 1917

« Ils chantent toujours. Après les combats les plus durs, ils chantent, et ils sont reposés. »
Général Lochvitsky, septembre 1916.[45]

Les unités russes ne représentent que des éléments d'appoint dérisoires dans l'ensemble du dispositif d'attaque français conçu par le général Nivelle et approuvé par le gouvernement. Les 1re et 3e brigades sont par ailleurs engagées séparément, sur la droite et la gauche du secteur du 7e corps d'armée. Mais elles sont jetées dans la mêlée sur deux objectifs majeurs de la Ve armée : la cote 108 et le mont Spin, en ce qui concerne la 3e brigade, et le fort de Brimont pour la 1re. Les troupes russes vont perdre plusieurs milliers d'hommes en trois jours d'atroces combats. Espérait-on en haut lieu mettre ainsi un terme à l'agitation au sein de ces unités ? Un témoin raconte :

« Sur une initiative personnelle de Lochvitsky, les médecins firent venir les malades et les blessés aux plaies non cicatrisées pour les intégrer à la troupe dans la perspective de jeter une fois encore toutes les forces humaines dans ce combat. »[46]

Survenant quelques semaines seulement après l'annonce de l'insurrection victorieuse à Petrograd et l'abdication du tsar, l'offensive meurtrière du printemps 1917 va marquer très profondément l'ensemble du corps expéditionnaire. Jusqu'à leur rapatriement, les soldats rappelleront sans cesse les pertes effroyables qu'ils subirent et le sang avec lequel ils trempèrent le sol de la Champagne.

45 *L'Illustration*, 16/09/1916.

46 *Russkie soldaty vo Frantsii*, p. 5.

La première brigade à l'assaut de Courcy et du fort de Brimont

Comme pour l'ensemble de la V^e armée, des conditions atmosphériques très défavorables ont marqué les deux semaines précédant l'attaque. L'artillerie allemande répond assez faiblement aux intenses tirs de préparation de l'artillerie, mais la 1re brigade perd malgré tout plusieurs soldats dans ces ripostes, dont une partie à cause des gaz asphyxiants.

Après quelques éclaircies, le mauvais temps s'installe de nouveau dans l'après-midi du 15. La nuit précédant l'assaut, la brigade subit un violent bombardement.

À six heures du matin le 16 avril, les troupes de première ligne, soit quatre bataillons, sortent des tranchées. Les soldats progressent partout très difficilement, les liaisons entre les unités russes et françaises ne peuvent être établies. Un déluge de feu et de mitraille fauche toutes les compagnies. Vers 15 heures, le bataillon du 2e régiment a déjà perdu 28 officiers et environ 50 % de ses effectifs.

À gauche de la 1re brigade, les troupes françaises ne peuvent progresser davantage. À droite, le scénario se répète, même si l'état-major explique que les troupes de la 151e division d'infanterie se sont portées à l'attaque « *avec un entrain merveilleux* ».[47]

Le commandement russe constate l'échec de cette première vague et décide quelques heures seulement après le début de l'attaque de faire appel à ses troupes de réserve. À 15 heures, les deux derniers bataillons du 2e régiment sont rassemblés pour être dirigés sur les positions conquises. Mais au soir du 16 avril, la ligne du front du 7e corps d'armée n'a pratiquement pas progressé, en tout cas ses unités sont hors de portée des objectifs initiaux : seules quelques centaines de mètres au maximum ont été reprises. Le journal de marche de la brigade précise laconi-

47 SHAT, 19 N 919, rapport du 24/04/1917.

quement que tous les mitrailleurs ont été tués, et que les unités sont « *toutes très affaiblies par suite des pertes* ».[48]

Aux premières heures du 17 avril, la pluie continuelle qui s'abat sur la région retarde la mise en place des troupes et rend impossible toute préparation d'artillerie.[49] Le général Mazel ordonne donc la remise au lendemain de l'attaque sur le mont Spin et Brimont.[50] La journée s'avère pourtant de nouveau meurtrière, puisque l'état-major annonce des pertes approximatives de 20 % des effectifs engagés.[51]

Le 18 avril, le mauvais temps persiste sur le front de la V^e^ armée. L'attaque contre le fort de Brimont est de nouveau différée, comme toutes les opérations importantes prévues ce jour-là. En revanche, les bombardements sur les positions russes continuent, en particulier sur le village de Courcy. En début d'après-midi, le 3^e^ bataillon du 2^e^ régiment progresse par le réseau serré de boyaux vers un bastion dont l'occupation n'a pu être réalisée la veille. C'est sans aucun tir de démolition sur l'ouvrage, rendu impossible par une épaisse brume, que le commandement jette ses hommes à l'assaut de cette position.

Au cours de la nuit, les premiers mouvements de relève s'effectuent. Toutes les tentatives des unités du 7^e^ corps d'armée ont échoué. Les bataillons encore en ligne sont relevés dans la nuit du 19 au 20 avril. La 1^re^ brigade, placée en réserve d'armée, campe en ordre dispersé dans différents cantonnements au sud-ouest de Reims.

48 SHAT, 22N 436, rapport du 17/04/1917.

49 *Les Armées françaises pendant la Grande Guerre*, plus loin AFGG, t. V, 1^er^ vol., p. 511, pp. 660 et 669.

50 *AFGG*, t. V, 1^er^ vol., annexes, vol. 2, p. 899.

51 SHAT, 19N 919, journal de marche du 7^e^, et du 38^e^ CA.

La troisième brigade dans la mêlée à la cote 108 et au mont Spin

Le 16 avril, la 3e brigade est dirigée sur le village de Saint-Aubœuf à partir duquel le commandement prévoit de l'utiliser, soit dans le secteur du 32e corps d'armée soit dans celui du 7e corps d'armée. L'état-major de la Ve armée confirme en début de matinée qu'il ne compte pas employer cette unité le premier jour, avant que la progression des unités ne le permette.

Les premiers comptes rendus des combats amènent cependant l'état-major français à revenir sur cet ordre et à faire appel à la 3e brigade le soir même du déclenchement de son offensive. La brigade est fractionnée : certains éléments vont combattre sur la cote 108, d'autres sont rassemblés pour l'attaque du mont Spin.

La cote 108

Le 16 avril, l'armée allemande tient toujours ce point ainsi que le mont Sapigneul, véritable forteresse dans laquelle les unités du génie ont réalisé de très importants travaux qui assurent un avantage majeur à ses défenseurs. Pour le commandement, ce sont les deux premiers obstacles à la progression des unités françaises à l'est de Berry-au-Bac.

À 4 heures, les troupes occupent les parallèles de départ préparées pour l'assaut, malgré les inondations et la boue présentes dans cette zone. À 6 heures, l'offensive commence. Trempés jusqu'aux os et frigorifiés, les Russes du 6e régiment avancent et occupent la cote 108 ainsi que la partie ouest du mont de Sapigneul. Des feux de mitrailleuses partant du mont Spin suivis d'une contre-attaque allemande stoppent leur progression.

À 8 heures, l'artillerie française reprend ses tirs de préparation. Les unités engagées ont subi de très lourdes pertes et sont totalement désagrégées. Elles reviennent toutes à leurs tranchées de départ. Seule la cote 108 n'est pas évacuée. Une nouvelle attaque lancée vers 11 heures ne peut déboucher et l'après-midi n'apporte pas de modification significative.

Pendant les deux journées suivantes, le front demeure figé. La manœuvre d'attaque du mont de Sapigneul par l'ouest est abandonnée provisoirement et l'essentiel de l'effort des troupes de la gauche du 7e corps d'armée se porte sur les positions allemandes du mont Spin où quatre bataillons russes de la 3e brigade sont engagés (le 5e régiment appuyé du 2e bataillon du 6e régiment).

Les combats du mont Spin

Dans la nuit du 16 au 17 avril, la troupe est conduite en première ligne. Vers 22 heures, trois bataillons du 5e régiment quittent leur cantonnement afin de se déployer de part et d'autre du chemin menant de La Neuville à Aguilcourt. Mais les conditions atmosphériques, aggravées par l'incompétence du commandement, transforment cette première nuit en un véritable cauchemar. Plusieurs compagnies ayant perdu leur guide en sont réduites à errer toute la nuit dans le réseau de boyaux effondrés et inondés par les pluies diluviennes qui se sont abattues les jours précédents. Le 1er bataillon parvient à prendre position au cours de la nuit au sud du chemin, alors que le 3e bataillon n'est en place au nord de cet axe qu'au matin du 17 avril. Les derniers éléments égarés ne parviennent même sur leur emplacement de départ que peu avant midi, c'est-à-dire après d'interminables heures d'une marche éprouvante dans la boue des tranchées.

L'ordre du général Micheler pour le 17 avril prescrit de poursuivre l'effort entrepris le premier jour de l'offensive et de reprendre la préparation de l'attaque, puis l'assaut des positions du mont Spin qui a échoué la veille.[52]

Mais les intempéries obligent là encore le commandement à reporter cette opération. Le vent, la pluie et même la neige s'abattent en effet sans discontinuer sur la troupe, et la journée est consacrée à achever la mise en place des unités sur le front d'attaque. Le 18 avril, les conditions atmosphériques ne s'améliorant pas, l'attaque est de nouveau retardée de 24 heures. Les

52 SHAT, 19N 919, plan d'engagement des unités de la 3e brigade.

soldats du 2e bataillon du 6e régiment russe subissent cependant ce jour-là une violente attaque.

Le 19 avril à 13 heures, la conquête du mont de Sapigneul et du mont Spin commence. Les Russes rencontrent dans un premier temps des réseaux de barbelés complètement détruits et progressent rapidement sur le mont Spin, qu'un bataillon parvient même à occuper. Mais les mitrailleuses ralentissent ce mouvement et font de nombreuses victimes. Au cours de l'après-midi, la situation devient intenable pour les éléments les plus avancés. Les troupes allemandes, qui ont opéré un mouvement tournant, menacent plusieurs compagnies sur leur arrière. Le repli est ordonné. À la suite d'un combat à la grenade, et d'une effroyable lutte au corps à corps, les Russes parviennent à forcer le passage. En fin d'après-midi, les deux bataillons engagés en première ligne sont assaillis de toutes parts et ne peuvent que poursuivre leur mouvement de repli. Vers 18 heures 30, ils réoccupent leurs tranchées de départ. L'attaque sur le mont Spin a échoué.

Le 2e bataillon du 6e régiment attaque au sud-est du mont de Sapigneul. Sa progression est stoppée encore plus rapidement, car dès la première ligne les soldats rencontrent une résistance très forte. Ils parviennent à franchir cet obstacle mais sont immédiatement repoussés. Très sévèrement meurtri, le bataillon se replie. Le commandement de la brigade déplore ce mouvement et envoie à ses troupes l'ordre de tenir « *coûte que coûte* » les premières lignes allemandes.

Mais l'échec de l'offensive est total, les unités sont saignées. Les corps et les membres arrachés encombrent les boyaux tandis qu'on tente d'évacuer tous les blessés. De nombreux soldats ont été tués par les explosions de grenades et dans d'effroyables combats à la baïonnette. Le soir même de l'attaque, la 3e brigade est relevée et quitte le secteur actif du front pour la région de Pévy, Prouilly et Hervelon.

Bilan d'un massacre

Le dramatique et sanglant bilan de l'offensive du 16 avril est aujourd'hui une donnée bien connue. Après trois jours de combats, le commandement doit constater l'impossibilité de réaliser une percée décisive et l'inanité de l'offensive elle-même, car, sur l'ensemble du dispositif d'attaque, la presque totalité des unités engagées ont dû se replier sur les tranchées de départ. Pour le premier jour, les plans du haut commandement prévoyaient plus de dix kilomètres de progression. Elle n'a été que de cinq cents mètres, bien vite reperdus dans la plupart des cas les jours suivants. Le général Pétain, successeur de Nivelle à partir du 15 mai, poursuivra à son tour les objectifs assassins définis dans le plan initial avant de réorganiser son dispositif.

Pourtant, il avait été tiré près du double d'obus de 75 que lors des combats de Verdun et de la Somme, ainsi que des dizaines de milliers de munitions de 155 mm et de 220 mm. Du 17 au 20 avril, 1 600 000 obus ont ainsi été lancés sur le seul massif de Brimont où combattait la 1re brigade.

La citation des deux brigades russes à l'ordre de l'armée pour leur action pendant l'offensive masque mal ce désastre. Les commandants des unités sont également décorés pour leur conduite. Le commandant du 1er régiment, Netchvolodov, est récompensé pour avoir « *dirigé avec courage et sang-froid l'action de son régiment dont l'attaque a été couronnée d'un brillant succès* ».

Au colonel Bromov, commandant les unités du 6e régiment écrasées à la cote 108, la patrie est également reconnaissante d'être « *resté sur ses positions pendant quatre jours et quatre nuits sous un violent bombardement, sachant maintenir élevé le moral de sa troupe en donnant lui-même l'exemple du plus grand courage et du plus grand dévouement* ».[53]

Dans un message adressé à Alexeïev, le général Nivelle félicite sans honte la 1re brigade pour avoir « *brillamment atteint les objectifs fixés et mené à bien sa tâche malgré de lourdes pertes* »,

53 Bakhmeteff Archives, *prikaze* du 23/07/1917

« *surtout en officiers* ».[54] Sur l'ensemble des secteurs, les pertes s'élèvent à 271 000 morts, blessés, disparus et prisonniers.[55]

Dans ce bilan, il faut dénombrer environ 7 500 « Sénégalais » et près de 6 000 Russes.

Les officiers de la 1re brigade n'ont il est vrai pas été épargnés par les combats, puisque près de la moitié d'entre eux y ont trouvé la mort ou ont été blessés. Selon G. Zamotine, plusieurs auraient d'ailleurs été tués par leurs propres hommes pendant l'offensive, par « *vengeance* » contre les mauvais traitements auxquels ils les avaient soumis.[56] Certaines fractions avancées de la 1re brigade ont en outre été victimes des tirs de l'artillerie française malgré les fusées lancées « *pour transporter le tir plus loin* ».[57] Au total, et bien que les chiffres varient quelque peu d'une source à l'autre, les pertes de la 1re brigade s'égrainent comme suit : un officier supérieur, 28 officiers subalternes, 314 sous-officiers et 2 740 soldats.[58]

La 3e brigade a été aussi sévèrement saignée que la 1re . Le 5e régiment notamment déplore au 20 avril, 163 tués, 690 blessés et 317 disparus, soit au total près de 1 200 hommes. Le 2e bataillon du 6e régiment est également très touché. Il compte 107 tués, 172 blessés et 126 disparus. Au total, le général Maroutchevski comptabilise 2 701 soldats et 37 officiers hors de combat.[59] Les blessés du corps expéditionnaire partagent le sort dramatique de tous les combattants du Chemin des Dames, meurtris, puis de nouveau victimes d'un « *véritable désastre sanitaire* »,

54 Danilov (général), *la Russie dans la guerre mondiale,* p. 515.

55 Becker (Jean-Jacques), *La Première Guerre mondiale*, p. 34.

56 Entretien avec Georges Zamotine.

57 Témoignage, 1986.

58 SHAT, 16N 210, rapports des 10/04/1917, 22/04/1917 et 25/04/1917.

59 SHAT, 7N 390, compte rendu des pertes de l'attaque du mont Spin.

selon l'expression d'Antoine Prost, aggravé par le manque de traducteurs.[60]

Aussitôt après leur relève, les troupes sont placées en réserve d'armée. Les deux brigades rejoignent vers la fin du mois d'avril la région de Baye (poste de commandement de la 1re brigade), et de Montmort (PC de la 3e brigade) à 40 kilomètres d'Épernay. Les troupes y sont réparties en de multiples cantonnements.

Le départ de la zone des combats ne peut que réjouir l'ensemble de la troupe. Mais les conditions dans lesquelles s'effectuent ces déplacements indiquent que l'état-major compte reprendre rapidement et fermement en main les unités. C'est à pied en effet que la troisième brigade a été dirigée vers l'arrière dans la nuit du 28 au 29 avril. L'ordre du jour de la brigade précise que les mesures *« les plus énergiques »* sont prises afin que les soldats ne quittent pas le cantonnement de leur bataillon. Les soldats sont avertis que les *« traînards »* ne seront pas tolérés. *« Le général compte que la brigade marchera dans l'ordre parfait auquel elle l'a habitué. »*[61]

Mais pour la troupe, il n'est plus possible d'obéir et de se soumettre au corps des officiers comme si rien n'était survenu en Russie. *« Éreintés par les combats et pendant leur « errance »* à travers les campagnes, les soldats commencent à *« exiger leur envoi dans un camp pour s'y reposer. »*[62]

60 «Le désastre sanitaire du Chemin des Dames», dans *Le Chemin des Dames*, Stock, 2004, p. 137-151.

61 SHAT, 7N 390, ordre du 28/04/1917.

62 *Russkie soldaty vo Frantsii*, *op. cit.*, p. 6.

La révolte

Au lendemain de ces jours sanglants du Chemin des Dames, le général Lochvitsky écrit, au mépris des milliers de cadavres, mais selon un usage désormais bien établi dans les états-majors :

« L'état moral de la 1re brigade russe spéciale est excellent sous tous les rapports. L'expérience des combats des 16, 17 et 18 avril a prouvé que les soldats de cette brigade avaient conservé toute leur valeur combative. Les hommes qui ont été engagés dans ces combats sont fiers d'y avoir pris part, fiers d'avoir rempli la mission qui leur avait été confiée et d'avoir triomphé de l'ennemi. Les pertes qu'ils ont subies ne les ont point affectés et ils ne demandent qu'à participer à de nouvelles offensives. »[63]

Le général Maroutchevski concède qu'il est toutefois indispensable d'exercer une active propagande au sein de ses unités. Il note :

« L'état moral des troupes est excellent, mais les événements de Russie doivent être expliqués aux hommes, afin qu'aucune idée fausse ne germe dans leur esprit, en un mot qu'il est nécessaire de faire l'éducation politique de la troupe, ce qui exige réunions et conférences. »[64]

D'un strict point de vue militaire, sans l'arrivée de renforts et une nouvelle période d'instruction, il est impossible d'envisager que le corps expéditionnaire reprenne une place dans un secteur du front. Les régiments ne peuvent être en effet qu'en faible partie reconstitués par les hommes prélevés sur leurs bataillons de marche du dépôt de Mailly.

Mais pour l'état-major français, la question ne se réduit pas à ce problème d'effectifs. D'emblée, la crise est jugée plus profonde : si la troupe n'est pas en mesure de combattre, c'est que la

63 SHAT, 7N 390, message du 31/04/1917.

64 SHAT, 7N 390, rapport au commandant de la 1re armée du 1/05/1917.

révolution y dispose de farouches partisans. Le séjour au camp de Mailly, trop proche du front est donc refusé aux deux brigades. Le commandement précise par ailleurs dès le 23 avril, que les cantonnements destinés à recevoir désormais les Russes doivent être fixés en fonction d'une double contrainte : qu'ils permettent « *le maintien de l'ordre et de la discipline* » et qu'ils soient situés « *à une certaine distance de villes ou de grands centres* ».[65] Dans le même but, les unités ont également été préalablement fractionnées. La section des renseignements aux armées, recensant les différents signes d'effervescence parmi les troupes, invite les autorités à ne pas sous-estimer la situation. Elle conclut à la veille de la révolte :

« *Il ne faut pas perdre de vue que tous les faits relatés ne donnent qu'une image schématique de la propagande pacifiste qui peut conduire à en sous-estimer les effets. La juger seulement sur ses manifestations équivaudrait à ignorer l'œuvre souterraine des termites. Elle accumule des menaces sérieuses pour les jours de crise.* »[66]

La « crise » éclate en effet au grand jour le 13 mai, premier mai du calendrier russe.

Le Premier Mai et la décomposition des unités russes

À lire les rares articles des journaux français, ce « 1er Mai » ne fut qu'une revue réglementaire des nouveaux bataillons de la révolution. *L'Illustration* explique :

« *Le général Palitsyne réunit les soldats sans arme dans un champ pavoisé de drapeaux et d'écriteaux et leur donna la lecture des dépêches du Gouvernement de Petrograd proclamant la nécessité de continuer la guerre jusqu'à la défaite des Allemands.*

Puis il appela à lui les sept soldats qui allaient partir pour la Russie, délégués par la brigade au comité des ouvriers et soldats,

65 SHAT, 16N 1686, note du 23/04/1917.

66 SHAT, 5N 267, rapport du 1/05/1917.

et leur demanda de travailler là-bas pour les intérêts de la Russie et de la France, de ne pas oublier que la pensée de tous les officiers supérieurs et soldats les accompagnait à Petrograd. »[67]

Cette journée est en réalité la première manifestation collective de la colère de la troupe. L'implosion des unités du corps expéditionnaire est proche. Alors que le représentant du gouvernement russe tente ce jour de s'adresser aux soldats, ceux-ci agitent fièrement des dizaines de drapeaux rouges sur lesquels ils ont inscrit, le plus souvent en français et en russe, les mots *« Liberté »*, *« Liberté, Égalité, Fraternité »*. Un témoin raconte :

« Le 30 avril, après la soupe, le bruit courut que le général Palitsyne devait venir le lendemain et qu'on voulait nous désarmer.

Voilà comment les choses se sont passées : nos gars avisèrent le général Lochvitsky que tous les soldats voulaient fêter le 1er Mai. Il fut répondu de remettre la fête au lendemain, car ce jour là devait arriver le général Palitsyne et, pour lire l'ordre du Gouvernement provisoire, on devait rassembler le régiment sans arme. Les soldats n'ont pas obéi. Le 1er mai de bon matin, les compagnies se rassemblèrent d'elles-mêmes avec équipement complet et drapeaux rouges et tous nos officiers, Ivanov en tête conduisit son bataillon à l'état-major du régiment. Quand les autres régiments arrivèrent, la musique joua et les soldats firent beaucoup de discours. Notre Nicolas P. parla au sujet de huit hommes qui ont été fusillés[68] à Mailly en présence du colonel Ivanov et l'a forcé à demander pardon aux soldats. Au général Palitsyne (...) tous les soldats crièrent "À bas !", "À bas !", "Nous ne voulons plus de vous !", "À bas le vieux bureaucrate !", et il s'empressa de filer. »[69]

Face au vieux Palitsyne, dressé sur son cheval blanc, les soldats rompent les rangs, le couvrent d'injures et l'interpellent

67 *L'Illustration*, 26/05/1917.

68 Voir plus haut. Signalons ici que la mort du colonel Krause servit de prétexte aux autorités françaises pour expulser Trotsky de France, où il résidait depuis le début du conflit.

69 Lettre du mois de mai 1917, cité par Couleru (Danielle), *Les troupes russes en France,* p. 39.

brutalement, exprimant haut et fort leur refus de retourner sur le front et leur méfiance vis-à-vis de l'ancien commandement tsariste.

« *Le chef de la mission russe,* résume le général Foch, *eut bientôt à répondre aux questions posées par des orateurs improvisés dont les harangues soulevèrent les hourras de leurs camarades.(...) De nombreux drapeaux rouges portant des inscriptions révolutionnaires avaient été arborés dans les rangs. Cette cérémonie militaire prit, en somme, tous les caractères d'une réunion publique.* »[70]

Svoboda ! Liberté ! avait crié la troupe. Cette révolte ouverte confirmait les pires craintes de l'état-major. La Révolution russe allait-t-elle répandre ses méthodes jusque dans les lignes françaises ?

Le retrait du front des unités russes, leur cantonnement hors de la zone des combats pendant plusieurs semaines, puis les événements du « 1er Mai », donnent en tout cas une nouvelle vigueur aux discussions parmi la troupe, et accélèrent la mise en place des différents comités à tous les échelons du commandement.

Signe supplémentaire de cette effervescence, le 14 mai 1917, un « *groupe de soldats russes* » fait paraître dans le journal social-démocrate *Golos Pravdy* un appel en direction de l'ensemble du corps expéditionnaire. Le texte invite les soldats à former des comités et formule les principales revendications de la troupe :

« *Soldats russes de France, organisons-nous !*

Citoyens de la libre Russie, nous sommes ici sur le sol français comme des forçats. Le régime tsariste de l'illégalité s'est effondré ; la Russie a vu naître des idées plus larges. Et nous, soldats russes, jetés à mille verstes de notre chère patrie, nous continuons à endurer des conditions insupportables.

Nous restons au front trois fois plus longtemps que les Français ; nous occupons les secteurs les plus exposés ; on est envoyés en tête aux attaques et nous subissons les pertes les plus lourdes. On ne

70 SHAT, 6N 254, rapport sur l'état moral des soldats russes du 9/06/1917.

nous donne pas le repos nécessaire et nous sommes nourris combien plus mal que les Français ?

Nous sommes soumis à un régime incompréhensible. Avant la révolution, on nous fustigeait à la mode russe, et maintenant on ne nous laisse pas vivre conformément aux nouvelles institutions de notre pays, sous prétexte que cela n'est pas conciliable avec la discipline française !

La population voit comment on nous traite de part et d'autre, et elle ne nous considère pas comme des hommes. Et en réalité nous ne sommes pas des hommes mais de la chair à canon à vendre ! [...] *Le gouvernement russe pense que le soldat russe qui se taisait en Russie se taira également ici ! Mais les temps ont changé. Ce n'est pas en vain pour nous qu'est née la Révolution russe. Nous connaissons nos droits, nous nous considérons comme des citoyens. Le servage du soldat est détruit en Russie ; il ne doit plus exister ici. En Russie, les soldats fraternisent entre eux, ils fraternisent avec les ouvriers, ils élisent leurs représentants, les envoient aux assemblées pour exprimer la volonté du soldat, son opinion sur les questions de guerre et de paix, sur les questions agraires et sur celle de la liberté. Le soldat est devenu un citoyen, camarades ! Il est honteux pour nous de nous taire ici. Nous devons élever la voix pour défendre nos droits, notre personnalité humaine !*

Organisez-vous ! Camarades ! Suivez l'exemple de nos frères de l'hôpital Michelet, à Vanves (près de Paris) et de ceux de la 3e brigade. Choisissez des représentants, formez des comités, formulez vos exigences et présentez-les aux autorités !

Nous serons les dignes fils de notre lointaine patrie qui a rejeté les voies honteuses du tsarisme et qui se lève pour une vie nouvelle ! Salut à vous frères, camarades ! »

Le même numéro contient également un texte sur les manifestations du 1er Mai en France et un article de Lénine montrant que seul « *le premier pas de la vengeance* » a été franchi, et que le peuple doit se préparer à « *diriger lui-même ses destinées* ». La diffusion et, par conséquent, l'influence de tels articles parmi

les troupes demeurent sans aucun doute limitées à cette date. Mais cette volonté de voir appliquer dans les unités russes les nouveaux droits obtenus en Russie reflète sans conteste les sentiments du plus grand nombre.

La formation des premiers comités s'était effectuée comme nous l'avons vu de façon relativement spontanée, et non sur l'initiative du commissaire Rapp comme l'indique le rapport du Gouvernement provisoire. Un juriste russe, se rendant début mai dans le secteur occupé par les deux brigades, n'avait-il pas été « *stupéfait* » de voir que « *les méthodes révolutionnaires adoptées par les soldats en Russie avaient également libre cours parmi les troupes russes en France* » ?

Ce n'est que dans un second temps que les ordres du Gouvernement provisoire, relatifs à la création et aux pouvoirs des comités, avaient été communiqués à la troupe. Il fallait couper court à la révolte naissante et mettre un terme à la situation illégale des premiers comités sur lesquels l'état-major disposait de peu de contrôle. L'ordre du jour du 11 mai 1917 rappelle d'ailleurs que l'obéissance au commandement ne serait être remise en cause.

La légalisation et l'extension des comités marquent la victoire morale des soldats sur le commandement. Ils sont dotés en effet d'attributions inimaginables quelques semaines plus tôt. Au point de vue politique, les comités disposent du droit d'entrer en relation avec des organisations « *politiques et sociales* » extérieures à l'armée. Au point de vue du commandement, les comités ont le pouvoir d'intervenir directement et de trancher les différends entre les soldats et leurs officiers. Au point de vue administratif enfin, ils sont investis d'une mission de vérification et de contrôle de la gestion et de l'emploi des fonds.

Deux niveaux de représentation se constituent au sein du corps expéditionnaire : les comités de compagnie et les comités de régiment. Le comité de « détachement », coiffant de son autorité les organes représentatifs des deux brigades, ne sera mis

en place qu'après l'endivisionnement des unités au mois de juin 1917.

Les comités prennent parallèlement en charge l'organisation d'un certain nombre d'activités d'ordre culturel. Les délégués des 5e et 6e régiments décident ainsi de mettre en place des écoles pour illettrés, des cours de littérature, d'histoire, de géographie, d' *« éthique »*, d'hygiène et d'*« aperçus et commentaires sur la vie politique »*. Des cours de français sont prévus tous les jours au niveau du bataillon. Le dimanche, les comités s'engagent également à organiser des *« distractions intelligentes »* (spectacles, cinématographe...).[71]

Ces ambitions, la soif d'apprendre qui anime tous les hommes, ces droits et ces possibilités d'expression, donnent la mesure des extraordinaires changements survenus à l'intérieur même de l'armée et, par conséquent, au sein de toute la société russe.

Sur le plan politique, la modération marque cependant ces premiers « soviets » : leurs représentants se sont engagés à respecter les directives du Gouvernement provisoire. Le poids du commandement et de la politique jusqu'au-boutiste du nouveau pouvoir s'y reflètent : les comités diffusent et se portent garants notamment des engagements pris par le gouvernement russe vis-à-vis de ses alliés. Le comité des soldats convalescents de la 3e brigade, réuni au camp de Mailly, déclare par exemple :

« Tout soldat doit se souvenir qu'il n'est pas dans sa patrie mais sur le territoire de la France, notre alliée, qui défend les intérêts de tous les peuples soulevés contre le militarisme allemand et que les régiments et les lois de la France, notre alliée, doivent pour lui être inviolables. »[72]

Pour garantir cette inviolabilité, le comité de Mailly constitue même des patrouilles veillant au *« bon ordre dans la ville »*, chargées de mettre *« fin aux discussions et à toute espèce de bruit pouvant troubler la tranquillité publique »*. De la même manière,

71 SHAT, ordre du jour du 7/06/1917.

72 SHAT, 17N 649, instruction du 29/05/1917.

les conseils de discipline au sein des compagnies ou à l'échelon des régiments, commencent à infliger des punitions sévères aux soldats. Un lieutenant russe du 5e régiment rassure ainsi les autorités françaises en expliquant que *« contrairement à ce qui se passait au début de la révolution »*, les membres des comités défendent désormais aux *« orateurs »* de *« venir la nuit dans les cantonnements des diverses unités pour faire leur discours »*.[73]

Au sein de la 1re brigade, les comités de compagnie ne se prêtent pas tous à ce jeu. Ossip Pernikov se souvient en particulier des délégations se rendant à Paris pour faire connaître leurs revendications.

« On peut s'imaginer, écrit-il, *avec quelle angoisse attristée nous suivions, de nos bureaux de la mission militaire, l'évolution de tous ces événements. Des délégués de la 1re brigade venaient se présenter rue Élysée-Reclus pour nous expliquer qu'on les avait vendus aux Français contre des fusils et des canons destinés au front russe, qu'on les avait fait combattre pour défendre les caves des fabricants de Champagne et qu'on retardait maintenant sans raison valable leur retour en Russie. »*[74]

En outre, les comités sont soumis à la pression permanente de leur base. À peine élus, les premiers représentants des soviets sont de fait remis en cause par la fraction la plus avancée du corps expéditionnaire. Et dès le 3 juin, le général commandant le groupe d'armées de l'Est fait ce constat alarmiste :

« Les comités de soldats eux-mêmes, qui tendaient parfois au rétablissement de l'ordre, sont débordés et déjà désavoués par leurs électeurs qui réclament des élections nouvelles. »[75]

Au cours de ce mois de juin, cette opposition ne cesse de grandir. Elle trouvera son apogée au cours de la mutinerie du camp de La Courtine pendant l'été 1917.

73 *Ibidem.*

74 Pernikov (Ossip), *Ma vie et ma chance*, *op. cit.*, p. 113.

75 SHAT, 16N 3018, note du 9/06/1917.

Le corps expéditionnaire et les mutineries dans l'armée française

« Mon véritable titre de gloire, la seule opération où j'ai joué un rôle personnel, c'est le redressement de l'armée en 1917. C'est moi seul qui ai tout fait. J'ai rétabli l'ordre dans une armée mûre pour la révolte, et j'ai maté ces deux millions d'hommes en en fusillant moins de cinquante. » Pétain.[76]

Alors que les soldats du corps expéditionnaire russe exigent avec force leur rapatriement et rejettent leurs officiers, une vague de mutineries ébranle l'armée française au lendemain de l'échec de l'offensive du 16 avril. Elle prendra fin au mois de janvier 1918 après avoir touché à des degrés divers près des deux tiers des unités. Ces mutineries, survenant au moment même où le nombre de grèves ouvrières connaissait un pic, étaient les premiers signes d'une effervescence générale en France comme dans l'ensemble des pays en guerre, et portaient les germes d'une remise en cause plus profonde que celle qu'ont bien voulu y voir la majorité des historiens[77]. Un certain nombre d'entre eux prétendent même y voir la confirmation du « consentement » profond des soldats à la guerre, dans la mesure où la révolte n'avait pas réellement ébranlé le commandement et ne semblait s'en prendre « *qu'à la façon dont les offensives étaient menées* » au mépris de la vie des hommes. Mais si la crise a pu être surmontée, les soldats « *matés* », comme le dit Pétain, c'est avant tout parce que l'appareil d'État était vigilant, et que les autorités militaires sont parvenues à isoler les éléments les plus radicaux du mouvement, eux-mêmes affaiblis par l'absence d'une force politique capable de reprendre et d'amplifier leurs revendications. Guy Pédroncini,

76 Cité par Pierre Servent, dans *Le Monde* du 11/05/1992.

77 Sur cette question, voir les mises au point récentes de D. Rolland, *La grève des tranchées, les mutineries de 1917*, Imago, 2005, 447 p. et, d'une manière plus synthétique, F. Rousseau, *La Grande Guerre en tant qu'expériences sociales*, Ellipses, 2006, 171 p.

qui ne tarit pas d'éloges envers Pétain concernant cette période, en convient d'ailleurs à sa manière lorsqu'il écrit :

« De toute manière, les timides efforts qui ont pu être faits pour créer des courants de propagation de la crise se sont heurtés aux cloisons étanches que le haut commandement a rapidement édifiées : un contrôle postal renforcé, une censure durcie, un espacement accru des troupes et l'isolement des unités mutinées. »[78]

Dans ses mémoires, Joseph Noulens conclut à propos des liens possibles entre la désagrégation du corps expéditionnaire et celle des troupes françaises : *« Si le gouvernement français n'avait pas pris la responsabilité des sanctions proposées par le commandement, l'armée tout entière eut été gangrenée. »*[79] La révolte des soldats russes n'était-elle pas en effet la plaie ouverte par laquelle cette « gangrène » risquait de s'introduire ? Dès la fin du mois de mai 1917, un rapport sur les *« actes d'indiscipline »* dans les unités françaises rédigé par le général Pétain souligne ainsi, parmi les diverses causes, le *« contact des brigades russes »*.[80] Le 18 juin, la section des renseignements aux armées relève par ailleurs à propos de la V^e^ armée, dans laquelle avaient combattu les Russes :

« L'effervescence a disparu, mais ses causes subsistent et cela rend la situation incertaine. Le contrôle postal apporte des arguments à l'appui de cette appréciation d'ensemble. Il signale la persistance de la croyance en l'efficacité de la révolte pour aller à la paix. »[81]

Lors d'un comité secret tenu début juin, Painlevé affirma qu'il applaudissait *« avec un grand respect et une ardente sympathie aux efforts de la Révolution russe »,* mais qu'il verrait avec terreur *« les mœurs militaires de cette révolution »* s'introduire

78 Pedroncini (Guy), *Les mutineries de 1917*, 1983, p. 97.

79 Noulens (Joseph), *op. cit.*, t. 1, p. XIV.

80 SHAT, rapport du 30/05/1917.

81 SHAT, 5N 267, rapport du 18/06/1917.

dans l'armée. Cette « terreur » se mesure en particulier à l'aune des précautions prises à l'égard du corps expéditionnaire russe.

Dès la relève de ces unités, le commandement a pris soin de ne pas cantonner les troupes à proximité d'unités françaises ou des villes. Le 20 mai, « *afin d'éviter le contact des troupes françaises avec les deux brigades russes, gangrenées par la propagande des comités révolutionnaires* »[82], le général Pétain décide de les isoler dans les Vosges, autour de Neufchâteau.

Les directives de l'état-major interdisent par ailleurs toute diffusion d'informations concernant les brigades russes. Le commandement insiste en outre pour que les Russes continuent à saluer les officiers français. « *Rien ne serait plus grave,* note Pétain*, que d'admettre un relâchement à ce sujet, et l'exemple en serait contagieux.* » Ces mesures restent malgré tout insuffisantes, et les autorités envisagent dès le mois de mai diverses solutions pour écarter définitivement le danger représenté par les deux brigades.

Un premier rapport propose leur envoi à Salonique, soit par unités constituées, soit comme renforts destinés à reconstituer les effectifs des deux brigades russes combattant dans l'armée d'Orient. La question sera reposée tout au long de l'été… mais les unités de Salonique connaîtront de toute façon, *mutatis mutandis*, le même processus de décomposition quelques mois plus tard.

Le projet de renvoi pur et simple en Russie s'impose assez vite comme la « *solution la meilleure* » pour le gouvernement. Il pourrait ainsi faire disparaître ce foyer de contagion tout en satisfaisant la principale revendication de la troupe.

La méfiance prévalant, les autorités n'écartent cependant pas l'emploi possible de la manière forte pour étouffer les premières flammes de la révolte avant que l'incendie ne se déclare. Mais elles jugent cette politique inapplicable en raison de la profondeur du mécontentement. En tournée en Russie, où il cherche à

82 AFGG, t. V, vol. 2, p. 202.

convaincre le Gouvernement provisoire de maintenir ses armées en guerre, le « socialiste » Albert Thomas écrit : « *Je vous mets en garde contre la répercussion que peut avoir* [...] *toute mesure un peu forte et brutale.* » [83] Dans l'attente des opérations de rapatriement, l'isolement vers un camp de l'intérieur apparaît dès lors comme la seule mesure capable d'écarter momentanément le danger et à même de laisser au commandement russe une possibilité de reprise en main de ses troupes.

À Paris, « *des permissionnaires français et russes ont fraternisé avec des grévistes et ont chanté des chants révolutionnaires et antimilitaristes* » rapporte Pédroncini. [84] En France, comme sur le front russe, les soldats commençaient à faire de la politique « *avec leurs pieds* ».

« Un état de complète anarchie »

Le 22 mai, avant l'arrivée imminente des troupes américaines, le haut commandement français, qui veut avant tout éviter l'épreuve de force, décide le transfert des Russes en dehors des camps d'instruction de la zone des armées. « *Afin de ne point surexciter les esprits* », il juge prudemment qu'il n'est pas « *opportun* » de « *prendre des mesures individuelles et de frapper les meneurs* ». [85]

Pour laisser une chance aux généraux russes de rétablir l'ordre et ne pas risquer l'affrontement direct avec une masse résolue de soldats, les autorités éloignent du front l'ensemble des brigades « *contaminées* ». Du 25 au 27 mai, les troupes embarquent vers Neufchâteau. Cette ville, ainsi que les localités où se trouvent des quais d'embarquement – comprendre des soldats français – sont désormais interdites aux Russes. Le lieu de cantonnement des deux brigades a d'ailleurs été préféré au camp de Bois-l'Évêque, parce que ce dernier, qui offrait pourtant des

83 SHAT, 7N 611, télégramme du 11/06/1917.

84 Rapport du 3/06/1917, SHAT, cité par Pédroncini, *op. cit.*, p. 93.

85 SHAT, 16N 3059, note du 23/05/1917.

facilités d'accueil plus grandes, se situe dans la zone de stationnement des réserves de la III[e] armée.

La nouvelle installation est loin de satisfaire les vœux de la troupe et la colère gronde. Les hommes, las des déplacements et des changements de cantonnements autour de Reims, avaient demandé en effet à être placés dans un camp doté de toutes les installations nécessaires. Ainsi que l'écrit un ancien du corps expéditionnaire : « *On le leur promit, mais* [...] *on les dirigea non pas dans un tel camp mais tout simplement dans des écuries identiques près du camp équipé de Neufchâteau.* »[86]

Le 28 mai, une proposition est faite de réunir les deux brigades russes et l'unité du dépôt, alors cantonnée au camp de Mailly, dans un camp de l'intérieur. Le 31 mai, le gouvernement français informe l'état-major russe que, en attendant la résolution du problème du rapatriement futur des deux brigades, il a décidé de transférer ces troupes vers le camp de La Courtine, qui semble « *offrir toutes les conditions répondant aux circonstances actuelles* », et où les troupes doivent se reconstituer et reprendre l'instruction « *en toute tranquillité d'esprit* ».[87]

Pour l'aider dans cette tâche, Kérenski compte sur les émissaires du nouveau pouvoir Rapp et Svatikov. Le premier nommé est domicilié à Paris depuis plusieurs années dans un appartement cossu et a la réputation d'un bridgeur invétéré auprès des membres de la mission militaire russe en France. Svatikov, ancien membre du barreau à la cour d'appel de Petrograd, est fraîchement débarqué de la capitale russe auréolé du titre de haut commissaire de la Russie à l'étranger.

Kérenski a fixé à Rapp les objectifs de sa mission. Sa lettre est lue devant la troupe réunie :

« *Le manque d'informations précises et détaillées sur ce qui se passe en Russie et la méfiance des soldats qui pensent que les officiers les trompent, occasionnent des malentendus, tandis que les*

86 *Russkie soldaty vo Frantsii*, *op. cit.*, p. 6.

87 SHAT, 7N 2011, note du 31/05/1917.

difficultés de la situation et des conditions matérielles laissant à désirer, ainsi que le contraste entre notre discipline et la discipline française, engendrent une irritation réciproque susceptible d'amener de dangereux conflits.

Il est indispensable que se fasse entendre une voix autorisée. C'est pourquoi je vous prie d'expliquer de votre part et aussi en mon nom aux soldats la situation actuelle de la Russie ainsi que ses besoins et les causes des malentendus et de leur dire que je sauvegarde leurs intérêts et qu'aucun d'eux, malgré son absence momentanée, ne sera lésé dans ses droits et que la question de la terre sera réglée par l'Assemblée constituante, enfin, que, pour le moment, on ne leur demande que d'accomplir jusqu'au bout leur devoir envers la Patrie, de secouer le joug de l'impérialisme allemand et de s'assurer ainsi le droit à la terre, à la liberté et au travail libre.

Ce n'est en effet qu'en accord avec nos alliés, en marchant avec eux main dans la main, que nous pourrons atteindre cet objectif. »[88]

La question de la guerre et celle de l'obéissance aux officiers sont une nouvelle fois considérées comme un « *malentendu* », alors que pour la masse des soldats elles cristallisent toute leur volonté de rupture avec l'ancien ordre des choses. Quant au rapatriement, il n'en est fait nulle mention. Une orientation qui convenait parfaitement à Svatikov qui ne cachait pour sa part qu'il souhaitait voir s'établir en Russie une dictature militaire. Pas étonnant dans ses conditions que le mécontentement des soldats continue à s'exprimer : il ne se passe pas une semaine sans incident entre la troupe et l'encadrement, unanimement détesté.

Ainsi, le 2 juin, 640 soldats arrivés la veille refusent de prendre place dans les wagons à bestiaux qui stationnent en gare de Mailly. Les Russes interpellent violemment l'encadrement fran-

88 SHAT, 17N 649, lettre publiée dans le *prikaze* du bataillon de marche de la 1re brigade russe le 19/05/1917.

çais, lui reprochant de les traiter plus mal que les prisonniers de guerre. Un soldat s'écrie : *« Oui, les militaires français qui voyagent en Russie sont fêtés et choyés partout ! Rien n'est assez bon pour eux, ni fleurs, ni champagne, ni wagons de 1re. »*[89] Les hommes font une tentative pour prendre un train d'assaut. Ils interdisent ensuite l'accès aux wagons de 1re à un autre officier : *« Ah, tu as assez voyagé en 1re classe sous l'ancien régime ! Voyage dans les wagons à bestiaux maintenant ! »* Un interprète, témoin de cette altercation, rapporte ces paroles d'un soldat :

« Comprenez que ces officiers qui nous cravachaient et nous martyrisaient sous l'ancien régime nous dégoûtent par leur platitude actuelle et leur frousse. Que Kérenski nous envoie des officiers nommés par lui et la Révolution, et qu'il nous débarrasse de nos bourreaux de l'ancien régime. »[90]

Ce n'est qu'après plus d'une heure de discussion que les soldats acceptent finalement de monter dans les wagons qui leur ont été attribués. Mais cet épisode ne met pas fin pour autant à l'effervescence à l'intérieur du camp de Mailly. De nombreux rapports insistent sur les *« scènes scandaleuses »* qui se renouvellent *« tous les soirs »*. *« Des bandes de soldats russes et français parcourent les allées du camp poussant des cris subversifs et quelque fois séditieux »*, le plus souvent, *« À bas la guerre, Vive la Paix, Vive la Révolution ! »*[91]. Des dizaines de soldats russes sont signalés certains soirs portant des brassards rouges. Un médecin témoigne également de la situation des blessés et des convalescents au printemps 1917 :

« Lors de ma visite, écrit-il, *dans les dépôts de convalescents et de réformés russes, avec une commission médicale russe, j'ai été frappé par l'hostilité sourde mais évidente que témoignaient à l'égard de la France les hommes qui venaient de quitter le front français. »*

89 SHAT, 7N 795, compte rendu du 25/06/1917.

90 *Ibidem*.

91 SHAT, 17N 649 et 16N 210, rapports des 5 et 7/06/1917.

Le 4 juin, au lendemain de sa visite des cantonnements de Neufchâteau, le général de Castelnau, commandant du groupe des armées de l'Est (GAE), *conclut dans le même sens :*

« Du respect apparent qu'ils m'ont témoigné, on ne peut et on ne doit pas conclure qu'ils sont disciplinés. Les troupes russes ne travaillent plus. Elles n'obéissent pas à leurs officiers ; sans entrer jusqu'à présent en rébellion ouverte contre eux, elles leurs opposent une inertie complète. [...]*Pour remettre les troupes russes en main, il est essentiel de leur rendre le sentiment de l'obéissance et de faire cesser leur oisiveté prolongée.* [...]

En résumé, le rétablissement de la discipline dépend aujourd'hui des comités. [...] *Leur attitude inadmissible et l'absence de toute répression ne sauraient être que d'un fâcheux exemple pour les troupes françaises* [...].

C'est l'anarchie ! Il semble que tout ressort de la discipline militaire et toute tendance vers le bien soient abolis dans l'esprit et le cœur des soldats russes, profondément troublés par ce qu'ils savent et ce qu'ils supposent, avec leur imagination orientale, de la révolution opérée dans leur lointain pays. Je doute fort qu'il soit possible en France de leur rendre l'équilibre moral qu'ils ont totalement perdu. Il est indispensable d'envisager leur retour dans leur pays d'origine, dont ils disent d'ailleurs avoir la nostalgie. »[92]

Dans les cantonnements autour de Neufchâteau, les officiers ne parviennent pas à rétablir leur autorité. L'encadrement français signale pour sa part que les hommes passent leur journée à dormir, qu'ils ignore*nt les ordres, pratiquent la grève « des bras croisés* », écoutent les orateurs qui commentent les nouvelles de Russie. *« On ne se heurte plus,* conclut un rapport, *à l'indiscipline, mais à l'absence totale de discipline, donc à l'anarchie au sens étymologique du mot.* »[93]

De la lecture du courrier, les rapporteurs des commissions de contrôle postal affirment dès la mi-mai que les éléments pacifis-

92 SHAT, 7N 611, rapport du 5/06/1917.

93 SHAT, 7N 795, note du 25/06/1917.

tes, et *« signalés comme s'occupant de revendications sociales »*... sont tous sortis indemnes de l'offensive d'avril ! La correspondance révèle par ailleurs les multiples demandes de journaux, de livres et de chansons révolutionnaires, ainsi que l'exigence d'un nouveau journal exclusivement constitué de rédacteurs issus des rangs.

Le 6 juin, un rapport du contrôle postal constate qu'en *« dépit de leur dissémination dans des petits villages, les soldats tiennent des meetings tous les jours »*, et qu'ils ont décidé de ne pas reprendre les exercices *« tant qu'ils n'auraient pas été réunis dans un camp »*.[94] Au sein des unités, certains soldats expriment déjà ouvertement leurs sentiments contre les autorités françaises, comme l'indiquent ces propos d'un soldat rapportés par un officier russe :

« On vous dit que la France est républicaine, voyez ces châteaux, ces grosses firmes et les humbles maisons des villages. Les demeures seigneuriales sont aux riches, les chaumières aux pauvres. Les Français ne sont pas démocratiques, ils asservissent le Noir, comme les Anglais envoient les Indiens à la boucherie. »[95]

Le commandant Lelong ajoute dans le même sens que l'agitation *« de forme nettement républicaine, n'est pas aussi francophile qu'on pourrait le croire... Ils trouvent notre République bourgeoise trop réactionnaire »*.[96]

L'état d'esprit au sein de la 1re brigade, notamment du 1er régiment, devient de plus en plus violemment rebelle à l'autorité des officiers. Un rapport sur *« l'état moral des brigades russes en France »*, rédigé au moment même où les troupes russes quittent leurs cantonnements des Vosges pour le camp de La Courtine, souligne à nouveau en effet que *« des comités régulièrement*

94 SHAT, 16N 210, rapport du 6/06/1917.

95 SHAT, 7N 795, rapport du capitaine Arenberg du 25/06/1917.

96 Cité par Miquel (Pierre), *La Grande Guerre*, p. 412.

nommés ont été désavoués par leurs électeurs, comme inféodés aux officiers », et que de nouvelles élections ont été réclamées.[97]

Vers la fin du mois de juin, l'état-major français a perdu l'espoir caressé un moment qu'une partie des soviets pouvait jouer un rôle temporisateur et qu'il était possible de tolérer leur présence :

« Quels que soient leurs sentiments et leur bonne volonté, ces comités élus, composés en majeure partie de soldats, ne voudront pas mécontenter leurs électeurs. S'ils ont quelques velléités d'énergie, les autres soldats les considèreront comme suspects et réclameront leur destitution. Et, dès lors, ou bien le comité cèdera la place aux éléments les plus turbulents, ou bien, il se laissera entraîner par eux, ce qui reviendra au même. »[98]

Le 25 juin, un rapport conclut une nouvelle fois que l'« anarchie » s'est installée dans le corps expéditionnaire :

« En dehors des cas d'indiscipline qui, malgré leur fréquence, peuvent à la rigueur être considérés comme des actes individuels et par conséquent des accidents, il faut surtout retenir (...) les manifestations collectives indéniables d'un état de complète anarchie dans les unités russes. »[99]

Le transport des deux brigades vers la Creuse permet aux autorités russes et françaises d'écarter au plus vite tout risque de contagion. Mais il est désormais impensable que le corps expéditionnaire russe reprenne à court terme sa place au front.

97 SHAT, 7N 795, note du 25/06/1917.

98 SHAT, 7N 795, rapport du 25/06/1917.

99 SHAT, 7N 795, note du 25/06/1917.

Juin-septembre 1917 La mutinerie de La Courtine

Les autorités organisent la séparation des deux brigades

Depuis les derniers jours du mois de mai, l'état-major français a définitivement arrêté son choix sur le camp de La Courtine, afin d'y transférer les unités retirées du front depuis l'offensive d'avril. Ce camp semble offrir aux autorités toutes les garanties d'isolement qu'elles recherchent. L'état-major russe prétend de son côté y reprendre les exercices et ramener la troupe à l'obéissance.

Le camp de La Courtine

La première pierre du camp militaire sur la commune de La Courtine avait été posée dix années exactement avant le début du conflit mondial. Lors de la cérémonie d'inauguration, le général André, ministre de la Guerre, avait annoncé que l'armée française comptait faire du camp « *l'un des plus beaux de France* » parce qu'il présentait « *des ressources sans nombre pour l'instruction et la santé de nos troupiers* ».

Les travaux de construction et d'aménagement furent engagés dans les mois qui suivirent.

Si les limites du camp, plus de seize kilomètres dans sa longueur et huit dans sa partie la plus large, étaient dores et déjà fixées, il fallut en revanche plusieurs années avant que la cité militaire ne présentât son aspect définitif. Les alignements interminables des tentes blanches coniques de l'armée, qui surgissaient pendant l'occupation du camp par les troupes, laissèrent peu à peu la place aux constructions en pierre. Près de deux cent cinquante bâtiments furent ainsi construits avant le déclenchement de la guerre mondiale : le service de santé était pourvu

d'une infirmerie et d'un vaste hôpital et les écuries avaient une capacité de plusieurs centaines de chevaux.

En cet été 1917, la cité militaire, qui jouxte La Courtine et se prolonge le long de la route et du chemin de fer en direction de Felletin, se divise en deux parties. Au nord-ouest, sur près de deux kilomètres, se situent les baraquements utilisés pour le cantonnement des troupes. La deuxième partie à l'est de l'étang, beaucoup plus réduite et inachevée à cette date, est dénommée « camp de Grattadour ». Elle était essentiellement dévolue jusqu'à la guerre aux éléments de cavalerie.

Avec près de 6 500 hectares, le camp de La Courtine était effectivement l'un des plus vastes utilisés par l'armée française, avec ceux de Chalons, Sissonne et Mailly. Sa situation géographique, comme ses caractéristiques topographiques le plaçaient parmi les mieux adaptés aux exigences de l'instruction. Situé sur le plateau de Millevaches, le camp a une altitude moyenne de 800 à 900 mètres. Le sol y présente des reliefs particulièrement variés, réunissant de vastes étendues boisées, parfois très touffues, des « puys » aux pentes abruptes et rocheuses, des plateaux herbeux ainsi que des zones marécageuses.

Autre atout : le camp, construit au sud du département de la Creuse, est accessible par la route comme par le chemin de fer, grâce à la ligne reliant Aubusson (38 km au nord) à Ussel (20 km au sud), dans le département de la Corrèze.

Mais avant de pouvoir y loger les quelque seize mille soldats et officiers de la division russe, l'état-major devait d'abord procéder à l' évacuation du camp. Depuis le déclenchement du conflit mondial jusqu'en octobre 1914, de nombreux civils étrangers, évacués de la région parisienne et de la zone des combats, avaient été déportés à La Courtine, devenu l'un des nombreux camps de détention ouverts précipitamment à l'été 1914.[100]

100 Sur cette question, voir le livre de J.-C. Farcy, *Les camps de concentration français pendant la Première Guerre mondiale*, Anthropos, 1995, 373 p.

Le camp avait par ailleurs été utilisé comme camp d'instruction et tous les centres de formation, répartis dans les garnisons de la XII^e^ région militaire, y avaient été concentrés. De nombreuses jeunes recrues des départements voisins y séjournèrent dans les trois premières années de la guerre avant de rejoindre le front.

En février 1917, un « dépôt » de deux mille officiers allemands prisonniers de guerre avait été installé au Breuil, dans la partie inoccupée à l'ouest du camp. Au 30 mai, 270 d'entre eux demeuraient enfermés dans ces locaux. Ils sont dirigés vers un autre centre de détention dès l'annonce du transfert des troupes russes à La Courtine.

Le 6 juin, le général Comby, commandant la XII^e^ région effectue une première inspection et prend les dispositions nécessaires en vue de l'installation des troupes. Les places disponibles dans les bâtiments du camp sont bien inférieures aux effectifs de la division. Au total, celle-ci peut compter sur un peu plus de neuf mille places dans la zone de Laval, dont 6 640 dans les constructions en pierre, 1 160 dans des baraquements en bois, et 1 200 dans les « baraques Adrian » bien connues des soldats de l'armée française. Les autorités prévoient donc de loger les unités du dépôt dans les baraquements situés près de l'étang de Grattadour.

Le général Comby décide par ailleurs qu'une partie de la 3^e^ brigade viendra s'installer dans les casernements du Breuil. La majorité des hommes de cette unité est appelée à loger, par groupe de dix, sous les centaines de tentes coniques fournies par la direction de l'intendance. Celle-ci prescrit également l'installation de lavabos de fortune, d'édicules pour les latrines, d'abris pour les cuisines, et entreprend l'évacuation du matériel de guerre du camp et des troupes qui y stationnent.

Aucune précaution ne paraissant superflue, ordre est donné, notamment dès la première semaine du mois de juin, de faire

disparaître les obus déposés jusque-là dans les magasins de l'artillerie…

Au 11 de ce mois, tous les éléments français (élèves, chefs de section, mitrailleurs, grenadiers) ont quitté le camp et rejoint leurs centres d'instruction et de mobilisation. Seule reste sur place une compagnie du 78e régiment d'infanterie de Guéret pour assurer la garde. Le détachement du 12e escadron du train des équipages est également maintenu au camp jusqu'à ce que l'installation des brigades russes soit terminée.

Celle-ci a été retardée pour permettre au commandant de la 1re division russe d'inspecter le camp. Le 16 juin, le général Lochvitsky visite donc le terrain militaire et les locaux, puis s'entretient pour la première fois avec le général Comby.

Ce dernier, âgé de soixante et un ans, commande la XIIe région militaire depuis la fin de l'année 1916 qui connut un renouvellement important au sein du haut commandement français. Camarade de promotion de Lyautey à l'école de l'état-major, il a fait sa carrière dans l'infanterie et a commandé au sein de la Ve, puis de la VIe armée avant d'être nommé à Limoges : un placard paisible en temps de guerre. Mais une place qui ne laisse plus d'espoir de promotion, au moment où les carrières et les destins se jouent dans les cénacles des états-majors et sur le sang des hommes au front. Comby sera le principal responsable français du maintien de l'ordre et l'interlocuteur privilégié de l'état-major russe.

Dans son témoignage, déposé aux archives de l'armée, le général Comby souligne que le commandant de la division russe lui fit d'emblée « *une impression très favorable* ».[101] De son côté, le général Lochvitsky ne cache pas non plus sa satisfaction : « *Ce que j'ai vu,* confie-t-il, *dépasse toutes mes espérances et me fait espérer de réussir dans l'entreprise de ramener dans la bonne voie*

101 SHAT, série «témoignages», plus loin : t.17. Nous produisons en annexe de larges extraits de ce document.

la malheureuse division. »[102] Le général Comby l'assure de son total soutien.

Pour ne pas « *heurter la susceptibilité* » des Russes, dit-on du côté français, la gendarmerie du camp quitte à son tour son cantonnement avant l'arrivée des premiers éléments, et le réseau de fils de fer barbelés qui encadrait le camp des officiers allemands est « *soigneusement enlevé* ». Le commandant de la XII[e] région conclut à propos de ces dispositions, comme de la tâche qui lui incombait : « *Il m'était facile de me rendre compte que je devais agir avec la plus grande prudence.* »[103]

102 *Ibidem.*

103 *Ibidem.*

L'arrivée des deux brigades

Le 26 juin, les soldats de la 1re brigade accompagnés par les éléments du dépôt débarquent à la gare de La Courtine. Les troupes sont rapidement dirigées vers l'enceinte militaire. Les effectifs de la brigade s'élèvent à cette date à 7 176 hommes de troupes et 137 officiers. Les différentes unités du dépôt regroupent de leur côté 2 507 soldats et caporaux, commandés par 39 officiers. Au total, ce sont près de dix mille soldats et 176 officiers qui s'installent avec leurs chevaux. Le détachement français compte 142 soldats et 29 officiers.

Mais ce ne sont pas seulement des milliers d'hommes et les services divers des deux brigades qui ont été évacués du front : les troupes sont munies de leurs armes. Les milliers de fusils Lebel, les fusils-mitrailleurs, les mitrailleuses, les canons de 37 mm et les mortiers de tranchées de ces unités sont donc entreposés après leur arrivée dans les différentes armureries du camp : « *Tout le nécessaire pour livrer bataille* », écrit à juste titre P. Poitevin.[104]

J. Williams note à ce sujet :

« *Les autorités du camp ainsi que les officiers de liaison français et russes regardaient la marche des longues colonnes silencieuses dotées de tout leur équipement et se demandaient pourquoi des unités avec un si dangereux état d'esprit avaient été autorisées à conserver leur armement complet : armes automatiques, artillerie légère et munitions.* »[105]

D'après les rapports des Renseignements généraux, réalisés à partir des notes du commissaire spécial détaché dans le bourg creusois, l'entrée des dix mille soldats russes à La Courtine ne

104 Poitevin (Pierre), *op. cit.*, p. 44.

105 Williams (John), *Mutiny 1917*, p. 222.

donne lieu à aucune manifestation : « *Pas un cri, pas d'incident* ».[106] Le général Comby se montre plus sceptique.

Si le calme semble régner c'est, écrit-il, « *sans grand ordre* ».[107] Dès le premier jour, il note :

« *L'attitude des hommes à mon égard est très bonne, tous me saluent en rectifiant la position, je n'en ai pas remarqué laissant à désirer. Ce qui frappe, c'est une inertie générale, aucune résistance encore : ce qui est prescrit est exécuté mais mollement ; les corvées n'arrivent pas à l'heure indiquée, quelquefois même n'arrivent pas du tout – les exercices militaires n'ont pas repris.* »[108]

Les autorités militaires françaises savent depuis la révolte du mois de mai et les manifestations du printemps que les soldats du corps expéditionnaire sont profondément atteints par les contrecoups de la Révolution russe. Le général Comby, qui a été informé avec précision des événements survenus à l'intérieur des brigades, redoute donc que la situation n'empire. Des consignes strictes ont été données pour que rien ne filtre dans la presse, mais le commandant de la XII^{e} région craint les rumeurs qui ne manqueront pas de se répandre dans la population locale. Ce sont ces craintes dont Pierre Poitevin, reprenant les notes du journaliste Gabriel Cluzelaud, s'est fait l'écho dans les années trente.

« *Au milieu des inquiétudes,* écrit ce dernier, *et des angoisses qui nous venaient des événements du front, l'exode vers le centre de la France des Russes indisciplinés, refusant de combattre sur le front avec les troupes françaises, provoqua une émotion profonde dans le plateau central, où la nouvelle ne tarda pas, quoiqu'on ait tout fait pour garder le secret, à être connue...* »[109]

Le général Comby, dès l'installation de la 1re brigade effectuée, rejoint Paris afin de rendre compte de la situation et de recevoir

106 AN, F7 12896

107 SHAT, t. 17.

108 *Ibidem.*

109 Poitevin (Pierre), *op. cit.,* p. 37.

des consignes auprès du général Foch : l'affaire est suivie en haut lieu. Il est de retour le 30 juin et prépare l'arrivée imminente de la 3e brigade.

Celle-ci s'effectue le matin du 5 juillet en gare de La Courtine. Plus de six mille cinq cents soldats (6 504) et 113 officiers descendent du convoi spécial. Ce sont donc seize mille Russes qui s'apprêtent désormais à loger dans le camp.

Selon Charles Steber, la musique de la 1re brigade et un grand nombre de soldats s'étaient rendus en ville pour accueillir leurs camarades, et la prise de contact fut « *des plus cordiales* ».[110] Le général Comby affirme en revanche que le « *dissentiment* » entre les deux brigades se manifesta immédiatement. Pierre Poitevin précise :

« *Les soviets de la 1re brigade ayant abordé les soldats de la 3e brigade pour leur présenter que leur devoir était de s'insurger, comme eux, contre toute autorité, la prise de contact fut violente.* »[111]

Youri Lissovski prétend même que l'échauffourée aurait pu « *dégénérer en tuerie* », si des mitrailleurs n'avaient pas « *rafraîchi les esprits de chacun en menaçant de faire usage de leurs armes* ».[112]

Cet incident n'est pas comme l'affirme ces auteurs longtemps après les faits l'expression de l'opposition déjà marquée entre les deux brigades, car il n'existe alors aucune animosité entre ces unités, mais un indice supplémentaire de l'effervescence générale. Les soldats de la 1re brigade n'ayant fait en réalité que réagir aux propos injurieux lancés à leurs égards par un officier.

C'est d'ailleurs cette attitude et cette détermination des soldats déjà installés dans le camp qui amènent l'état-major à opter très vite pour la séparation des deux groupes. Le commande-

110 Steber (Charles), *La Patrie humaine*, 7/12/1934.

111 Poitevin (Pierre), *op. cit.,* p. 49.

112 Lissovski (Youri), *Lager Lya Kurtin, op. c*it., p. 271.

ment russe espère de cette manière préserver les soldats de la 3e brigade de l'influence des délégués de l'autre brigade.

Au soir du 5 juillet, en effet, les comités de soldats de la 1re brigade organisent leur première assemblée générale dans le camp. La majorité des hommes du 1er régiment sont présents ainsi que la « *presque totalité* » de ceux du 2e régiment.[113] Mais plusieurs centaines de soldats de la 3e brigade assistent également au meeting, qui rassemble au total plus de cinq mille hommes.

Les orateurs se succèdent et toutes les revendications de la troupe sont posées. Au cours de ce meeting, le comité de détachement, élu à peine deux semaines auparavant, est dissout, sur l'initiative des dirigeants du comité de la 1re brigade. Pour ces soldats, le comité ne représente plus la volonté de la masse des soldats.

À l'issue de cette réunion qui se prolonge une partie de la nuit, le comité du 1er régiment lance une proclamation dont voici les premières paroles :

« *L'assemblée générale des soldats de la 1re brigade avec le concours de plus de cinq mille hommes, qui a eu lieu dans la nuit du 22 juin, a décidé de faire connaître au monde la note suivante* [...] *: Dès notre arrivée en France, il y a un an et demi, des bruits courraient que nous aurions été achetés contre des munitions* »...

Le texte exprime ensuite sa rancœur contre le sort des soldats russes, traités « *d'une manière révoltante* », et la « *discipline de prison* » qui les frappe. Les orateurs réitèrent le refus de combattre sur le front français et l'ardent désir d'un rapatriement immédiat :

« *La seule ressource pour cela, c'est de s'unifier et de refuser catégoriquement d'aller sur le front français.* [...] *Donc encore une fois, nous prions, nous exigeons et nous insistons pour qu'on nous envoie en Russie. Envoyez-nous là d'où nous avons été chassés par la volonté de Nicolas le sanglant* [...]. *Là-bas, en Russie, nous sau-*

113 Rapport du Gouvernement provisoire.

rons être, et nous serons, du côté de la liberté, du côté du peuple laborieux et orphelin. »[114]

Quatre membres du comité de la 1re brigade, également délégués du 2e régiment au comité de détachement, désapprouvent en revanche l'orientation prise par le comité *« sous la direction de Volkov et Baltaïs »* et démissionnent de leur poste.

La participation d'une fraction importante de la 3e brigade à cette assemblée inquiète à juste titre les autorités : la totalité du corps expéditionnaire risque désormais de basculer dans l'insoumission. Le cri *« En Russie ! »* de nouveau clamé par des milliers de voix est en passe de réunir tous les hommes. Car ce cri, comme l'écrit Henri Barbusse, *« s'incarna dans le plus grand nombre des soldats russes du front français et c'est lui qui domine, ordonne et fait mouvoir tout le drame de son souffle ».*[115]

114 Bakmeteff Arkhiv, microfilm n° 6, rapport du 6/07/1917.

115 Barbusse (Henri), *«Ceux qu'on n'a pas domptés»,* p. 100.

La 3e brigade est éloignée des mutins de La Courtine

La tension déjà sensible les semaines précédentes a atteint un point critique avec l'arrivée de la 3e brigade à La Courtine. Dès le deuxième jour, un capitaine d'une compagnie de mitrailleuses a été pris à partie par des soldats de la 1re brigade, puis arrêté. Il n'a été libéré que sur l'intervention du comité de son régiment.

Cet incident se reproduit le jour suivant à l'encontre d'autres officiers de la 3e brigade. Léon Weber rend compte de cette atmosphère de liberté parmi la troupe et de règlements de compte lorsqu'il écrit :

« *Les pauvres officiers* (se) *rendent* (au mess) *en rasant les murs : adieu les bombements de poitrine, la gaie résonance des éperons, pour un peu, ils enlèveraient leur grade.* »[116]

Dans la journée du 7 juillet, le bruit court que le départ de la 3e brigade est imminent.

Contrairement à ce qu'affirment Poitevin et certains rapports de l'état-major, ce départ n'est pas une initiative de la troupe. Les documents des archives militaires sont formels sur ce point : il s'agit d'une décision du commandement russe de la division et de la 3e brigade à laquelle les comités, encore sous l'emprise des officiers, ne se sont pas opposés.

Dans son rapport du 8 juillet, le commandant Lelong, chef d'état-major de la division russe, distingue ainsi deux tendances parmi les troupes russes. La première, écrit-il, est « *partagée par la plus grande partie de la 1re brigade (et quelques éléments de la 3e) demandant à tout prix le retour en Russie et déclarant ne vouloir se battre que sur le front russe* ».[117]

De l'autre côté, il regroupe la presque totalité de la 3e brigade et certains membres de la 1re brigade qui « *demandent également*

116 Weber (Léon Bauler), *op. cit.*, p. 255.

117 SHAT, 7N 611, rapport au ministre de la Guerre du 08/07/1917.

le retour en Russie, si possible », mais affirment « *l'intention de continuer à se battre sur le front français si bel était bien l'ordre du Gouvernement provisoire* ». Le général Zankévitch, précisent ces notes, « *estimant que seule la deuxième tendance était admissible, a décidé de séparer les partisans de chacune des deux opinions* ». Cela signifie qu'il faut isoler au plus vite la 3e brigade, pour enrayer sa décomposition et porter atteinte au moral des troupes du camp entrées en rébellion.

Le jour même, cette décision est portée à la connaissance de tous : la 3e brigade doit quitter son cantonnement. Dans la matinée, les troupes se rassemblent avec tout leur matériel puis se dirigent vers le nord-ouest, en direction du village de Mendrin.

Cet emplacement, situé dans la zone militaire du camp, a été choisi avec soin par le général Comby qui partage les préoccupations du général Zankévitch. Il lui semble en effet « *suffisamment éloigné pour permettre à la 3e brigade d'échapper à la mauvaise influence de la 1re* » et, cependant, « *assez rapproché pour attirer les éléments encore hésitants restés au camp* ».[118]

Son espoir s'envole rapidement puisque entre cinq cents et six cents soldats de la 3e brigade refusent d'obéir aux ordres de l'état-major. Ils demeurent auprès des hommes de la 1re brigade dans l'enceinte du camp. À l'intérieur de celle-ci, un mouvement inverse s'est opéré : environ quatre cents hommes ont rejoint Mendrin, une centaine issus du 1er régiment, trois cents environ du 2e régiment.[119]

Plus de six mille soldats et officiers parcourent donc en longues colonnes les neuf kilomètres qui les séparent des ruines du village de Mendrin avant d'y installer le campement de la brigade. Le hameau n'est plus qu'amas de pierres et de poutres, les broussailles ont envahi les quelques maisons. Dans le périmètre proche, les bois n'offrent pas une position bien avantageuse à l'établissement d'un bivouac pour une troupe si nombreuse.

118 SHAT, 7N2011, note du 10/07/1917.

119 SHAT, 7N 611, note datée du 14/07/1917.

Les soldats ramassent des branchages pour construire, comme l'écrit le général Comby, qui avait servi également en Afrique du Nord, des « *gourbis* ». Le transport d'une partie des tentes du camp est entrepris tandis que le service de l'intendance assure le ravitaillement de la troupe en gare de Clairavaux, à un peu plus de trois kilomètres à l'ouest du village.[120]

Les officiers, qui redoutent l'arrivée impromptue d'une fraction de la 1re brigade font également installer des avant-postes de soldats. L'état-major met en place un camp retranché pour se protéger de ses propres troupes : c'est là un indice supplémentaire de la profondeur de la décomposition du corps expéditionnaire.

Les deux premiers jours, le ciel se couvre d'épais nuages et, dans la nuit du 10 juillet, une pluie torrentielle s'abat sur la région. Dans ces conditions, les soldats refusent de prolonger davantage ce cantonnement. G. Cluzelaud l'a relevé également dans ses notes :

« Au bivouac de Mendrin, tremblants, presque dépourvus de vivres, sans boisson chaude, privés de tous moyens, en pleine brousse, dans ce coin perdu incapable de leur offrir des ressources suffisantes, ces milliers d'êtres humains demandent à partir sans tarder. »[121]

En quelques heures, la situation devient explosive. L'état-major est contraint d'opérer un nouveau transfert de ses troupes, alors que ce déplacement de la 3e brigade ne devait être que temporaire, le temps de mesurer la possibilité d'un retour à l'ordre à l'intérieur de la 1re brigade et d'en détacher par ailleurs les éléments les moins résolus. Les autorités militaires françaises prévoyaient également jusque-là un désarmement rapide des soldats demeurés à La Courtine et la réinstallation immédiate de la 3e brigade dans les locaux du camp.

120 SHAT, 7N 2011, rapport du général Comby du 10/07/1917.

121 Cité par Poitevin (Pierre), *op. cit.,* p. 57.

À Mendrin, « *du matin au soir, d'une heure à l'autre* », ainsi que l'écrit le général Comby[122], la situation se modifie et la révolte gronde : « *L'état moral de la 2e brigade avait fléchi.* »[123] En conséquence, le 10 juillet au soir, le général Lochvitsky, inquiet, demande l'autorisation d'établir un nouveau cantonnement près de Felletin, plus de dix kilomètres au nord.

Ce mouvement inquiète en plus haut lieu les autorités françaises. Fébriles, hésitant entre la manière forte et le compromis, elles multiplient les ordres et les contre-ordres. Dans un premier temps, le général Comby répond par un refus catégorique à la demande du général Lochvitsky. Il redoute fort la sortie des troupes de l'enceinte du camp et se méfie, en outre, du peu d'autorité dont jouit sur elles le commandement russe. Celui-ci insiste pourtant sur le danger de la situation et, après avoir rendu compte par téléphone à l'état-major de l'armée, le général Comby autorise finalement le bivouac à Felletin.

Mais le soir même, à 18 heures 30, l'état-major de l'armée fait savoir au commandant de la XIIe région que le comité de guerre a décidé l'envoi des deux brigades dans l'enceinte du camp de La Courtine et qu'il ne peut pas revenir sur cette décision. Il oppose donc un veto absolu à la sortie du camp. Le message du général Savatier insiste par ailleurs sur le fait que le général Comby doit intervenir *« le moins possible »* dans *« l'état intérieur »*[124] des troupes russes, exprimant de la sorte un désaveu de son action. Aussitôt, le général Comby envoie un contre-ordre au général Lochvitsky, lui commandant de rester à l'intérieur du camp. Mais celui-ci répond qu'il est dans l'incapacité totale de faire exécuter une telle décision, tant est forte la résolution de la troupe. Youri Lissovski, ancien officier du corps expéditionnaire, le décrit au cours de ces heures d'extrême tension, souf-

122 SHAT, 7N 2011, lettre au ministre de la Guerre du 10/07/1917.

123 *Ibidem.*

124 SHAT, t. 17.

frant d'une dépression nerveuse et donnant « *l'impression d'un homme très malade* ».[125]

Au petit matin du 11 juillet, la 3e brigade se dirige donc vers Felletin et s'installe à deux kilomètres au sud de la ville, dans la lande de Charrasse, près du château du Verminier.

À dix heures, le général Comby se rend précipitamment sur place. Il y retrouve le général Lochvitsky qui, victime d'un léger malaise cardiaque, est alité. « *Je reconnais vous avoir désobéi,* explique ce dernier, *mais l'effervescence de ma 3e brigade était telle que je craignais à tout moment un conflit armé.* »[126] Le général Comby lui réitère l'ordre de revenir dans le camp de La Courtine, mais le commandant russe répond qu'il ne pourrait être exécuté « *qu'à coups de fusils* ». Malgré tout, l'ordre de mouvement vers La Courtine est maintenu pour le 12 juillet.

Au cours de cette journée, le ministère de la Guerre et le commandement de la XIIe région échangent de nouveau une série de messages peu amènes. Le général Foch reproche au général Comby de s'immiscer dans les opérations de commandement de la brigade russe. Dans sa réponse, le général Comby fait savoir qu'au matin du 13 juillet la 3e brigade « *rentrera coûte que coûte* » au camp de La Courtine. Il rejette les accusations qui sont portées contre lui et affirme rendre simplement compte de « *ce qui se passe* » et de ce qu'il voit.[127] Dans un second message, Foch, qui approuve les dispositions prescrivant de faire rentrer la brigade dans le camp, corrige le ton du général Comby.

« *Je désapprouve entièrement,* souligne le général Foch, *des expressions telles que « coûte que coûte » qui ont un caractère provocateur sans ajouter de la force à un ordre bien établi.* »[128] Voyant la situation lui échapper, le haut commandement recommande à tous les échelons la plus grande prudence.

125 Lissovski (Youri), *op. cit.*, pp. 271-274.

126 *Ibidem.*

127 SHAT, 7N 2011, échange de messages du 12/07/17917.

128 *Ibidem.*

À Felletin, le 12 juillet, la situation reste inchangée et rien n'indique que l'ordre de retour peut être exécuté, et c'est de Paris que va venir la décision définitive. Le général Zankévitch occupe en effet les journées du 12 et du 13 à s'entretenir avec les autorités françaises de la nécessité d'autoriser le cantonnement à Felletin. Il rencontre à cette occasion le ministre de la Guerre ainsi qu'Albert Thomas. L'ordre de rester sur place est transmis au commandement de la division au matin du 13 juillet.

Deux semaines après l'arrivée de la 1re brigade et des éléments du dépôt et quelques jours seulement après celle de la 3e brigade, la situation a donc évolué de façon très défavorable pour les états-majors russe et français. L'impuissance du commandement russe est apparue au grand jour. Les autorités françaises ont montré leur volonté d'un retour rapide de la discipline militaire et leur souci de ne pas apparaître aux yeux des soldats comme les véritables ordonnateurs des événements. Mais cette attitude a son revers : elle empêche le gouvernement français d'intervenir directement dans le conflit et d'imposer rapidement ses solutions.

Deux camps sont désormais établis : plus de dix mille soldats à l'intérieur du camp de La Courtine qui bravent ouvertement les ordres de l'état-major et du Gouvernement provisoire et environ six mille cinq cents à une vingtaine de kilomètres de là, près de Felletin.

Le premier objectif du commandement russe n'a pu être atteint : la perspective d'une reconstitution et d'un retour au front des unités s'éloigne chaque jour davantage. Quant aux soldats de la 3e brigade, ils montrent déjà des signes inquiétants de révolte...

À La Courtine, les soldats sont les maîtres du camp

La période qui s'ouvre avec la séparation des deux unités de la Division russe est également marquée par une intense activité diplomatique. Les autorités françaises ne tardent pas en effet à tirer les conclusions imposées par l'évolution de la situation au sein du corps expéditionnaire. L'ambassadeur français à Petrograd, Joseph Noulens, qui a remplacé Paléologue le 5 juin, s'entretient à plusieurs reprises début juillet avec le ministre des Affaires étrangères du Gouvernement provisoire, Terechtchenko. J. Noulens donne dans ses mémoires un compte rendu d'une de ces entrevues :

« *En raison,* explique-t-il au ministre, *de l'accroissement du nombre des divisions anglaises sur le front occidental et de l'arrivée des contingents américains en France, le gouvernement français croit le moment venu de restituer à la Russie les unités dont elle s'était généreusement démunie pour renforcer les effectifs.* »[129]

Selon les indications du ministère des Transports et d'après les chiffres de la Marine, il est même prévu d'embarquer la 1re brigade dès les premiers jours d'août. En raison de la durée des rotations (soixante à soixante-douze jours), la 3e brigade devra attendre jusqu'au début du mois d'octobre. Suite à cette démarche, le ministre de la Guerre russe arrête le 9 juillet le principe du rapatriement de l'ensemble du corps expéditionnaire ainsi que celui de 1 600 soldats cantonnés à Brest. Mais aucune mesure concrète n'est mise en œuvre.

L'effondrement général de l'armée russe ainsi que divers incidents incitent le gouvernement français à hâter ces préparatifs que le général Foch considère comme « *urgents* ».[130]

129 Noulens (Joseph), *op. cit.,* t. 2, p. 138.

130 SHAT, 7N 611, rapport du ministère de la Guerre du 9/07/1917.

À Toulon, par exemple, le 11 juillet 1917, deux cents soldats russes qui devaient être dirigés sur l'armée d'Orient ont refusé de s'embarquer, ne voulant pas, souligne le rapport du préfet maritime de Toulon, « *se battre pour la bourgeoisie française* ».[131] Le colonel Patchoulitzev exige leur transfert immédiat au camp de La Courtine...[132]

De la décision de rapatriement, les soldats russes ne sont pas informés. Mais l'impuissance du commandement à rétablir l'ordre marque pour eux le début d'une expérience unique sur le front occidental.

Les soldats et la population

Plusieurs auteurs signalent avec un apparent dégoût les actes de « *vandalisme* » auxquels se seraient livrés les soldats de la 1re brigade. Franck Pattyn en est réduit à rapporter les « *fractures de boîtes à lettres* » et le vol d'un tonneau de vin.[133] Les protestations auprès des autorités sont de fait formulées en grand nombre : les plaintes contre des vols, des incendies, des poulaillers dévastés affluent à la gendarmerie de la ville. Pierre Poitevin écrit :

« *Les femmes n'étaient plus en sécurité sur les routes et elles étaient suivies parfois jusque dans leurs habitations. La population avait peur de ces visites, parfois nocturnes, des soldats en bandes.* »[134]

Une note du ministre de la Justice du 31 juillet relève dans le même esprit :

« *Se livrant à aucun travail et employant la majeure partie de leur argent à l'achat de victuailles, de divers objets et d'alcool,*

131 SHAT, 5N 117, rapport du préfet maritime de Toulon du 11/07/1917.

132 AN, papiers d'A.Thomas, 94AP 181.

133 Pattyn (Franck), *Histoire des unités russes sur le front occidental*, p. 69.

134 Poitevin (Pierre), *op. cit.,* p. 52.

les soldats se laissent à aller commettre maints délits délictueux (sic).»[135]

Les autorités françaises, la gendarmerie, le ministère de la Justice, le commissaire spécial de La Courtine laissent cours à leur imagination fertile pour ce qui est de dénoncer les excès de « *l'âme slave* ». Ils reprochent en outre dès les premiers jours l'impuissance, voire le refus, du commandement russe d'opérer une sérieuse purge parmi ses troupes. Selon le ministre de la Justice, ce sont les officiers qui « *ferment les yeux* » sur la conduite « *souvent inqualifiable* » de leurs hommes. Le rapport déjà cité du 31 juillet souligne en particulier le rôle des comités du camp qui, selon son auteur, s'efforcent de « *soustraire* » les coupables aux recherches de la gendarmerie, « *au lieu d'assurer la répression de leurs méfaits* ».[136]

Le procureur général de la cour d'appel de Limoges explique également au garde des Sceaux qu'il n'est pas en mesure d'assurer la sécurité publique « *dans les conditions actuelles* », c'est-à-dire avec « *l'intervention de quelques gendarmes français seulement* ».[137]

Mais si les notes sur ce thème abondent dans les archives, les enquêtes menées ultérieurement ont démontré le caractère mensonger de la presque totalité de ces affirmations. Le général Zankévitch, qui avait demandé que lui soient communiqués les procès-verbaux relatifs à ces incidents pour assurer la poursuite légale de ces « *crimes et délits* », dut lui-même renoncer à toutes les sanctions envisagées en raison de la minceur des dossiers.

La série des rapports de police reflète le plus souvent la peur de la contagion révolutionnaire dans la population. Le préfet de la Corrèze dépose, par exemple, dès le 28 juin, une plainte à la Sûreté générale contre « *des propos défaitistes tenus par des soldats russes* » et demande aussitôt à l'autorité militaire d'isoler

135 AN, BB 182595, dossier 1060 A17.

136 *Ibidem.*

137 Lettre au garde des Sceaux du 27/07/1917, AN, BB 182595.

sévèrement ces contingents de la population.[138] André Obey écrit de son côté avec une imagination empreinte d'un certain lyrisme :

« Friands de cyclisme et d'équitation, les rebelles trouvèrent leur camp trop étroit et ils se mirent à rayonner en tous sens, à travers le pays, en confiant à qui voulait les entendre que Kérenski était un insupportable tyran, le capitalisme la gangrène du monde, et criminelle la guerre contre l'Allemagne. Pour prouver, sans doute, que l'argent n'a nulle importance et ne confère aucune supériorité, ils le jetaient des deux mains, et les minuscules villages de Corrèze connurent rapidement la théorie du bolchevisme et le tourment de devenir capitaliste. »[139]

Tous ces témoins ignorent l'état d'esprit véritable des soldats russes. Georges Zamotine, qui se trouvait dans le camp, se souvient avoir participé aux moissons avec des paysans des environs. Il paraît difficile en revanche de suivre A. Obey lorsqu'il parle des soldats qui évoluaient sur leurs chevaux à leur guise dans les villages et sur les routes. *« Toutes les granges du village,* explique-t-il, *sentaient bon le cuir de Russie. On aurait cru en suivant les rues tranquilles, au crépuscule, se promener au fond d'un portefeuille. »*[140] L'image est belle mais ne tient absolument pas compte des mesures très restrictives mises par les autorités françaises aux déplacements des soldats russes, notamment par la décision du général Comby du 2 juillet.

Ce texte rappelait que l'intégralité du terrain militaire proprement dit était mise à la disposition du général Lochvitsky. Il précisait malgré tout que, pour *« éviter les incidents »*, les exercices de tir, ou les manœuvres avec tir réel, ne pouvaient être exécutés que dans les directions indiquées par le lieutenant-colonel Farine, délégué du général Comby...

138 Cité par Couleru (Danielle), p. 52.

139 Obey (André), «Camarades Rouski», *Revue de Paris,* décembre 1920, p. 539.

140 *Ibidem,* p. 537.

L'entrée dans la ville de La Courtine n'était plus autorisée qu'à certaines heures fixées par les autorités. Dans un périmètre de quatre kilomètres autour des baraquements, les soldats avaient le droit de « *circuler librement* », mais sans pénétrer dans les villages de Sornac, Saint-Setiers, Teniers, Clairavaux, Poussanges, Bessat, Saint-Oradoux-de-Chirouze, Saint-Martial-le-Vieux et les autres plus éloignés. Les contacts avec les hommes cantonnés près de Felletin étaient de la sorte totalement exclus.

Tous les militaires rencontrés au-delà de ce périmètre devaient être reconduits immédiatement à l'intérieur de l'enceinte militaire et mis à la disposition de l'état-major de la division. Les permissions des officiers et de la troupe pour les villes proches de Limoges, Guéret, Tulle, Clermont-Ferrand, Ussel et *a fortiori* Paris étaient suspendues *sine die.*[141] Enfin, pour empêcher les désertions par la voie ferrée, un contrôle par la gendarmerie avait été mis en place simultanément à Bourg-Lastic, vingt kilomètres à l'est du camp.[142]

Pour rendre l'isolement des hommes de La Courtine de plus en plus étanche, le général Comby fait appel à partir de la mi-juillet aux commandants des subdivisions de la XII^{e} région. Les garnisons sont tenues de constituer des détachements qui doivent être prêts à partir au moindre signal. Une première unité française, forte de plus de mille six cents hommes, est constituée préventivement : huit compagnies d'infanterie de deux cents soldats sont formées, quatre à Limoges, deux à Tulle, une à Guéret et à Brive. Parallèlement, une section de mitrailleuses est mise en état d'alerte et le commandant des dépôts d'artillerie d'Angoulême reçoit l'ordre de tenir prêtes trois sections de canons de 75.

141 SHAT, 7N 611, consignes pour les troupes russes occupant le camp de La Courtine, 2/07/1917.

142 Pattyn (Franck), *op. cit.,* p. 69.

Soldats et officiers

Comme pour répondre aux inquiétudes françaises, la 1re brigade se dote de sa propre « milice » dès la fin juin. Cette organisation a comme double fonction de régler les différends internes à la 1re brigade et ceux survenant avec les Français. Les miliciens portent les épaulettes de leur unité avec, sur le bras gauche, un brassard rouge sur lequel figure un « M » blanc. Les membres de cette milice sont désignés, à raison de deux par compagnie, par les comités de régiment, eux-mêmes dirigés jusqu'à la première semaine de juillet par les officiers supérieurs de la brigade. Les miliciens ont le pouvoir de contrôler l'identité de tous les militaires du camp. L'instruction réglant le service de la milice stipule que « *chaque officier doit se conformer à la loi qu'exigent les besoins du milicien.* »[143]

Expression d'un compromis entre l'autorité des officiers et celle des soldats, par l'intermédiaire des premiers comités, cette milice succombe rapidement à cause de l'opposition irréductible entre la troupe et le commandement. Les soldats deviennent dès lors les véritables maîtres du camp.

Le commissaire de police de la ville souligne ainsi, le 27 juin, que les Russes sont « *entièrement libres* ». « *La discipline chez-eux,* conclut-il, *n'existe plus ; du reste ils disent curieusement que ce sont eux les maîtres.* [...] *En un mot jusqu'à présent ces soldats ne font pas preuve d'un bon esprit.* »[144] Les officiers de la 1re brigade comme ceux du dépôt vérifient de plus en plus ce « mauvais esprit ».

Lorsque la 3e brigade avait quitté son cantonnement de Grattadour pour se diriger vers Mendrin, les officiers de la 1re brigade avaient exprimé le désir de la rejoindre, en raison d'une situation devenue intenable pour eux. Mais le général Lochvitsky leur avait ordonné de rester à leur poste. Le commandement fran-

143 SHAT, 7N 2011, base provisoire pour le service des miliciens, datée du 28/06/1917.

144 AN, F7 12896, rapport du 27/06/1917.

çais approuvait cette mesure, tout en reconnaissant la très faible influence des officiers.[145]

Le premier acte de souveraineté des soldats de la 1re brigade est donc d'exclure les officiers des comités : ils sont désormais composés uniquement de soldats et d'une poignée de sous-officiers ralliés à leur cause. Le fragile équilibre établi dans la vague d'enthousiasme consécutive à l'annonce de la chute de l'ancien régime est mis à bas. À partir de ce moment, les officiers sont progressivement déchus de leur commandement. De nombreux officiers affectent d'eux-mêmes une grande distance vis-à-vis de leurs hommes et se réfugient dans leur morgue et leur mépris de la troupe. Seuls quelques-uns tentent de défendre leurs prérogatives. Mais lorsque l'un d'eux exige la reprise de certains exercices militaires, il se voit répondre ce genre de phrase : *« Il fait trop chaud aujourd'hui, va faire les exercices toi-même ! »*

L'aboutissement de ce processus entamé depuis plusieurs mois est la sortie du camp des officiers, durant la deuxième semaine de juillet. Le rapport du Gouvernement provisoire sur la mutinerie du camp de La Courtine, conclut sur ce point :

« L'attitude extrêmement hostile des soldats à l'égard des gradés, allant même jusqu'à des voies de fait, força le général à éloigner les officiers du camp de La Courtine, n'en laissant que quelques-uns pour s'occuper des questions administratives. »[146]

Charles Steber cite pour sa part les témoignages de certains soldats :

« Leur départ fut loin d'être tragique. Ils étaient bien trois cents qui s'étaient formés en colonne et se dirigeaient en bon ordre à travers le camp dans la direction de la gare. Nous occupions toutes les fenêtres. Quelques camarades marchaient, goguenards, le long de la colonne : "Bon voyage, Messieurs les officiers ! Un-deux !,

145 Sur l'attitude des officiers russes : SHAT, rapport du général Comby du 10/07/1917.

146 Rapport du Gouvernement provisoire, dans Reed (John).

Un-deux !" (...) Un colonel lança une grossièreté qui l'étouffait. Le formidable rire lui répondit. Bientôt la colonne disparut.

"Bon voyage !" crièrent encore une fois les soldats. Ils étaient maîtres du camp. »[147]

Pour ces hommes, la rupture avec l'ordre ancien est totale et irréversible. Le camp, à l'exception des tâches administratives et d'intendance, encore à charge pour une part importante de l'armée française, est passé sous le contrôle des soldats et de leurs comités. Cette situation exceptionnelle se mesure par les discussions permanentes au cours de cet été 1917 dans le camp de La Courtine.

Un « meeting permanent »

Les autorités françaises ont très vite pris conscience de la radicalisation des dix mille soldats restés dans le camp de La Courtine. Dès le 11 juillet, le général Comby estime que cette brigade doit être « *dissoute et désarmée* ».[148] Le 20 juillet, il affirme « *indispensable qu'une solution intervienne le plus tôt possible* ».[149]

Pour les états-majors français et russe, les soldats livrés à eux-mêmes sont dans une « *oisiveté permanente* » néfaste et les assemblées qui se tiennent quotidiennement sont la preuve que la troupe est définitivement sortie du cadre fixé après la Révolution de Février.

La résolution de la troupe, que les autorités militaires commencent à dénommer les « mutins », se manifeste en premier lieu contre la volonté affirmée du commandement russe de reprendre dans les plus brefs délais l'instruction militaire. Les soldats de la 1re brigade sont unanimes sur cette question. Depuis le retrait des brigades de la zone des armées, les officiers ne peuvent espérer retrouver une partie de leur autorité qu'en

147 Steber (Charles), *La Patrie humaine,* 20/12/1934.

148 SHAT, 7N 2011, rapport au ministre de la Guerre du 11/07/1917.

149 SHAT, 7N 2011, message du 20/07/1917.

soumettant la troupe à l'idée du retour au front. Cette perspective justifie de leur point de vue les mesures disciplinaires destinées à mettre de nouveau ces unités en état de combattre.

Un témoin rapporte l'intervention d'un officier lors d'une assemblée des soldats dans le camp :

« On avait dit à l'orateur qu'il perdait sont temps et sa salive, qu'après la boucherie de Brimont et les desseins trop nets que, là-haut, le commandement avait manifesté à notre égard, il ne fallait plus, absolument plus compter sur nous. » L'officier s'emporte et ordonne de mettre une mitrailleuse en batterie : *« Ses hommes ne bougent pas. Ils ont l'air de ne pas comprendre. L'officier menace. Ils n'obéissent pas davantage. Aucun ne quitte le meeting pour aller exécuter cet ordre singulier.* » Il est plus tard mis en prison par la troupe.[150]

C'est ce jusqu'au-boutisme de l'encadrement qui tranche les derniers liens entre les soldats et les officiers. Ils n'ont maintenant plus aucun espoir de ramener les soldats à l'obéissance.

Joseph Noulens, avec le mépris qui caractérise le milieu diplomatique français, a résumé la stupeur du gouvernement devant l'activité des soldats de La Courtine. Mais il donne également à sa manière une mesure de l'ampleur du phénomène révolutionnaire.

« Des moujiks, écrit-il, *d'une ignorance complète, venus du fond de l'Oural ou des rives de la Volga, péroraient à l'infini, tranchaient, décidaient, non seulement sur les devoirs des officiers envers les soldats, l'administration des corps de troupe ou les problèmes tactiques, mais encore sur les buts de la guerre mondiale, sur l'impérialisme des gouvernements occidentaux, sur les droits de la France au Maroc et dans ses colonies. »*[151]

Pour la première fois en effet depuis la Révolution de Février, les soldats du camp ont totalement rompu avec les officiers. Ils sont amenés progressivement à désobéir ouvertement de ce fait

150 Steber (Charles), *La Patrie humaine,* 14/12/1934.

151 Noulens (Joseph), *op. cit.*, t. 2, p. 138.

aux ordres du Gouvernement provisoire ou de ses représentants. De la fin juin jusqu'au dénouement final de la mutinerie, à la mi-septembre, ce sont de longues journées qui sont mises à profit pour échanger les sentiments et les idées de chacun sur la guerre et la révolution.

Chaque jour se réunissent des assemblées, par compagnie, par régiment, ou sur une base plus informelle. Le général Comby relève : « *De tous côtés se tiennent des conciliabules en plein air.* »[152] Il ne reste bien sûr que peu de traces de ces échanges verbaux, de ces longues heures passées à discuter sur le sort réservé au corps expéditionnaire russe, le sens et l'avenir de la révolution, l'attitude du gouvernement français et de tant d'autres problèmes que chacun était en train de vivre dans sa chair même.

D'après Georges Zamotine, aucun soldat à La Courtine n'aurait eu l'audace d'intervenir dans les meetings pour défendre l'idée qu'il fallait abandonner et se rendre.

C'est ainsi qu'un pope, voulant faire un sermon dans lequel il engageait les soldats à faire « *leur devoir militaire* », fut pris à partie par les hommes du camp, qui lui firent comprendre par la parole et par le geste qu'il était, lui aussi, indésirable. Selon Pierre Poitevin, le pope « *levant la croix au-dessus des têtes, déclara, à haute voix, jeter l'anathème sur tous les soldats insoumis et il prononça contre eux l'excommunication !* » Il ne dut son salut qu'à la fuite vers le cantonnement de la 3e brigade.[153]

« *En dehors des réunions*, explique G. Zamotine, *chacun discutait comme il voulait.* » La palette des sujets abordés par petits groupes était sans nul doute plus étendue qu'au cours des meetings réunissant plusieurs centaines, voire des milliers d'hommes. Mais l'incessante fermentation politique de la troupe se cristallise autour de quelques points incontournables.

La volonté de rapatriement est exprimée par tous. Elle justifie la détermination de la troupe à ne pas rendre les armes, sa

152 SHAT, notes pour le ministre de la Guerre du 10/07/1917.

153 Poitevin (Pierre), *op. cit.,* p. 72.

farouche opposition aux officiers suspectés d'être des agents de l'ancien régime, son exigence de garanties de la part des autorités françaises.

Ce sont bien entendu les événements de Russie qui orientent cette conviction, bien qu'au cours de l'été les soldats soient presque totalement coupés de l'évolution de la situation militaire et politique de leur pays. Les discours prononcés par les différentes délégations qui se rendent dans le camp ainsi que les ordres du jour de l'état-major, répercutant régulièrement ceux destinés à toute l'armée russe, et les articles du *Soldat-citoyen russe en France* constituent en effet un lien ténu avec les événements révolutionnaires. Cet isolement rend d'autant plus nécessaire la discussion et la confrontation des sentiments et des convictions du plus grand nombre.

Toutes ces manifestations de l'intense fermentation politique à l'intérieur du camp font dire au commissaire spécial de La Courtine que les Russes sont décidément « *en révolution* ».[154]

Les documents français sur l'activité et les débats au sein des comités du camp sont relativement muets. L'essentiel des renseignements concernant leur activité nous est fourni par l'intermédiaire des représentants du commandement français. Le général Comby et le ministre de la Guerre étaient tenus informés en permanence par le lieutenant-colonel Farine, commandant d'armes du camp qui y avait conservé ses fonctions pendant cette période, et par le commandant Lelong, chef d'état-major français de la division russe.

Les archives déposées à l'université Columbia de New York contiennent les comptes rendus et les procès-verbaux des comités, mais ils proviennent essentiellement du groupement de Felletin.

Pour Pierre Poitevin, une fois la 3e brigade partie et les officiers chassés, une « *véritable république soviétique* » s'est installée dans le camp de La Courtine, sous la « *dictature* » de Baltaïs.

154 SHAT, 7N 611, rapport du 6/07/1917

Ce dernier est considéré en effet par les autorités tant civiles que militaires comme le dirigeant incontesté du comité du camp. À ses côtés figure le plus souvent son ami Volkov. L'Ukrainien Globa n'apparaît pas dans les rapports de l'état-major russe avant l'arrestation de Baltaïs à la fin du mois de juillet, date à laquelle il prend la tête du comité, avant de devenir la figure légendaire, forgée par les autorités militaires et Pierre Poitevin, d'un « *chef bolchevique* », « *baptiste et fanatique* ».

Avec ces trois noms connus de tous les soldats, il faut citer parmi les dirigeants des comités : Bolkharevski, Gouzeïev, Filatov, Everdine, Yourov, Goussev, Titov, Nosov, Baroussov et Aliochine qui figurent dans la liste des « meneurs » établie début août par la commission d'enquête mise en place par le commandement russe, ainsi que Smirnov, Baranov, Ivatchenko, Varnatchev et Lissovenko.

Quel est le rôle des différents comités siégeant à La Courtine qui ne disposent pas, contrairement à ceux de la 3e brigade, d'une reconnaissance légale ?

Les réunions et assemblées des comités constituent avant tout des lieux privilégiés de discussion et de débat sur le sort du corps expéditionnaire et la révolution. Sur la porte du local utilisé pour leur réunion, les représentants du comité de la 1re brigade ont inscrit : « *À bas la guerre* ». La détermination et l'enthousiasme de chacun y deviennent la force de tous. Les soldats y échangent les moindres éléments d'information que la lecture du courrier ou de la presse fournit. Le comité est pour la troupe le symbole vivant et le gardien des conquêtes de la révolution.

Ses membres assurent le bon fonctionnement du camp, du point de vue de l'intendance ou de l'hygiène, répartissent les diverses tâches à accomplir et règlent les désaccords survenant dans une troupe de plus de dix mille hommes.

En l'absence de leurs officiers, les soldats parviennent à organiser la vie dans l'enceinte militaire, la répartition des vivres et à établir une certaine discipline acceptée de tous pendant deux

mois et demi. L'état-major signale même, avec stupéfaction, que les soldats effectuent à plusieurs reprises quelques manœuvres et déplacements sous le commandement de simples soldats !

Les mutins contrôlent le camp. La confiance en leur force s'amplifie chaque jour.

Certains services de la brigade continuent par ailleurs à être assurés par les services français rattachés à la 1re division russe. L'intendance fournit notamment quotidiennement la troupe, par l'intermédiaire du service de la gestion des subsistances. Le courrier, si attendu et précieux, après avoir été analysé et filtré au préalable par les commissions de contrôle postal est apporté par le service du Trésor et Postes à La Courtine. Les lettres sont ensuite remises par le payeur de la mission française (logé au camp de Grattadour) à des vaguemestres accrédités par les comités.

Après trois semaines, les autorités françaises mettent d'ailleurs en place un service parallèle de distribution du courrier à destination des quelques sous-officiers russes et officiers demeurés au camp, car le commandant Lelong, chef d'état-major français de la division, redoute que les comités n'exercent un droit de contrôle sur cette correspondance. Il exige donc des autorités russes qu'elles désignent un homme *« sûr »*, spécialement chargé d'aller chaque jour prendre ces lettres.[155]

Les services de santé sont réorganisés après le départ de la 3e brigade. Depuis la fin juin, l'hôpital de la Croix-Rouge russe avait été installé en hôpital provisoire, d'une contenance de sept cents lits au camp de La Courtine sous la direction de Léon Weber Bauler. À côté de ce centre de soins fonctionnaient également deux ambulances françaises, 12/4 et Raulot-Lapointe. Cette dernière suit la 3e brigade et établit près de Felletin une infirmerie provisoire de garnison. Le 14 juillet, le commandant Lelong estime possible de mettre l'ambulance française 12/4 à la disposition du commandement français, *« à moins,* écrit un officier

155 SHAT, 17N 648, rapport du commandant Lelong du 24/07/1917.

français pour la première fois, *d'événements très graves tels que : emploi de la force contre le groupement resté à La Courtine ».*[156]

Le général Danilov, ancien quartier-maître général auprès du haut commandement russe, affirme que de nombreux agitateurs, pour certains vêtus de l'uniforme de la marine russe, effectuèrent des visites de propagande au camp de La Courtine au cours de l'été. L'analyse des rapports de l'état-major français, et des notes du commandement de la division russe spéciale, tempère ces allégations. L'entrée dans l'enceinte du camp de La Courtine avait été soumise en effet à de sérieuses restrictions. Le comité de Felletin avait interdit en particulier à toute délégation de membres de la 3e brigade de se rendre en direction de La Courtine.[157] La visite de trois matelots est confirmée en revanche par Y. Lissovski. Ces hommes étaient venus depuis Brest, où leur bateau faisait escale, pour s'approvisionner en bottes auprès de l'intendance de la 1re division. Aussitôt dans le camp, ils participèrent à un meeting et proposèrent « *d'en finir avec tous les officiers* »...[158]

156 SHAT, 7N 611, notes du commandant Lelong pour le ministre de la Guerre du 14/07/1917.

157 Bakmeteff Arkhiv, procès-verbal du 26/07/1917.

158 Lissovski (Youri), *op. cit.*, p. 272.

L'impasse

À la mi-juillet, la situation reste confuse. Il est déjà question de désarmer la 1re brigade, mais le commandement français redoute une épreuve de force dont l'issue est incertaine. L'état-major russe semble conserver une petite marge de manœuvre à l'intérieur de la 3e brigade : il contrôle indirectement l'activité des comités et compte sur l'autorité des représentants du Gouvernement provisoire pour obtenir la reddition des mutins. En Russie, Kérenski a lancé une gigantesque offensive dont les premiers succès semblent confirmer l'optimisme des responsables du corps expéditionnaire.

Le « loyalisme » de la 3e brigade

La plupart des observateurs opposent les deux brigades point par point, comme si la division entre les deux unités du corps expéditionnaire était l'exacte transposition des conflits politiques et sociaux se déroulant en Russie. D'un côté donc, les partisans des « *maximalistes* » – certains auteurs évoquent même les soldats « bolcheviques » –, comme le répètent inlassablement l'état-major et les commissions de contrôle postal, de l'autre, les fidèles soldats obéissants aux ordres du Gouvernement provisoire. Les seuls éléments communs dans ces analyses sont le mépris et le cynisme des auteurs envers ce qu'ils nomment les « *méfaits de l'âme slave* », le caractère « *naïf* », voire « *primitif* », des hommes. Pierre Poitevin notamment a repris à son compte tous les préjugés des prétendus « témoins » français. Il écrit par exemple :

« *En ville, vous croyez peut-être que les Russes envahissaient les cafés et les débits de vin. Profonde erreur, ils n'avaient qu'un but : les coiffeurs et les parfumeries qu'ils dévalisaient littéralement, achetant toutes les lotions et l'eau de Cologne dont beaucoup*

se régalaient la buvant à pleines gorgées et dévorant, dit-on, des tartines de pâte dentifrice ou de crème de beauté. »[159]

Selon lui, le cantonnement de la 3e brigade ressemblait plus à un « *camp de bohémiens* » qu'à un cantonnement militaire. Il concède seulement que ces soldats « *primitifs et mystiques* » se révélaient cependant « *tous très doux* ».[160]

À l'opposé de ces évocations, les relations entretenues avec la population pendant un mois semblent en réalité marquées par une sympathie réciproque non dissimulée. Une plus grande liberté de déplacement avait été accordée en effet aux soldats cantonnés près de Felletin, dans la mesure où le commandement semblait conserver une autorité même partielle sur la troupe et que celle-ci n'offrait à ses yeux pas le même spectacle inquiétant que celle du camp de La Courtine.

Le mystère et le silence pesant des autorités françaises à propos de ces milliers de soldats aiguisent la curiosité des villageois. Beaucoup voient avec un certain amusement les Russes organiser des fêtes, offrir des divertissements et jouer devant eux avec l'ours mascotte de la troupe. Avec l'arrivée du corps expéditionnaire, c'est un peu de la Russie, de ce monde lointain et pourtant mille fois décrit par les journaux populaires, qui s'était installé dans les prés et les villages creusois.

L'état-major russe estime que l'effervescence de la troupe et sa propre impuissance, révélées lors du départ vers Mendrin puis Felletin, resteront des avertissements sans frais et est persuadé du profit qu'il peut tirer de l'opposition entre les deux unités. Le 12 juillet, au lendemain de la sortie de la zone du camp militaire, le commandant de la division remercie donc les soldats pour leur obéissance :

« *Le 28 juin/11 juillet, des unités de la 1re division spéciale ont transporté leur camp près de la ville de Felletin. Conformément*

159 *Almanach de Police magazine,* 1933, cité par Poitevin (Pierre), *op. cit.*, p. 70.

160 *Ibidem,* p. 53.

au prikaze *du 25 juin (...), les unités de la division qui se sont prononcées pour une obéissance sans réserve aux ordres du Gouvernement provisoire ont quitté le camp de La Courtine pour aller bivouaquer. Ni le froid ni la pluie n'ont ébranlé leurs résolutions et elles sont toujours prêtes à tous les sacrifices imposés par l'accomplissement du devoir et le salut de la Russie.*

Convaincu que la meilleure récompense – la conscience du devoir accompli – leur est déjà acquise, je me fais une obligation de leur exprimer ma reconnaissance. »[161]

À la même date, le général Comby, qui inspecte la troupe, remarque qu'elle demeure encadrée par tous ses officiers. « *Tout ce qu'elle faisait*, précise-t-il, *s'effectuait en ordre et en silence ; les mouvements étaient bien commandés.* »[162] Le général Danilov prétend de son côté que pour « *répondre au désir de la troupe* » de reprendre l'exercice, le commandant Lelong avait trouvé un camp de manœuvres à quatre kilomètres du cantonnement de la brigade et que seul l'éloignement de ce camp empêcha qu'on y organisât les exercices…

L'espoir renaît parmi les officiers. Et avec lui, les menaces contre les révoltés de La Courtine.

Le Soldat-citoyen russe en France, dans son numéro du 31 juillet, se fait l'écho des accusations de l'état-major envers les hommes de la 1re brigade et ceux qui s'y sont ralliés, sans d'ailleurs évoquer explicitement les événements puisque la censure militaire l'interdit :

« Les armées de la Révolution russe sont parties à l'offensive. Est-ce possible que vous soyez traîtres en ce moment difficile, quand toutes les forces du pays et de l'armée tendent vers le salut de la Russie ? »[163]

Mais quel est alors le véritable état d'esprit des hommes qui cantonnent à Felletin ? Charles Steber a remis en question

161 17N 649, *prikaze* n° 38 du 12/07/1917.

162 SHAT, 7N 2011, message au ministre de la Guerre du 11/07/1917.

163 *Russkie soldaty-Grajdani vo Frantsii,* n° 6.

la nature de leur « loyalisme » : *« Non qu'ils fussent d'enragés kérenskystes comme on l'a prétendu,* écrit-il, *mais parmi eux, Kérensky faisait encore des dupes et prenait, auprès de certains, figure de jacobin. »*[164]

Pour comprendre les sentiments des soldats de la 3e brigade en ce début juillet, il est nécessaire de comprendre le rôle qu'y tiennent les comités et leur composition.

Ces comités ont conservé en effet une attitude modérée depuis l'annonce de la Révolution de Février et au lendemain de l'offensive de printemps. Le comité de détachement de la division, dont le rapport du Gouvernement provisoire dit qu'il avait été formé des soldats *« les plus évolués et les plus conscients »*, avait assumé ce rôle temporisateur. Contre la propagande du comité du 1er régiment de la 1re brigade, de loin le plus actif, cet organisme incitait inlassablement les soldats à reprendre *« un mode de vie normal »* fondé *« sur les principes démocratiques introduits dans l'armée »*.[165] Il était en d'autres termes le porte-parole du nouveau gouvernement russe dans sa tentative de reprise en main des troupes.

Ce comité ayant été dissout à la suite de la décomposition de la 1re brigade, et les deux unités étant distantes d'une vingtaine de kilomètres, le rôle des comités de la 3e brigade est devenu prépondérant. Ils sont composés de nombreux sous-officiers et officiers, siégeant à parité avec les soldats, et sont désormais les interlocuteurs privilégiés du commandement ainsi que les nouveaux relais des ordres du Gouvernement provisoire.

« Ainsi, comme le souligne un témoin*, bien qu'il y eut à Felletin deux fois moins de soldats qu'à La Courtine, l'état-major russe en France reconnaissait leur comité comme une organisation offi-*

164 *La Patrie humaine*, 6/12/1934.

165 Rapport du Gouvernement provisoire. Voir le texte complet de ce document en annexe.

cielle et dans le même temps refusait de reconnaître de la même manière les organisations de la 1re brigade. »[166]

Au sein de la 3e brigade, la révolution a ébranlé sérieusement le commandement, mais elle ne l'a pas encore mis à bas. Les officiers, qui veillent par ailleurs à éviter tout contact entre soldats des deux brigades, ont pour le moment réussi à composer avec les comités et leurs délégués.

Les mutins refusent de se soumettre aux représentants du Gouvernement provisoire

Par prudence, le commandement français s'est donc finalement incliné devant la décision de la 3e brigade de demeurer à Felletin. Le général Vidalon, en visite d'inspection le 14 juillet, a entériné le *statu quo* et rendu compte au gouvernement de l'état d'esprit des deux brigades. Le général Zankévitch, de son côté, reconnaît dès le 13 juillet que « *même remises en ordre* », il y aurait désormais de « *graves inconvénients* » à ramener les troupes russes au front.[167] Albert Thomas, avec lequel le représentant du Gouvernement provisoire s'est entretenu, convient également qu'il s'agit là d'un « *trop petit appoint* » que compensera bientôt celui des Américains. Il évoque la possibilité pour le président du conseil de mettre son autorité au service du rétablissement de l'ordre dans les unités russes :

« En ce qui concerne la réorganisation des brigades, le général Zankévitch pense que la visite que tu projetais à La Courtine aurait un effet puissant. Des discours de toi prononcés devant les brigades russes et télégraphiés en Russie seraient évidemment très utiles pour ta politique : j'y verrais une des choses à faire pour sauver la face des brigades russes. »[168]

Cette proposition n'est pas retenue, car le gouvernement ne tient pas à s'engager trop ouvertement dans le règlement de la

166 *Russkie soldaty vo Frantsii*, Moscou, 1919, pp. 8-9.

167 AN, papiers d'Albert Thomas, 94AP 181, notes du 16/07/1917.

168 *Ibidem*, note pour le conseil des ministres.

mutinerie. L'objectif principal reste d'isoler au maximum les unités mutinées derrière un véritable cordon sanitaire.

Le 15 juillet, le général Comby fait ainsi appel à de nouvelles troupes françaises pour renforcer son dispositif de « protection ».

Le commandement russe espère de son côté que les paroles et les promesses des représentants du nouveau pouvoir seront assez fortes pour convaincre les soldats retranchés à La Courtine.

Le 17 juillet au matin, arrivent en effet dans la Creuse le général Zankévitch et les deux émissaires du Gouvernement provisoire : Svatikov, haut-commissaire de Russie à l'étranger, et Rapp, délégué du ministre de la Guerre russe. Kérenski tente en envoyant cette délégation, dont il estime qu'elle n'est pas compromise avec l'état-major aux yeux des soldats, d'obtenir à faible coût la soumission des rebelles.

À 11 heures, Svatikov prend une première fois la parole devant les soldats de la 3e brigade. Pendant de longues minutes, il fait appel au patriotisme des hommes, défend l'autorité et le prestige du pouvoir issu de la révolution. Dans un discours enflammé, il explique la nécessité de continuer la guerre jusqu'à la victoire et exhorte les soldats à obéir aux ordres de leurs officiers.

D'après le commandant Lelong, les paroles de l'émissaire du Gouvernement provisoire ont provoqué de *« nombreuses acclamations »*[169] ; *« Le revirement de la 3e brigade,* ajoute Pierre Poitevin, *paraissait complet. »*[170]

Un élément contredit pourtant ces affirmations, car entre cent et deux cents soldats de cette unité ont délibérément refusé de se rendre à la convocation prescrite par l'ordre du jour. Ils ont ainsi manifesté leur hostilité ouverte au commandement et démontré qu'une fraction de la 3e brigade est d'ores et déjà acquise à la révolte de leurs camarades. Le jour même, le général Zankévitch

169 SHAT, 7N 2011, rapport du 18/07/1917.

170 Poitevin (Pierre), *op. cit.*, p. 66.

décide de faire rechercher ces soldats et de les conduire au camp de La Courtine.

À 13 heures, les officiers sont à leur tour rassemblés pour écouter le message de Svatikov. Pour des raisons opposées, celui-ci ne convainc pas pleinement. Au sein du commandement, de nombreux officiers critiquent les hésitations et la faiblesse dont font preuve à leurs yeux les généraux Zankévitch et Lochvitsky. Le commandant Lelong, témoin privilégié de cette journée, précise que cette réunion s'est même terminée « *en une sorte de meeting assez désordonné où chacun exprimait son opinion, ce qui a contraint à plusieurs reprises le général Zankévitch à relever sérieusement le ton – par trop libre – que se permettaient certains officiers* ».[171] À 15 h 30, lors de la séance du comité central de la division, Svatikov renouvelle ses appels.

Enfin, vers 17 heures, la délégation se rend au camp de La Courtine, où les soldats apparaissent en ordre… derrière leurs comités. Les quelques officiers encore présents dans le camp sont également là. Et, d'après les officiers français détachés auprès de la 1re brigade, c'est à peu près la seule occasion où ceux-ci ont été vus au cours de ces trois semaines. Svatikov rappelle sans attendre les soldats à leur devoir et à l'obligation d'obéir, quels que soient les ordres qui leur sont donnés.

Les réactions de l'assemblée aux harangues patriotiques de Svatikov sont cette fois sans mystère. À de nombreuses reprises, les mots d'ordre des soldats « *En Russie, En Russie !* » viennent interrompre avec fracas les paroles de l'émissaire du Gouvernement provisoire. Svatikov est traité de « *coiffeur de Paris* » par les hommes.[172] Il parvient difficilement à conclure en apportant le salut de la Russie aux « *braves* » qui se sont battus sur le front français.

Dès son discours terminé, Svatikov doit encore faire face aux délégués, et à certains blessés transférés des hôpitaux, qui ne lui

171 SHAT, rapport au général Comby du 18/07/1917.

172 Lissovski (Youri), *Lager Lya Kurtin, op. cit.*, p. 274.

cachent pas leur rancœur contre les mauvais traitements dont ils estiment avoir été victimes.

À 20 heures, la journée se termine avec la réception par Svatikov et le général Zankévitch des délégués du camp, à raison d'un représentant par compagnie. Ces soldats réitèrent leurs plaintes contre l'attitude du gouvernement français, la situation des blessés dans les hôpitaux et exigent leur retour immédiat et sans condition en Russie.

L'échec de la visite au camp de La Courtine est donc complet. Les soldats ont réaffirmé avec force leurs exigences et démontré leur détermination en infligeant une véritable humiliation au général Zankévitch et à Svatikov, représentants militaire et civil du Gouvernement provisoire. Jusqu'à cette visite, il pouvait sembler que seul l'état-major russe en France faisait l'objet de la haine absolue de la troupe. Désormais la révolte a franchi un degré supplémentaire vers la rébellion ouverte contre tous les ordres du nouveau régime.

À l'issue de cette journée, le commandant Lelong estime en outre que l'inactivité des troupes russes de Felletin, l'action des comités et l'inaction des officiers ont fait perdre l'essentiel des « *qualités militaires* » de la 3e brigade. Il met en garde le commandement français contre la présence en son sein de « *quelques dissidents dangereux* ».[173] Le « loyalisme » de cette unité est ainsi mis en cause pour la première fois.

Au camp de La Courtine, une centaine de soldats ont choisi de rejoindre le cantonnement de Felletin, mais la masse des soldats reste, d'après l'expression même du commandant Lelong, « *irréductible* » : les hommes s'habituen*t « fort bien à vivre sans officiers* ». Les autorités françaises commencent à reprocher sévèrement à l'état-major russe son « *manque de fermeté* », ses hésitations et l'absence de décision qui puisse s'imposer à tous.

173 *Ibidem*.

Le commandement russe a uniquement décidé que Svatikov recevra de nouveau, à Paris cette fois, les délégués des soldats du camp de La Courtine ainsi que les officiers de la 1re brigade.

Le 24 juillet, le général Zankévitch porte à la connaissance des troupes le compte rendu de Svatikov sur sa mission du 17 juillet. Ce dernier y exprime « *la reconnaissance du Gouvernement provisoire et de toute la Russie libre à toutes les troupes de France qui ont accompli leur devoir envers la Patrie et la Révolution, en se battant vaillamment sur le front français* ». La 3e brigade est saluée pour avoir pris « *ouvertement et avec fermeté* » fait et cause pour « *la Russie révolutionnaire et son gouvernement* ». Svatikov tente également d'attirer une nouvelle fois les soldats susceptibles de rejoindre Felletin : c'est pourquoi il remercie « *ceux des soldats et des officiers de la 1re brigade qui, dans une minute d'hésitations et de doutes, ont compris leur devoir envers la Patrie, en se joignant aux vrais fils de la révolution* ».

En revanche, les troupes rebelles sont dénoncées avec la plus grande vigueur, pour leur attitude lors de la visite de la délégation au camp :

« *Les soldats restés à La Courtine se sont présentés d'une façon peu satisfaisante : il n'y avait d'ordre que dans les premiers rangs, les hommes ne restaient pas immobiles et causaient, dans les derniers rangs on fumait, on entendait des exclamations exprimant des désirs.* »

Cette conduite est jugée « *indigne de soldats de la grande armée révolutionnaire* » et Svatikov conclut par cet avertissement :

« *Aucunes conditions, relatives à l'accomplissement de leur devoir militaire, ne seront acceptées de ces soldats ni par le Gouvernement provisoire ni par le conseil des députés de soldats, ouvriers et paysans, qui forme un seul tout avec le Gouvernement.* »[174]

D'autres délégations sont reçues dans les semaines suivantes au camp, mais sans plus de succès. L'émigré Ivanov évoque, par

174 SHAT, 17N 649, *prikaze* n° 59 du 24/07/1917.

exemple, devant les troupes les vingt années qu'il a passées dans les cachots du tsar, mais se voit répondre vertement :

« Vous étiez à Schlüsselbourg, nous, nous étions dans les tranchées françaises et nous ne voulons plus y être. Si on dit "Liberté", alors qu'on nous rapatrie ! »[175]

Au cours de la première semaine d'août, un certain nombre de délégués du comité exécutif des soviets des députés ouvriers et soldats, de passage à Paris, tentent à leur tour de convaincre les soldats du camp de La Courtine. En vain. Parmi ces hommes il faut retenir les noms de Roussanov, Goldenberg, Ehrlich et Smirnov, membres de la délégation russe chargée de la convocation de la conférence socialiste de Stockholm. Le comte Ignatiev, attaché militaire de la Russie à Paris, affirme avoir été invité à se rendre à son tour à La Courtine, mais que la répression survint avant son départ[176].

L'impossible rapatriement

La rapide détérioration de la situation à l'intérieur du corps expéditionnaire amène dans la dernière semaine du mois de juillet les autorités françaises à tenter de nouveau de hâter les opérations de rapatriement. Il était jusque-là prévu d'utiliser les navires en service sur la ligne de Brest à Arkhangelsk, avant la période hivernale empêchant tout transport par cette voie. Les autorités françaises estiment depuis la mi-juillet pouvoir disposer de près de six mille places pour enlever un premier contingent de soldats russes vers la Russie. Plusieurs navires avaient été mis dans ce but à la disposition du gouvernement par le sous-secrétaire d'État de la Marine marchande et des Transports maritimes. Le convoi devait être organisé rapidement, c'est-à-dire avant le 15 août. Une deuxième rotation surviendrait pendant la première quinzaine de septembre. Le gouvernement

175 Cité par Lissovski (Youri), *op. cit.,* p. 272.

176 Ignatiev (général comte A.), *Cinquante ans dans le rang, op. cit.,* t. 2, p. 332.

comptait également sur l'arrivée des bateaux partis d'Arkhangelsk le 7 juillet, avec à leur bord un contingent de soldats russes à destination de l'armée d'Orient.

Le gouvernement français, conscient de la profondeur de la révolte parmi les soldats de La Courtine, et de leur influence déjà sensible sur l'ensemble du corps expéditionnaire, est convaincu de la nécessité de rapatrier en priorité cette unité. « *De toute façon* [...], explique le général Foch au président du conseil, *il apparaît indispensable pour des raisons disciplinaires que vous connaissez que le départ de la 1re brigade ne soit pas différé.* »[177] À Petrograd, le général Janin s'oppose à ce rapatriement, qui lui apparaît comme une victoire offerte aux rebelles, avant de s'incliner devant l'insistance des plus hautes autorités de l'État.

Ces dernières ont d'ailleurs déjà pris préventivement toutes les dispositions « *pour éviter le contact* » probable dans les ports entre les soldats du corps expéditionnaire russe en France et ceux en partance pour Salonique.[178]

Pourtant, ce rapatriement espéré depuis plusieurs mois par l'ensemble du corps expéditionnaire, préparé par les autorités françaises impatientes de voir ces brigades insoumises quitter le territoire, est reporté *sine die* à la fin du mois de juillet.

Dans ses mémoires, Joseph Noulens donne une explication fantaisiste à ce revirement :

« *Les ministres craignaient,* précise-t-il en effet, *qu' en revenant dans leur pays, les soldats ne fissent la comparaison entre les moyens techniques de l'armée russe et ceux de l'armée française. C'eût été une cause de découragement et de révolte, dont le Gouvernement provisoire sentait tout le danger.* »[179]

Tous les documents et les témoignages indiquent que c'est le Gouvernement provisoire qui, après avoir affirmé son accord de principe, renonça aux opérations. Les notes de Pierre Pascal,

177 SHAT, 7N 611 et 5N 120, notes du 24/07/1917.

178 SHAT, 7N 2011, message du 25/07/1917.

179 Noulens (Joseph), *op. cit.*, t. 2, p. 140.

qui était en contact permanent avec le milieu diplomatique de la capitale russe[180], ainsi que les comptes rendus quotidiens de l'ambassadeur français en Russie, le confirment.

Le Gouvernement provisoire avait envisagé dans un premier temps la possibilité de dissoudre les unités présentes en France et d'en faire ainsi des civils privés de leur solde et de leurs droits civiques. Mais, une fois encore, l'ambassade de France fit observer que cette mesure ne résoudrait en rien le « *problème pratique du désarmement des soldats révoltés* ». Les autorités françaises y virent une manœuvre du gouvernement russe pour abandonner la charge de la répression à l'armée française.[181]

Après plusieurs jours d'hésitations et de pressions diplomatiques, le Gouvernement provisoire fait finalement connaître la solution envisagée. Le 27 juillet, Noulens rapporte :

« *Messieurs Kérenski et Terechtchenko m'ayant déclaré avant-hier qu'ils étaient résolument décidés à rappeler de France les brigades russes, j'ai informé ce matin le ministre des Affaires étrangères des dispositions prises par le gouvernement français pour que ces troupes soient embarquées dans les premiers jours d'août. Monsieur Terechtchenko a alors élevé des objections tirées de ce que l'affectation immédiate de plusieurs navires à ce transport retarderait l'envoi de munitions et de matériel de guerre particulièrement nécessaire à l'armée russe en ce moment.* »

En réponse à ces objections, l'ambassadeur français réaffirme alors la position du gouvernement :

« *J'ai fait savoir que ces navires ont déjà été aménagés pour recevoir des troupes et que cette mesure hâtive avait dû être prise, comme le (de)mandait monsieur Terechtchenko, à la suite d'incidents fâcheux dont les troupes russes s'étaient rendues coupables. Le ministre des Affaires étrangères a affirmé de nouveau sa résolution de rétablir parmi elles une discipline rigoureuse et il m'a informé qu'hier le ministre de la Guerre a notifié à ces troupes que*

180 Pascal (Pierre), *Mon journal de Russie, 1916-1918*, 1975, pp. 184-185.

181 SHAT, 7N 2011, télégramme de Noulens du 26/08/1917.

la peine de mort, rétablie sur le front, serait applicable aux soldats du détachement français qui est en France. »[182]

La répression armée de la mutinerie des soldats du corps expéditionnaire russe en France est désormais à l'ordre du jour. Simultanément, le général Broussilov informe le gouvernement qu'il est d'avis de diriger ces unités, une fois la discipline rétablie, en direction de Salonique pour combattre aux côtés de la 2e division russe spéciale.

Le 28 juillet, Kérenski, qui s'est rangé derrière cette proposition, envoie un message au général Zankévitch que celui-ci transmet aussitôt aux autorités françaises :

« En raison des troubles et des infractions à la discipline qui se sont déclarés dans la 1re brigade spéciale russe en France, le ministre de la Guerre considère comme indispensable de rétablir l'ordre dans cette unité par les mesures les plus énergiques, ne s'arrêtant pas devant l'emploi de la force armée, en se basant sur les règlements concernant les tribunaux militaires révolutionnaires qui viennent d'être créés et qui autorisent l'application de la peine de mort. [...] *Quant au retour de la division en Russie, le ministre de la Guerre trouve que si le gouvernement français, après le rétablissement de l'ordre et l'élimination des éléments nocifs, persiste encore à exiger leur rappel, il faudrait la diriger sur Salonique, car il est urgent de renforcer nos effectifs sur ce front.* »

Pour déterminer, et éliminer, en outre d'une façon plus précise la présence des éléments les « *plus dangereux* », il est prévu d'effectuer ce transport vers l'armée d'Orient par échelons successifs.

« L'évacuation de la division en Russie, conclut Kérenski, *est tout à fait indésirable, tant au point de vue général qu'au point de vue du tonnage, le transport des effectifs devant alors s'effectuer*

182 SHAT, 5N 676, rapport du 27/07/1917.

au détriment des transports en Russie du matériel de guerre provenant de France et d'Angleterre. »[183]

Le gouvernement russe assure qu'il prendra toutes les dispositions afin d'éviter l'intervention des autorités militaires françaises dans les opérations de répression.

Refuser le rapatriement n'était évidemment qu'un aspect de sa tentative désespérée de rétablir la discipline militaire sur l'ensemble du front comme à l'arrière pour faire refluer les forces de la révolution.

En 1915, l'accord relatif à l'envoi d'un corps expéditionnaire avait été conclu en échange de la livraison d'un stock de matériel de guerre. Un an et demi plus tard, le Gouvernement provisoire continue à tirer sur cette traite léguée par l'ancien régime. Il se trouve d'ailleurs en parfait accord sur ce point avec les autorités britanniques, sollicitées par la France pour fournir les navires et l'escorte vers Mourmansk. Le 27 juillet, lord Balfour avait informé en effet le gouvernement qu'il ne pouvait pas disposer des moyens suffisants pour rapatrier de tels effectifs sans que cela n' « *interfère avec le transport de matériel de guerre sur cette ligne* ».[184]

Aussitôt après cette décision du Gouvernement provisoire, le transfert vers Brest des soldats du camp de La Courtine est suspendu par la France, prompte à accorder son soutien à la solution armée qu'elle prétendait refuser jusque-là.

L'impuissance du commandement russe

Le plan de l'état-major russe est défini dans les jours qui suivent : la 3e brigade, que les autorités tant civiles que militaires considèrent encore comme loyale, désarmera la 1re brigade, puis

183 SHAT, 7N 2011, message du représentant militaire du Gouvernement provisoire du 29/07/1917.

184 MAE, vol. 765, note du 27/07/1917 : «*The transport of such troops* [...] *would seriously interfere with the transport of war material over that line*».

sera transférée au camp militaire du Courneau, en Gironde, pour éviter tout contact ultérieur avec les éléments de La Courtine. Alors que le mois de juillet s'achève, se dirige-t-on vers un règlement rapide de la mutinerie ?

De leur côté, les autorités des départements limitrophes commencent à s'inquiéter sérieusement de l'évolution de la situation, d'autant plus qu'elles ne sont que partiellement informées des événements. Le 27 juillet, le sous-préfet d'Ussel envoie cette note alarmiste :

« Il ne convient pas d'oublier qu'ils sont encore à La Courtine dans les huit à neuf mille hommes armés de fusils, mitrailleuses et même de canons, pourvus des munitions de combat. Les essais de résistance pourront s'accentuer si les meneurs ont le sentiment qu'ils n'ont pas en face d'eux une force armée suffisante, capable de leur imposer le respect des lois françaises, le désarmement et la dispersion. »[185]

Le préfet de la Corrèze, dans plusieurs rapports adressés au ministre de l'Intérieur, témoigne également de son inquiétude croissante. Reprochant aux autorités militaires le non-respect par les soldats russes des consignes relatives à l'interdiction des déplacements dans les villes du département, il s'insurge contre la situation à l'intérieur du camp militaire :

« Il semble, écrit-il, *que l'anarchie règne au camp de La Courtine car les militaires qui s'en détachent semblent n'obéir qu'à leur bon plaisir et ne reconnaître aucune autorité, ni observer aucune discipline. »*

Dans ses notes du 28 juillet, il met par ailleurs en garde le gouvernement contre le danger encouru, redoutant que celui-ci ne le contraigne à *« demander le concours de la force armée pour la protection des populations paisibles »*. Dans ce cas, avertit en conclusion le préfet, *« il faudrait l'effectif d'un corps d'armée avec de l'artillerie et une véritable bataille pourrait en résulter ».*[186]

185 MAE, vol. 765, rapport du 27/07/1917.

186 SHAT, 7N 611, rapport du 28/07/1917.

De toutes parts, donc, l'état-major russe en France se voit pressé d'en finir avec une situation évoluant quotidiennement vers un affrontement violent. Mais dans le camp, la troupe est forte de près de dix mille hommes, armés et résolus.

Le 17 juillet, soit une semaine après l'invitation faite par Svatikov au terme de sa mission au camp de La Courtine, les délégués des soldats et des officiers de la division se rendent à Paris pour une dernière tentative de négociation.

Les officiers réaffirment à cette occasion leur volonté de voir reprendre dans les plus brefs délais les exercices militaires, afin de préparer la troupe à reprendre sa place dans un secteur actif du front. Ils insistent également pour qu'un ultimatum soit remis aux soldats du camp de La Courtine, que les principaux meneurs soient arrêtés et que les deux unités demeurent strictement séparées l'une de l'autre.

Pierre Poitevin prétend voir dans ces démarches des représentants du commandement de la brigade le reflet des sentiments du plus grand nombre. Les soldats de la 3e brigade réclamaient même d'après lui « *la permission d'attaquer leurs compatriotes de la 1re brigade* » pour punir les « *traîtres* ». Les délégués, précise-t-il, « *estimaient que le général Zankévitch agissait d'une manière trop diplomatique à l'égard des rebelles* ».[187] Nous redisons qu'il n'existe aucune trace d'une telle animosité envers les mutins chez les soldats dans les archives ou dans leur courrier.

La délégation des mutins de La Courtine est conduite par Baltaïs et Volkov. Ils se font, une fois de plus, les interprètes de la troupe en rappelant les revendications inchangées des hommes concernant les rapports avec les officiers, la situation dans les centres de soins et leur soif d'information sur la révolution et les actes du Gouvernement provisoire. Dans une lettre d'avril 1918, Volkov explique qu'il proposa en vain au cours de l'entrevue la constitution d'une commission de conciliation, composée des

187 Poitevin (Pierre), *op. cit.,* pp. 66-7.

principaux représentants de l'émigration russe de France et des délégués du corps expéditionnaire russe.[188]

Malgré tout, les deux dirigeants du comité des soldats du camp de La Courtine se laissent, semble-t-il, en partie convaincre par les menaces du commandement et par la défaite annoncée de la révolte de la 1re brigade. À leur retour au camp, le 27 juillet, le comité de la 1re brigade se réunit pour discuter de la réponse à donner à l'ultimatum du Gouvernement provisoire.

Baltaïs y propose de s'incliner devant les décisions du gouvernement russe. Il affirme que le comité doit désormais changer de « *tactique* », sortir de son isolement et chercher à convaincre les éléments, de loin inférieurs en nombre, de la 3e brigade. Malinovski raconte que Globa se dressa alors violemment contre cette proposition et traita les délégués de la brigade de « *poltrons* » :

« *Nous allons continuer,* aurait-il proclamé. *Nous ne renonçons pas à nos acquis révolutionnaires. Il ne faut pas déposer les armes.* [...] *Votre attitude est dangereuse et traître. Ce n'est pas un changement de tactique que vous proposez, c'est une capitulation honteuse. Il est scandaleux de laisser nos gars dans une situation aussi critique.* »[189]

Baltaïs, Volkov et leurs camarades sont mis en minorité sur cette question et donnent aussitôt leur démission. Baltaïs, membre du comité de la 8e compagnie, président du comité du 1er régiment, secrétaire du comité de détachement, se démet de tous ses mandats avant de rejoindre les unités de Felletin.

Le lendemain de cette réunion, Baltaïs adresse une longue lettre aux délégués de la brigade dans laquelle il tente d'expliquer son attitude. Il revient dans ce texte sur son activité dans le comité depuis le printemps 1917 et souligne à plusieurs reprises qu'il a pu jusque-là mener à bien son action dans la mesure où il bénéficiait de la confiance de la troupe. La situation ouverte par

188 SHAT, 7N 986, rapport du mois d'avril de la commission de contrôle postal de Bordeaux.

189 Malinovski (Rodion), *Soldaty Rossii, op. cit.,* p. 299.

la répression violente des manifestations de juillet à Petrograd, dont il a eu l'écho, lui fait craindre un acharnement similaire à l'encontre des mutins de La Courtine. Il écrit :

« Il faut respecter les décisions du Gouvernement provisoire. Auparavant c'était le soviet des députés qui s'appuyait sur une grande partie de l'armée, aujourd'hui c'est le gouvernement.

Les léninistes ainsi que vous n'ont pas pris cela en considération. Or le gouvernement les a défaits définitivement. Si nous ne changeons pas de tactique, on va en faire autant avec nous. Si en Russie les soldats russes ont tiré sur les soldats russes, les Français, ici, en feront sûrement autant. Je ne sais pas si c'est de cette manière qu'ils vont agir, mais c'est très possible. Et maintenant j'espère que vous comprenez pourquoi je vous ai conseillé de changer de tactique : nous soumettre sans condition aux exigences du Gouvernement provisoire, et ensuite faire valoir nos droits en nous fondant sur une stricte application du droit. [...]

Maintenant, la situation se présente comme suit : le commissaire du Gouvernement provisoire en France possède un pouvoir absolu : on ne peut contester ses décisions. Ce commissaire avait d'ailleurs déclaré que si nous ne suivions pas ses ordres, il ne nous parlerait pas. Il ne reconnaît comme comité officiel que le comité de détachement de Felletin. Aujourd'hui, c'est à Paris que l'on décide de notre sort. De source bien informée, j'ai appris que le final sera à peu près le suivant : on va nous encercler par des mitrailleuses en batterie, on va exiger que nous livrions tous nos délégués et, au cas où nous refuserions, on tirera. Pour éviter tout cela, il aurait fallu retirer leurs arguments à nos ennemis en adoptant la résolution du comité exécutif. Mais maintenant, il est sans doute trop tard. [...] *Je le répète encore une fois, tout ira peut-être pour le mieux, mais je ne veux plus vous conduire « au petit bonheur la chance. »*

Dans sa conclusion, il répond aux accusations dont il a été l'objet et donne une raison plus personnelle à son départ :

« Ce n'est pas parce que je suis un homme têtu, ou qu'on m'aurait payé, comme on le prétend, que je vous laisse, camarades.

On prétend dans la 2e brigade[190] *que je suis à solde des Allemands, ici que je suis à la solde des officiers et de la 2e brigade. Écoutez, ai-je donc tant d'argent ? Et pourtant tout le monde sait que j'ai toujours les poches vides. Non, camarades, je vous quitte pour deux raisons :*

– Primo, *parce que, dès hier soir, vous avez pris un faux et dangereux chemin et vous n'avez pas suivi le conseil d'un homme qui a donné toute son âme pour le triomphe de votre cause ;*

– Secundo, *parce que la situation instable et mes préoccupations concernant le détachement, ainsi qu'un travail épuisant pendant les quatre mois passés ont épuisé mes forces et ont fait de moi un invalide, dans le sens exact de ce terme.* »[191]

Les autres délégués du camp refusent tout geste de soumission. Leur vote et l'intervention de Globa reflètent d'ailleurs l'état d'esprit de la plus large partie de la 1re brigade. Baltaïs lui-même indique que les critiques les plus virulentes à son égard proviennent des soldats élus au niveau des différentes compagnies, c'est-à-dire les plus proches des sentiments de la troupe. Dans les jours suivants, seules quelques centaines de soldats abandonnent le camp et suivent Baltaïs et ses camarades vers le cantonnement de la 3e brigade. Leurs illusions sur la possibilité de traiter avec le commandement russe leur sont fatales.

Aussitôt sortis du camp, ces soldats tenus pour responsables de la révolte sont en effet « *traîtreusement arrêtés* »[192]. Vingt-six d'entre eux, accusés d'avoir joué un rôle actif dans la révolte, sont mis aux arrêts et dirigés vers la prison du tribunal militaire russe de Bordeaux. Parmi eux, figurent 12 membres du 1er régi-

190 Il s'agit de la brigade de Felletin, à la quelle nous avons conservé son appellation d'origine, c'est-à-dire la « 3e brigade ».

191 Bakmeteff Arkhiv, microfilm n° 6, non daté.

192 *Russkie soldaty vo Frantsii,* Moscou, 1919, *op. cit.,* p. 9.

ment, dont Baltaïs et Volkov, 7 membres du 2e régiment, 2 du 5e régiment et 5 du 1er bataillon de marche.[193]

À la suite de ces événements, les soldats du camp élisent un nouveau comité, au sein duquel Globa, qui s'était exprimé le plus vivement contre la « capitulation » de Baltaïs, est choisi comme nouveau président.[194]

Le 27 juillet, un appel du comité de la 3e brigade, exprimant une sérieuse mise en garde au nom même du patriotisme révolutionnaire, est distribué aux soldats du camp de La Courtine. Cet appel, conforme aux préoccupations du commandement russe, entend évidemment donner la répercussion maximale au départ de Baltaïs et Volkov. Du point de vue de ce comité, les mutins sont dans une impasse dont ils ne peuvent sortir que par la soumission et la mise au pas des « meneurs » :

« CAMARADES :

Revenez à vous. Que faites-vous ? Où allez-vous ? Ayez pitié de vos familles. Vous n'avez pas exécuté les instructions du Gouvernement provisoire et avez ainsi violé la loi. Savez-vous ce qu'il advient de ceux qui vont contre la loi ?

Déjà le Gouvernement provisoire a émis l'avis de punir de la peine de mort tous les traîtres, car ceux qui vont contre les ordres du Gouvernement gênent son travail par des masses organisées. Ces masses vous en êtes actuellement. Le cœur de votre mère la Russie saignera quand elle saura que les fils fidèles envoyés par elle ont violé sa volonté et ses lois. CAMARADES, nous vous donnons la dernière occasion de revenir à vous et par votre remord faire oublier votre égarement. Nous accepterons parmi nous ceux qui se sont égarés inconsciemment, mais non ceux qui vous ont poussés sur le chemin criminel : ceux qui vous ont poussés à aller contre les ordres du Gouvernement, ceux qui ont fait de l'agitation (meneurs) qui vous ont fait violer la loi. Avec de telles personnes,

193 Bakmeteff Arkhiv, microfilm n° 7, rapport de la commission d'enquête du 6/08/1917.

194 SHAT, 17N 648, note du 28/07/1917.

nous n'avons rien de commun et ne voulons rien avoir avec elles. Il sera procédé contre eux avec toute la rigueur de la loi.

Vos meneurs se sont même retirés de vous ; ils sont venus nous trouver pour que nous leur donnions la possibilité de retourner en Russie. Nous vous invitons tous, ceux qui reconnaissent leur égarement et qui ont des remords et qui se sont amendés, de fournir vos noms au comité. Vous serez acceptés dans notre milieu, mais seulement après que la reconnaissance de votre faute donne des remords à votre conscience ; vous avez eu une âme faible ; vous avez eu la faiblesse de vous laisser conduire sur le chemin mauvais. Vous pouvez maintenant racheter votre faute pendant qu'il en est encore temps et vous pourrez par votre remord montrer à tous votre amour pour la Russie dont vous êtes les fils fidèles.

Maintenant ou jamais. »[195] Le comité

Ces menaces, comme les « remords » supposés des soldats, n'amènent pourtant aucune reddition supplémentaire. C'est sans succès que l'état-major essaie d'opposer la masse des soldats à leurs délégués et brandit ses menaces. À la fin du mois de juillet, le Gouvernement provisoire envoie donc des directives précises à l'état-major de la division russe pour l'application des mesures juridiques qu'il vient de prendre à l'encontre des mutins.

Le 30 juillet, le général reçoit un premier message expliquant que « *la honteuse conduite de certaines unités du front et de l'arrière, oublieuses de leur devoir envers la Patrie, a placé la Russie et la Révolution au bord de l'abîme* ». La dépêche prétend que le Gouvernement provisoire s'est trouvé dans « *l'obligation* » de prendre des « *mesures extraordinaires pour rétablir l'ordre et la discipline dans les rangs de l'armée* ».[196] Pour le Gouvernement provisoire, les événements survenus à l'intérieur du corps expéditionnaire en France ne sont bien qu'un épiphénomène de la décomposition générale de son armée. La date est d'importance,

195 SHAT, 7N 2011.

196 SHAT, 7N 610, message de Nicodemus au général Zankévitch du 30/07/1917.

car les mesures décidées par Kérenski surviennent, comme l'avait exprimé Baltaïs, après l'échec total de la dernière offensive lancée à la fin juin sur le front oriental et la répression du soulèvement populaire de Petrograd début juillet.

Les soldats coupables d'excitation à la reddition, de résistance à l'exécution des ordres militaires, de rébellion, de voie de fait envers un supérieur sont passibles de la peine de mort. Des « tribunaux militaires révolutionnaires » sont institués, et le général Nicolaiev, chef du département de la justice militaire, est désigné pour constituer la commission d'enquête du tribunal militaire appelée à juger les soldats désignés comme coupables de refus d'obéissance. Celle-ci est constituée par deux officiers supérieurs, le colonel Isamov du 2e régiment, président de la commission, et le colonel Savine, assistés du sergent-major Idorovéïnine et d'un soldat : elle est par conséquent sous le contrôle exclusif du commandement.[197]

Le même jour, le général Zankévitch fait distribuer à des milliers d'exemplaires les directives de Kérenski et y joint un ultimatum prévoyant la soumission des soldats de La Courtine dans les quarante-huit heures.

Le général Zankévitch estime ce délai nécessaire pour permettre à la troupe de « *raisonner* » et de se soumettre aux décisions du Gouvernement provisoire. Les soldats doivent se rendre avec leur équipement, sans aucune arme à feu ni armes blanches, près de Clairavaux, où la 3e brigade avait bivouaqué après sa sortie du camp le 8 juillet. Il exige en outre que la troupe se réunisse en ce lieu en formation régulière, par compagnie et régiment.

« *Je considère,* conclut le général Zankévitch, *tous ceux qui resteront au camp de La Courtine comme des rebelles et des traîtres à la Patrie. Contre eux je prendrai sans délai toutes les mesures en mon pouvoir.* [...] *Je considèrerai comme nulles et sans effet*

197 17N 649, *prikaze* n° 82.

toutes les déclarations et toutes les demandes en désaccord avec ce départ. »[198]

Le 31 juillet, le prikaze de la division russe porte à la connaissance des troupes un nouveau message de Kérenski qui apporte un soutien sans faille au corps des officiers. Le chef du Gouvernement provisoire souligne en particulier la conduite *« pleine de vaillance du commandement et des officiers, conduite qui témoigne de leur dévouement à la liberté et à la révolution et de leur grand amour de la Patrie ».*[199]

C'est toujours au nom de la révolution que Kérenski invite les soldats à se soumettre à leurs officiers :

« J'ordonne de rétablir la discipline dans les troupes, en usant de toute l'étendue du pouvoir révolutionnaire et sans reculer, pour le salut de l'armée, devant l'emploi de la force armée. La désagrégation de l'armée est inadmissible. Il est indispensable de retirer dès maintenant des unités les éléments criminels qui, par la presse et par une agitation constante, prêchent l'insoumission au pouvoir et le refus d'obéissance aux ordres du gouvernement. »[200]

Les consignes prévoient également que les soldats, caporaux ou sous-officiers sortant du camp seront réunis dans le cadre d'un *« détachement spécial »*, sous étroite surveillance où seront organisées des *« causeries sur les questions de discipline démocratique, des forces qui la désorganisent, etc. ».*[201]

Tels sont les messages que les soldats des deux brigades lisent, à quelques heures de l'expiration du premier ultimatum lancé par leur état-major.

Du côté français, ces mesures répondent à l'attente d'un règlement rapide de la mutinerie. Mais elles inspirent également des craintes sérieuses sur l'issue de l'épreuve de force désormais engagée. L'état-major russe a d'ailleurs prévenu le général

198 SHAT, 7N 2011, ordre du jour du 30/07/1917.

199 SHAT, 17N 649, *prikaze* n° 72 du 31/07/1917.

200 *Ibidem.*

201 SHAT, 17N 649, *prikaze* n° 75 du 1/08/1917.

Comby de l'emploi possible de la force armée pour ramener les mutins à l'obéissance et a demandé à ce titre une participation de l'artillerie française.

Dès le 1er août, le général Comby fait savoir au ministre de la Guerre qu'il a préparé « *d'avance* » six canons de 75. Il envisage parallèlement de faire occuper les villages entourant le périmètre du camp de La Courtine par les troupes des garnisons de Tulle, Brive, Guéret et Limoges.[202] Le ministre de la Guerre, Painlevé, précise que la tâche du commandant de la XIIe région reste double : protéger le territoire français « *contre les entreprises des mutins* » et aider le Gouvernement provisoire dans la répression de la mutinerie. Il est entendu que l'appui français ne doit intervenir qu'au cas où les troupes russes se révèleraient impuissantes à rétablir l'ordre par leurs seules forces et sur une demande écrite du représentant du Gouvernement provisoire.[203]

Le 3 août, le général Comby répercute ces indications, et informe les troupes françaises chargées d'assurer le « *dispositif de protection* » des consignes destinées à éviter tout désordre lors des opérations prévues. Une partie de ces unités occupent dans la journée leur position autour du camp et dans les villages environnants, les autres au cours de la nuit, car la confiance des autorités dans la capacité des généraux russes à obtenir la soumission des rebelles est des plus réduites.

Dans la matinée, près d'un millier de soldats russes quittent le camp de La Courtine, conformément aux prescriptions de l'ultimatum. Ils sont regroupés autour des ruines du village de Mendrin. Le général Zankévitch estime avec son état-major que ces redditions sont dérisoires. Il affirme au général Vidalon, en visite d'inspection, qu'il désire désormais réduire par la famine les neuf mille soldats qui demeurent dans le camp.[204] Le représentant du haut commandement français rapporte à Paris

202 SHAT, 7N2011, rapport du 1/08/1917.

203 SHAT, 7N 2011 et 5N 120, messages du 2/08/1917.

204 SHAT,7N2011 et 5N 117, message du général Vidalon du 4/08/1917.

que le commandement russe « *donne nettement l'impression de son impuissance. Rien,* conclut-il, *ne peut sortir de la situation actuelle* ».[205]

Le lendemain, 4 août, entre cinq et six mille soldats quittent le camp de La Courtine et se rendent, sous une forte pluie, au lieu indiqué par l'ultimatum. Mais il ne s'agit nullement de la reddition attendue par l'état-major russe.

Ce fort détachement issu de la 1re brigade et des éléments du dépôt arrive au rendez-vous fixé sans aucune arme. Les soldats ont laissé dans le camp plus de deux mille hommes pour assurer la garde de l'armement et des munitions. Les soldats de La Courtine, dans leur majorité, ne pouvaient en effet « *imaginer la raison pour laquelle on les forçait à être désarmés alors qu'on ne les envoyait pas en Russie et alors qu'ils connaissaient l'ordre du Soviet des députés ouvriers, paysans et soldats : les troupes fidèles à la révolution ne devaient pas rendre les armes même si l'ordre provenait du commandement* ».[206]

Furieux de constater que les soldats, en refusant d'apporter avec eux leurs armes, défient une nouvelle fois le commandement, le général Zankévitch leur ordonne de retourner au camp de La Courtine. Trois officiers par régiment sont désignés pour accompagner leurs hommes, alors que les derniers éléments du commandement de la 1re brigade se prononcent contre leur maintien avec la troupe, abandonnant l'état-major de la division à ses responsabilités. Le général Zankévitch quitte la Creuse dès le lendemain pour Londres afin d'assister à une conférence interalliée.

À la suite de ce premier échec, le général Lochvitsky intime une nouvelle fois l'ordre aux rebelles du camp de déposer leurs armes au matin du 5 août dans des locaux placés sous la garde des Français. Il demande également que la troupe livre les meneurs désignés par la commission d'enquête. L'exercice militaire enfin

205 *Ibidem.*

206 *Russkie soldaty vo Frantsii, op. cit.,* p. 9.

doit reprendre dès le 6 août. En cas de désobéissance, menace le général, les troupes seront livrées à la « *vindicte française* ». Mais ce nouvel ultimatum traduit plus encore la fébrilité et l'impuissance des autorités russes que leur capacité à faire obéir les mutins.

Car à l'heure prescrite, aucune arme n'est remise, aucun mutin ne se présente. L'état-major commande mais n'est plus obéi.

La décomposition et le départ de la 3e brigade.

À l'intérieur du camp de La Courtine, cet épisode renforce la conviction des soldats révoltés. À chaque démonstration de leur détermination, le commandement russe n'a pu opposer que des ordres comminatoires qui sont restés sans effet. Le sentiment grandit par conséquent parmi la troupe qu'il est possible désormais d'espérer obtenir gain de cause : le rapatriement immédiat et sans condition du corps expéditionnaire en Russie.

Le matin du 6 août, le général Comby signale que l'ensemble des troupes du camp de La Courtine, qui ont finalement chassé les derniers officiers, manœuvrent deux heures durant sous le commandement de simples soldats.[207] Mais ce qui frappe le plus les autorités, c'est l'irrésolution régnant parmi l'état-major russe.

Cette attitude reflète non pas sa pusillanimité, comme semblent l'affirmer le gouvernement français, Pierre Poitevin et Jamie Cockfield, mais l'impossibilité pour lui de s'appuyer sur la 3e brigade pour réprimer la mutinerie. Lorsque l'état-major français avait pris ses dispositions pour accueillir la 3e brigade au camp du Courneau en Gironde à la fin du mois de juillet, il avait déjà recommandé d'agir avec la plus grande prudence vis-à-vis de ces troupes. Le ministre de la Guerre avait même évoqué la possibilité de remplacer le commandant du camp, s'il n'offrait pas

207 SHAT, 7N 2011, lettre au ministre de la Guerre du 6/08/1917.

les « *qualités de prudence, de tact et de fermeté* » réclamées par la présence de ces éléments.[208] Or cette unité, qui stationne depuis près d'un mois à une vingtaine de kilomètres de La Courtine, commence en effet à donner, début août, de sérieuses inquiétudes aux officiers qui l'encadrent. La colère des soldats va croissant et l'attitude des soldats de La Courtine trouve parmi eux de plus en plus de partisans. À Felletin, les troupes n'ont d'ailleurs effectué que très peu de manœuvres et d'exercices, les soldats sont le plus souvent « *livrés à eux-mêmes* ». Bon nombre d'entre eux ne font que tolérer la présence et les ordres des officiers.

Le rapport du Gouvernement provisoire sur la mutinerie de La Courtine admet à ce sujet « *une certaine instabilité dans l'état d'esprit des unités demeurées fidèles au Gouvernement provisoire* », rendant « *problématique la possibilité de leur emploi en tant que force armée en vue du rétablissement de l'ordre parmi les mutins* ».[209]

Lors de ses entretiens avec le général Lochvitsky et Rapp, le général Comby s'inquiète de cette évolution. Il les interroge sur la valeur réelle des soldats de Felletin auxquels les décrets du Gouvernement provisoire assignent la tâche de rétablir l'ordre dans le camp rebelle. Le commandement russe peut-il véritablement compter sur cette unité ?

« *Toutes les fois que je leur ai posé nettement la question,* explique le général Comby, *"Êtes-vous sûrs que vos troupes marcheront ?", ils m'ont répondu "Peut-être". Puis ils m'ont avoué qu'ils ne pouvaient tenter aucune entreprise qui pourrait aboutir à un désastre moral.* »[210]

Rendant compte d'une entrevue qu'il vient d'avoir avec le général Lochvitsky et Rapp, commissaire du Gouvernement provisoire auprès des troupes russes en France, le général Comby

208 SHAT, 7N 2011, lettre du ministre de la Guerre au général commandant la XVIII[e] région.

209 Dans Reed (John), *op. cit*.

210 SHAT, 7N 2011, rapport du 6/08/1917.

estime inadmissible que ceux-ci souhaitent « *passer la main à l'autorité française* ».[211] D'autres signes soulignent la décomposition du commandement. Après le général Zankévitch, déjà parti vers Londres, c'est au tour du commissaire Rapp de demander qu'on le laisse rejoindre Paris. Le général Lochvitsky obtient le maintien de Rapp à Felletin, après avoir fait valoir que tout le monde l'abandonne et qu'il « *y avait des téléphones et des télégraphes et qu'on pouvait s'en servir* ».[212] Plus troublantes encore pour le commandement sont les rumeurs de l'arrestation projetée de Lochvitsky par un groupe d'officiers : le lieutenant-colonel Ronoss du 6e régiment qui complotait pour tenter de s'emparer du commandement est arrêté.

Dans ses ordres, le général Lochvitsky répète pourtant quotidiennement que « *le temps des persuasions et des compromis est passé* » et menace : « *Nous allons passer aux actes. Ceux qui sont restés à La Courtine ne sont plus de la troupe.* »[213] Le 6 août, il rend publique la liste des vingt-sept militaires de la division (vingt-six soldats et un officier) mis en état d'arrestation à leur sortie du camp fin juillet.

Malgré les menaces proférées contre les mutins de La Courtine, et les arrestations réelles ou projetées, les sentiments de la majorité des soldats de la 3e brigade se transforment chaque jour : en dépit de l'éloignement et de l'isolement des deux brigades, un courant invisible entraîne le groupement de Felletin vers un ralliement aux troupes de La Courtine.

La 3e brigade tenue pour « *sûre* » quelques semaines, voire quelques jours, auparavant échappe de plus en plus au commandement de ses officiers. Les démonstrations de force de la 1re brigade, le départ de tous ses officiers, les défis successifs lancés aux autorités ont donné une puissance considérable aux thèses de ses délégués.

211 SHAT, 7N 2011, rapport du 6/08/1917.

212 *Ibidem.*

213 SHAT, 17N 649, ordre n° 83. Souligné par l'auteur.

Sentant le sol s'effondrer sous ses pieds, l'état-major russe décide précipitamment le départ de toute la 3e brigade vers le camp du Courneau, en Gironde. Les troupes, auxquelles s'ajoutent les soldats ayant quitté le camp de La Courtine au cours de ce premier mois de face-à-face, sont embarquées le 12 août dans plusieurs convois ferroviaires, sous la surveillance de deux compagnies françaises d'infanterie.

Un mois de face-à-face et de préparatifs

Ce transfert de la 3e brigade à plusieurs centaines de kilomètres de La Courtine marque incontestablement un nouvel échec pour l'état-major russe en France et, au-delà, pour le Gouvernement provisoire qui avait établi les conditions du rétablissement de l'ordre à l'intérieur du corps expéditionnaire. Mais c'est aussi une mesure peu satisfaisante pour le gouvernement français qui espérait encore régler aux moindres frais cette révolte. Seule en effet une faible fraction des mutins a obtempéré aux ordres des généraux Zankévitch et Lochvitsky. Et, loin de démoraliser les milliers de soldats qui demeurent à l'intérieur du camp, cette situation d'inaction et de confrontation a au contraire amené les autorités militaires russes à en éloigner les hommes qu'elles considéraient comme les plus loyaux au Gouvernement provisoire. Un mois s'écoule encore avant que ne les mesures de répression exigées par ce dernier puissent être appliquées.

Le gouvernement français somme le commandement russe d'assumer la répression

La déliquescence du commandement puis le départ de la 3e brigade au Courneau laissent l'armée française seule face aux milliers de soldats du camp de La Courtine, alors que le gouvernement avait tenu depuis plusieurs semaines à préciser que le rôle de ses troupes ne devait être qu'un soutien aux opérations de rétablissement de l'ordre. L'échec des autorités russes l'amène donc à envisager de prendre désormais lui-même la direction de cette répression, en cas de renoncement définitif de l'état-major russe.

Dès la première semaine d'août, le dispositif français autour de La Courtine est donc renforcé par les soldats des 9e et 16e bataillons de chasseurs à pied de Bellac et du 100e de Tulle. Ces unités rejoignent l'ensemble des troupes de protection, passées depuis le 5 août sous le commandement du général Brézet, qui avait jusqu'à présent la charge des subdivisions de la XIIe région à Limoges et Guéret.

André Obey écrit :

« Tout le détachement, six cent hommes environ, connut assez rapidement que « l'on marchait contre les Russes révoltés ». Mais on commença – et c'était une singulière façon de marche – par séjourner près de trois semaines sans bouger d'une ligne, au même cantonnement, dans un petit village de la Creuse. (...) »[214]

Pendant le mois d'août, les troupes françaises encerclent le camp militaire à une certaine distance des cantonnements russes et contrôlent les déplacements des mutins. Mais l'état-major français se garde bien de les menacer ouvertement.

Pourtant, le gouvernement s'impatiente sérieusement depuis qu'il a dû accorder le transfert de la 3e brigade vers le Courneau. Le 10 août, le ministre de la Guerre écrit, sans cacher son irritation, au général Zankévitch pour lui rappeler les ordres du Gouvernement provisoire qui prescrivent les mesures les plus énergiques « *ne s'arrêtant même pas devant l'emploi de la force armée* ». Il précise par ailleurs au représentant de Kérenski que Noulens, ambassadeur à Petrograd, l'a informé des instructions destinées à l'état-major russe en France qui lui ont été transmises par Terechtchenko. Ce dernier insiste tout particulièrement dans ses notes sur la nécessité d'employer la peine de mort à l'encontre des rebelles et de voir rétablir la discipline « *à tout prix* ». Énumérant les mesures envisagées, le ministre de la Guerre conclut :

« Je crois devoir [...] *vous demander si vous comptez les appliquer d'une façon plus formelle ; et je vous prie de m'indiquer, à ce*

214 Obey (André), Camarades Rouski, *op. cit.*, p. 531.

sujet, les mesures que vous proposez de prendre et le délai dans lequel vous estimez qu'elles auront produit leur effet. »[215]

Le ministre, enfin, informe qu'il se réserve le droit de tenir le gouvernement russe au courant des procédés employés et des résultats obtenus pour le rétablissement de l'ordre. La menace n'est pas nouvelle, puisque le général Janin avait déjà insisté à plusieurs reprises de son côté auprès du gouvernement français pour que celui-ci exige de Petrograd la nomination de « *chefs énergiques, sévères et sûrs* ».[216]

Le 12 août, le général Zankévitch répond à Painlevé. Il renouvelle sa déclaration concernant « *l'impossibilité matérielle* » d'employer la 3e brigade pour rétablir l'ordre au camp de La Courtine et son appel en direction des autorités françaises :

« *Tout en me rendant parfaitement compte de la gravité de la situation, et de la responsabilité qui m'incombe, je suis quand même obligé de m'adresser au gouvernement français en le priant de bien vouloir bien se charger du rétablissement de l'ordre.* [...] »[217]

Il suggère en outre deux tactiques pour mener à bien cette opération. Une démonstration des forces armées françaises peut, d'après lui, contraindre les rebelles à se soumettre. Mais au cas où cette mesure s'avérerait inefficace, un blocus total du camp devrait être mis en place, assorti de la suspension de la solde et d'une réduction drastique des vivres distribués. Il conclut assez curieusement qu'il prend l'entière responsabilité des « *incidents regrettables* » qui risquent de survenir.

Le gouvernement réagit immédiatement. Le lendemain même, le ministre de la Guerre s'adresse de nouveau au général Zankévitch. Il souligne en premier lieu que ce dernier ne pourra assumer la « *responsabilité* » des incidents qu'en prenant la direction effective des opérations de répression. Painlevé s'en tient à la position définie par les autorités françaises depuis le

215 SHAT, 7N 2011, lettre au général Zankévitch du 10/08/1917.

216 SHAT, 5N 176, rapport du 29/07/1917.

217 SHAT, 7N 2011, lettre au ministre de la Guerre du 12/08/1917.

mois de juillet : il ne saurait être question d'une intervention directe de l'armée française contre le camp de La Courtine. Il se retranche derrière l'argument selon lequel la France n'a pas qualité « *pour distinguer les bons éléments des mauvais* » au sein du corps expéditionnaire.[218]

Painlevé exige donc une nouvelle fois du général russe l'établissement d'un plan d'opération, définissant la nature et les forces à réunir que son état-major devra mener à l'assaut. Le principe de l'emploi de la force armée française n'est pas totalement remis en cause, mais reste subordonné à la demande écrite des autorités russes dirigeant les opérations de répression.

Le 15 août, le général Zankévitch cède et déclare se rendre à ce jugement et aux pressions non dissimulées des autorités françaises. Affirmant assumer la direction effective des opérations pour rétablir l'ordre au camp de La Courtine, il désigne pour son exécution le général Lochvitsky. Mais il reprend cependant son projet de blocus du camp par les troupes françaises, suivi de la suspension du ravitaillement. La totale décomposition de la discipline à l'intérieur des troupes russes justifie selon lui son appel au soutien des troupes françaises.

« Je me vois, écrit-il, *obligé d'attirer votre attention sur le fait que la présence d'officiers qui n'ont aucune autorité sur les soldats rebelles ne peut nullement assurer la sécurité de la région ; cette sécurité ne peut être réalisée vraiment que par le blocus étroit du camp par les troupes françaises. »*[219]

Se méfiant de la détermination du général Zankévitch, le gouvernement s'adresse alors à Petrograd et multiplie les pressions sur Kérenski par l'intermédiaire de Joseph Noulens. Le 13 août, A. Ribot explique à son ambassadeur en Russie l'intervention possible des troupes françaises dans le rétablissement de l'ordre :

218 SHAT, 7N 2011, lettre au général Zankévitch du 13/08/1917.

219 SHAT, 7N 2011, lettre au ministre de la Guerre du 15/08/1917.

« *Nous espérons user la résistance des mutins,* explique-t-il [...]. *Mais comme ils ont des munitions, si leur mutinerie dégénérait en rébellion ouverte, nous nous verrions contraints d'user de la force, comme l'a prévu le Gouvernement provisoire.* »[220]

Contrairement à ce qu'indiquent les messages adressés au représentant du gouvernement russe en France, le gouvernement envisage donc toujours la possibilité de son intervention directe dans la répression. Les jours qui suivent, la présidence du conseil enjoint Joseph Noulens d'exiger du Gouvernement provisoire des ordres précis, pour couper court aux allégations du général Zankévitch qui se dit démuni de toute directive. Le 17 août, l'ambassadeur rend compte qu'il vient de réclamer « *des instructions énergiques pour le général Zankévitch* ».[221]

Alexandre Ribot ne cache pas le peu de confiance que lui inspire le représentant militaire du Gouvernement provisoire. Dans un message de la mi-août, il se fait plus direct :

« *Le gouvernement français ne peut assumer cette tâche* (de répression) *en l'absence de tout représentant du représentant du Gouvernement provisoire russe. Je vous prie en conséquence de demander au Gouvernement provisoire russe de donner au général Zankévitch les instructions formelles que comporte cette situation, en mettant cet officier général en demeure de s'y conformer et d'assumer l'initiative et la responsabilité de toutes les mesures qu'il se trouverait amené à demander sur place aux autorités militaires françaises. Dans le cas où le général Zankévitch* [...] *ne serait pas jugé en état de remplir cette mission, elle devrait être confiée à un autre représentant du Gouvernement provisoire.* »

Et il ajoute, en rappelant les délais extrêmement brefs imposés par la situation :

« *Vous insisterez sur l'urgence qu'il y a à rétablir l'ordre au camp de La Courtine et sur la nécessité de donner des chefs russes*

220 SHAT, 7N 2011, lettre à Joseph Noulens du 13/08/1917.

221 MAE, vol. 765, note du 17/08/1917.

à cette bande armée, abandonnée de ses officiers, et dont la présence constitue un véritable danger. »[222]

J. Noulens rencontre à plusieurs reprises Kérenski et le ministre des Affaires étrangères, Terechtchenko. Ces derniers font valoir que des instructions très précises concernant la répression ont déjà été transmises aux représentants du Gouvernement provisoire en France. « *L'indignation,* précise Noulens, *que Messieurs Terechtchenko et Kérenski ont montrée ne laisse aucun doute sur leur intention de voir restaurer l'ordre à n'importe quel prix.* »[223] Mais jusqu'à la fin du mois, l'ambassadeur réitère constamment ses pressions auprès du Gouvernement provisoire. Le 24, il insiste même « *vivement* » sur l'urgence de mettre fin à la situation « *au besoin par la force* », mais « *toujours sous la responsabilité des autorités russes* ».[224]

En réponse à l'inquiétude du gouvernement français, Kérenski émet alors l'idée de destituer le général Zankévitch et d'envoyer un officier supérieur plus énergique. Joseph Noulens s'oppose catégoriquement à cette mesure, faisant valoir que celle-ci ne « *pourrait produire ses effets que dans un temps très éloigné alors que la situation actuelle exige une décision rapide* ».[225]

Pressé par les autorités françaises de rétablir l'ordre au plus vite, Kérenski renouvelle donc ses ordres à son représentant en France. Mais la solution définitive au problème posé par la répression de la mutinerie au commandement russe – l'impossibilité pour ce dernier de réunir des troupes suffisamment « sûres » –, n'est apportée que le 24 août : l'état-major décide en effet à cette date de prélever plusieurs centaines d'hommes parmi la brigade d'artillerie qui se trouve à Orange, en instance de départ pour l'armée d'Orient.

222 SHAT, 7N 2011, lettre d'Alexandre Ribot non datée.

223 Cité dans Poitevin (Pierre), *op. cit.,* pp. 107-108.

224 SHAT, 7N 2011, télégramme du 26/08/1917.

225 AN, papiers d'Albert Thomas, 94 AP 182, télégramme du 24/08/1917.

Ces deux mille artilleurs, venus de Russie pendant l'été, se trouvent en effet dans de tout autres dispositions d'esprit que les soldats du corps expéditionnaire. Ils demeurent pour le moment, autant qu'on peut en juger, fidèles au Gouvernement provisoire. Le corps des artilleurs fut d'ailleurs au cours de la Révolution russe l'un des derniers touchés par la propagande révolutionnaire et les désertions. Ces unités avaient été moins saignées que les éléments de l'infanterie. Il était même parfois impossible à cette date d'envoyer en mission des artilleurs seuls, indique même G. Wettig, de peur de les exposer à des représailles.[226]

L'intervention de cette unité dans la crise avait en fait été préparée de longue date, puisque le commandement avait exigé de ces artilleurs une obéissance absolue et les avait préparés avant leur départ à l'idée de « *ramener à la raison et à la virilité* (sic) *les brigades et régiments qui auraient oublié la discipline* ».[227] Un premier tri avait été opéré en fonction de leur état physique. Mais surtout, « *tous ceux qui paraissaient seulement indécis* » avaient été aussitôt éliminés et remplacés par des volontaires.

Le commissaire Rapp ainsi que le général Zankévitch comprennent rapidement le rôle qu'ils peuvent attribuer aux cinq cents artilleurs prélevés sur la brigade stationnée à Orange. Grâce à ce premier noyau, il devient en effet possible pour l'état-major d'espérer « *détacher* » de la 3e brigade d'autres éléments de soutien.[228]

En réponse aux représentants du Gouvernement provisoire, le ministre de la Guerre informe le 25 août qu'il ne fait pas « *d'objection* » à cette proposition, sous la réserve que les artilleurs russes « *seront bien capables de servir les canons de 75 et qu'ils seront encadrés par des officiers et des sous-officiers russes* ».[229] Il donne

226 Wettig (Gerhard), *Die Rolle der russischen Armee im revolutionären Machtkampf 1917*, p. 78.

227 SHAT, 5N 176, rapport du 8/07/1917.

228 SHAT, 7N 2011, voir notamment la lettre de Rapp du 24/08/1917.

229 SHAT, 7N 2011, message au commissaire Rapp du 25/08/1917.

aussitôt l'ordre de transférer la brigade d'artillerie d'Orange vers Aubusson.

Le rapport des forces militaires est désormais inversé.

Au sein des deux brigades, la tension monte

Pendant toutes les semaines occupées par les autorités françaises et russes pour établir le plan de la répression de la mutinerie, la détermination des hommes du camp de La Courtine demeure intacte, comme l'indique le faible nombre de désertions hors de l'enceinte militaire.

Au lendemain du transfert de la 3e brigade, l'état-major a fait dresser des tentes, sur l'emplacement de son bivouac non loin de Felletin : il espérait y recevoir les soldats se rendant volontairement, individuellement ou en groupe, aux postes de contrôle français installés autour de la zone du camp. Le commandant Balbachevsky avait été désigné pour opérer ces arrestations avec l'aide de nombreux officiers russes. Mais à la fin du mois d'août, seuls cinquante et un soldats ont quitté le camp et ont été conduits à ce bivouac ! Dans sa courte nouvelle sur les événements de La Courtine, André Obey rapporte cette réflexion d'un officier supérieur français : « *Foutu métier ! Les rebelles sont dix mille. Bon. Si j'en prends dix par jour, nous en avons pour trois ans.* »[230]

Au camp de La Courtine, le ravitaillement journalier continue d'être assuré par les éléments français de la gestion des subsistances de l'ancienne 1re brigade. Au 10 août, le général Comby, s'appuyant sur un rapport du service de l'intendance, signale que 11 500 rations sont livrées chaque jour et juge ce chiffre excessif.[231] Il reste en effet moins de dix mille hommes dans le camp : les livraisons sont diminuées en conséquence.

230 Obey (André), *Camarades Rouski*, p. 537.

231 SHAT, 7N 2011, message au ministre de la Guerre du 10/08/1917.

Le 12 août, les mutins font parvenir au représentant de la mission française une lettre adressée à la Chambre des députés. Les soldats tentent ainsi de passer par-dessus les autorités russes, en espérant être entendus par les députés français. Ce texte, rédigé en français et signé « *Sintchenko, président du soviet de la 1re brigade* » déclare :

« *En vue de la situation et d'ordres du général Zankévitch, donnés sans loi, nous, les soldats de la 1re brigade russe, nous avons perdu toute confiance au général Zankévitch et à tout le corps d'officiers et nous prions le Gouvernement Français d'accueillir des délégués de la 1re brigade spéciale russe, du camp de La Courtine, pour bien éclairer des événements produits* ».[232]

Le gouvernement refuse de donner une suite à cette lettre, et répond qu'il appartient à ces hommes de faire parvenir leur correspondance... par l'intermédiaire du général Zankévitch ou du chargé d'affaires de Russie en France ! Les autorités françaises refusent toute discussion avec les mutins, pour ne pas désavouer l'état-major russe dont elles sont solidaires. Après l'échec des tentatives de médiation des représentants du Gouvernement provisoire, et la décision sans appel de ce dernier concernant la répression de la mutinerie, cette réponse écarte aux yeux des hommes du camp la dernière possibilité d'un règlement pacifique.

Car rien ne laisse entrevoir à cette date une éventuelle soumission de la troupe.

Bien plus, le 23 août, les « courtiniens » franchissent une étape supplémentaire en gardant prisonniers plusieurs militaires français. Trois gradés, le sous-lieutenant Yvon, le sous-lieutenant Chabrol et le sergent Laguillonie, avaient été désignés pour pénétrer dans le camp accompagnés de plusieurs soldats avant le réveil des Russes et afficher aux points les plus fréquentés et

232 SHAT, 7N 2011, lettre du soviet de la 1re brigade du 12/08/1917. L'original n'a pu être retrouvé dans les archives.

aux endroits les plus visibles un télégramme du général Kornilov dont ils avaient reçu chacun une quinzaine d'exemplaires.

Le général Comby avait pris l'initiative de reproduire ce message du généralissime des armées russes au commandement russe en France :

« D'après les renseignements de l'ambassade de France en Russie, nos troupes en France se trouvent dans un état de décomposition totale et présentent un danger pour la population voisine. Appliquez les mesures les plus rigoureuses jusqu'à l'emploi de la force armée pour remettre l'ordre complet dans nos troupes. Introduisez immédiatement les conseils de guerre. »[233]

Seul le sous-lieutenant Yvon était parvenu à mener à bien sa mission. Les deux autres groupes avaient été appréhendés par les sentinelles disposées par la 1re brigade et amenés dans la salle du comité. Les délégués des soldats décident de les conduire aussitôt vers le poste de police où ils les enferment dans une cellule. Le sous-lieutenant Chabrol est malgré tout autorisé à téléphoner aux autorités françaises. Le comité exige immédiatement des explications du général Brézet. Celui-ci répond en ordonnant que les militaires français soient immédiatement relâchés. Globa adresse à son tour un message dans lequel il exprime son refus catégorique :

« Étant donné que l'officier et les soldats français ont commis un acte contre la loi envers les Russes, et n'ayant pas le droit de coller des affiches éhontées, ils devront être arrêtés et maintenus tant que vous n'aurez pas donné d'explications au sujet de ces affiches. »[234]

Le général Comby intervient et informe les mutins qu'il n'a aucune explication à leur donner au sujet de ces affiches. Il réitère l'ordre de relâcher immédiatement les militaires français et menace les soldats russes des *« conséquences les plus graves »*.

233 SHAT, 7N 2011, note du 21/08/1917.

234 SHAT, 7N 2011, lettre du général Comby au ministre de la Guerre du 24/08/1917.

À 10 h 30, Globa fait savoir que le comité accepte finalement de libérer ses prisonniers. Mais le lieutenant-colonel Farine doit se rendre en personne dans le local du comité pour reprendre les officiers et les soldats détenus.

L'incident démontre de nouveau la profondeur de la colère des mutins. Le jour même, le général Comby rend compte au ministre de la Guerre qu'il prend des dispositions pour faire renforcer le dispositif français d'environ trois mille hommes. Il conclut le lendemain : *« Une solution devient nécessaire. J'estime pour le moment ces troupes russes perdues en tant que troupes, et je doute qu'en France on puisse rien en faire. »*[235]

Au soir de cette journée, le général Brézet envisage à son tour sans illusion les chances d'une reddition pacifique :

« Peut-être y parviendrait-on en leur coupant totalement les vivres ; mais avant d'employer un tel moyen il serait indispensable de réunir autour de La Courtine un effectif suffisant pour permettre de bloquer les mutins dans la partie du camp occupée par eux, et de les tenir en respect, en leur enlevant toute velléité de résistance, et sans qu'il soit besoin de faire usage des armes ».[236]

Dans son témoignage déposé aux archives de l'armée, le général Comby écrit avec dépit :

« Ainsi deux mois de mises en demeure, de palabres, de démarches de toutes sortes n'ont servi qu'à aggraver la situation. Une action énergique dès le début aurait-elle pu obtenir un résultat ? (...) difficile de répondre ! »[237]

Ce 24 août, les généraux Zankévitch et Lochvitsky se rendent à leur tour au camp de La Courtine où ils ont convoqué la troupe pour 14 heures. Mais à leur arrivée, ils constatent que pas un soldat ne s'est déplacé ! Le général Lochvitsky tente à ce moment par un nouveau message de faire venir la troupe. Mais celle-ci répond aussitôt par l'intermédiaire de ses délégués que si ces

235 *Ibidem.*

236 SHAT, note du 24/08/1917.

237 SHAT, t. 17.

officiers ont à leur parler, ils doivent « *se rendre eux-mêmes au lieu de leur comité* ».[238] Refusant cette humiliation supplémentaire, les deux généraux s'en retournent donc à Limoges. Le général Zankévitch rejoint Paris le soir même et le général Lochvitsky part retrouver la 3e brigade au camp du Courneau.

Avant leur départ, ils ont décidé que la ration de viande des troupes de La Courtine serait réduite dès le lendemain.

Kérenski a accentué ses pressions contre les mutins, comme l'indique le télégramme de Kornilov. Par ailleurs, le Gouvernement provisoire menace de dissoudre totalement la 1re brigade. Cette mesure signifie, d'après les propres termes de l'ambassade de Russie, la suppression de l'allocation accordée aux familles en Russie, la privation du droit de vote aux élections à l'Assemblée constituante, la privation du droit « *aux avantages des mesures libérales que la Constituante pourrait être amenée à prendre à l'endroit du peuple* », la désignation de ces soldats comme « *traîtres à la Patrie et à la révolution* » et l'ouverture de poursuites judiciaires à leur encontre.[239]

Les menaces, l'encerclement effectif du camp par des troupes françaises de plus en plus nombreuses, n'ont pas affaibli la résolution des mutins. Les premiers rapports du contrôle postal dont nous disposons en portent la trace. Au vu de la lecture des lettres expédiées par les soldats du camp de La Courtine pendant les semaines précédentes, le rapport de la censure postale daté du 2 septembre conclut ainsi :

« L'examen de la totalité de la correspondance ne permet pas d'entrevoir même l'ombre d'un mouvement en faveur d'un retour au devoir. Tous paraissent persister dans le désir de rentrer en Russie et expriment l'espoir de voir les pacifistes l'emporter. »[240]

Cette correspondance révèle également un échange constant de lettres entre les soldats des deux brigades, à l'initiative le

238 SHAT, 7N 2011, rapport du général Comby du 25/08/1917.

239 SHAT, 7N 2011, note de l'ambassade de Russie du 27/08/1917.

240 SHAT, 7N 611, rapport du 2/09/1917.

plus souvent des hommes de La Courtine. Ces derniers tentent de convaincre la 3e brigade du Courneau de la justesse de leur cause. Ils reprochent « *aux camarades de ce camp* » d'avoir suivi les officiers et, comme le souligne la commission de contrôle postal, de « *se laisser tromper par les bourgeois* ».[241]

Au camp du Courneau, où les frictions se multiplient parmi la troupe, la situation semble plus favorable à l'état-major. Un calme apparent satisfait les autorités françaises qui constatent que les exercices militaires s'effectuent sans incident. En revanche, le général Quinquandon, commandant la XVIIIe région militaire, dont dépend le camp du Courneau, déplore à de nombreuses reprises la prétendue « *liberté de déplacement* » accordée aux Russes. Aux alentours du camp, la municipalité de La Teste a loué aux commerçants munis d'une autorisation des autorités militaires des emplacements le long du chemin de fer où les soldats sont autorisés à se rendre à certaines heures. La vente des boissons alcoolisées leur reste malgré tout strictement interdite. Les accès aux villes de la région font également l'objet d'une stricte limitation et les permissions demeurent sévèrement contrôlées par l'état-major.

Dès qu'une tenue réséda est aperçue dans une agglomération voisine, le préfet puis le gouvernement sont assaillis par les rapports de la gendarmerie ou de certains civils habiles à débusquer les « *propos défaitistes* » ou « *germanophiles* » de la troupe.

Pendant le mois d'août le commandement tente de reprendre en main les soldats de la brigade cantonnés au Courneau. Il rappelle l'interdiction absolue de toute assemblée générale de soldats ou de meeting durant les opérations militaires, et précise les conditions dans lesquelles ces réunions sont autorisées à l'arrière. L'état-major précise notamment que les assemblées de soldats sont soumises à l'autorisation préalable du général

241 *Ibidem.*

commandant la division et que la liste des questions à l'ordre du jour doit également recevoir son approbation.[242]

La vie dans le camp se déroule au rythme lent des manœuvres et des exercices d'entraînement. Mais il ne s'agit pas d'une préparation de la troupe en vue de son retour rapide au front : c'est une politique de l'encadrement pour maintenir la cohésion et l'obéissance minimale dans cette unité.

Malgré le calme apparent qui règne, le commandant du camp s'inquiète fort pendant cette période de la présence de la *« trentaine des meneurs »* de la 1re brigade, arrêtés en juillet et août, puis transférés avec la 3e brigade en Gironde. Ces hommes sont enfermés dans des locaux disciplinaires du camp, sous la garde non pas de Russes mais de soldats français qui ont reçu des ordres très stricts pour empêcher *« toute évasion et toute communication en faisant au besoin usage de leurs armes »*.[243] À la fin du mois d'août, ils sont finalement transférés à Bordeaux, siège du tribunal militaire russe, pour y être jugés.

Les autorités françaises déplorent par ailleurs ne pas trouver le moindre appui auprès des officiers supérieurs russes, que le commandant français du camp juge *« absolument inertes, apeurés et sans autorité »*.[244] Au sein même de la 3e brigade, le commandement demeure comme on le voit contesté par la troupe et trahit son impuissance.

Il doit donc opérer une rigoureuse sélection, tant parmi ses officiers que parmi la troupe avant de pouvoir mettre sur pied une unité de plus de deux mille hommes destinée à assurer, avec certains éléments de la brigade d'artillerie traversant *« providentiellement »* la France, la répression de la mutinerie du camp de La Courtine.

« Au pis-aller, conclut le général Zankévitch une semaine avant l'assaut du camp à propos de ces troupes prélevées au

242 SHAT, 17N 649, *prikaze* n° 89.

243 SHAT, 7N 2011, rapport du général Quinquandon du 23/08/1917.

244 *Ibidem.*

Courneau, *j'aurai à ma disposition (...) des troupes qui peuvent peut-être fléchir mais qui jamais ne feront cause commune avec les rebelles.* »[245]

Le 10 septembre, le général russe se rend à Limoges.

Derniers préparatifs

Lorsque le mois d'août s'achève, les préparatifs d'encerclement du camp de La Courtine par les troupes russes et françaises sont déjà engagés. Le général Zankévitch dispose désormais d'un effectif suffisant pour organiser l'assaut du camp, sans la participation directe et massive de l'armée française. Cas exceptionnel dans la Première Guerre mondiale, près de dix mille soldats armés sont sur le point d'être réprimés par plusieurs milliers de leurs compatriotes obéissants aux ordres de leur gouvernement avec la complicité active de la France.

Les 29 et 30 août est formé à Orange le détachement désigné pour rétablir l'ordre par la force sous le commandement du général Biélyaiev, frère de l'ancien ministre de la Guerre de Nicolas II, vétéran de la guerre de Mandchourie et commandant de l'artillerie russe en France. Plus de sept cents soldats, conduits par vingt-six officiers, sont dirigés les jours suivants sur Aubusson, où les services de l'intendance française leur distribuent les vivres. Entre le 5 et le 8 septembre, cette troupe reçoit une instruction rapide. L'état-major français fournit les fusils Lebel aux quatre cent cinquante soldats retenus. Mais il faut croire que le général Zankévitch doute encore de ses troupes, ou qu'il apprécie la révolte des soldats de La Courtine à sa juste valeur, puisqu'il demande de nouveau, le 30 août, aux autorités françaises de renforcer leurs propres troupes.

Le 1er septembre, le représentant du Gouvernement provisoire est reçu personnellement par le président de la République. Poincaré, qui lui a fait remettre quelque temps auparavant la cravate de commandeur de la Légion d'honneur, le juge dans ses

245 SHAT, 7N 2011, note du 10/09/1917.

souvenirs « *jeune, dégagé* » et « *élégant* ». Au général qui insiste toujours pour recevoir l'appui armé de la France, il explique que le gouvernement ne veut pas prendre le risque d'une campagne d'hostilité du gouvernement allemand.

Dans ses notes, le général Foch souligne que les autorités redoutent en fait avant tout les répercussions d'une telle intervention sur la population française. Cette participation peut en outre, explique-t-il, offrir des arguments de poids aux éléments « *extrémistes* » en lutte contre le Gouvernement provisoire.[246] Du côté des autorités françaises et russes, on a bien compris en effet le caractère exemplaire de cette mutinerie.

Malgré ces précautions pour sauvegarder la jésuitique « neutralité » des autorités françaises, l'état-major répond favorablement aux exigences pratiques du général Zankévitch. Celui-ci réclame et obtient ainsi le transfert à Aubusson de deux compagnies de mitrailleuses, la fourniture d'une centaine d'obus explosifs pour les canons de 75 et l'envoi de quatre puissants projecteurs de campagne avec leur personnel technique. Le 3 septembre, tout en limitant le rôle des forces armées françaises à l'encerclement du camp, Zankévitch prescrit l'augmentation de leur effectif à cinq mille hommes.

Trois jours après cette demande, le général Comby renforce considérablement ce qu'il nomme de son côté le « *dispositif de protection* ». Un bataillon de neuf cents hommes est prélevé à Périgueux et dirigé sur Ussel et Saint-Rémy, un autre de huit cents doit rejoindre Felletin depuis Bergerac. Trois compagnies formées à Bellac occupent, aux côtés d'un peloton de cavalerie, Magnat-l'Étrange et les villages environnants. À chacun de ces trois détachements est adjointe une section de mitrailleuses.[247] Ces mesures portent le total des unités françaises à près de cinq mille cent hommes, c'est-à-dire à la hauteur des exigences du général Zankévitch. André Obey raconte :

246 SHAT, 7N 2011, lettre du général Foch du 2/09/1917.

247 SHAT, 7N 2011, rapport du général Comby du 6/09/1917.

« Vers la fin du mois d'août, quelques randonnées en automobiles avec le major m'apprirent que tout autour du camp de La Courtine, il y avait des bataillons comme le nôtre, reliés entre eux par des grand'gardes, des petits postes, des patrouilles, et que tout cela faisait une chaîne assez solide. »[248]

Le récit qu'il donne de cette période passée à l'intérieur des troupes françaises révèle quelques-uns uns des sentiments qui animaient ces jeunes recrues. Rencontrant un groupe au détour d'un chemin, il écrit par exemple :

« Nous nous dévisageâmes les uns les autres avec curiosité, courtoisie et bonne humeur, nous, un peu confus de notre appareil guerrier, eux très à l'aise et forts d'être sans armes. »[249] *« Nous ne nous posâmes jamais la question, Ne prêtons-nous point notre force et notre discipline à quelque louche entreprise ? Pourtant le silence des journaux donnait à croire que nous étions loin d'obtenir l'assentiment de l'opinion publique. »*[250]

Il cite également ce dialogue avec un paysan creusois :

« Foutez-leur donc la paix [...] *à ces pauvres Russes... Ils n'en veulent plus ? Le beau malheur...* [...]. *Tout le monde est comme eux. Seulement, ils osent le dire.* [...] *Prenez garde ! Vous êtes en train de faire une cochonnerie... »*[251]

Le plan d'action du général Zankévitch établi début septembre a fixé initialement au 11 de ce mois, à 10 heures, la date à laquelle la force armée sera employée contre les soldats de La Courtine. Cette date est repoussée par la suite au 16 septembre. Terechtchenko, dans un entretien avec Joseph Noulens, affirme que les autorités russes auront « *bien besoin de fusiller une cinquantaine de meneurs* ».[252] Le général Zankévitch estime pour sa part à quatre-vingts le nombre de soldats qui devront

248 Obey (André), *Camarades Rouski, op. c*it., p. 538.

249 *Ibidem*, p. 533.

250 *Ibidem*, p. 542.

251 *Ibidem*, p. 543.

252 AN, papiers d'Albert Thomas, télégramme de Noulens du 1/09/1917.

être traduits devant le conseil de guerre dès la reddition des mutins. « *En plus,* précise-t-il au ministre de la Guerre français, *j'ai décidé d'éliminer mille hommes environ qui représentent l'élément le plus pernicieux.* »[253] Il demande donc au général Comby de préparer par avance les locaux disciplinaires pour enfermer ces hommes après leur désarmement.

Les échanges de lettres et de délégations au cours des derniers jours précédant la fin de l'ultimatum n'amènent aucune modification de la situation. En revanche, ces ultimes tentatives des hommes du camp apportent une nouvelle preuve de la complicité des autorités françaises dans les opérations de répression. Le gouvernement refuse en effet de s'interposer et même d'entendre les protestations des courtiniens. Le 6 septembre, un sous-officier russe du 1er régiment adresse une lettre au ministre français de la Guerre qui restera sans réponse :

« *Savez-vous,* écrit-il, *qu'au camp de La Courtine se trouve la 1re brigade spéciale russe à l'effectif de 9 800 hommes, qui le 16 avril 1917 à Courcy a versé son sang pour la France et pour la Russie, prouvant ainsi son dévouement à la belle France et cimentant l'alliance ?*

Aujourd'hui, la 1re brigade est réduite à la famine, par suite de la réduction des rations : nous sommes soumis, sans savoir de qui émanent ces ordres, au même régime que les prisonniers allemands. Est-il possible que la France permette que ces 9 800 hommes meurent de faim ? »[254]

Dès leur arrivée à La Courtine, les artilleurs de la brigade d'Orange ont décidé de leur côté d'élire une délégation et de l'envoyer auprès des soldats du camp pour connaître leurs sentiments. Les pourparlers qui se déroulent les 8 et 9 septembre ne permettent pas d'apporter la moindre solution. La délégation n'a en effet rien de plus à offrir aux rebelles que l'état-major ou le Gouvernement provisoire.

253 SHAT, 7N 2011, lettre du général Zankévitch du 3/09/1917.

254 SHAT, 7N 2011.

Le 9 septembre, le commissaire Rapp tente *in extremis* d'obtenir la reddition des révoltés de La Courtine. Il annonce en effet que le Gouvernement provisoire lui a communiqué ce même jour la décision, tant attendue par les soldats, de rapatrier le corps expéditionnaire : les hommes n'ont qu'à se soumettre pour en bénéficier. Mais la troupe n'a plus la moindre confiance dans ses généraux et se refuse toujours résolument à leur remettre ses armes. Elle demeure convaincue qu'il s'agit là d'une énième promesse ou manœuvre pour obtenir sans frais sa soumission. Les mutins ne se trompaient pas : les autorités russes n'ont entrepris à aucun moment un geste significatif à l'égard de la 1re brigade, et ne comptaient pas différer davantage les opérations de répression.

Le 12 septembre, Gabriel Cluzelaud, reporter du *Populaire du Centre* et seul journaliste présent durant ces journées dramatiques, arrive à La Courtine. Il signale dans ses notes qu'une délégation du camp a demandé le 12 au soir à être reçue par l'état-major russe. Mais cette démarche reste sans suite. Le même jour, le préfet de la Creuse, monsieur Rischmann, se rend à son tour à La Courtine. Par un message, affiché à la mairie et distribué à tous les habitants, il informe la population que tous les villages aux alentours de la zone militaire doivent être évacués avant le lendemain à midi, en raison des opérations militaires projetées. Aucun incident notable ne survient au cours de ces opérations, mais l'angoisse est grande parmi la population.

L'armée française organise le départ des habitants dans deux trains vers Ussel, au sud, Aubusson et Felletin au nord. Les malades et les invalides sont pris en charge par le service de santé. Mais bon nombre de villageois, auxquels les autorités avaient demandé de n'emporter que de faibles bagages, partent sur les routes de la Creuse avec voitures et charrettes vers des villages éloignés pour trouver refuge dans la famille ou chez des amis. Seule une cinquantaine de personnes, des notables de la ville désignés par le préfet, sont autorisés à rester à La Courtine, for-

mant une « garde civique » chargée d'assurer la protection des propriétés.

Depuis le camp où ils sont retranchés, les soldats font encore parvenir deux lettres, l'une adressée « *aux camarades soldats de la 3e brigade* », l'autre à destination des autorités françaises. La première est transmise le 14 septembre. Elle n'émane pas du comité du camp, mais est signée anonymement « *Des soldats de la 1re brigade du camp de La Courtine* » :

« [...] *Que faites-vous donc en levant vos baïonnettes sur vos frères, lesquels vous tendent les bras ouverts avec l'intention de s'unir à vous et de voler ensemble au plus vite au secours de notre Patrie bien aimée, qui depuis trente-huit mois est mise à feu et à sang par l'ennemi. Elle attend notre prompt retour pour la défendre contre l'adversaire et panser ses plaies si profondes.*

Nous, soldats de La Courtine, vous prions, vous supplions de venir à nous. Nous vous recevrons en frères bien aimés pour aller ensuite sauver notre chère Patrie. Que le passé soit oublié et que notre union se réalise. Dites-nous vos intentions. Lever la main sur vos frères serait une honte. Quels sont donc ceux qui vous poussent et vous conduisent ? Ce peut-il que nous soyons devenus ennemis et traîtres à la Patrie ? Pourquoi y aurait-il trahison à s'opposer à déposer les armes ? Veuillez lire le journal [...] *de mai 1917 qui contient ces paroles « la Patrie est en danger, chaque citoyen a pour devoir de défendre la liberté et l'indépendance du pays.*

Qui donc est traître sinon celui qui conseille de déposer les armes alors que le féroce ennemi opprime notre chère Patrie ?

Qu'attendez-vous donc de nous ?

Vous figurez-vous que nous puissions prendre les armes contre nos frères ? Non, il n'en sera rien. [...] *Pourriez-vous aller jusqu'à vous abreuver du sang de vos camarades, vivre même de vos frères ? Demain le monde entier connaîtra le crime que vous commettriez en levant sur nous une main fratricide* [...]. *Camarades ne vous traînez pas dans la boue et ne nous y conduisez pas. Nos querelles communes sont déjà la risée de notre alliée la France.*

C'est assez de courir plaines et montagnes pour chercher ce que vous n'avez pas perdu, pour récolter ce que vous n'avez pas semé.

Et quant à vous, messieurs les officiers, nous vous prions de n'exercer aucune violence contre nous et si la Patrie vous est chère, à vous aussi, venez et commandez mais pour ce qui est de déposer les armes, il n'en sera rien. Venez franchement, nous nous empresserons de vous recevoir avec tout honneur, musique en tête. »[255]

Le lendemain, d'autres soldats envoient un second message au commandant français du camp de La Courtine. L'abbé Laliron, curé de La Courtine, transmet la lettre au général Comby et promet une réponse aux Russes. Le général Comby a affirmé à Pierre Poitevin qu'il n'avait pas retrouvé cette lettre dans ses archives, mais qu'il se souvenait parfaitement de son sens : « *(Elle) contenait les élucubrations* » et les « *pauvretés ordinaires de ces sortes de missives* ».[256] Ce document, dont il n'existe qu'une traduction approximative, est toujours aux archives de l'armée de terre. C'est un avertissement au gouvernement français, rendu complice du massacre annoncé des soldats russes par le général Zankévitch :

« *Conformément à la réponse reçue par nous du quartier général français à notre télégramme, par lequel le gouvernement nous a répondu catégoriquement qu'il ne se mêlait pas de nos affaires : c'est bien. Mais que regarde le gouvernement quand, sous ses yeux, dans le pays se produit un acte de violence et une guerre de tranchées ? Le camp de La Courtine est entouré des troupes du général Zankévitch et il s'y trouve de nombreux soldats en uniforme français. Cela n'est pas admissible.*

Est-il possible que le gouvernement français ne sache pas qu'il se passe dans le pays un si violent attentat ? C'est une honte pour le pays. Pensez-vous que votre Gouvernement puisse croire que tout cela se passera mystérieusement. Ce sera connu du monde entier

255 SHAT, 7N 2011, appel *Aux camarades soldats de la 3e brigade* du 14/09/1917.

256 Cité par Poitevin (Pierre), *op. cit.*, p. 138.

et ce sera une honte pour la France d'avoir permis chez elle dans le pays le violent attentat du général Zankévitch. Que lui faut-il ? Du sang ? Il y en a déjà et il vous a déjà été envoyé des blessés de notre camp ; donnez-lui en, qu'il boive à la plaie des malades jusqu'à en perdre la raison, les soldats russes qui déshonorent leur titre de citoyen russe, tirant sans arrêt sur notre camp, depuis le 1er septembre 1917[257] *à 3 heures de l'après-midi.*

Nous vous demandons de faire tenir à la connaissance de votre gouvernement que si cela ne cesse, si cette horde en ivresse de mauvais sujets russes n'est pas enlevée et si les autorités françaises ne veulent pas examiner notre cas, et si les Russes ne cessent pas leur tir, nous déciderons du sort de notre détachement demain à partir de 4 heures de l'après-midi. Vous savez que l'homme n'est pas de fer, pour qu'il meure de faim sous les regards haineusement satisfaits des oiseaux de proie, donc la patience doit éclater et si nous sommes attaqués il ne restera pas de trace de la 3e brigade. Nous mettrons en action environ trois cent mitrailleuses et sept engins de tranchées et pour tout le sang qui sera versé le gouvernement français répondra.

Nous vous demandons, et vous supplions, Monsieur le Commandant, d'éviter de verser des ruisseaux de sang, il n'est nécessaire qu'à nos ennemis les Allemands qui s'en réjouiront. Que voulez-vous de nous ? Dîtes-le. Que votre gouvernement donne des ordres, nous discuterons avec plaisir avec lui, mais pas avec Zankévitch car il nous trompe à chaque pas. [...] *Vous savez que nous sommes environ neuf mille à La Courtine et s'il nous font sortir de la patience, nous ne mourrons pas de faim, les chevaux nous suffisent pour vingt jours, nous lèverons notre drapeau rouge et marcherons en avant, ou bien nos os couvriront les vallées de*

257 C'est-à-dire le 14 septembre, nouveau style. L'assaut proprement dit contre le camp ne commencera en fait que le 16.

La Courtine, mais nous ne nous soumettrons pas au général Zankévitch qui boit notre sang depuis déjà trois mois. [...] »[258]

Le général Comby décide de ne pas répondre. Il considère que les rebelles ont reçu des ordres et qu'ils n'ont *« qu'à (les) exécuter »*, et conclut : *« après nous verrons ».*[259] L'abbé Laliron retourne alors au camp pour rapporter les propos du général et tenter d'obtenir la reddition de la troupe révoltée. Devant les délégués des soldats, le curé se fait le porte-parole de l'état-major : « *La discipline vous commande de vous soumettre d'abord à vos chefs, et ensuite vous pourrez demander à passer sous les ordres des officiers français.* » Il offre également sa protection à ceux qui se soumettront et le suivront sur-le-champ.

Dans une lettre adressée à Gabriel Cluzelaud, il donne le récit de cette « mission » :

« *Hélas*, explique-t-il, *ils ne voulurent rien entendre et ils n'avaient dans la bouche que ce mot : Liberté ! Liberté ! Je leur fis comprendre qu'ils n'étaient pas encore mûrs pour la liberté.* »[260]

En réponse, les soldats réaffirment leur unanimité et leur solidarité devant les événements qui se préparent. Rappelons pour l'anecdote qu'ils avaient déjà été « excommuniés » par un pope au cours du mois de juillet...

Au moment où les soldats du camp font parvenir leur vibrant appel et rejettent avec force les sermons de l'abbé Laliron, les états-majors français et russe ont déjà mis au point les derniers préparatifs de l'assaut du camp. Le général Comby d'ailleurs est catégorique dans son témoignage : « *Il n'y avait,* écrit-il*, rien à attendre tant qu'on ne passerait pas à l'action.* »[261]

Le 15 septembre à midi, l'intendance française transporte en direction du camp des rations de vivres diminuées de moitié.

258 SHAT, 7N 2011, traduction de la lettre des soldats russes du camp de La Courtine datée du 2/09/1917, 4 heures de l'après-midi.

259 SHAT, t. 17.

260 Cité dans Poitevin (Pierre), *op. cit.,* pp. 139-140.

261 SHAT, t. 17.

Les autorités françaises estiment que la reddition devant survenir avant l'expiration de l'ultimatum, le 16 à dix heures du matin, cette mesure peut exercer une pression supplémentaire sur la troupe. C'est l'inverse qui se produit puisque les soldats, exigeant les rations intégrales, refusent celles qui leur sont proposées : *« Autant de gagné pour la reddition »,* commente le général Comby.

Tout autour du camp depuis le 14 septembre ont été établies de véritables positions d'attaque. De part et d'autre le combat se prépare. Gabriel Cluzelaud, témoin de ces heures tragiques, raconte :

« Le creusement des tranchées fut commencé. Des détachements d'hommes munis de pioches et de pelles vont et viennent creusant le sol sur tous les points où les évasions du camp sont possibles. Des chevaux de frise et des fils de fer barbelés sont tendus. [...] *Dans le soir qui tombe, nous distinguons là-bas, sur l'autre versant des monts, dans le camp, les Russes courbés vers la terre ; ils creusent des tranchées. Leur intention est d'opposer la force à la force et de répondre la force à la force et de répondre à l'offensive qui se prépare par la voie des armes.*[...] »[262]

262 Cité dans Poitevin (Pierre), *op. cit.,* pp. 118-119.

L'assaut

Les autorités françaises se sont toujours retranchées derrière les décisions du commandement russe dans les opérations de répression contre les mutins de La Courtine. Mais elles en sont les véritables maîtres d'œuvre.

Le gouvernement français orchestre les préparatifs de la répression

Le 14 septembre au matin, les éléments russes et les « troupes françaises de protection » sont sur leurs positions de départ.

Les troupes russes d'assaut, composées de deux unités distinctes, sont commandées par le général Biélyaiev, à la tête de la 2e brigade d'artillerie russe. Les artilleurs provenant de l'armée d'Orient constituent l'essentiel du premier élément, plus de sept cent cinquante hommes au total. À ce bataillon ont été adjoints deux compagnies de mitrailleuses et une batterie d'artillerie. L'état-major dispose avec cette dernière de six pièces de 75 mises à sa disposition par l'armée française. Pour les servir, les canonniers sont assistés des éléments techniques français de la batterie. Ces artilleurs portent un brassard jaune et ils stationnent jusqu'au 13 septembre à Aubusson.

Le contingent le plus important des troupes qui se préparent à mener l'assaut a été prélevé au camp du Courneau sur la *« partie la plus saine »* de la 3e brigade. Le général Lochvitsky a transféré dans la Creuse près de deux mille sept cents hommes, commandés par le colonel Gothua et organisés en quatre bataillons d'infanterie assistés de deux compagnies de mitrailleuses. Ils se distinguent des artilleurs par leur brassard bleu et cantonnent au nord-ouest de La Courtine, près du Mas-d'Artige.

Les pièces d'artillerie sont installées sur les collines au sud du camp : quatre canons sur la cote 795 près de la route de La Courtine à Saint-Rémy, à un kilomètre de la ville ; les deux

autres, à quelques centaines de mètres du village du Coudert. L'état-major russe lui-même se déplace jusqu'à la cote 822, au sud de La Courtine.

Le 14 septembre, ces deux unités font mouvement autour du camp militaire.

Conformément à l'ordre du jour secret du général Biélyaiev, les troupes effectuent un mouvement d'encerclement du camp. Elles sont pour cela divisées en trois secteurs. À l'Ouest, six compagnies accompagnées de huit mitrailleuses se postent le long de la voie ferrée qui mène à Felletin et enveloppent les troupes de La Courtine par le nord. La ligne de crête reliant Font Chave, au sud-est du Trucq jusqu'à La Daigue et au ruisseau à l'ouest du mont Pibeau délimite le secteur Nord, fort de six compagnies et douze mitrailleuses. À l'est enfin, depuis ce cours d'eau, les positions russes (cinq compagnies et douze mitrailleuses) s'échelonnent sur les hauteurs du mont Pibeau et du Puy de Chambon jusqu'au sud du camp de Grattadour.

Près de trois mille cinq cent soldats russes, enserrant le cantonnement de La Courtine, forment ainsi une ligne ininterrompue de plusieurs kilomètres destinée à marcher en première ligne, après le pilonnage de l'artillerie, sur les positions de la 1re brigade. Les différents postes de commandement sont reliés au quartier général de l'état-major russe installé à l'hôtel Sauty.

Les cinq mille soldats français, qui cantonnaient encore à plusieurs kilomètres du camp le 13 septembre, ont également été répartis en plusieurs secteurs tout autour du camp.[263]

Dans la journée du 14 septembre, ces troupes font à leur tour mouvement de manière à constituer, au-delà de la première ligne russe, un deuxième cercle assurant un blocus total de la zone, et permettant à l'état-major du général Comby d'intervenir sur l'ensemble du territoire menacé en cas de nécessité. Les conditions d'emploi des troupes françaises dans les « *opérations*

263 Pour le détail de la composition de ces troupes, voir en annexe le rapport du général Comby sur ces événements.

de La Courtine » sont portées le même jour à la connaissance des soldats français. Dans ce texte, le commandement réitère son espoir de voir rétablir l'ordre par l'emploi des seules troupes russes, les unités de « protection » se chargeant d'assurer le blocus du camp. En cas « d'échec complet » des Russes, le commandement prévoit malgré tout d'assumer seul « *la direction des nouvelles opérations à engager* ».[264]

L'ultimatum du général Zankévitch du 14 septembre est remis par le commandant Balbachevsky. Celui-ci aurait affirmé à cette occasion au président du comité du camp : « *Eh bien ! Globa, je vous l'avais bien dit que cela finirait ! C'est maintenant que cela va finir !* »[265] Ce dernier ordre du commandement avant l'assaut fixe les conditions de reddition des mutins.

Ceux-ci ne sont autorisés à sortir du camp que désarmés et dans toutes les directions, à l'exception de celle de La Courtine. Quatre postes de « triage » sont également mis en place : à l'ouest au village de Saint-Denis, au nord-ouest sur la route de Felletin à plus d'un kilomètre de la limite du camp, au nord à la Daigue et à l'est, sur la route au nord du lac qui conduit de La Courtine à Saint-Oradoux.

L'ordre précise que tout soldat se présentant armé, ou tentant de se diriger, armé ou désarmé, vers La Courtine sera accueilli par le feu. Comme l'avaient déjà indiqué à plusieurs reprises les représentants du Gouvernement provisoire, à l'expiration de l'ultimatum, le 16 septembre à dix heures, les soldats seront déclarés traîtres à la Patrie et à la Révolution.

« *Ils seront privés,* notifie l'ultimatum,

1) du droit de participer aux élections à l'Assemblée constituante ;

2) des allocations pour leur famille ;

264 SHAT, 7N 2011, instruction du 14/09/1917.

265 SHAT, t. 17.

3) de tous les avantages et améliorations accordés par l'Assemblée constituante. »[266]

Tous les soldats qui ne se soumettraient que devant la *« force des armes »* et tous ceux qui opposeraient une résistance à l'exécution de ces ordres seraient traduits à l'issue des opérations devant une cour martiale révolutionnaire, les tribunaux de la division étant appelés à juger tous les autres cas.

Le 15 septembre, à 15 heures, les routes menant au camp de La Courtine sont barrées au niveau de La Courtine, Rouet, Malleret, Magnat-l'Étrange, la Croix-d'Échoron, Le Mas-d'Artige et Sornac. Le blocus du camp est total.

La reddition, après trois jours de combats

Le 16 septembre, à 9 heures, les officiers français et russes assistent à une messe à l'église de La Courtine dite par l'abbé Laliron. Puis les généraux Comby, Brézet et Vidalon se dirigent vers la butte située non loin de l'édifice pour observer le déroulement du siège et de l'assaut. Le député Connevot, le préfet Rischmann, le sous-préfet d'Aubusson Le Bihan et l'incontournable abbé Laliron les rejoignent. À leurs côtés est également présente une partie de l'état-major russe.

À dix-heures, l'ultimatum expire. Quelques minutes s'écoulent et quatre obus sont tirés sur le camp. Une grande clameur s'élève aussitôt depuis le cantonnement de la 1re brigade. Gabriel Cluzelaud témoigne :

« *Un panache de poussière s'éleva de la butte, faisant écran sur le fond du camp, puis les accents d'une musique organisée par les Russes s'élevèrent et des hourras retentirent. Aux coups de canon envoyés sur le camp, les mutins répondirent en jouant et en chantant la Marseillaise, puis la Marche funèbre de Chopin, qu'ils faisaient entendre comme une clameur de protestation et de dédain.* »[267]

266 SHAT, ordre du jour n° 62 signé à Aubusson par le général Zankévitch et le commissaire Rapp le 14/09/1917.

267 Cité par Poitevin (Pierre), *op. cit.,* pp. 114-115.

Ces premiers obus n'ont pas atteint les soldats, assemblés autour des casernements. Il est d'ailleurs difficile d'apprécier le degré de préparation de ces milliers d'hommes, isolés depuis près de trois mois, contre un bombardement et un assaut de leurs positions. Quelques tranchées avaient été creusées dans la deuxième semaine de septembre, mais les hommes du camp comptaient sans doute davantage sur les abris offerts par l'ensemble des bâtiments de la cité militaire. Certains soldats auraient même affirmé que les canons de 75 qui dominaient les collines au sud du camp étaient des faux. Beaucoup sans doute ne pouvaient imaginer qu'un véritable bombardement de leurs positions allait être ordonné.

Le 13 septembre, deux soldats avaient dû être évacués après l'explosion accidentelle d'une grenade, ce qui est peut-être *a contrario* un indice de la résistance qui se préparait.

Un des hommes assiégés écrit avec détermination dans ce sens :

« En Russie, les soldats ont toute l'autorité. Dans chaque compagnie, il y a des comités qui sont tout, tandis que les officiers ne sont rien.

Ici les officiers veulent nous reprendre entre leurs mains, nous ne le voulons pas. Vous savez que nous recevons tous les jours des ordres et des menaces pour nous faire déposer les armes.

Mais nous ne les déposerons pas, et si on nous tire dessus, nous vendrons chèrement notre vie et ferons des contre-attaques. »[268]

Mais les soldats de la 3e brigade et les artilleurs allaient-ils vraiment tirer ? Un nouveau rebondissement était-il possible ?

Le ravitaillement suspendu et les premiers obus tirés, le doute n'est cette fois plus permis : les menaces de l'état-major sont entrées en application. Après l'expiration de l'ultimatum, les soldats sont demeurés à l'extérieur des bâtiments, se réunissant par petits groupes pour échanger paroles et encouragements. Georges Zamotine témoigne : « *Nous sommes restés sur place.*

268 Commission de contrôle postal, octobre 1917.

Notre président Globa nous a ordonné de jouer de la musique sur la place de l'état-major. [...] »[269]

Au cours des heures qui suivent, aucun autre obus n'est tiré sur le camp mais la tension ne cesse de monter. Les tirs reprennent à 14 heures, au moment même où les soldats sont massés autour de la musique de la brigade. Quatre obus déchirent le ciel et s'abattent sur la troupe, coups dont Danielle Couleru voudrait qu'ils soient tombés *« par hasard sur un rassemblement »* ![270] Henri Barbusse a saisi de sa plume ces instants dramatiques :

« Tous ont une seule voix pour crier : Non ! La voix de tous ajoute : "Nous mourrons sous le drapeau rouge". Ils chantent la Marseillaise[271] *et* l'Internationale. *À 10 h 15*[272]*, le meeting cesse. La musique joue une marche funèbre. Il y a, à l'horizon, un grondement sifflant, puis un volcan éclate parmi les hommes, sur la terre. Deux musiciens sont tués et s'écroulent, les autres, à coté des vides, continuent à jouer. On voit tomber des formes humaines dans la fumée, et gesticuler des agonies. Des éclairs et des tonnerres arrivent de tous les points du ciel. »*[273]

Les soldats qui viennent de perdre plusieurs de leurs camarades, sept morts et une trentaine de blessés selon certains témoins, se précipitent en tout sens vers leurs baraquements tandis que les blessés sont évacués vers l'hôpital d'Ussel. Jusqu'à vingt heures les batteries de 75 lâchent « méthodiquement » leur obus d'heure en heure. Après chaque tir, les autorités espèrent que la soumission des mutins va s'engager. Mais au soir du 16 septembre, le bilan reste dérisoire : à peine deux cents soldats se sont rendus aux postes désignés.

269 Témoignage recueilli par sa fille en 1986.

270 Couleru (Danielle), *op. cit.,* p. 74.

271 Le texte russe, d'inspiration socialiste, avait été rédigé par Lavrov.

272 Barbusse se trompe sur ce point.

273 Barbusse (Henri), « *Ceux qu'on n'a pas domptés* », *Faits divers,* 1928, p. 92.

Georges Zamotine se souvient d'intenses tirs de mitrailleuses au cours de cette première nuit de siège et de la riposte des soldats du camp au matin du 17. En effet, de part et d'autre des tranchées, les mitrailleuses crépitent.

Le 17 septembre, le général Comby a donné des ordres de mouvement aux troupes françaises de réserve : une partie rejoint La Courtine, une autre Malleret pour assurer la garde des prisonniers. Cette journée de dimanche va être décisive.

À dix heures, l'artillerie tire une quarantaine d'obus sur Grattadour où se trouvent rassemblés une fraction importante des mutins. Dans la matinée, ces derniers lâchent plusieurs centaines de chevaux qui se dirigent au galop vers La Courtine et, à 14 heures, plusieurs groupes de soldats depuis Laval, à l'est du camp, agitent des drapeaux blancs : la reddition commence.

La majeure partie des hommes se dirigent, désarmés et par petits détachements, vers le centre de La Courtine, à l'encontre des ordres des autorités françaises. Mille cinq cents à dix-huit cents se regroupent par ailleurs au nord, vers Malleret, et à l'ouest vers Le Mas-d'Artige. Les soldats réfugiés dans les bâtiments du Breuil les rejoignent à partir de 19 heures avant d'être aussitôt entourés et conduits vers des prés au sud de La Courtine. Au total, l'état-major estime à sept mille cinq cents les rebelles qui se sont rendus.

André Obey note à propos des événements de la nuit : « *Quelques feux de salve trouent le silence nocturne, sans doute des exécutions rapides, sans jugement. Il y a par moment des explosions de cris sauvages. Qui les pousse ? Et pourquoi ?* »[274]

Les derniers mutins offrent encore une résistance farouche aux assaillants, puisque les combats se prolongent pendant toute la journée du 18 septembre. Un feu intense est ouvert sur eux dès les premières lueurs du jour : l'artillerie tire presque continuellement provoquant la riposte des courtiniens. En début de mati-

274 Obey (André), *Camarades Rouski, op. cit.,* p. 554.

née, un brouillard intense stoppe pour un temps ce que le général Comby nomme les opérations de « *nettoyage* » du camp.

Cernés de toutes parts, en grande infériorité numérique, le dernier carré des rebelles abandonne successivement Grattadour et Laval. En milieu d'après-midi, le mess des officiers, où s'étaient retranchés une grande partie des combattants, tombe à son tour dans les mains des soldats de la 3e brigade et des artilleurs. Globa lance au nom du comité un appel au cessez-le-feu :

« Nous avons beaucoup de blessés qui ne reçoivent aucun soin. On meurt parce que nous n'avons pas de médecin. Que voulez-vous encore ?

Cessez-le-feu. Allez, prenez nos fusils ou faites savoir où nous pouvons les déposer. Nous vous prions de nous laisser au camp et de ne pas nous disperser. Donnez votre réponse. Venez vous-mêmes, ou que quelqu'un vienne. Cessez-le-feu, Assez de victimes ! »[275]

Le bilan établi en fin de journée par les autorités françaises reste imprécis. Le général Comby affirme que plus de huit mille hommes sont désormais prisonniers et cantonnés dans trois emplacements isolés les uns des autres, au nord et au sud de la route de La Courtine à Eygurande, à environ quatre kilomètres de la zone militaire. Mais il ajoute, dans le même temps, que les renseignements donnés par l'état-major russe ne lui permettent pas d'évaluer le nombre des soldats qui tiennent encore dans Le Breuil et les bois environnants au nord.

Au soir du 18 septembre, les troupes françaises comptent également un mort dans leur rang, le sergent Lemeur, et un blessé, le sergent Feger. L'ambulance qu'ils conduisaient s'était engagée par erreur sur un chemin interdit par les autorités françaises et avait essuyé les tirs de soldats russes.

Le 19 septembre, les derniers rebelles, peut-être une centaine, sont arrêtés par les troupes d'assaut après plusieurs heures d'une lutte acharnée où les tirs des fusils et des mitrailleuses

275 Archives militaires de Russie, TsVIA, F 13234, Op 1, D 59, pp. 58-59, cité par Malinovski (Rodion), *op. cit.*, pp. 337-338.

ont été très nourris des deux côtés. À 10 h 50, des membres du soviet avec parmi eux son président, Globa, sont faits prisonniers et aussitôt enfermés dans les locaux disciplinaires du camp. Quelques soldats isolés sont encore repris le lendemain. Youri Lissovski affirme que nombre de mutins ont préféré jeter leurs mitrailleuses dans l'étang de Grattadour plutôt que de les rendre aux autorités russes et françaises.

Le soir du 19 septembre, le groupe d'artilleurs russes est transféré sans délai à Aubusson puis dirigé sur Orange. Les éléments de la 3e brigade sont embarqués les 21 et 22 en direction du camp du Courneau. Quant aux troupes françaises qui doivent rejoindre la zone des armées, elles sont enlevées les 23 et 24 septembre.

Après leur soumission, les révoltés du camp de La Courtine ont été dirigés vers les cantonnements provisoires au sud de la ville sous la garde des unités françaises.

Bilan

Dès la sortie du camp de la totalité des mutins, les autorités russes s'occupent de rassembler l'armement de la troupe. Pas moins de huit wagons sont nécessaires pour expédier vers le parc d'artillerie d'Angoulême les milliers de fusils, les revolvers, les mitrailleuses et les munitions. Aucun incident n'est relevé pendant ces opérations et le transfert de ces milliers d'hommes à plusieurs kilomètres du camp. L'état-major russe est convaincu qu'avec cet assaut contre les soldats retranchés dans le camp de La Courtine s'achève la révolte de la troupe.

Georges Zamotine témoigne :

« Nous fûmes fouillés comme des prisonniers de guerre et gardés par les soldats français. Ces derniers ne comprenaient pas pourquoi on humiliait de cette sorte des hommes qui avaient combattu vaillamment en première ligne et dont beaucoup étaient morts en héros. Comme cela faisait cinq jours que l'on ne mangeait pas, nous chantions des airs russes aux soldats français contre un peu de pain. »[276]

Ce 19 septembre 1917, l'ordre règne à La Courtine.

Dans les messages qu'il envoie au gouvernement, la satisfaction et le soulagement du général Comby sont évidents. La plus grande mutinerie que l'armée française ait connue au cours de l'année 1917, et au-delà durant toute la guerre, s'est achevée après trois jours de combats par la mise au pas des mutins. Le premier assaut de la Révolution russe en France est brisé. Un général américain aurait déclaré avec cynisme quelque temps après au commandant de la XII[e] région : *« Je ne croyais pas, général, que vous seriez débarrassés aussi élégamment de cette bande de poux. »*[277]

276 Témoignage de G. Zamotine, 1986.

277 Cité par Poitevin (Pierre), *op. cit.*, p. 151.

Mais à quel prix l'état-major russe et le gouvernement français sont-ils parvenus à désarmer la troupe rebelle ?

Tous les chiffres qui ont été établis par les autorités russes et françaises sont restés secrets pendant plusieurs années et les informations relatives à ces événements furent censurées de la même manière.

Dans son ordre du jour du 22 septembre adressé aux troupes françaises, le général Comby évoque les « *pertes légères* » subies pendant l'assaut du camp. Le bilan officiel de l'état-major français est de neuf soldats russes tués, dont un parmi les éléments « loyalistes », et quarante-six blessés. Seule certitude : un sous-officier français a été tué et un autre blessé. Le général Comby prétend même, sur un air connu, que la plupart des victimes sont tombées sous les tirs des soldats du camp mitraillant ceux qui désiraient faire leur soumission ! Mais si le soldat de la 3e brigade a été enterré avec tous les honneurs, les soldats rebelles l'ont été furtivement, de nuit, à l'insu de la population, dans un terrain vague sans croix ni nom.

Ces chiffres sont repris par le rapport officiel du Gouvernement provisoire, qui évoque au total huit morts et quarante-quatre blessés[278]. John Reed, qui avait eu accès à certains documents d'archives pour écrire *Les dix jours qui ébranlèrent le monde*, évoque pour sa part 200 soldats exécutés après la reddition. Le premier récit consacré à ces événements publié à Moscou en 1919 estime les pertes à près de six cents tués et blessés. Plus prudent, Trotsky estime dix ans plus tard que le chiffre véritable n'a jamais pu être vraiment établi. Georges Zamotine, ancien du corps expéditionnaire, parle de neuf cents soldats disparus. Franck Pattyn, qui a étudié une partie des archives militaires françaises, souligne que plus de mille soldats disparaissent des comptes de l'état-major. Charles Steber enfin comptabilise plusieurs milliers de victimes... Cela fait beaucoup de chiffres pour un bilan que Pierre Poitevin affirmait n'avoir été contesté

278 Voir ce rapport en annexe.

« ni par les rebelles, ni par le gouvernement de l'URSS, ni par les auteurs russes » ![279]

Ces écarts impressionnants reflètent l'imprécision et l'incohérence des données d'archives.

Dans le camp de La Courtine s'étaient installés 7 176 soldats de la 1re brigade et 2 507 du dépôt, soit 9 683 hommes de troupe, encadrés par 176 officiers. La 3e brigade était composée de 6 504 soldats et 113 officiers, soit pour le total des deux unités 16 187 soldats et 289 officiers. Au cours du mois de juillet, plusieurs centaines de soldats sont passés d'un camp à l'autre, au bénéfice des troupes de La Courtine, puisqu'un rapport daté du 29 juillet établit les effectifs de la 3e brigade à 236 officiers et 6 169 soldats : plusieurs centaines ont donc rejoint la 1re brigade.[280] À cette date, il reste donc à l'intérieur de la zone militaire plus de dix mille hommes. Plusieurs centaines, jusqu'à huit cents selon certaines sources, le quittent à la suite de la décision de Baltaïs et de plusieurs délégués d'éviter l'affrontement.

Les mouvements signalés au cours du mois d'août surviennent avant le départ de la 3e brigade en Gironde. Près d'un millier de soldats ont en effet obéi au premier ultimatum de l'état-major russe. Cinquante-six autres départs sont comptabilisés après le transfert au Courneau par les postes établis pour recueillir les déserteurs. Mais jusqu'à l'expiration de l'ultimatum du 16 septembre, aucune évolution majeure n'intervient. La lettre, déjà citée, du sergent Sobolensky parle à cette date des *« 9 800 hommes* (qui) *meurent de faim »*[281], et l'appel lancé par les soldats du camp indique que les Russes retranchés sont *« plus de neuf mille »*.

Grâce aux données établies lors de la reddition, il devrait être possible de mesurer les pertes exactes des mutins. Or, c'est

279 Poitevin (Pierre), *op. cit.*, p. 160.

280 SHAT, 7N 2011, télégramme du général Comby du 29/07/1917.

281 Cité par Giloux (Laurent-Yves), *Mémoire de la Société des sciences naturelles et archéologiques de la creuse*, t. XLII, p. 153.

sur ce point précis que les chiffres divergent. Le général Comby donne un seul chiffre sur lequel il ne reviendra pas : 81 soldats, dont Globa, jugés comme étant les meneurs de la mutinerie ont été transférés dès le 21 septembre à Bordeaux pour y être jugés ; 549 d'une « culpabilité moindre » ont été emprisonnés (300 le 20 septembre au camp de Bourg-Lastic, à une quarantaine de kilomètres de kilomètres à l'est de La Courtine, et 249 à l'île d'Aix dans les Charentes-Inférieures, le 21 septembre) ; le reste est « *d'environ 7 500* » hommes. L'effectif total de ces trois groupes est donc pour l'armée française de 8 130 soldats.[282]

Le Gouvernement provisoire, dans le rapport officiel qu'il a publié, à partir des documents de l'état-major russe donne de son côté le chiffre plus élevé de 8 515 soldats sortis du camp...

Une première comparaison avec les effectifs de la 1re brigade et du dépôt présents dans le camp le 16 septembre, laisse donc entrevoir la disparition possible de près de cinq cents hommes.

En outre, le tableau des effectifs d'octobre 1917 précise qu'il y a 6 970 soldats au Courneau, 7 500 à La Courtine, 300 à Bourg-Lastic, 249 à l'île d'Aix et 103 à Bordeaux (les 81 soldats arrêtés lors de la reddition et les 22 inculpés par la commission d'enquête début août), soit un total de 15 122[283], alors que le total des soldats comptabilisés début juillet était supérieur à seize mille. Si l'on ne prend en compte que ces données, et quelles que soient les approximations des rapports durant cette période trouble, il faudrait donc conclure que plusieurs centaines de soldats russes disparaissent, à partir de septembre 1917, des tableaux d'effectifs de l'état-major.

Pèsent dans le sens de cette thèse les témoignages de nombreux soldats qui ont le sentiment d'avoir vécu un massacre. Certains témoins français affirment même avoir vu passer des wagons de chaux-vive à l'issue de l'assaut du camp. Selon

282 Une autre source donne le chiffre de 8 383 soldats sortis du camp le soir du 19 septembre (SHAT, 16N 3174, rapport du 19/09/1917).

283 SHAT, 7N 610, 13/10/1917.

l'auteur de la brochure publiée en Russie en 1919, les assiégeants firent irruption dans le camp le 18 septembre comme des *« bêtes sauvages »,* fendirent de leurs baïonnettes tous ceux qui résistaient encore. Le sous-lieutenant Ourvatchev de la 3e brigade se serait à cette occasion distingué par sa férocité.[284] Charles Steber a insisté avec raison sur l'expression surprenante du général Comby *« environ 7500 »*. L'imprécision de ces chiffres n'est en effet pas crédible. L'ensemble du matériel est comptabilisé, répertorié, unité par unité, et l'on ne prendrait pas le temps de compter, à l'issue d'un bombardement de trois jours, les soldats qui se sont rendus ?

« Veut-on nous persuader, interroge C. Steber*, que les militaires ne savent pas compter jusqu'à 7 500 ? Ou que, dans l'armée l'habitude n'est pas de compter les prisonniers qu'on fait. »*[285]

Il faut noter par ailleurs que plus de huit cents obus ont été tirés sur le camp pendant l'assaut. Le général Comby affirme lui-même qu' *« on se serait cru dans un secteur actif du front »* et que les dégâts dans le camp sont *« considérables »*.[286] La dernière journée des combats a été en outre des plus violentes. Y. Lissovski parle des *« corps à corps »* qui opposaient assaillants et défenseurs. Le rapport du général Vidalon du 19 septembre confirme ce jugement. Il évoque en effet à propos de la résistance du dernier carré de rebelles, les *« véritables combats de rue »* qui se sont déroulés dans le camp *« avec l'appui de l'artillerie »*.[287]

Dans le compte rendu qu'ils adressent au Gouvernement provisoire, Rapp et le général Zankévitch décrivent de la même manière ces combats contre *« les rebelles »*, *« les fanatiques très fermes »* du camp : *« Ceux-là ne voulaient pas se rendre. Ils nous*

284 *Russkie soldaty vo Frantsii, op. cit.,* pp. 9-10.

285 *La Patrie humaine,* 22/02/1935. Se reporter aux extraits de ce journal en annexe.

286 SHAT,7N 2011, rapport du 19/09/1919.

287 *Ibidem.*

tiraient dessus avec des fusils et des mitrailleuses par un feu très nourri. »[288]

Nous sommes donc très loin de « *l'action toute de patience, de modération et de délicatesse* » que le général Comby affirme avoir conduite pour « *venir à bout de malheureux égarés, et cela dans une période particulièrement grave pour notre pays* ».[289]

Une autre vérification s'impose malgré tout devant tant d'imprécisions. L'addition des soldats comptabilisés aux mois de décembre 1917 et de janvier 1918, toutes catégories confondues en France et en Algérie, donne en effet un total sensiblement équivalent à celui de juin 1917, c'est-à-dire autour de 16 500 hommes (blessés et malades non compris).

Même si ce bilan a de quoi surprendre à la lecture des récits de la plupart des témoins, le nombre officiel de victimes donné par le général Comby, puis par le Gouvernement provisoire, est par conséquent sinon conforme du moins proche des données d'archives : la marge d'incertitude est de l'ordre de quelques dizaines. La première hypothèse que l'on peut formuler pour expliquer cette étonnante inefficacité des canons de 75 français est l'abri qu'ont trouvé l'ensemble des soldats russes dans les bâtiments, voire les caves, du camp. Seul, le mess des officiers semble en fait avoir véritablement souffert des bombardements.

Les combats à la mitrailleuse, qui auraient pu causer de très lourdes pertes aux défenseurs du camp, n'ont par ailleurs opposé que les derniers mutins aux troupes d'assaut.

Mais il est tout aussi clair que l'état-major russe, soutenu par le gouvernement français, était prêt à noyer la mutinerie dans le sang et que les victimes auraient été beaucoup plus nombreuses sans la reddition massive du deuxième jour.

Tout au long de la mutinerie, le ministère de la Guerre comme le gouvernement se sont retranchés derrière la nécessité pour

288 TsGAOR, CCCP, F3, OP 1, D 270, p1, cité par Malinovski (Rodion), p. 339.

289 SHAT, t. 17.

l'état-major russe, c'est-à-dire pour le Gouvernement provisoire, d'assumer la responsabilité des opérations de répression. C'est au nom de cette prétendue neutralité que les autorités françaises ont refusé notamment d'entendre les délégués des troupes russes et ont retourné la correspondance qui leur était adressée. Pierre Poitevin parvient de son côté à cette tâche difficile de rendre les soldats russes responsables du drame, qui plus est *« avec des armes françaises »* :

« Les troupes russes, écrit-il, *qui, dix-huit mois auparavant, avaient reçu l'accueil enthousiaste que l'on sait, ne se contentèrent pas à La Courtine d'une lutte fratricide. Avec des armes françaises, elles firent couler du sang français. »*[290]

Charles Steber insiste très justement sur l'hypocrisie de l'attitude du commandement français qui, s'il refusa d'intervenir dans la répression – tant que les troupes russes y parvenaient « seules » – se chargea de l'évacuation des populations, de la fourniture des pièces d'artillerie, de leurs servants et des munitions. Les ordres provenaient juridiquement du Gouvernement provisoire, mais il faut rappeler que les pressions exercées par l'intermédiaire de Joseph Noulens furent constantes et que celui-ci s'opposa à l'envoi d'un général plus énergique afin de ne pas retarder l'assaut du camp.

En conclusion, comme l'écrit Charles Steber, *« l'attitude de Kérenski ne pouvait conduire au massacre qu'autant que le gouvernement français et l'état-major y consentaient, y prêtaient la main, en un mot se faisaient complices ».*[291]

En cas de défaillance russe, le général Comby disposait d'ailleurs de plus de cinq mille hommes prêts à prendre d'assaut le camp de La Courtine.

C'est ainsi que les autorités militaires françaises avaient *« mis en scène sur leur territoire une guerre civile entre les Russes, après l'avoir précautionneusement entourée d'une barrière de*

290 Poitevin (Pierre), *op. cit.*, p. 27.

291 Steber (Charles), *La Patrie humaine*, 25/01/1935.

baïonnettes. C'était une répétition générale. Par la suite, la France gouvernante organisa la guerre civile sur le territoire de la Russie elle-même en l'encerclant avec les fils barbelés du blocus ».[292] Cet épisode unique dans les annales de la guerre sur le front occidental représente également, au-delà de la responsabilité des uns et des autres, comme le résume Trotsky, « *une expérience idéale, consciemment réalisée, presque sous la cloche d'une machine pneumatique, pour l'étude des processus intérieurs préparés dans l'armée russe par tout le passé du pays* ».[293]

Les événements portent incontestablement la marque de la Révolution russe et des forces qui minaient au même moment l'armée et le pouvoir même de Kérenski. La répression de la mutinerie de La Courtine n'est en effet qu'une des nombreuses tentatives du haut commandement russe de restaurer son autorité depuis la grande offensive lancée au début de l'été.

« *C'est au moment précis,* écrit à ce propos Marc Ferro, *où la méfiance envers les officiers, le commandement et les dirigeants atteignait un point de non-retour, que les autorités civiles et militaires entendirent procéder à une reprise en main de l'armée et de la société.* »[294]

Le corps expéditionnaire subit à plusieurs milliers de kilomètres du front russe les contrecoups de cette politique. Ce sont les mesures prises par l'état-major de Kornilov, le rétablissement de la peine de mort, les poursuites judiciaires qui sont appliquées en France pendant l'été aux soldats révoltés, alors que le rapatriement leur est refusé.

Les démarches entreprises par Noulens auprès de Terechtchenko et Kérenski doivent en outre être replacées dans le cadre de la politique de mise en tutelle progressive de la Russie par la France à cette date. Les Alliés intervenaient au cours de l'été

292 Trotsky (Léon), HRR, t. 2, op. cit., pp. 291-292. Voir en annexe son récit des événements.

293 *Ibidem*.

294 Ferro (Marc), *Le soldat russe de 1917,* Annales ESC, n° 1, 1971, p. 29.

1917 de plus en plus directement dans la politique du Gouvernement provisoire. Le gouvernement français put ainsi obtenir de Kérenski l'application de mesures supposées être à même de ramener les troupes à l'obéissance.

La mutinerie de La Courtine démontrait aux officiers russes l'étendue et la profondeur du processus révolutionnaire. Ossip Pernikov, qui rejoignit plus tard les armées blanches, écrit que ses yeux furent « *dessillés* » par ces événements et que « *la persistance du virus révolutionnaire, même dans une ambiance des plus paisibles, s'est rarement manifestée avec autant d'effronterie* ».[295] Il conclut : « *Il fallait se rendre à l'évidence, à une échelle réduite, l'expérience de La Courtine dévoilait l'étendue d'un mal qui avait gagné l'organisme entier de la nation russe.* »[296]

La Révolution ignorait les frontières.

295 Pernikov (Ossip), *Ma vie et ma chance,* p. 111.

296 *Ibidem*, p. 115.

Automne 1917 Les soldats russes sous la botte française

Après la répression de septembre

« Les officiers nous disent d'oublier, mais pouvons-nous le faire tant que nous sommes vivants ? »
Lettre d'un soldat russe, octobre 1917

Le rejet définitif des officiers et du Gouvernement provisoire

Après avoir été parqués dans des prés à quelques kilomètres de La Courtine, les soldats russes, le cœur lourd, désarmés et fouillés minutieusement, regagnent le camp. Les bâtiments les plus touchés durant les affrontements ont été le mess des officiers et la dernière rangée de baraques à l'ouest du camp, où se sont déroulés les ultimes échanges de tirs. Les infrastructures principales ont été cependant suffisamment épargnées pour permettre de nouveau l'installation de 7 500 hommes. Ceux-ci ont été répartis en vingt compagnies d'environ 400 membres, à raison de dix officiers russes, ou parlant russe, par compagnie. Leur garde est assurée par des troupes françaises.

À l'intérieur des unités, les jours qui suivent le retour dans le camp sont marqués par un certain abattement. La mort des camarades, l'arrestation et l'incertitude sur le sort de plus de 500 soldats, considérés comme les « meneurs » de ce que les rapports dénomment *« l'affaire de La Courtine »*, contribuent à renforcer cette démoralisation. Les porte-parole de la troupe sous les verrous, les comités interdits, le commandement russe va-t-il reprendre ses troupes en main ?

Rien n'est moins sûr. Le général Comby, qui continue à observer de près la situation dans l'enceinte militaire, signale ainsi à plusieurs reprises en septembre et au début octobre l'impossibilité d'un retour à la normale : *« Les troupes sont calmes, plutôt*

résignées, on sent qu'il n'y a aucun progrès sérieux tant au point de vue de l'organisation que d'une utilisation future. »[297]

Si l'ordre règne à La Courtine, c'est un ordre précaire. Quant au Gouvernement provisoire, en respectant ses engagements vis-à-vis des Alliés, il a perdu tout crédit auprès de la troupe. Au printemps 1917, le nouveau pouvoir était apparu à celle-ci comme le garant des droits conquis par la révolution et le symbole de la victoire sur le tsarisme. La proclamation des droits du soldat, en particulier dans le domaine politique, les promesses faites par le Gouvernement provisoire, puis l'appel lancé par Kérenski pour la défense de la « patrie en danger », loin de rétablir le calme au sein du corps expéditionnaire, en avaient accéléré la décomposition. Pour les soldats, il devenait de plus en plus inconcevable en effet d'être un « soldat-citoyen » sous l'autorité des anciens serviteurs du tsar.

Dès son arrivée au ministère de la Guerre, Kérenski avait bénéficié auprès des soldats de l'image d'un homme proche du peuple, et donc de la troupe, à l'intérieur du nouveau gouvernement. Mais il mit ce crédit au service d'une politique conforme aux souhaits de la bourgeoisie russe et de l'impérialisme français, en exhortant les soldats à continuer la guerre jusqu'à la victoire.

Le corps expéditionnaire, qui inclinait vers un certain défensisme au début du printemps, n'entendait cependant défendre la révolution qu'en Russie, c'est-à-dire une fois le rapatriement opéré, et en se débarrassant au préalable des officiers tsaristes. Les émissaires du Gouvernement provisoire, qui étaient pour certains d'entre eux des amis personnels de Kérenski, s'étaient heurtés sur cette question à la volonté des hommes dès le mois de mai 1917. Leurs discours ne laissaient guère de doute en effet sur les intentions de Kérenski de maintenir les brigades au front et de restaurer l'ordre.

297 SHAT, t. 17.

Mais, selon un mécanisme classique, la majeure partie de la troupe était convaincue que le ministre socialiste et la population russe dans son ensemble n'étaient pas tenus au courant de la situation réelle du corps expéditionnaire, ou que le ministre de la Guerre était l'otage de l'état-major. C'est ce qui explique notamment le souci d'envoyer plusieurs soldats les représenter à Petrograd. Un soldat, dans une de ses lettres résume à sa façon ce sentiment :

« *Il y a un traité secret,* écrit-il, *signé encore sous Nicolas le sanguinaire entre les riches de tous les pays belligérants, les riches ont intérêt à conserver ce traité, et pour ce faire, il faut continuer la guerre. Ils ne regrettent pas la perte de la Russie, car leur or est, ou caché, ou dans les affaires. Plus la guerre continuera, plus leur richesse augmentera. Les généraux qui se sont couverts de gloire sous Nicolas appartiennent à la classe des riches et des bourreaux. Kérenski est socialiste, et au commencement il a agi comme tel, jusqu'à ce qu'on l'empêche avec la nécessité d'aller de l'avant. Le tonnerre des combats s'était tu sur le front russe, mais les bourgeois traîtres ont renvoyé l'armée russe se battre pour faire remonter le cours du rouble, il y est allé, mais quant il a vu pourquoi on le faisait se battre, il s'est effrayé. Il y a longtemps que Kérenski nous rappelle en Russie pour savoir de quel côté est la vérité, mais c'est contre la volonté de Zankévitch. Notre tâche est terminée, la Russie, notre mère nous appelle et nous tend les bras.* »[298]

Plus les semaines et les mois passaient, plus grandissait la volonté des soldats de terminer la guerre. Ils considéraient que leur « *tâche* » était « *terminée* ». La déclaration du gouvernement en faveur d'une paix sans annexions, qui n'était pourtant qu'une formule creuse destinée à masquer les intentions réelles du nouveau pouvoir, avait été accueillie très favorablement par la troupe. Ce texte confortait d'ailleurs à la fois les illusions

298 SHAT, commission de contrôle postal (plus loin CCP), octobre 1917. Dans cette partie, tous les extraits sont tirés des dossiers de la censure postale des mois de septembre à décembre 1917.

sur Kérenski et l'hostilité envers les officiers accusés de vouloir maintenir la Russie en guerre pour sauvegarder leur pouvoir.

En ordonnant à ses représentants en France de restaurer l'ordre par tous les moyens, le gouvernement renforçait le pouvoir de l'état-major et de tous les officiers contre les soldats. Le rétablissement de la peine de mort, les menaces, puis l'assaut mené contre les troupes réfugiées dans l'enceinte du camp de La Courtine démontrèrent à celles-ci à quel point le nouveau pouvoir était hostile à leurs exigences. Ces quelques semaines avaient mis en évidence de façon accélérée la collusion de Kérenski et de l'état-major : le Gouvernement provisoire avait définitivement perdu la confiance de la troupe.

Au lendemain de la répression, la haine des soldats contre leurs officiers est également plus profonde que jamais. La commission de contrôle postal note à ce propos en octobre *: « Si sur d'autres sujets il y a divergences de vues, sur la question "officiers" les avis sont unanimes. Les soldats continuent à les haïr ; les relations ne se sont pas améliorées. Ce sont toujours les mêmes propos, accusant les supérieurs d'être la cause de tous les maux et de souhaiter le retour à l'ancien régime.* » Cette haine s'était exprimée très tôt à l'intérieur du corps expéditionnaire, car sa révolte fut d'abord un soulèvement contre le corps des officiers. Mais la mutinerie de La Courtine avait porté cet antagonisme à son apogée. La répression apparaît comme leur revanche sanglante, le premier coup porté aux soldats par le commandement depuis les transformations survenues à la suite de la chute de l'autocratie.

Dans la correspondance des soldats, les officiers occupent pendant cette période la première place. La conduite des officiers au front en 1916 et 1917 fait l'objet d'un certain nombre de remarques acerbes en raison des attaques dans lesquelles ils avaient engagé les deux brigades.

« *Nous avons eu pour commandant de brigade,* écrit un officier*, le général Maroutchevski. Il a fait tuer toute la brigade par*

l'Allemand, le 6 avril. Il n'est resté dans la compagnie que 26 hommes. Nos soldats voulaient le fusiller. »

Un autre écrit à ce sujet avec humour :

« *Le colonel Simenov a gagné un sabre de Saint-Georges et le trésorier, un Saint-Anne 2e degré avec glaives, si bien que je crois que le chien du colonel sera bientôt promu sous-lieutenant.* »

L'attaque menée contre le camp de La Courtine n'a fait que renforcer la colère déjà profonde des hommes à l'encontre de leurs officiers. Nombreux sont les soldats, désarmés et enfermés à La Courtine, qui affichent leur volonté de résister, au besoin par la force, aux prétentions du commandement :

« *Le colonel Kotovitch devient fou. La vie est dure, il serre tant qu'il peut ; mais ils auront tous affaire aux courtiniens ! À bas les tyrans, Vive le prolétariat !* »

« *On dit aussi qu'on a tué un diable gris, c'est-à-dire un officier du bataillon de marche* [...]. *Si c'est vrai, que Dieu bénisse le meurtrier, cela fera une charogne de moins. Frappez-les ces scélérats maudits avec tout ce qui vous tombera sous la main !* »

Les soldats mettent systématiquement en doute les sentiments et la fidélité « révolutionnaires » proclamés par les chefs depuis le printemps. Ils sont plusieurs à associer leurs officiers au nom de Kornilov, dont la tentative de putsch leur avait été communiquée à la veille de l'assaut de septembre. Un soldat s'insurge dans une lettre contre le général Lochvitsky : « *Je crois,* écrit-il, *que tout le monde sait que cette vieille p... n'a jamais eu, n'aura jamais en vue le bien du peuple. Tous ces gens là sont de vieux monarchistes, des contre-révolutionnaires.* » La critique des soldats n'épargne aucun officier supérieur et touche de la même manière les représentants civils du Gouvernement provisoire en France. Un soldat écrit notamment : « *Ignatiev qui cache beaucoup d'officiers, ensuite le faux-révolutionnaire Rapp, Zankévitch, et bien d'autres, méritent le chemin qu'on nous faisait prendre en 1905 pour faits politiques !* »

Au camp de La Courtine, l'état-major russe est donc loin d'avoir la situation en main. Le général Comby indique à plusieurs reprises que les officiers ne jouissent plus d'aucune autorité. Le 19 octobre, les soldats des 7e et 8e compagnies réussissent à accrocher un drapeau rouge à la fenêtre de leur baraquement, avec l'inscription « *À bas les tyrans, Vive la Russie !* » et « *Vive la 1re brigade ! Gloire aux héros tombés pour la liberté à La Courtine !* » Un officier témoin des événements raconte que des soldats envoyèrent ce même jour une lettre au colonel Kotovitch, commandant des troupes russes de La Courtine, contenant les menaces suivantes *:* « *Nous te tuerons et, quoi qu'il arrive, tu ne vivras pas !* » Les hommes du camp sont convaincus que, les officiers rejettent toute idée de rapatriement parce qu'ils peuvent préserver en France les privilèges abolis par la révolution :

« *Nous avons de nouveaux officiers,* écrit l'un d'eux*, des princes et des comtes, qui ont dû s'échapper de vos prisons russes. Heureusement qu'il y a des troupes russes en France pour leur servir de refuge, autrement il aurait fallu tous les pendre.* »

À la suite de la répression de la mutinerie du camp de La Courtine, puis de la Révolution d'Octobre, la haine des soldats contre les officiers est décuplée. « *L'opinion a évolué,* souligne un rapport du contrôle postal *: les officiers se trouvent confondus avec les bourgeois* « *buveurs de sang.* »[299] La Révolution à laquelle tous se sentent profondément liés signifie pour ces hommes que le pouvoir doit passer désormais dans leurs propres mains.

« *Maintenant,* écrit l'un d'eux, *pour sûr, messieurs vos officiers seront tout autre avec vous... Quels soldats êtes-vous donc si vous accomplissez les ordres des officiers ? Vous serez vraiment des soldats si les officiers accomplissaient vos ordres.* »

Cette conviction permet de mesurer à quel point la collusion entre le Gouvernement provisoire et le corps des officiers a été ressentie durement par la troupe. Un soldat écrit :

299 SHAT, CCP, conclusion du rapport de novembre 1917.

« Notre gouvernement est composé de révolutionnaires, et pourtant il ne veut pas nous comprendre comme s'il agissait d'après les anciennes lois. »

À l'instar de ce qui s'était passé dans l'ensemble de la Russie, après quelques mois seulement d'exercice du pouvoir, la confiance des troupes dans le Gouvernement provisoire a fondu comme neige au soleil. Les soldats jugent en effet que leur sort est par trop semblable à celui supporté sous les *« anciennes lois »*. Après l'arrivée au pouvoir des bolcheviks, seule une infime minorité continue à soutenir Kérenski. Un officier raconte :

« Une fois, j'avais pris la défense de Kérenski que tous ces gens indignes de tout ne savent qu'insulter, alors ces "libres citoyens" ont commencé à menacer mon nez de leurs poings et je fus obligé de m'armer d'une pelle pour briser l'attaque. »

À partir de l'automne 1917, et selon un processus identique, les comités de la 1re division russe, inféodés au Gouvernement provisoire, sont désavoués par la majorité de la troupe.

L'attitude des comités de la 3e brigade au lendemain de la reddition ne laisse aucun doute sur leurs désaccords avec les mutins, comme le montre le compte rendu des délibérations du *« deuxième congrès des délégués des troupes russes en France »*.

Ce congrès s'ouvre le 1er octobre, soit à peine deux semaines après l'attaque du camp par les troupes « loyalistes ». Soixante délégués y participent, « représentant » les quatre régiments, les deux bataillons de dépôt, les services de l'arrière de Paris et la base méridionale de Hyères. À leurs côtés sont présents, avec voix délibératives, les membres du comité des troupes russes qui, élus quatre mois auparavant, ont à rendre compte de leur mandat. Le congrès est surtout marqué par l'absence de tout représentant du camp de La Courtine et des centaines de soldats détenus à Bourg-Lastic, Bordeaux et à l'île d'Aix, soit plus de huit mille hommes sur les quinze mille comptabilisés à cette date !

À certains délégués qui protestent contre ce coup de force, le président du congrès répond lors des débats que *« d'après la*

loi », « *tous ceux qui n'obéissent pas à la loi et sont soumis par les armes n'ont plus leurs droits civiques* ». Par 25 voix contre 5 et 2 abstentions, l'assemblée est reconnue « légale ». Un membre du comité fait même remarquer que les « courtiniens » se sont enlevés d'eux-mêmes les « *droits de camarades et de citoyens* » et affirme avec le plus grand mépris que leurs représentants n'auraient de toute façon apporté « *que des conversations au sujet de la nourriture et du tabac* ».[300]

La résolution finale du congrès exige que la possibilité pratique d'un rapatriement immédiat soit offerte aux deux brigades ou qu'un secteur du front leur soit confié. Mais les délégués demandent que les troupes puissent continuer à combattre sur le front français en conservant leurs comités. Le général Lochvitsky s'accorde également pour proclamer que le retour au front est bien « *le seul moyen d'assurer le relèvement du corps expéditionnaire* ». Au lendemain de la répression de septembre, il était déjà fréquent d'entendre parmi les soldats du camp que « *Les comités s'étaient vendus pour huit francs par jour aux officiers* ». À l'automne, les comités de la 3e brigade deviennent progressivement des coquilles vides, car les soldats considèrent de plus en plus leurs dirigeants comme liés, et donc soumis, aux officiers.

La correspondance de la troupe porte d'autres traces de cette évolution au sein de cette unité. Un soldat explique : « *Le comité élu par nous travaille avec les officiers. Ils ont perdu leur conscience.* » Et un officier ajoute : « *Les comités ne jouent plus aucun rôle. Ils n'ont aucune influence sur la masse.* »

La répression de septembre à La Courtine avait son revers : le renforcement apparent de l'ordre et du pouvoir des officiers, dont s'étaient portés garants les représentants du Gouvernement provisoire et les comités de la 3e brigade, avait réduit en fait à néant l'autorité de ces derniers.

300 SHAT, 7N 611, compte rendu du 4/10/1917.

La colère de la troupe contre la France

Les sentiments d'hostilité à l'égard du gouvernement français s'étaient développés très rapidement parmi la troupe au cours de l'hiver 1916. Mais jusqu'à la chute de l'autocratie, les autorités demeuraient en quelque sorte « protégées » de la colère des troupes par l'armature de l'armée impériale. Les meurtrières journées de combat du mois d'avril, survenant immédiatement après la nouvelle de l'abdication du tsar, provoquèrent le premier revirement décisif des brigades.

Après une année passée au front, les soldats refusaient de défendre des intérêts qui n'étaient pas les leurs. Le rapatriement en Russie était à leurs yeux plusieurs fois mérité par leurs sacrifices. Dès lors, beaucoup commencèrent à prendre conscience du fait qu'ils avaient été inutilement sacrifiés sur l'autel des intérêts français. Les principaux points de litige au printemps 1917 portaient sur le traitement des soldats dans les hôpitaux, les relations avec le corps des interprètes et l'attitude d'une partie de la population à leur égard à la suite de la révolution et de la « défection » russe.

Pendant le siège du camp de La Courtine, les soldats avaient tenté jusqu'au dernier moment d'entrer en contact avec les représentants de l'état-major ou du gouvernement français. Peu nombreux à cet instant étaient les hommes conscients de l'alliance nouée entre Kérenski, le commandement russe et l'État français. L'assaut menée contre la 1re brigade a fait disparaître ces illusions et fait naître un fort sentiment de trahison. *« Nous considérions la France comme notre fidèle alliée ! »* se plaint un soldat. Un autre explique que certains « mutins » pensaient jusqu'au dénouement que les Français n'oseraient pas tirer : « *On nous avait prévenus que si nous ne rendions pas nos armes on nous tirerait dessus avec de l'artillerie ; mais nous ne croyions pas que les Alliés nous laisseraient canonner avant d'avoir examiné notre affaire.* »

Les soldats estiment en effet que si le gouvernement avait désiré s'interposer entre la troupe et l'encadrement, il aurait disposé de l'autorité et des forces nécessaires. La position française leur apparaît comme un alignement sans condition sur les positions de l'état-major russe. Et la haine des soldats rejaillit avec vigueur sur ceux qui les ont *« si bien remerciés »* pour le sang versé.

En novembre, les rapporteurs de la commission de contrôle postal soulignent, sous forme de litote, que l'indignation des soldats face à la répression orchestrée contre le camp de La Courtine *« a donné lieu à un échange d'impressions avec des réflexions désobligeantes pour les autorités françaises et les autorités russes »*. La plupart des Russes s'insurgent avant tout contre la participation française à ce qu'ils dénoncent comme un massacre, un coup mortel en tout état de cause porté à la Révolution. Pour eux, ce sont bien les troupes françaises, soit directement, soit par leur neutralité bienveillante à l'égard des « loyalistes », qui ont permis l'écrasement des mutins. Ils ressentent une profonde indignation pour ceux qu'ils nomment les *« culs rouges »*.

« Comment ces "culs rouges" de Français considèrent-ils la chose ? N'est-ce pas eux qui sont fautifs là-dedans en permettant une telle effusion de sang ?

Quand l'ancien régime est tombé, les soldats ont réclamé les mêmes libertés qu'en Russie ; cela n'a pas plu à notre bourgeoisie et on a voulu nous désarmer ; cela n'a pas pris, alors on a appelé à l'aide les Français qui n'attendaient que cela et ont fait ce qu'ils voulaient. »

Les souffrances endurées et les pertes subies par toutes les unités du corps expéditionnaire en avril 1917 rendent plus amère encore la répression dont ils ont été victimes. La position française pendant l'été 1917 enlève tout sens à ces sacrifices : elle justifie au contraire les discours de révolte.

« Voilà à quoi ils sont arrivés ces Alliés ! Ils tirent sur la 1re brigade russe, et maintenant on voudrait que nous allions sur leur front défendre leurs intérêts ! »

« Mettez-vous donc si bas la dignité du soldat russe et si haut celle de votre France bourgeoise ? Vous avez tort de vous placer si haut ! Je me suis battu sur votre front en vous défendant en tant qu'allié ; mais vous tous, vous n'avez aucune sympathie, ni aucun respect pour le soldat russe ! Comment avez-vous pu arriver à vous moquer des gens comme cela ? Vous avez permis de démolir le camp de La Courtine et de massacrer ceux qui ont été à l'attaque pour vous, sans ménager leur vie ! Merci, merci à toute la bourgeoisie française pour ses bons soins envers la 1re brigade russe ! »

La colère et l'indignation de la troupe sont à la mesure des souffrances endurées pendant une année au nom de la défense des Alliés, et surtout de la France. Celle-ci est dénoncée maintenant pour son caractère *« bourgeois »*, adjectif derrière lequel se retrouvent pêle-mêle officiers, représentants du Gouvernement provisoire et de plus en plus Kérenski lui-même. Ils sont persuadés que le gouvernement français, depuis leur recrutement jusqu'à l'écrasement de la mutinerie, a tiré toutes les ficelles du drame dont ils ont été les victimes.

Face à l'abattement du plus grand nombre au lendemain de la répression, une fraction affirme sa résolution de faire payer un jour la France pour les mauvais traitements infligés aux Russes :

« On se sent entouré d'ennemis, c'est-à-dire de Français ; quels salauds ! Nous nourrissons l'espoir que les choses s'arrangeront ; alors nous les paierons comme il faut : ils ne l'oublieront jamais.

Si nous pouvions rentrer en Russie, le mieux serait de se mettre en guerre contre cette maudite alliance, de combattre cette misérable bourgeoisie française qui joue en ce moment sa dernière carte. La France ne nous a menés ici que pour bafouer l'armée russe en notre personne. »

Les hommes ne sont toujours pas prêts à accepter l'ordre du vainqueur. Bien au contraire. La Révolution d'Octobre trouvera un terrain tout préparé dans les deux brigades du corps expéditionnaire.

Les relations entre les deux brigades

Pendant les mois de septembre à décembre, la participation d'une partie de la 3e brigade à la répression contre le camp de La Courtine est évoquée à de multiples reprises dans la correspondance. Les hommes de la 1re brigade accusent le plus souvent leurs camarades d'avoir choisi le camp des officiers et de la France, et d'avoir par conséquent trahi la cause des brigades russes et de la révolution.

Mais l'opposition, voire la violence entre les deux brigades dont sont empreintes les lettres, ne doit pas cacher le sens de l'évolution en cours : la propagande révolutionnaire gagne progressivement du terrain dans l'ensemble du corps expéditionnaire.

La plupart des soldats qui ont vécu dans l'enceinte du camp de La Courtine de juin à septembre expriment leur révolte contre ce combat fratricide, qui démontre à leurs yeux qu'une partie du corps expéditionnaire a « vendu sa conscience ». Il est faible de dire, avec l'art des formules des rapporteurs des commissions de contrôle postal, que « *l'emploi des armes dans la liquidation de l'affaire de La Courtine* » a amené « *une tension des rapports entre les deux brigades* » (octobre 1917). La lettre qui suit donne une idée de la « tension » existant à l'automne au camp du Courneau :

« *Ici il y a de grands ennuis, quand l'une des brigades prend un homme de l'autre brigade, on le bat tout de suite. On se tire beaucoup de coups de revolver et on se donne des coups de couteau parce que la 3e brigade est allée à La Courtine.* » (octobre 1917)

Au début du mois de novembre, après l'arrivée au Courneau de 175 soldats de la 1re brigade venant de l'hôpital de Saint-Servan, une altercation survient entre ceux qui déclarent qu'ils

« *vengeront leurs frères tués à La Courtine* » et des soldats de la 3e brigade. Le général commandant la 18e région raconte : « *Une discussion s'en est suivie et, au moment où les militaires sont arrivés pour rétablir l'ordre, plusieurs coups de revolver ont été tirés. L'échauffourée n'a duré qu'une heure. On a signalé au colonel sept ou huit blessés.* [...] »[301]

Les contacts physiques entre les soldats des deux brigades demeurent toutefois très rares car les autorités imposent un cloisonnement le plus étanche possible entre ces groupes. Les hommes de la 1re brigade utilisent donc leur plume pour dire leur écœurement devant les agissements de leurs camarades. Les événements du mois de septembre constituent pour beaucoup une « *tâche sanglante* » et « *honteuse* » impossible à effacer des mémoires :

« *Ils nous ont canonnés et mitraillés. Il y a eu beaucoup de tués et de blessés... Nous avons été obligés de sortir du camp et quand nous sommes revenus tout était pillé. Les tués ont été enfouis dans des trous, dans les bois, comme des animaux. On a achevé les blessés sur l'ordre des officiers. Voilà comment sont nos frères ! Ce sont des buveurs de sang.* »

La troupe accuse les soldats de la 3e brigade d'être devenus les complices de leurs officiers. Ils leur reprochent d'avoir « *vendu leur conscience aux bourgeois ventrus* » contre quelques deniers :

« *Vous étiez heureux qu'on nous prive de tout,* écrit un soldat après l'annonce de la prise du pouvoir par les bolcheviks. *Vous croyiez aux officiers qui vous bourraient de vin et vous pensiez, en nous tirant dessus, recevoir notre solde. Non, camarades, tout cela n'était que mensonge de vos chefs ! Vous nous traitiez auparavant de léninistes et voilà que maintenant vous l'êtes devenus aussi. Donc, vive les maximalistes et Lénine ! Vous pensiez que nous étions perdus, mais voilà qu'au contraire c'est Kérenski et son gouvernement qui ne sont plus.* »

301 SHAT, 7N 2011, rapport du 7/11/1917.

Les incidents survenant entre éléments de la 1re brigade et de la 3e émaillent l'histoire des contingents russes en France jusqu'à leur rapatriement. En janvier 1918, les hommes provenant du Courneau sont quotidiennement insultés, voire assommés *« à coups de bêche »* par des soldats venant de La Courtine.[302]

Cependant, le processus de décomposition de la 3e brigade n'a pas été stoppé par l'assaut de septembre. Au sein de cette unité, le contrôle postal relève, dès le début du mois de septembre, « *une très grande animosité contre les officiers* », « *malgré quelques lettres très sensées* »... À partir des mois d'octobre et de novembre, l'autorité des officiers au Courneau s'affaiblit considérablement. C'est pour freiner ce processus que les autorités s'efforcent de maintenir la séparation des deux unités.

L'état-major français, conscient de l'influence exercée par les éléments de la 1re brigade, essaye de parer toute contagion des unités « saines » et de faciliter le maintien de l'ordre en séparant les soldats originaires des deux unités. Le général Zankévitch souligne également à plusieurs reprises les « *inconvénients incontestables* » présentés par « *le mélange des éléments russes originaires du camp de La Courtine avec les éléments russes d'autres provenances* ».[303]

En vain.

Car l'hostilité entre les deux brigades laisse progressivement la place à un sentiment de communauté d'intérêts face aux officiers et aux autorités françaises.

Dès le mois de novembre 1917, la correspondance indique la préoccupation croissante d'une partie des soldats de retrouver le chemin de la solidarité et de l'unité. Les soldats de la 3e brigade regrettent pour la plupart amèrement leur attitude au cours de l'été. L'un d'eux écrit :

« Il y a une tâche pour laquelle nous souffrons moralement et que peut-être nous n'oublierons jamais, c'est d'avoir tiré sur

302 SHAT, 7N 613, rapport du 10/01/1918.

303 SHAT, 7N 613, message du 19/01/1918.

la 1re division. Lorsque nous sommes sortis de La Courtine nous étions grisés de folie et nous n'avons pas compris leur idée. Et maintenant il faut endurer avec eux les mêmes souffrances. »

Et à partir de 1918, c'est d'un mouvement presque unanime que les soldats du corps expéditionnaire apporteront leur soutien au pouvoir bolchevik.

Les soldats face à la Révolution d'Octobre

L'arrivée au pouvoir des bolcheviks survient alors que les soldats du corps expéditionnaire se trouvent dans une situation extrêmement difficile : huit mille hommes environ sont sous la garde armée d'unités françaises au camp de La Courtine, et plusieurs centaines dans différents centres de détention. La tension est également de plus en plus palpable dans le camp du Courneau, où cantonne le restant du corps expéditionnaire.

Le corps expéditionnaire devant Octobre

La troupe manifeste un enthousiasme général à l'annonce de la prise du pouvoir par les bolcheviks dans laquelle elle voit l'annonce de la fin de la guerre mondiale et l'ouverture d'une nouvelle ère pour les peuples. Lénine est cité à de nombreuses reprises comme un « *héros* », un représentant authentique des travailleurs, opposé au « *traître* » Kérenski. Dès novembre, les rapporteurs des commissions de contrôle soulignent que les soldats du camp de La Courtine sont « *plus maximalistes que jamais* » et que l'effervescence est « *à son comble* » à la suite de l'insurrection bolchevique. Le mois suivant, l'influence d'Octobre a encore grandi et ce dans l'ensemble des unités. Les rapporteurs de la commission concluent de façon catégorique :

« *La victoire des maximalistes en Russie n'a fait que raviver les sentiments révolutionnaires et pacifistes régnant parmi les troupes russes en général. Toutes les lettres traitant de politique, à quelques exceptions près, étaient favorables aux bolcheviks. Les cris de : Vive Lénine ! À bas la guerre ! Mort aux bourgeois ! sont devenus plus nombreux que jamais.* »

La nouvelle révolution, seule issue à la guerre qu'ils abhorrent, a « ravivé » la flamme révolutionnaire de la troupe et l'a portée très haut dans le cœur de chaque soldat.

« Lénine est l'unique lutteur pour le droit de la classe ouvrière. Il est fidèle à son idéal et ne travaillera jamais avec la bureaucratie. Kérenski a crié que Kornilov était un traître méritant la mort, et maintenant ils sont amis et envoient ensemble des appels au peuple !

Kérenski, Kaledine, Kornilov conduisent la classe ouvrière à sa perte et nous remettront bientôt le joug qui nous a écrasés pendant des centaines d'années. Camarades, regardez froidement les choses. On lutte en Russie contre le capitalisme, pour garder nos droits qu'une poignée de riches veut nous enlever.

Camarades ! Tous les peuples souhaitent la paix, les Russes aussi bien que nos alliés et nos ennemis. Ceux qui veulent la guerre jusqu'à la victoire, ce sont les bourgeois de tous les pays, et qui donc verse son sang si ce n'est le peuple ? Mais après la guerre les paysans prendront tout. Ceux qui marchent contre le peuple, ce sont les cosaques de Kaledine, ces ennemis de la Russie qui ont écrasé la révolution de 1905. Qui dit Cosaques, dit Bourgeois.

Nous avons besoin de la terre, de la Liberté et de l'Égalité. Nous n'avons pas besoin de faire la guerre. Nos prétendus ennemis sont des gens comme nous. Ils n'occupent pas nos terres. Au contraire, à l'intérieur, il y en a qui possèdent la terre, qui nous réclament le paiement du loyer et des impôts, et qui luttent avec nous ! Ce sont les bourgeois capitalistes, voilà les ennemis qui sucent notre sang ! »

La victoire bolchevique, c'est l'espoir que les revendications révolutionnaires de la classe ouvrière et de la paysannerie seront satisfaites. Les références aux « *droits de la classe ouvrière* » ou à la révolution de 1905 ne sont pas rares dans le courrier de la troupe. Toutes les forces qui s'opposent au nouveau pouvoir sont identifiées comme des « *bourgeois* », des « *capitalistes buveurs de sang* ». Kérenski n'apparaît plus que comme le porte-épée de Kaledine. Des milliers de poitrines battent désormais sur le territoire français, à l'unisson derrière le régime instauré par la première révolution ouvrière de l'histoire.

Les « otages » de la France

Les journaux russes rendent partiellement compte pendant l'automne 1917 des événements survenus en France au sein du corps expéditionnaire. Joseph Noulens est amené à passer un communiqué dans la presse indiquant que les troupes françaises n'ont pas participé au rétablissement de l'ordre au camp de La Courtine. Pierre Poitevin déplore de son côté les *« fausses nouvelles »* propagées *« concernant les décisions humanitaires prises par l'état-major français »*.[304] Le nouveau pouvoir bolchevique ne tarde pas en effet à publier les traités passés par l'ancien régime puis entérinés par le Gouvernement provisoire.

« En révélant au monde entier l'œuvre de la classe dominante telle qu'elle apparaît dans les documents secrets de la diplomatie, écrit Trotsky*, nous nous adressons aux travailleurs, nous leur lançons l'appel qui constitue la base immuable de notre politique étrangère : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »* [305]

La publicité faite aux accords secrets passés par les agents de la diplomatie tsariste, dont ceux relatifs au corps expéditionnaire russe, déplait fortement au gouvernement français. Joseph Noulens observe également avec une grande anxiété les réactions de l'opinion publique. Il écrit le 7 décembre :

« La situation des troupes russes en France et de Salonique commence à devenir pour les gens de Smolny un prétexte d'agitation contre la France. Les maximalistes représentent leurs compatriotes des brigades russes comme victimes de mauvais traitements et condamnés à des travaux pénibles quand ils ne sont pas emprisonnés. [...] *»*[306]

304 Poitevin (Pierre), *Ce que la censure nous a caché pendant la guerre…*, p. 41. L'auteur parle également (p. 42) des *«mesures de bienveillance»* des autorités françaises.

305 *Izvestia* (Les nouvelles), édité par le soviet de Petrograd), numéro du 23/11/1917.

306 SHAT, 5N 178, télegramme du 7/12/1917.

Les négociations qui s'engagent sur cette question au lendemain de la formation du Conseil des commissaires du peuple doivent cependant être replacées dans le contexte général des rapports entre la France et la Russie bolchevique pendant l'hiver 1917. Plus que jamais, le rapatriement des soldats russes reste en effet suspendu aux décisions politiques et militaires prises par les Alliés à l'encontre de la révolution. Les représentants alliés ne cachent pas leur impatience de voir mises sur pied des unités à même de « *rétablir l'ordre* » et de chasser le nouveau pouvoir. L'impérialisme français n'entend pas faire la moindre concession aux bolcheviks. Un télégramme des Affaires étrangères précise :

« *Si gênantes et inutiles que soient* (les) *troupes russes de France ou* (de) *Salonique, elles ont* (le) *mérite de servir* (d')*otages pour les Français présents en Russie ou (en) Roumanie.* [...] *Aussi ne les rendre qu'à bon escient.* »[307]

Tant que l'armature impériale avait maintenu les hommes dans l'obéissance la plus absolue, la France s'était bien gardée de s'immiscer dans les affaires intérieures du corps expéditionnaire, malgré la faible confiance que lui inspirait le commandement russe. C'est sur elle en revanche que repose la charge de mettre les troupes au pas à partir de l'automne 1917. Remettant leur rapatriement *sine die*, les autorités françaises décident de créer des compagnies de travail et de déporter en Algérie les réfractaires.

Pendant toute la durée de la guerre, la France fit appel sur le front intérieur de la production à des centaines de milliers de travailleurs étrangers, en même temps qu'elle recruta des troupes combattantes dans ses colonies. Or plus la situation des effectifs mobilisables s'aggravait et plus les difficultés se faisaient sentir pour réunir une main-d'œuvre en nombre et compétence suffisants. Au 1er septembre 1917, près d'un million et demi d'hommes étaient mobilisés à l'intérieur, dont un tiers dans les usines, comme manœuvres ou comme « spécialistes », et plus

307 MAE, vol. 766, note du 31/01/1918.

de 200 000 dans l'agriculture. Dès 1916, le gouvernement avait vainement exigé l'envoi de travailleurs russes parallèlement à sa demande de troupes fraîches. En juillet 1917, il incorpora pour la première fois un certain nombre de soldats russes, réformés et convalescents dans des équipes de travail.

Au lendemain de la mutinerie, l'idée d'un retour au front des Russes n'emporte pas l'enthousiasme du commandement français. Celui-ci entend imposer de nombreuses conditions à cette réorganisation. Le 4 octobre, répondant au général Zankévitch, le général Pétain précise la nature de ses inquiétudes :

« *Je ne méconnais pas l'intérêt moral qui s'attacherait, après les événements de ces derniers mois, à mettre en ligne des unités russes. Mais, j'estime qu'en aucune manière nous ne devons risquer d'affaiblir la discipline des éléments français qui seront en contact avec ces derniers.* »[308]

Ossip Pernikov rapporte dans ses mémoires l'entretien qu'il eut à ce sujet avec le président du conseil. Clemenceau lui aurait notamment exprimé sa méfiance par cette boutade : « *On leur confierait, à vos Russes, un seul millimètre de notre front et toute l'armée allemande y passerait.* »[309] Jugeant avant tout « *indispensable et urgent* » de ne pas « *laisser les troupes russes dans l'inaction* », et d'évacuer les camps où elles se trouvent concentrées, Clemenceau tranche la question le 27 novembre. Il décide que le choix des soldats « *désireux de combattre* » doit être « *rigoureux concernant leur esprit militaire et leurs sentiments de discipline* » et, contrairement aux souhaits exprimés par les éléments modérés de la 3e brigade, qu'aucun comité ne sera toléré. Les bataillons formés, soumis à la discipline française, seront rattachés à un régiment d'infanterie. Et ce n'est qu'après avoir fait « *leurs preuves* » que ces bataillons pourraient être progressivement groupés en unités plus fortes.[310]

308 SHAT, 7N 2011, note du 4/10/1917.

309 Pernikov (Ossip), *Ma vie et ma chance*, p. 11.

310 SHAT, 7N 2011, au général Zankévitch du 27/11/1917.

Informées de l'hostilité des soldats à l'idée d'un retour sur le front, les autorités envisagent très tôt « d'utiliser » les Russes pour servir « *dans les différentes branches de l'activité nationale* », c'est-à-dire de former des unités de travailleurs pour l'industrie et l'agriculture. À la mi-octobre, le gouvernement demande au commandement russe de procéder d'urgence au classement des contingents en fonction des emplois envisagés par les différents ministères. Le texte de Clemenceau du 27 novembre, déjà cité, décide donc parallèlement la formation de compagnies de travailleurs avec les soldats qui ne « *paraîtraient pas présenter les garanties indiquées* » au front, mais qui seraient « *susceptibles d'être employés comme main-d'œuvre* ».[311]

Le général Zankévitch estime d'emblée ce plan « *réalisable* », à la condition que « *la masse des soldats soit d'abord disloquée en plusieurs camps* ». Il considère en effet que les milliers d'hommes présents au camp de La Courtine sont « *les moins bons* », et redoute d'être « *obligé* » de les envoyer aux travaux « *par la force* ».[312] Au camp du Courneau, le commandement pense pouvoir compter sur une masse plus importante de volontaires pour le travail « *malgré la propagande faite par le corps des officiers très inquiets pour leur sort* ». Le capitaine Duboin écrit à la mi-décembre qu' « *une petite augmentation, ne serait-elle que de 2 centimes par jour, causerait sûrement chez eux une joie immense et nous les attacherait* », tout en contribuant à élargir la distance entre les deux groupes.[313] Mais les autorités, prudentes, prévoient également la création de compagnies de « *travailleurs forcés* » pour tous ceux qui ne consentiraient « *ni à combattre ni à travailler* » et qui, par suite, « *constitueraient des éléments dangereux pour l'ordre public* ». Ces « *irréductibles* » seront envoyés comme travailleurs sur le territoire de l'Afrique du Nord.

311 SHAT, 7N 2011, lettre du 27/11/1917.

312 SHAT, 7N 610, lettre du 30/11/1917.

313 SHAT, 17N 647, rapport du 14/12/1917 au général Vidalon.

Combattre sur le front français sans soviet, travailler « volontairement » sur le territoire français ou être déporté en Algérie, tels sont les « choix » proposés à l'ensemble des contingents russes à l'automne 1917.

Les cadres administratif et juridique de ces nouvelles formations sont mis en place après la création en décembre 1917 de la base de Laval, chargée de l'administration des contingents russes. Les commandants de cette base seront le général Zankévitch, le général Lochvitsky, puis le général Brulard, ancien chef du corps expéditionnaire des Dardanelles, à partir de juin 1918.

« Faire disparaître ces foyers dangereux »

Dans l'enceinte du camp de La Courtine, le mécontentement des Russes ne tarde pas à se manifester de nouveau. Un soldat écrit à ce propos :

« Ils croyaient que, dès que nous nous serions rendus, ils pourraient faire de nous ce qu'ils voudraient, mais ils se sont trompés. Ils s'imaginaient que nous n'agissions que sur l'ordre des délégués et que sans eux nous aurions peur... Mais ils ne réussiront pas ! »

La reddition des soldats n'a pas fait disparaître leur volonté de se voir reconnaître le droit au retour en Russie. Dès le 24 septembre, soit une semaine à peine après la reddition, une première manifestation rappelle cette résolution. Ce jour-là, deux compagnies réunissant au total plus de 700 hommes refusent de se rendre à l'appel quotidien. Leur soumission n'est obtenue qu'après l'arrestation de trois « meneurs » et sous la menace de l'intervention des compagnies françaises d'infanterie. Le commandement se heurte quotidiennement à la résistance de la troupe. Le 8 octobre au matin, par exemple, les officiers médusés découvrent, collée sur un arbre, une proclamation des *« rebelles russes du camp de La Courtine »* dont voici les extraits principaux :

« Aux soldats du camp de La Courtine.

Camarades ! Soyez fermes, nous tenons le bon bout, je vous affirme que nous sommes du côté de la Justice, alors que nos officiers sont sur le bord de l'abîme. Ils abattent leur dernier atout et j'espère que bientôt parmi eux la coupe débordera. Entre eux il y a déjà un mouvement et depuis longtemps déjà l'harmonie ne règne pas. [...] *Commettre le crime, ils l'ont fait avec succès, mais pour le cacher, ils n'en ont pas la force, vu que les journaux parlent en force des courtiniens et ce dans l'univers entier.* [...] *Camarades ! Si nous nous taisons, si nous ne réclamons pas ce qui nous est dû, alors je vous assure que de longtemps nous ne partirons pas pour la Russie, vu que nos officiers ont peur de partir avec nous : ils savent le sort qui les attend là-bas. Camarades ! Ne vous fiez pas à ces fuyards et buveurs de sang.*[...]

Camarades ! Je ne vous demanderai qu'une chose : organisez vos comités de compagnie. N'ayez aucune crainte camarades, on ne nous fera absolument rien. »[314]

Malgré l'emprisonnement de plusieurs centaines de soldats, considérés comme les « meneurs » de la révolte, et l'interdiction formelle de toute élection de comité, il s'est trouvé aussitôt d'autres hommes pour assurer ce rôle et exprimer les sentiments de tous. Le général Comby se refuse par conséquent à parler de « calme » : *« C'est,* affirme-t-il*, la résignation plutôt qu'il faudrait dire* ». Il conclut dans le même sens, le 11 octobre :

« Du point de vue de l'organisation et d'une utilisation quelconque ultérieure, il n'y en a peu ou pas du tout. [...] *L'esprit paraît mauvais ; je doute qu'on puisse rien obtenir de cette masse. Elle est passive, mais sa réunion dans un même endroit peut amener des complications et il y a lieu d'envisager son départ et sa dissémination en fractions le plus faible possible. »*[315]

314 SHAT, 6N 611, compte rendu du 8/10/1917 (traduction des interprètes français).

315 SHAT, 7N 611, rapport du général Comby.

Dans son rapport d'octobre, la commission de contrôle postal note à son tour que « *la volonté est toujours la même chez les soldats* ». Et le 23 de ce mois, des affiches signées par le « soviet secret » de La Courtine sont de nouveau collées par les hommes du camp. Il s'agit de la réponse de la troupe aux premières propositions de travail faites par le général Zankévitch. En voici deux extraits :

« *Beaucoup d'entre nous ont fait preuve d'une insigne faiblesse en commençant à se soumettre à cette bourgeoisie. Ils veulent la sauver de sa perte.* [...] *Refusez !*

Ne vous abaissez pas pour un salaire qui serait la perte des nôtres. Notre liberté est bien plus chère que tous les sous de cuivre. Si nous revenions en Russie après ce travail volontaire, nos frères nous demanderaient en nous regardant dans les yeux : "Qu'as-tu fait ? Tu as travaillé pour les Français et accepté leur salaire et tiré les derniers sous de ta famille." »[316]

La situation est d'autant plus préoccupante pour l'état-major que l'état de santé de la troupe est déplorable. Plusieurs cas de fièvre typhoïde ont déjà été signalés et le surpeuplement des locaux accélère la propagation des maladies. Le général Comby avertit le gouvernement début novembre : « *Les locaux disciplinaires sont pleins* [...]*, cela ne peut plus durer* ».[317]

Au camp du Courneau, le commandement parvient, après avoir espéré redresser « l'état d'esprit » de ces troupes, à la même conclusion. Dès l'arrivée des troupes de la 3e brigade accompagnées d'éléments épars de la 1re brigade et du dépôt, à la mi-août, le commandement russe avait tenté de redonner « *dans le plus bref délai leur valeur combative* » aux troupes.[318] Le général Lochvitsky rappelait alors quotidiennement les Russes à leurs « *devoirs envers la patrie* ».

316 SHAT, 7N 2011.

317 SHAT, t. 17.

318 SHAT, 17N 649, ordre du jour du 13/08/1917.

Lorsque les unités formées avec certaines compagnies de la 3e brigade regagnèrent le camp du Courneau après avoir participé à la répression de la mutinerie de La Courtine, il ne s'agissait pas du retour d'une troupe fière et victorieuse, et celle-ci ne tarda pas à s'emparer des idées des « vaincus ». Les officiers russes font d'ailleurs eux-mêmes l'objet d'une grande méfiance de la part du commandement français.

La peur d'un nouvel accès de colère des soldats est telle, qu'afin d'éliminer les munitions, Clemenceau invite le général commandant la 18e Région à multiplier « *les séances de tir d'instruction (fusils, fusil-mitrailleurs et mitrailleuses)* », « *en évitant de remplacer les cartouches ainsi consommées* »...[319] Cette opération est menée à son terme courant novembre, sans que le commandement ne parvienne cependant à reprendre toutes les armes détenues par les soldats (en partie récupérées par les assaillants sur les soldats de La Courtine en septembre), soit une vingtaine de milliers de cartouches et 200 revolvers automatiques par régiment. Un capitaine français affirme d'ailleurs que l'état-major n'a pas les moyens de les reprendre « *sans créer de conflit* » et qu'elles se trouvent « *entre les mains de la partie la moins intéressante des hommes* », entendons la fraction la plus indisciplinée.[320] Ce n'est que lors de la formation des détachements de travailleurs, au cours des mois de décembre et janvier, que leur saisie pourra finalement être opérée !

D'autres signes révèlent la tension persistante dans le camp. Le 4 octobre notamment, la troupe tient plusieurs assemblées. L'une des résolutions votées prévoit les arrestations du général Zankévitch, de l'attaché militaire russe en France, le comte Ignatiev et... de tous les officiers. Le colonel Fonsagrives, commandant du camp, conclut le lendemain : « *Nous nous retrouvons*

319 SHAT, 7N 2011, lettre du 28/09/1917.

320 SHAT, 17N 647, rapport du 11/12/1917.

dans une période révolutionnaire et ce mouvement est dû au long séjour des soldats au camp du Courneau. »[321]

Indice des plus inquiétants pour les autorités, de fréquentes discussions sont surprises entre les Russes et certains soldats sénégalais. Des officiers français signalent qu'ils « errent » dans les cantonnements des troupes africaines et s'efforcent « *de les détourner de leur devoir* ».[322] Malgré les précautions du commandement, un rapport signale que des Russes « *se livrent dans les gares à une propagande révolutionnaire et pacifiste* ».[323]

Le général Lochvitsky évoque pour la première fois la proposition de travail le 24 octobre aux unités de la 3e brigade. Les comités, dans les mains des officiers à cette date, s'opposent à la formation de détachements de travailleurs : ce serait selon eux entériner de façon irréversible la victoire morale des pacifistes. Les hommes du camp se solidarisent mais pour d'autres motifs avec ce refus, parce qu'ils continuent d'exiger leur rapatriement, une fraction envisageant même « *la nécessité de se révolter comme ceux de La Courtine* ».[324] Le gouvernement reste informé quotidiennement des incidents survenant dans les deux camps du Courneau et de La Courtine et de la teneur de la correspondance de la troupe. Clemenceau arrive à la conclusion que les points du territoire où se trouvent concentrés les contingents russes sont devenus « *de véritables foyers de révolution* ».

« *La situation,* écrit-il le 19 novembre, *déjà grave, ne peut manquer d'aller encore en s'aggravant progressivement, et il devient absolument urgent de faire disparaître ces foyers dangereux.* »[325]

321 SHAT, 7N 2011, rapport du 5/10/1917.

322 SHAT, 17N 649, rapport du 8/10/1917.

323 SHAT, 7N 611, rapport du 12/10/1917.

324 SHAT, 17N 647, rapport du 11/12/1917.

325 SHAT, 7N 610, note du 19/11/1917.

La mise en place des compagnies de travail et la déportation

La violence des réactions de la troupe n'est pas l'apanage des « fortes têtes ». La majeure partie de la 1re brigade estime qu'il est impossible d'accepter « volontairement » ce qui n'est que le résultat de l'action armée menée contre La Courtine : *« On dit qu'on nous enverra travailler ; mais nous n'en ferons pas beaucoup. Car quels ouvriers pouvons-nous être en travaillant pour les Français qui nous ont fusillés ! Qu'ils n'attendent rien de bon de nous ! »* Certains soldats illustrent avec humour les pressions exercées par la France *: « On ne nous donne pas beaucoup à manger,* écrit l'un d'eux, *c'est pour que nous puissions courir plus légèrement au travail. »*

L'offre de travail est assimilée par la troupe à une tentative faite pour acheter la conscience du soldat russe :

« Nous ne pourrons éclairer l'affaire de La Courtine, telle qu'est s'est passée, qu'en Russie, et non pas ici, dans cette France bourgeoise où l'on peut acheter si facilement avec de l'argent les honneurs, les consciences et la dignité des hommes, où l'on fait si crapuleusement et avec une telle certitude de l'impunité commerce de la vérité et de la justice, en employant les moyens les plus révoltants. »

« Cette bande de parasites fait tout son possible pour amoindrir notre corps expéditionnaire. Ils veulent que nous nous vendions pour trois francs comme esclaves aux Français ! Non, cela est impossible. »

Un soldat motive son refus en expliquant que les Russes ne pourront constituer qu'une main-d'œuvre bon marché nécessairement nuisible aux autres travailleurs :

« *Je ne veux pas,* écrit-il, *vendre ma conscience et enlever le dernier morceau de pain aux Français, qui travaillent pour 15 ou 20 francs par jour, tandis que nous irions faire la même chose pour trois fois moins. C'est indigne du soldat-citoyen russe.* »

Ces hommes n'ont que mépris et colère contre une proposition qui les abaisserait au rang de « vidangeurs des Français », c'est-à-dire de traîtres à l'œuvre de la révolution :

« *Beaucoup de nos camarades, sur l'ordre du Gouvernement provisoire, sont partis travailler. Je considère ceux qui sont partis, non pas comme des lutteurs pour la Liberté, mais comme des lâches acceptant les ordres des parasites de la société.* »

« *Il n'y a pas de raison pour aller à de tels travaux alors que la démocratie règne en Russie, et qu'ici nous aidons la bourgeoisie. Soyez certains que cela n'est pas fait pour améliorer votre sort, mais bien pour satisfaire des appétits insatiables.* »

Tous les hommes du camp de La Courtine sont fiers d'avoir résisté jusqu'au bout et la plupart sont déterminés à n'accepter à aucun prix la proposition de travailler. En voici deux autres exemples : « *Je ne veux écouter les ordres de personne. Je n'accepterai aucune proposition de travail tant que je n'y serai pas contraint à coups de crosse.* » « *On veut nous envoyer au travail, mais on peut nous mettre en prison, ou m'envoyer dans une île, je n'irai pas travailler pour les Français.* »

Pour résumer l'état d'esprit de la troupe au moment de la mise en place de ces différentes compagnies, il suffit de s'en remettre aux conclusions du rapport de la commission de contrôle postal du mois de novembre 1917. Elles ne laissent en effet aucun doute sur la profondeur du mécontentement et sur la décomposition désormais achevée de la 3e brigade :

« *La lecture des lettres passant par le contrôle postal laisse l'impression que les troupes russes en France sont animées d'un profond esprit révolutionnaire, mélangé de haine contre la France, leurs officiers et en général toute autorité. Les lettres non animées de mauvais esprit sont complètement indifférentes : la masse se*

laisse mener par des braillards dont le nombre devient de plus en plus grand.

L'arrestation des meneurs de La Courtine n'a pas ramené le restant des troupes à de meilleurs sentiments. Les lettres du Courneau, qui autrefois étaient plutôt bonnes, commencent à devenir violentes. Les lettres parlant de patriotisme, de continuation de la guerre jusqu'à la victoire, que l'on trouvait encore il y a deux mois ont disparu. »

Au mois d'octobre, les autorités décident de répartir en première urgence les soldats cantonnés au camp de La Courtine dans les compagnies de travail. Le général Pershing obtient à cette même période la promesse de la libre disposition de ce camp pour l'armée américaine. Une commission se réunit le 20 octobre pour convenir des modalités d'évacuation. Certaine de l'opposition des soldats à leur incorporation dans les compagnies de travail, cette conférence prévoit d'incarcérer si besoin la totalité des effectifs du camp, soit près de huit mille Russes.

Au cours du mois suivant, les premiers détachements de travailleurs sont cependant mis sur pied sans conflit. Le 10 novembre, un premier groupe de 450 hommes quitte La Courtine, dont 300 à titre de bûcherons, et les autres comme ouvriers pour l'habillement, mineurs et maçons. Ils sont suivis le lendemain par près de mille autres, puis de nouveau par 500 le 20 et le 27 novembre. À cette date, le total des soldats prélevés s'élève à près de 2 500, immédiatement fractionnés en une multitude de détachements dans onze régions militaires...

Mais le commandement doit recourir à de nouvelles menaces pour que d'autres détachements soient formés. Après ces « mises en demeure », 1 785 hommes supplémentaires sont recrutés. Las de cette inertie, Clemenceau prend la décision de hâter les opérations d'évacuation du camp et adresse des instructions en ce sens au général Comby, lui recommandant d'effectuer tous les préparatifs de façon secrète.

Le 8 décembre, le général Comby fait parvenir au commandement russe du camp un ordre du jour rappelant les décisions du gouvernement. Le commandant de la 12e région fixe aux 9 et 10 décembre la date du départ sous escorte des derniers détachements de travailleurs. Il précise en outre que tous ceux qui, à l'expiration de cet ultimatum, refuseront de travailler seront embarqués vers l'Afrique du Nord le lendemain même, « *au besoin par la contrainte* ».[326]

Le 9 décembre, les Russes sont consignés dans le camp, les postes de garde doublés, les sentinelles relevées toutes les heures et renforcées par un système de fortes patrouilles. Mais le texte affiché par l'état-major russe dans la matinée surprend le général Comby car il ne mentionne nulle part la déportation en Afrique. Convoqué aussitôt, le colonel Kotovitch doit admettre « *qu'aucun soldat russe ne manifeste l'envie d'aller travailler* ». À partir de ce moment, le général Comby prend directement en charge les opérations et dicte un nouvel ultimatum qui stipule notamment que « *ceux qui ne désireront pas aller travailler seront formés en détachements et conduits sous escorte en Afrique* »[327]. À 15 heures, l'ordre est traduit puis communiqué aux troupes.

Plus de 3 300 hommes refusent malgré tout les propositions de travail et *a fortiori* celle de combattre de nouveau sur le front français et sont conduits vers un port d'embarquement pour l'Algérie. Le 20 décembre, mille soldats du génie de l'armée américaine s'installent dans l'enceinte du camp de La Courtine.

Au camp du Courneau, les opérations d'évacuation se déroulent en revanche dans un calme relatif au cours du mois de décembre. Plus de 5 000 soldats optent pour les compagnies de travailleurs « volontaires », et une petite fraction (277 au 1er janvier 1918) signent même un engagement pour retourner au front. Mais un nombre significatif de soldats, 1 330, soit environ 20 % des effectifs, rejettent cette alternative. Ils se rangent à leur tour

326 SHAT, t. 17.

327 *Ibidem*.

par ce geste dans la catégorie des « irréductibles » qui désigne ceux déportés en Algérie. Les départs du camp s'échelonnent du 28 décembre au 1er janvier, à raison de convois de mille hommes en moyenne par jour, en direction de la zone des armées.

Au total, plus de 4 500 soldats, soit un tiers environ du corps expéditionnaire, ont été regroupés pour être déportés en Algérie. Dès la fin novembre, le gouvernement a fait parvenir au général Nivelle, qui commande les troupes françaises en Afrique du Nord, des instructions concernant les précautions à prendre dans la mise en place des compagnies de « travailleurs forcés ». Le ministre de la Guerre a notamment attiré l'attention de l'ancien commandant en chef des armées sur le respect des « nécessités » suivantes : la proximité d'une voie ferrée pour faciliter le ravitaillement, l'isolement vis-à-vis de la population et des troupes françaises et, enfin, la présence de bataillons de tirailleurs algériens pour « *rétablir l'ordre et au besoin assurer la garde* ». Les consignes précisent en outre que les campements ne doivent pas être établis dans des régions peuplées, « *afin d'éviter les contacts avec la population indigène et de permettre de réduire les facilités de désertion* ».[328]

C'est ainsi, comme l'écrit Barbusse qu'on a « *entassé des centaines de survivants dans ces cachots obscurs, malsains et puants que sont les cales des transports pour les expédier en Afrique* ».[329] Dirigés sous escorte vers Toulon courant décembre, les « irréductibles » embarquent pour l'Algérie au moment où les combats cessent entre les armées russe et allemande. Ils se trouvent placés désormais sous la responsabilité du général Nivelle dont l'offensive avait provoqué quelques mois plus tôt leur première révolte...

328 SHAT, 7N 610, message du 30/11/1917.

329 Barbusse (Henri), *op. cit.*, p. 109.

Épilogue

Plusieurs semaines après la répression de la mutinerie du camp de La Courtine, les autorités françaises proposèrent aux soldats des deux brigades, comme elles l'avaient annoncé, d'incorporer une unité combattante. Aucun comité de soldats n'y serait toléré : le temps des compromis était révolu.

Seules quelques centaines d'hommes se résignèrent à se soumettre aux ordres de leurs officiers et à la discipline militaire. Ils combattirent sous la bannière d'une légion russe et sous l'uniforme français, aux côtés d'une fraction provenant des troupes ayant combattu à Salonique qui avaient connu le même processus de désagrégation. Mais au sein de cette nouvelle unité, l'ordre ne régna pas davantage. Il fallut procéder à un nouveau tri des hommes en avril 1918, et il ne resta bientôt que deux cents à trois cents hommes. Ils étaient les derniers soldats russes encore engagés à cette date dans la guerre mondiale.

Au printemps 1918, au moment où les premières braises de la guerre civile étaient allumées en Russie, l'état-major russe parvint même à recruter dans cette légion un bataillon pour les armées blanches.

Refusant de se soumettre à la férule de leurs officiers et de se battre sur le front français, l'immense majorité des soldats du corps expéditionnaire furent contraints de travailler dans des compagnies disséminées volontairement en petits groupes dans la plupart des régions, hors de portée du front, des troupes françaises et de la population. Au cours des deux années qui suivirent, tous ou presque protestèrent sous une forme ou sous une autre contre leur rétention en France, leurs conditions de travail, de logement, le manque de soin et contre la surveillance et la répression dont ils étaient victimes.

Quant aux soldats les plus révoltés, ou considérés comme tels, ils furent impitoyablement enfermés dans les cachots des sections disciplinaires, notamment à l'île d'Aix ou déportés vers

le territoire algérien. Là encore, ils furent soumis à une discipline de fer et astreints à des tâches pénibles, sous la surveillance le plus souvent des troupes coloniales ou des colons.

Au cours de l'hiver 1917, les soldats qui composaient les deux brigades du front d'Orient furent à leur tour sommés de choisir entre le travail « volontaire » et la déportation en Afrique du Nord. Cinq mille Russes supplémentaires se retrouvèrent donc au printemps 1918 dispersés dans les départements d'Algérie.

Il fallut bientôt ajouter à ces anciens soldats arrachés par la France à la Russie en 1915 les quelque trente mille soldats russes prisonniers en Allemagne qui, au lendemain de l'armistice, se trouvaient désormais sous contrôle français.

Tous ces hommes furent retenus pendant plus de deux années en otages par le gouvernement français qui refusa sous le prétexte d'un manque de navires toute mesure de rapatriement. La Révolution d'Octobre avait changé la donne. La France attendait la chute du nouveau régime avec impatience et apportait tout son soutien aux troupes de la contre-révolution. Elle y intervenait même directement, non sans se heurter à la révolte de ses propres soldats, comme le montre l'épisode célèbre des « mutins de la mer Noire ».

Lorsque en 1919 le gouvernement bolchevique obtint enfin la décision de retour de tous ces hommes, en échange de membres de la mission militaire française en Russie, la presque totalité réclamèrent d'être rapatriés en Russie soviétique. La correspondance de la troupe ne laisse sur ce point aucun doute : l'espoir était au-delà des mers et des océans, au *« pays de Lénine et Trotsky »*. Des rapports de l'armée britannique évoquent à leur tour la manifestation à Odessa, en 1919, de deux mille soldats russes venus de France, qui arborèrent le drapeau rouge et furent acclamés par la population de la ville.[330]

Cette révolte du corps expéditionnaire et la mutinerie du camp de La Courtine qui en est le symbole furent donc exem-

330 Jamie Cockfield, *op. cit.*, p. 317.

plaires à plus d'un titre. Ainsi que le souligne Rémy Cazals, la situation particulière des soldats russes permet de *« se livrer à des réflexions plus générales sur les sentiments et les représentations des combattants de la Première Guerre mondiale »*.[331]

Elle nous permet de décomposer les différentes étapes du processus révolutionnaire à l'œuvre au sein des forces armées russes. Nous voyons en effet comment la haine des soldats contre le commandement était profonde, à la mesure du mépris de caste des officiers pour leurs propres hommes, et leur rejet définitif. Il est donc dénué de sens d'attribuer la responsabilité de la décomposition de la troupe et de la perte d'autorité des officiers au *prikaze* n° 1, que Jamie Cockfield, fidèle à une certaine tradition historiographique et politique, qualifie d'ordre *« infâme »*.[332] Ce sont les officiers qui avaient préparé en réalité leur propre fin. L'usage des châtiments corporels sur le front français, avérés par de nombreux témoignages, symbolisait cette discipline faite de morgue et de terreur.

La révolte armée de La Courtine indique par ailleurs que la décomposition de la troupe ne s'effectua pas d'un bloc. Elle toucha les unités les unes après les autres, faisant son œuvre en premier lieu parmi les compagnies de la 1re brigade formées majoritairement au sein des éléments populaires et ouvriers des grandes villes. Si ces unités ne comportaient probablement pas de véritables militants au sens strict du mot, à l'égal de ceux qui agissaient au même moment en Russie pour accélérer la marche de l'histoire, elles n'en étaient pas moins composées d'hommes ayant connu dans leur environnement proche, dans leur quartier, leur atelier ou leur famille des socialistes, des révolutionnaires, ou vécu eux-mêmes certains des événements révolutionnaires précédant ou suivant l'année 1905. Le corps expéditionnaire comptait en effet en son sein un nombre non négligeable de sol-

331 «*Soldats russes en France, entre guerre et révolution*», dans *Le Chemin des Dames*, op. cit., p. 222.

332 Jamie Cockfield, *op. cit.*, p. 85.

dats de trente à quarante ans. Baltaïs, par exemple, était né à Riga en 1888. Il avait donc vécu cette période capitale en jeune adulte. Globa avait 35 ans en 1917, Volkov 32 ans. Ils furent des vecteurs, comme l'écrit Trotsky, de ces *« germes de décomposition »*, à l'égal de bien des membres des couches populaires de la Russie en cette période. L'instauration de comités par les soldats sur le front français au printemps 1917 et leur attachement à cette forme d'organisation révolutionnaire en est une autre preuve : elle ne fut pas imposée « de l'extérieur » par les « meneurs » identifiés par les états-majors et, dans leur sillage, par Pierre Poitevin et Jamie Cockfield.

La présence de militants de l'immigration russe en France, essentiellement d'ailleurs à Paris, a contribué à cette prise de conscience révolutionnaire, dans la mesure où les soldats du corps expéditionnaire étaient largement privés d'informations précises sur l'évolution de la situation politique en Russie. Mais son rôle doit être relativisé, tant était draconienne la politique du contrôle postal et les unités russes isolées des contacts extérieurs. Nous ne suivrons donc pas Jamie Cockfield, qui non content de dénoncer le rôle de prétendus « espions » à la solde de l'Allemagne, écrit, avec une certaine haine, à propos de cette émigration : *« Le nid principal de ces mécontents se situait dans le 4e arrondissement, qui était devenu une sorte de ghetto des Russes immigrés. Certains étaient sans doute à la solde de l'Allemagne. Quelles qu'aient été leurs motivations, ils soudoyèrent les soldats russes avec de l'alcool et semèrent les graines de leur colère contre leur séjour en France et contre leurs officiers. Ils insistèrent sur le fait que la chair des soldats avait été échangée contre des obus, et accrurent leur nostalgie du pays natal en leur rappelant la nourriture traditionnelle russe, qu'aucun n'avait vue depuis longtemps. Leur travail constitua un ingrédient très puissant dans la désintégration du corps expéditionnaire. »*[333]

333 Jamie Cockfield, *op. cit.*, p. 79.

On reste confondu, quatre-vingts ans après, devant tant de fidélité au travail des hommes de la police française et de l'Okhrana.[334] Une « nourriture traditionnelle », il est vrai, de nombreux historiens de la Révolution…

Aucune unité ne fut épargnée par cette décomposition. Les compagnies considérées comme « loyales » et « sûres » au printemps ou à l'été 1917, certains de nos historiens écriraient « consentantes » et « patriotes », ne l'étaient plus quelques mois ou semaines plus tard. Mêmes les troupes de la légion combattant sur le front jusqu'à l'armistice étaient considérées comme suspectes. Il suffit pour s'en convaincre de lire les mémoires de l'ancien officier, Lobanov Rostovsky[335], dans lesquelles il raconte comment il passa plus de temps à combattre ses propres hommes que les troupes allemandes. Les soldats d'origine paysanne qui constituaient la grande majorité du corps expéditionnaire et, en particulier de la 3e brigade, s'engagèrent de façon presque unanime à leur tour dans la voie de la révolte. Leur rejet des officiers était peut-être même plus intense parmi eux, car elle exprimait en quelque sorte la haine de la grande masse du peuple russe envers les « barines ». Historien du corps expéditionnaire, Jamie Cockfield estime au fond que la Russie de 1917 manqua d'un homme à poigne à même de maintenir la cohésion de la société et de son armée, et qu'une telle autorité fit également défaut au sein du corps expéditionnaire.

Mais celui-ci ne manquait pas de chefs énergiques, ni même prêts au sacrifice de leur vie pour la défense de la monarchie. Leur participation ultérieure dans la guerre civile en est la preuve : pour les soldats comme pour ces anciens défenseurs de la monarchie et du tsar, le combat ne s'était pas achevé par la répression de la mutinerie de La Courtine.

334 La mission de la police secrète tsariste était essentiellement de surveiller et de réprimer les organisations du mouvement ouvrier en Russie comme dans le reste de l'Europe.

335 Voir bibliographie.

Le colonel Netchvolodov n'avait jamais tu ses convictions monarchistes et son aversion envers la révolution, peut-être pour avoir vécu la révolte des Boxers réfugié dans l'ambassade de Russie à Pékin quinze ans auparavant… Ancien commandant du 1er régiment spécial, l'unité la plus en pointe dans le mouvement de révolte de l'année 1917, il fut le premier à rejoindre les armées blanches. Dès 1918, il avait rédigé pour les autorités françaises un rapport sur l'utilisation de forces russes dans un plan d'intervention par Arkhangelsk et s'était attelé au recrutement d'officiers pouvant constituer l'ossature d'une unité militaire. Celle-ci avait été constituée par l'agrégation d'environ trois cents soldats de l'ancien corps expéditionnaire ayant combattu dans la légion russe, de soldats provenant de la division de Salonique, de Russes s'étant engagés dans la Légion étrangère en 1914 et d'éléments épars du camp de la contre-révolution.

Le colonel Gothua, un des ordonnateurs de la répression de la mutinerie de La Courtine, se mit également à la tâche pour recruter un autre bataillon de quelques centaines d'hommes de même provenance pour l'armée de Dénikine. Le colonel Yeske en reçut le commandement en décembre 1918. Il sera rejoint au printemps suivant par le colonel Rytov. Nous savons aujourd'hui que ces soldats refusèrent de combattre dans l'armée de Dénikine une fois parvenus dans le sud de la Russie, qu'ils se révoltèrent et y assassinèrent l'officier qui les commandait. La contre-révolution avait décidément bien du mal à convaincre les hommes du rang. Les soldats semblaient en revanche reconnaître leurs ennemis avec un sûr instinct.

Le général Maroutchevsky, que les soldats du corps expéditionnaire avaient malmené au printemps 1917 et qui s'en était retourné en Russie peu après, refit également surface en tant que commandant des unités blanches combattant sur le front d'Arkhangelsk à l'automne 1918. En 1920, le général Wrangel le désigna comme représentant de son « gouvernement » en Scandinavie et en Europe centrale.

Le général Lochvitsky, qui avait soutenu d'emblée les premières propositions d'intervention contre la Russie bolchevique et les initiatives de certains officiers en ce sens, rejoignit la contre-révolution en Sibérie, alors placée sous la dictature de l'amiral Koltchak. Il y commanda l'une des unités de l'armée du général Dieterich et fut même l'un des derniers combattants de la contre-révolution sur le sol russe, puisqu'il est encore signalé en 1922 à la tête des ultimes débris des armées blanches.

Un grand nombre d'officiers supérieurs de l'ancien corps expéditionnaire l'avaient rejoint, à commencer par le général Zankévitch, qui avait en charge la sécurité personnelle de l'amiral Koltchak, ainsi que les colonels Narbout, Kotovitch, Rakitin, Kotovitch, Balbachevsky et Gothua.

Nous savons malheureusement trop peu de choses sur ce que sont devenus, une fois rentrés dans la Russie soviétique, les principaux acteurs de la révolte de l'année 1917. Tous, en tout cas, à l'exception notable de Globa, avaient expressément demandé à être rapatriés dans les territoires contrôlés par les bolcheviks auxquels ils avaient lié leur sort. Quelques-uns ont raconté leur histoire dans les années vingt, comme l'indique notre bibliographie. Le seul à avoir fait une carrière dans l'URSS de Staline fut le soldat de 2e classe Malinovski, puisqu'il fut l'un des principaux chefs militaires durant la Deuxième Guerre mondiale et, à ce titre, fait maréchal de l'armée soviétique. Il sera ministre de la Défense sous Khrouchtchev. Mais il était assez peu représentatif de tous ces anonymes qui s'étaient révoltés en France : il avait fait partie en effet de l'infime minorité partie combattre sous uniforme français au lendemain de la répression de la mutinerie...

Le devenir des officiers du corps expéditionnaire dans la guerre civile russe confirme *a posteriori* à quel point la politique du Gouvernement provisoire ne pouvait que pousser les soldats dans la voie de la radicalisation. Le prince Lvov, puis Kérenski n'eurent en effet de cesse, comme nous l'avons vu, d'essayer de maintenir la Russie dans la guerre et de préserver les buts de

guerre de l'ancien régime. Ils ne pouvaient pour cela que maintenir l'instrument de cette guerre, l'armée et sa discipline. Or celle-ci était définitivement morte à partir du moment où la troupe était entrée en opposition avec ses officiers et réclamaient son rapatriement. Le Gouvernement provisoire pouvait promettre tout ce qu'il voulait, en remettant les conquêtes de la révolution après la victoire finale, en plaçant les soldats dans la situation de devoir de nouveau se soumettre à leurs chefs, il choisissait de lier son sort à celui des anciens serviteurs du tsar. L'impuissance de ses représentants à l'été 1917 dans le camp de La Courtine en est l'éclatante démonstration.

Quant à l'attitude des autorités françaises, elle préfigurait un des aspects de la politique des puissances impérialistes et leur propre participation dans la guerre civile. À l'été 1917, le gouvernement français refusa d'assumer lui-même les tâches de répression de la mutinerie au sein du corps expéditionnaire, préférant laisser ce soin aux officiers tsaristes qui avaient reçu des ordres en ce sens du Gouvernement provisoire. Mais il avait pris soin de fournir à ces troupes d'assaut les fusils, les canons de 75 et les munitions nécessaires à l'attaque. Il avait également prévu, comme nous l'avons vu, plus de cinq mille hommes de troupe, en cas de défaillance de ses hommes de main. Les autorités françaises offrirent par la suite toutes les facilités aux agents recruteurs des armées blanches pour mettre sur pied et transporter plusieurs unités destinées à combattre les bolcheviks.

Puissent ces événements et les documents que nous présentons dans les annexes contribuer à comprendre le combat des soldats et du peuple russes, contre la guerre et l'oppression en cette année 1917.

Annexes

1 Note des Renseignements généraux du 26 mai 1917 sur « les rapports entre les troupes russes et la population française » (SHAT, 7N 754)[336]

La Révolution russe et ses effets sur la conduite de la guerre ont créé entre les troupes russes de France et la population locale un malaise auquel il convient de porter remède sans retard ;

1) NÉCESSITÉ DE DONNER EXPLICATIONS À LA POPULATION LOCALE

La population locale ne comprend pas ce qui s'est passé en Russie et les conséquences qui se font sentir dans les troupes russes combattant en France.

Elle voit, par exemple, que ces troupes ont le drapeau rouge. Elles en tirent cette conclusion : c'est l'émeute et c'est la paix séparée. D'où une colère injuste contre des troupes qui repoussent précisément l'idée d'une paix séparée et qui, après avoir récemment subi des pertes sensibles, sont accueillies, quand elles sont ramenées à l'arrière, par des injures. La population locale traite en effet les soldats russes de « traîtres », de « boches », etc.

LE REMÈDE EST DE PUBLIER DANS LES JOURNAUX POPULAIRES DES ARTICLES QUI ÉCLAIRENT CETTE POPULATION ET DISSIPENT CE MALENTENDU – NOUS AVONS DÉJÀ ENTREPRIS DES DÉMARCHES À CET EFFET.

2) NÉCESSITÉ DE DONNER DES INSTRUCTIONS SPÉCIALES AUX OFFICIERS ET SOLDATS FRANÇAIS

Le même malentendu existe entre les troupes russes et les officiers et soldats français. Les Russes croient sentir l'hostilité des troupes françaises. Ils ne se trouvent en sympathie qu'avec les troupes noires auprès desquelles ils sont d'ailleurs appelés sans cesse à combattre.

336 Nous avons respecté la forme originale et l'orthographe de tous les documents qui suivent.

ON ESTIME QU'IL SERAIT BON DE PLACER PLUS SOUVENT LES RUSSES PRÈS DE TROUPES PUREMENT FRANÇAISES.

Les troupes françaises se sont habituées à tenir en mépris les soldats russes parce que les règlements de l'ancien régime permettaient aux officiers de les battre. Les interprètes français ont souvent imité les officiers russes. Le soldat russe en a conservé une profonde rancune. Il a pardonné à ses officiers en estimant qu'ils avaient, comme lui, subi les lois du tsarisme, mais il n'a point pardonné aux interprètes français qui n'étaient nullement soumis aux lois du tsarisme et qui les frappaient par goût, par plaisir.

IL PARAÎT UTILE D'IMPOSER SUR CES FAITS UNE ENQUÊTE SÉRIEUSE ET DE FAIRE DES EXEMPLES QUI DONNENT AUX RUSSES UNE JUSTE SATISFACTION.[337]

De même les soldats russes répètent que, lors des récentes attaques, ils ont été mal soignés dans les ambulances et les hôpitaux français. Ils auraient été traités comme les blessés allemands. Toute la sollicitude serait allée aux blessés français. On affirme qu'un médecin major se serait laissé aller à frapper un blessé russe. Il n'est pas un soldat russe qui ne raconte cette histoire, c'est le grand scandale.

UNE ENQUÊTE S'IMPOSE, S'IL Y A LIEU, UNE SANCTION.

L'attitude des soldats russes envers les prisonniers allemands excite la protestation des soldats français. La question est délicate.

Le soldat russe, quand il a cessé de se battre, tend la main à l'ennemi prisonnier, rit avec lui, lui donne des cigarettes. Il ne conserve nulle haine après la lutte. Ce trait de caractère irrite le soldat français. D'où les discussions et souvent les rixes. Souvent

337 Faut-il préciser que s'il est beaucoup question de « sanction » dans ce texte, nous n'en avons trouvé nulle trace dans les documents de l'état-major ?

les officiers français ne cherchent pas plus que leurs hommes à comprendre cette tournure d'esprit.

IL SERAIT BON DE DONNER AUX SOLDATS FRANÇAIS DES ÉCLAIRCISSEMENTS SUR CE POINT.

LA QUESTION DU SALUT.

Depuis que la Révolution russe a éclaté, des instructions venues de Petrograd, prescrivent qu'en dehors du service, le soldat russe ne doit plus aux gradés et officiers les marques de respect extérieur. Il en résulte que le soldat russe qui ne salue plus ses officiers ne salue pas davantage les officiers français. Ceux-ci, parfois, exigent le salut. Le soldat russe s'y refuse. D'où discussions et violences.

IL SERAIT FACILE D'EXPLIQUER LA SITUATION AUX OFFICIERS ET GRADÉS FRANÇAIS.

DÉCLARATIONS OFFICIELLES

D'une façon générale, il serait utile, pour dissiper les préventions de la population locale et de nos soldats sur les troupes russes d'insister sur la façon dont elles ont combattu, de multiplier les récits qui les concernent, de citer leurs traits d'héroïsme, les résultats qu'elles ont obtenus, etc. etc.

3)NÉCESSITÉ DE REMONTER LE MORAL DES TROUPES RUSSES.

Tous ces malentendus déprimment le moral des soldats russes. Ils se sentent en France dans une atmosphère hostile. Ils voudraient retourner en Russie.

Certes le départ de ces dix mille combattants n'affaiblirait pas notre front, mais l'effet moral serait déplorable et l'Allemagne ne manquerait pas d'exploiter cette rentrée de nos alliés dans leur pays.

Ses agents en Russie vont certainement chercher à tirer parti des doléances qu'apporteront les délégués des troupes russes combattant en France. Ils sont actuellement à Paris. Ils s'embarquent dans trois ou quatre jours. Ils vont dire au comité des ouvriers et soldats la situation de leurs frères en France et, de là-

bas, ils leur télégraphieront leurs impressions sur la situation en Russie. Il est certain qu'ils rapporteront au comité des ouvriers et soldats les faits signalés plus haut.

NOUS ALLONS ESSAYER, PAR UNE INTERVIEW DES DÉLÉGUÉS, DE LEUR DONNER UNE BONNE IMPRESSION AVANT LEUR DÉPART.

NOUS ESPÉRONS QUE LES AGENTS DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS À PETROGRAD POURRONT AVOIR SUR EUX QUELQUE ACTION.

Les troupes russes sont actuellement au repos, et il est facile de constater qu'en France aussi bien qu'en Russie, chaque jour apaise les esprits, accroît la sagesse.

ON PRÊTE AU COMMANDEMENT LE PROJET DE REMETTRE BIENTÔT CES TROUPES EN ACTION, IL SEMBLE QUE CE SERAIT UNE ERREUR.

Pour les encourager et les fortifier il ne faut pas leur envoyer des personnages officiels, des généraux. S'il y avait une personnalité du parti socialiste qui parlât leur langue, elle pourrait avoir sur eux une bonne action.

CERTAINEMENT UNE LETTRE D'UN TON FAMILIER DE PARLEMENTAIRES SOCIALISTES SERAIT D'UN HEUREUX EFFET/ NOUS ALLONS L'ÉTABLIR.

ON PRÉPARE D'AILLEURS À L'INTENTION DE CES TROUPES UN PETIT JOURNAL RUSSE QUI PARAÎTRA SOUS PEU.

CONCLUSIONS : NÉCESSITÉ D'UNE ACTION RAPIDE.

Mais il est nécessaire de parer, dès maintenant, aux graves inconvénients que signale cette note. On en excusera la rédaction hâtive. Nous avons été saisis de cette question hier 25 mai à six heures du soir, et il nous a paru qu'il fallait sans retard proposer une action même incomplète.

Samedi 26 mai 1917
Louis FOREST et NOZIERE

2 Note de Foch du 9 juin 1917 pour la direction politique du ministère des Affaires étrangères « au sujet de l'état moral des contingents russes en France » (SHAT, 6N 254)

Le général commandant en chef les armées du Nord et du Nord-Est s'est plaint, à plusieurs reprises, de l'état moral des brigades russes qui servent en France.

Le fait le plus caractéristique sur lequel il s'appuie s'est produit le 1er mai (vieux style), au cours d'une inspection de la 1re brigade par le chef de la mission russe. Cet officier général, voulant lire aux troupes un message du Gouvernement provisoire, eut bientôt à répondre aux questions posées par des orateurs improvisés dont les harangues soulevèrent les hurrahs ! de leurs camarades. De nombreux drapeaux rouges portant des inscriptions révolutionnaires avaient été arborés dans les rangs. Cette cérémonie militaire prit en somme tous les caractères d'une réunion publique. [...]

D'ailleurs, l'attitude des comités de soldats a entraîné un relâchement complet de la discipline. Les fautes contre le bon ordre sont allées croissant, notamment au camp de Mailly où les Russes prétendaient ne se soumettre à aucune règle (hommes s'embarquant dans les trains qui leur conviennent, tapage nocturne, conversations avec des prisonniers allemands, refus de salut, etc.) [...]

Mais en dehors de ces actes bien caractérisés d'insubordination, la conséquence la plus regrettable du nouvel état de choses est l'inertie absolue des troupes russes. Ces troupes vivent dans un désœuvrement honteux et démoralisant et n'écoutent pas leurs officiers. L'oisiveté est si bien passée chez elles à l'état d'habitude qu'on ne saurait, sans risquer un refus d'obéissance, leur imposer actuellement un travail quelconque.

Les comités de soldats eux-mêmes qui tendaient parfois à concourir au rétablissement de l'ordre sont débordés et déjà désavoués par leurs électeurs qui réclament des élections nouvelles ! [...]

Une pareille attitude, l'absence de toute répression ne sauraient être d'un fâcheux exemple pour les troupes françaises du front.

Des mesures sont prises pour transporter les brigades russes et leurs dépôts dans un camp de l'instruction de l'intérieur (La Courtine) et, par ailleurs, pour soustraire les soldats au contact des révolutionnaires extrémistes de Paris.

Mais cette solution ne peut être que provisoire. Le soldat russe, troublé par ce qu'il sait et surtout par ce qu'il suppose de la révolution, a la nostalgie de son pays d'origine.

Dans ces conditions, il serait sans doute prudent d'envisager dès à présent les conditions de transport des brigades russes de France en Russie.

3 Décision du Gouvernement provisoire du 30 juillet 1917 concernant la répression de la mutinerie de La Courtine. Note de l'ambassade de Russie en France (SHAT, 7N 2011)

En présence des troubles et des infractions à la discipline qui ont eu lieu dans la première brigade russe en France ; le ministre russe de la Guerre a décidé de rétablir l'ordre dans cette unité par les mesures les plus énergiques, sans reculer devant le recours à la force armée et avec applications des dispositions récemment promulguées sur les cours martiales révolutionnaires, dispositions comportant la peine de mort.

C'est la seconde brigade russe qui est chargée de faire revenir la première brigade au devoir militaire.

En ce qui concerne le retour de la division en Russie, le ministre de la Guerre estime qu'au cas où le gouvernement français, après le rétablissement d'une discipline sévère dans nos troupes et l'élimination des éléments nuisibles, demande quand même leur rappel, il y aurait lieu d'envisager les questions de l'envoi de ces unités à Salonique où le renforcement de nos troupes est extrêmement désirable ; dans ce cas, le transport pourrait se faire par échelons, ce qui permettrait de découvrir en cours de route et d'éliminer les derniers perturbateurs de l'ordre et d'assainir ainsi définitivement les troupes.

Le retour de ces unités en Russie serait peu important notamment en raison de l'insuffisance du tonnage disponible car celui qui lui serait affecté ne le serait qu'aux dépens de l'expédition en Russie de matériel de guerre venant de France et d'Angleterre.

4 Extraits du « rapport secret » du général Comby du 28 septembre 1917 sur les « opérations de La Courtine » (SHAT, 7N 2011)

13 SEPTEMBRE

Le 13 septembre, le général commandant la région établit son quartier général à Ussel et son poste de commandement à La Courtine.

Le village de La Courtine est évacué par la population civile (femmes, enfants, vieillards) après entente entre l'autorité militaire et l'autorité administrative. Une garde civique est maintenue pour le gardiennage des maisons.

Les troupes françaises ayant pour unique mission d'appuyer les troupes russes, le général commandant la 12e région attend du général commandant ces dernières l'ordre fixant les emplacements qu'elles doivent occuper dans la journée du 14.

Ce renseignement ne lui parvenant pas, le général commandant la 12e région envoie à 20 h 15 l'ordre d'opérations n° 1 rapprochant les troupes des limites du camp de La Courtine.

ULTIMATUM

À 23 h 30, le général Zankévitch commandant en chef des troupes remet au général commandant la 12e région l'ordre d'opérations des troupes russes placées sous le commandement du général Biélyaiev pour la journée du 14 et un exemplaire de l'ultimatum qui sera notifié, ce même jour (14) à 15 heures aux troupes rebelles.

Dans cet ultimatum, le général Zankévitch agissant au nom du Gouvernement provisoire, enjoint aux rebelles de déposer leurs armes, et de se soumettre ; des postes de triage sont prévus, dans quatre directions, pour recevoir les redditions.

Un délai leur est accordé jusqu'au seize septembre, dix heures du matin, pour se rendre ; à l'expiration de ce délai, l'artillerie ouvrira le feu sur ceux qui seraient restés à l'intérieur du camp.

Le ravitaillement du camp sera arrêté à partir du 15 septembre.

Les soldats qui ne se seront pas soumis aux ordres donnés seront considérés comme traîtres à la patrie et à la révolution et encourront certaines déchéances ; tous ceux qui ne se soumettront pas devant la force des armes et tous ceux qui opposeront une résistance quelle qu'elle soit à l'exécution des ordres du représentant du gouvernement russe seront traduits devant la cour martiale révolutionnaire.

14 SEPTEMBRE - Emplacement des troupes

Le 14 septembre, les troupes vont occuper les emplacements assignés par les commandements russes et français.

Les troupes russes divisées en trois secteurs correspondant à peu près aux secteurs français se retranchent sur les positions ci-après qui encerclent le camp de La Courtine : gare de La Courtine, Grand-Hume, Saint-Denis (C. 832), Lair, Moulin de Montbellet, croupe sud-est du Trucq, et une ligne de crête partant de ce point et allant à la Daigue, cote 883, éperon ouest de Réjasse et La Courtine, par le sud de Grattadour.

4 pièces de 75 sont installées à la cote 795 Saint-Rémy à l'ouest de la route du Coudert-La Courtine ; les deux autres sur les hauteurs au sud-ouest de la station de La Courtine.

Les troupes du détachement russe portent sur le bras gauche un brassard jaune pour l'artillerie, bleu pour l'infanterie.

Les troupes françaises vont occuper, en s'y retranchant, les positions derrière la ligne russe de la façon suivante :

SECTEUR NORD

Groupe du commandant Compant : croupe 886 - Le Rouet (4 compagnies, 1 section de mitrailleuses, 1 peloton de cavalerie).

Groupe du commandant Fischer : Ligne Croix d'Échoron, Le Trucq, Le Mas-d'Artige, Haut-Pras (6 compagnies, 1 section de mitrailleuses, 1 peloton de cavalerie).

SECTEUR OUEST

Route de Sornac au Mas-d'Artige avec postes en avant de Guillirin et Baisseresse. Commandant Masse (3 compagnies, 2 sections de mitrailleuses, 1 peloton de cavalerie).

SECTEUR SUD

Ligne générale : Petit Hume, le Coudert, village de La Courtine Haute, le Châtenier, Pont Rouge, Rouet inclus. Lieutenant-Colonel Farine (9 compagnies, 3 sections de mitrailleuses, 1 peloton de cavalerie).

RÉSERVE

(19e d'infanterie- 21e dragons- 1 batterie) colonel Bernard.

Un bataillon du 19e et un escadron du 21e dragons s'établissent à la Croix-d'Échoron ; les autres troupes s'échelonnent ente ce dernier point et Felletin.

15 SEPTEMBRE

La journée du 15 septembre n'amène aucune modification dans la situation. Les troupes russes et françaises continuent à se retrancher sur leurs positions. Aucune reddition de rebelles n'est enregistrée.

Vers 17 h : le curé de La Courtine remet au général Comby une lettre du comité dont ci-joint traduction. Aucune réponse n'est faite, la lettre est aussi communiquée au général Zankévitch. [338]

OPÉRATIONS ACTIVES. 16 SEPTEMBRE

En vue d'éventualités susceptibles de se présenter, le général commandant la 12e région donne l'ordre au colonel Bernard, commandant les troupes de réserve de rapprocher le bataillon de Felletin de la Croix-d'Échoron. Les rebelles ne tiennent pas compte en effet de l'ultimatum qui a été porté dans le camp à leur connaissance par le colonel Balbachewsky en personne. En

338 Note manuscrite ajoutée dans la marge par le général Comby.

conséquence, à 10 heures, conformément aux termes de l'ultimatum, 4 coups de canon sont tirés sur le camp simultanément ; à 14 heures, 6 nouveaux coups de canons, espacés de quelques minutes sont encore tirés ; quelques redditions isolées se produisent ; le tir de l'artillerie se continue d'heure en heure, jusqu'à 20 heures. On signale quelques blessés.

17 SEPTEMBRE

La nuit du 16 au 17 est agitée ; de nombreux coups de fusils et de mitrailleuses sont tirés ; le nombre des redditions s'élève à 200 environ.

À 10 heures, une quarantaine d'obus sont envoyés sur le camp. Sur ces entrefaites les mutins baraqués à Grattadour commencent leur reddition en évacuant leurs chevaux ; à partir de ce moment, le mouvement se déclenche.

À 14 heures, les masses stationnées au quartier de Laval se forment et se dirigent en grosse majorité, rapidement, sans armes, avec leurs bagages, sur La Courtine, malgré les prescriptions de l'ultimatum interdisant cette direction. D'autres cependant se dirigent sur Malleret et quelques groupes sur Le Mas-d'Artige. Le mouvement se continue vers 19 heures, heure à laquelle arrivent les mutins du quartier du Breuil. Le total des rebelles faisant leur soumission est évalué à 7 000 ou 8 000 y compris 1 500 à 1 800 qui s'étaient portés sur Malleret et Le Mas-d'Artige.

Malgré l'encombrement causé par l'affluence sur le même point de ces milliers d'individus, dont un certain nombre sont en état d'ivresse, leur drainage vers les prairies au sud de La Courtine où ils seront bivouaqués s'effectue en bon ordre ; mais leur nombre et l'heure tardive obligent à remettre au lendemain la fouille et le triage.

Un bataillon d'infanterie et un escadron prélevé sur les troupes de réserve sont dirigés sur La Courtine ; un autre bataillon sur Malleret pour assurer la garde des prisonniers.

Des ordres sont donnés à l'intendance pour assurer la nourriture de tout ce personnel.

18 SEPTEMBRE

En dehors de l'organisation des camps de prisonniers, sur trois emplacements différents, séparés les uns des autres, au nord et au sud de la route de La Courtine à Eygurande, à environ 4 kilomètres de La Courtine, la journée du 18 septembre est une journée de combat entre les troupes fidèles russes et les derniers mutins qui résistent dans le camp ; l'artillerie tire presque continuellement ; les feux de mousqueterie et de mitrailleuses crépitent. Les troupes fidèles occupent successivement Grattadour, Laval et le mess des officiers. En ce dernier bâtiment, s'était établi un point de résistance qui avait retenu longuement les troupes assaillantes et où un russe fidèle a été tué à coups de revolver.

À la nuit, le combat continue ; les renseignements donnés par l'autorité militaire russe sont trop imprécis pour pouvoir évaluer le nombre de rebelles qui tiennent encore dans le Breuil et les bois environnants au nord, mais il est certainement très faible, le chiffre des prisonniers dépasse 8 000.

19 SEPTEMBRE

La résistance faiblit ; une cinquantaine de mutins se rendent ; beaucoup sont en état d'ivresse.

À 10 heures, le chef meneur Globa, président du comité, est pris ; quelques autres membres du comité sont amenés à La Courtine. C'est la fin de la résistance ; le camp en entier est occupé par les troupes russes fidèles ; il reste encore quelques rebelles isolés dans les bois ; ils seront arrêtés le lendemain.

Des ordres sont immédiatement donnés pour le ramassage des blessés, l'enterrement des morts, l'enlèvement des armes et le nettoyage du camp. Le retour de la population civile évacuée est autorisé.

RÉSULTAT DES OPÉRATIONS

Les opérations menées par les troupes russes, avec l'appui des troupes françaises, ont eu pour résultat d'entraîner le désarmement et la soumission des troupes rebelles conformément à

la mission donnée. 8 wagons d'armes ont été dirigés sur l'annexe du parc d'artillerie du 12e corps d'armée à Limoges.

TRIAGE DES REBELLES

L'autorité russe a classé les mutins en trois catégories.

La première comprend les plus coupables, au nombre de 81, qui sont dirigés le 21 septembre sous escorte sur Bordeaux, pour être déférés aux juridictions militaires russes.

La seconde comprend les mutins d'une culpabilité moindre, qu'il est nécessaire néanmoins de séparer de la masse ; elle forme un total de 549 : 300 sont envoyés sous escorte au camp de Bourg-Lastic (13e région) le 20 septembre et 249 à l'île d'Aix (18e région) le 21 septembre.

La troisième catégorie est composée du restant, c'est-à-dire environ 7 500 hommes qui sont réinstallés au camp de La Courtine désarmés après un nouveau fouillage.

Ils sont organisés en compagnies d'environ 400 hommes, encadrés par des officiers russes avec des officiers français parlant la langue russe, soumis à une consigne sévère.

Pour assurer la garde et la police du camp, un bataillon composé de 2 compagnies du 165e d'infanterie, 2 compagnies du 78e, 1 peloton des 12e -21e de chasseurs à cheval et une section de mitrailleuses est maintenue jusqu'à nouvel ordre à La Courtine.

Ces troupes placées sous le commandement du chef de bataillon Compant s'établissent dans le quartier de Grattadour.

Le lieutenant-colonel Farine, commandant du camp, réintègre son poste de commandement à l'entrée du camp et est chargé de l'application des consignes générales à faire observer sur le territoire.

PERTES

Deux sous-officiers vaguemestres, en voiture, du 19e R.I. s'étant rapprochés du camp en prenant une route interdite, le 18 septembre, ont été blessés par balles, le premier, le sergent Le Meur, au ventre, le second, le sergent à la cuisse. Le sergent Le Meur est décédé dans l'après-midi. Le général Zankévitch a

exprimé au général commandant la 12e Région, les regrets que lui causait cette mort et a envoyé un télégramme de condoléances au ministre de la Guerre. Les pertes russes s'élèvent à 9 tués et 46 blessés.

DÉGATS

800 coups de canon environ ont été tirés pendant les opérations. Les dégâts causés au camp par le tir de l'artillerie et, pendant l'occupation, par les mutins eux-mêmes, sont importants.

Une commission mixte franco-russe a été constituée dès le 19 pour les apprécier et a fonctionné à partir du 20. Une commission d'évaluation des dégâts causés aux particuliers pour la commune de La Courtine est également organisée par les soins de l'intendance qui la réunira le plus tôt possible.

DISLOCATION DES TROUPES

La dislocation des troupes commence dès le 19 septembre. Dès cette date, le groupe des 750 artilleurs russes est envoyé à Aubusson pour de là être dirigé sur Orange.

La brigade russe du camp du Courneau s'embarque les 21 et 22 septembre, sans incidents.

Les troupes françaises du front qui avaient été rapprochées de leurs points d'embarquement sont enlevées les 23 et 24 septembre à destination de la zone des armées.

Enfin les troupes françaises d'infanterie de l'intérieur regagnent leurs garnisons respectives par voie de fer les 24 et 25 septembre. Les 2 pelotons de dragons et chasseurs rentrent à Limoges par étapes et y arrivent dans la matinée du 26.

Le général commandant la région est rentrée à Limoges le 22 septembre au soir, après s'être assuré de l'exécution de ses ordres relatifs à la dislocation des troupes et à la réoccupation du camp.

CONCLUSION

Ainsi, les opérations exécutées en conformité de l'instruction ministérielle du 9 septembre ont déterminé la décision cherchée : désarmement et soumission des troupes rebelles de

La Courtine, exclusivement par les troupes russes fidèles. Ce résultat a été obtenu avec des pertes légères et les troupes françaises n'ont pas eu à intervenir.

Limoges, le 28 septembre 1917
L. Comby

5 Rapport officiel du Gouvernement provisoire sur les événements de La Courtine, septembre 1917

La nouvelle de la révolution a suscité à Paris la publication de toute une série de journaux russes de tendance la plus extrémiste. Autorisés à circuler dans la masse des soldats, ces organes, de même que certaines personnes, ont déclenché la propagande bolchevique en répandant des informations souvent erronées, puisées dans les dépêches fragmentaires de la presse française. En l'absence de nouvelles et d'instructions officielles, ces agissements provoquèrent chez les soldats une certaine effervescence qui trouva son expression dans le désir d'un rapatriement immédiat et dans une hostilité injustifiée à l'égard des officiers. Sur la demande du ministre de la Guerre, Kérenski, l'émigré Rapp s'est rendu auprès des troupes et a visité les diverses unités en y créant les nouvelles organisations, conformément à l'ordre 213. Pourtant l'effervescence ne s'apaisait pas. Elle était alimentée par le comité exécutif du 1er régiment qui se mit à publier des bulletins de tendance léniniste. Le 18 juin[339], suivant le désir exprimé par les soldats, les troupes, cantonnées dans différents villages, furent rassemblées au camp de La Courtine. Une série de meetings y eurent lieu au cours desquels le 1er régiment et ses meneurs s'efforcèrent de jouer le rôle dirigeant. Le comité du corps, qui venait d'être créé avec la participation des soldats les plus développés et les plus conscients, s'opposa dans la mesure du possible aux activités subversives du 1er régiment ; il calmait l'effervescence et appelait les soldats à adopter un mode de vie normal fondé sur les principes démocratiques introduits dans l'armée. Craignant l'influence du comité du corps, les dirigeants du 1er régiment convoquèrent, dans la nuit du 23 au 24, un meeting auquel assistaient, en plus de leur unité, la presque totalité

339 Toutes les dates sont ici celles du calendrier russe.

du 2e régiment et des petits groupes des 5e et 6e régiments. Au cours de cette réunion, le comité du corps, pourtant élu seulement deux semaines plus tôt, fut dissout. Au même moment, les soldats de la première brigade refusaient d'obéir à l'ordre de se rendre à l'exercice, donné par le commandant de la division, et lançaient un appel pour expliquer que, la décision ayant été prise de ne plus se battre, il n'y avait plus de raison de s'entraîner. Cependant, les rapports hostiles entre la 1re et la 2e brigade risquaient de dégénérer en un conflit aigu. Les hommes de la 2e brigade insistèrent eux-mêmes pour être séparés de la 1re brigade rebelle, faute de quoi ils menaçaient de quitter le camp de leur propre chef.

C'est dans ces conditions que le général Zankévitch, arrivé au camp avec le délégué du ministre de la Guerre Rapp, et en accord avec ce dernier, donna l'ordre à ceux des soldats qui acceptaient de se soumettre inconditionnellement au Gouvernement provisoire, de quitter le camp de La Courtine en emportant tout leur équipement. Cet ordre fut exécuté le 25 juin et ne demeurèrent au camp que les soldats qui déclaraient se soumettre au Gouvernement provisoire « sous conditions ». L'attitude extrêmement hostile des hommes à l'égard des gradés, allant même jusqu'à des voies de fait, força le général à éloigner les officiers du camp de La Courtine, n'en laissant que quelques-uns pour s'occuper des questions administratives. Sur l'initiative du citoyen Rapp, délégué du ministre de la Guerre, des émigrés politiques l'accompagnèrent à plusieurs reprises à La Courtine pour essayer d'influencer les soldats, mais ces tentatives sont demeurées sans effet. Le citoyen Rapp, nommé commissaire, publia un ordre dans lequel il insistait sur la soumission immédiate et inconditionnelle des soldats au Gouvernement provisoire. Le 22 juillet, le commissaire Rapp se rendit à La Courtine avec les délégués du comité exécutif du soviet des députés ouvriers et soldats Russanov, Goldenberg, Ehrlich et Smirnov, qui se trouvaient de passage à Paris ; ils comptaient essayer, une fois de plus, d'agir sur

les rebelles. Toutefois leur tentative n'aboutit pas et les délégués du Soviet se heurtèrent à une franche hostilité. Le déplacement à La Courtine de Svatikov, commissaire du Gouvernement provisoire, qui séjournait temporairement en France, ne donna pas davantage de résultat. Le Gouvernement provisoire fit savoir qu'il n'envisageait pas de rapatrier les soldats russes stationnés en France et exigea catégoriquement que les soldats rebelles soient réduits à l'obéissance, si nécessaire par la force des armes. À la suite de cela, et après plusieurs tentatives infructueuses du commissaire et de nos émigrés politiques pour persuader les mutins de se soumettre, le général Zankévitch les somma de déposer les armes et de manifester leur soumission en se rendant en ordre de marche au village de Clairavaux. Mais ces ordres ne furent pas exécutés jusqu'au bout : pour commencer, près de 500 hommes quittèrent le camp, dont 22 furent arrêtés[340] ; vingt-quatre heures plus tard, ils furent suivis par un nouveau groupe d'environ 6 000 soldats ; tous les autres – 2 000 environ – restèrent au camp pour garder les armes que les rebelles refusaient de rendre.

En réponse à un nouvel ordre du général – leur demandant de rendre les armes après être revenus au camp – les soldats exprimèrent leur accord. Pourtant ils n'en firent rien. Il semblait nettement dangereux de laisser des armes aux mains d'une foule anarchique qui comprenait à coup sûr des éléments provocateurs. La remise des armes constituait la condition essentielle du retour de cette foule à l'ordre. Dans ces circonstances, et tenant compte d'une certaine instabilité dans l'état d'esprit des unités demeurées fidèles au Gouvernement provisoire – de sorte que la possibilité de leur emploi en tant que force armée en vue du rétablissement de l'ordre parmi les mutins restait problématique – il fut décidé de recourir à des moyens de pression à longue échéance : les rations des rebelles furent diminuées, leur solde supprimée et des postes français mirent fin aux sorties dans la

340 Il s'agit de Baltaïs, Volkov et des autres dirigeants du comité les ayant suivis (NDLA).

ville voisine de La Courtine. Ces mesures provoquèrent chez les rebelles un sentiment d'abattement, tout en renforçant l'influence des meneurs qui cherchaient à se dissimuler dans la masse pour lui faire partager leurs responsabilités. À la même époque, les soldats rebelles se permirent de recourir à des voies de fait sur la personne des gradés appartenant aux forces armées françaises. Ainsi ils arrêtèrent et gardèrent pendant six heures un officier et deux sous-officiers français qui, sur l'ordre du commandant français, affichaient à l'intérieur du camp un télégramme du commandant en chef. Le 9 août, le général Zankévitch se rendit au camp de La Courtine pour essayer une dernière fois d'obtenir des soldats rebelles qu'ils mettent bas les armes. Pourtant, lorsqu'il donna l'ordre de convoquer les représentants des compagnies, le comité du camp s'y refusa. Apprenant qu'une brigade d'artillerie, parfaitement disciplinée, se trouvait de passage en France, le général Zankévitch, d'accord avec le commissaire Rapp et dans le but de réduire les mutins par la force des armes, décida d'utiliser cette unité dont le commandant fut chargé de former un détachement placé sous ses ordres et se composant des éléments de sa brigade et d'une division d'infanterie.

Le 27 août, la décision du Gouvernement provisoire relative au rapatriement de nos troupes stationnées en France fut portée à la connaissance des soldats du camp de La Courtine ; ces derniers s'obstinèrent à ne pas vouloir rendre leurs armes. Les artilleurs entreprirent d'eux-mêmes d'envoyer auprès des rebelles une délégation élue qui revint au bout de quelques jours convaincue de l'inutilité des négociations. Les délégués de la division d'infanterie n'obtinrent pas de meilleur résultat. Le 1er septembre au soir, l'ordre fut donné de suspendre l'envoi des vivres au camp insurgé. Cette mesure ne pouvait toutefois produire qu'un effet moral, car les rebelles avaient à leur disposition des stocks considérables de produits alimentaires. Les troupes occupèrent les positions désignées. Le même jour, le général Zankévitch lança au comité du camp de La Courtine et à la foule

des rebelles un ultimatum leur enjoignant de déposer les armes sous menace de bombardement au cas où cet ordre ne serait pas exécuté le 1er septembre à 10 heures du matin au plus tard. Après de multiples sommations, le 3 septembre, à 10 heures du matin, 18 obus furent tirés sur le camp et les rebelles furent avertis que le feu allait être intensifié. Étant donné qu'environ 160 hommes se rendirent dans la nuit du 3 septembre, le bombardement du camp reprit le lendemain et, à 11 heures du matin, après que 30 obus avaient été tirés, les mutins hissèrent deux drapeaux blancs et commencèrent à sortir du camp en abandonnant leurs armes. Vers le soir, près de 8 300 hommes avaient ainsi quitté le camp et avaient été pris en charge par les troupes françaises. Ce jour-là, il n'y eut plus d'intervention d'artillerie. Le soir, les 150 hommes qui étaient demeurés au camp ouvrirent un feu nourri de mitrailleuses. Dans la soirée, un médecin et quatre infirmiers furent dirigés sur le camp pour porter secours aux blessés. Le 5 septembre, afin de mettre un terme à l'affaire, le camp fut soumis à un feu intensif et progressivement occupé par nos unités. Les rebelles ripostèrent obstinément par un tir de mitrailleuses. Le 6, vers 9 heures, le camp était entièrement occupé. 8 515 soldats au total avaient quitté le camp. Nos pertes se montent à : 1 tué et 5 blessés. Celles des rebelles s'élèvent à : 8 tués et 44 blessés. Les Français n'ont eu que 2 victimes accidentelles : 1 tué et 1 blessé, tous deux des facteurs qui avaient perdu leur chemin et s'étaient trouvés dans la ligne de tir des rebelles. Ainsi l'émeute de La Courtine fut matée par nos unités sans la moindre participation active des troupes françaises. Les rebelles désarmés, il fut procédé à 81 arrestations. Les prisonniers ayant été isolés, la masse des rebelles fut répartie dans des compagnies de marche non armées, dont deux, formées des éléments les plus turbulents, furent dirigées respectivement sur Bourg-Lastic et l'île d'Aix. Les autres hommes demeurèrent au camp de La Courtine pour permettre de rechercher les coupables et d'établir leur degré de

responsabilité. Une commission d'enquête spéciale fut créée sur l'ordre du commissaire militaire du Gouvernement provisoire.

6 Article du journal suisse *Le droit du Peuple* du 22 mars 1918 intitulé « *Les raisons de leur désertion* »

Un certain nombre de Russes, soldats en France, ont passé en Suisse dernièrement. Ils sont consignés dans les casernes de Lausanne. Les motifs de leur expédition sont intéressants. Nous ne pouvons publier l'important document que nous font parvenir leurs amis. Si nous comprenons bien, ils furent victimes de graves injustices et profondément blessés par le régime qu'ils devaient subir. Ils se révoltèrent et voici le récit des faits qui précédèrent leur exode.

Le 6 juillet, par le télégramme n° 60163, le ministre de la Guerre russe décrète : j'ordonne de rétablir dans la 1re brigade russe en France une discipline de fer. Aux insoumis, toute réunion est interdite. L'élément coupable doit être exclu et puni. Il faut appliquer la loi martiale, y compris la peine de mort. Pour l'exécution de cet ordre je donne un délai de 48 heures afin que les soldats du camp Courtine se ravisent et déclarent leur complète soumission à tous les ordres et dispositions du G.P. et des autorités militaires. J'exige comme signe de la soumission et de l'obéissance que les soldats en complet équipement de marche déposent les armes à feu ainsi que les armes blanches, qu'ils quittent le camp de La Courtine et se dirigent vers le camp de la 2e brigade, situé près de la station de Cleravo. Le délai donné sera échu le vendredi 21 juillet à 8 heures du matin. À cette date, tous les soldats qui ont quitté le camp de Courtine doivent se grouper dans le camp ci-dessus indiqué, tous ceux qui resteront dans le camp de Courtine seront considérés par moi comme révoltés et traîtres à la patrie. À leur égard, je prendrai immédiatement des mesures énergiques. Je préviens que le fait de sortie du camp conformément à mes ordres constitue la seule preuve de soumission et d'obéissance. Je n'accepte aucune autre demande conditionnée, aucune déclaration. À la commission générale

d'enquête, composée du général-major Nicolajeff conformément à mon ordre n° 33, parag. 4, j'ordonne de procéder immédiatement à l'enquête.

Après cet ordre, on exigea des soldats de remettre les armes sans donner d'ordre officiel. Les soldats refusèrent de déposer les armes, « car la guerre n'est pas encore finie et nous ne les rendrons qu'au gouvernement français qui nous les a données. »

La situation s'aggrava de ce fait. La ration fut rabaissée à 1 F 38 ; on nous priva de tabac, de savon, etc. Nous ne pûmes changer de linge pendant des mois. Nous n'avions pas assez de 1 F 38 et nous étions à moitié affamés. Non seulement les hommes souffraient, mais les chevaux aussi étaient privés de fourrages. On ne leur donnait que 400 grammes d'avoine et un demi-kilo de foin. C'était pitié de voir les souffrances de ces pauvres bêtes. Elles tombaient l'une après l'autre. Malgré tout, les soldats tenaient fermes et ne voulaient pas déposer les armes. Même le pope sous prétexte de faire le service religieux vint nous persuader de nous soumettre à nos chefs ; les soldats indignés quittèrent alors l'église presque unanimement. Alors on nous diminua nos rations alimentaires et ce n'est que grâce aux habitants des villages voisins que nous échappâmes à la famine. Mais ce ne dura pas longtemps ; les gens du village furent chassés de leurs habitations.

Nous reçûmes l'ordre n° 62 1/14-X-1617 par lequel on voulait nous obliger de quitter le village de La Courtine et de nous soumettre aux ordres du chef. « Les soldats qui sortiront armés seront fusillés. » Le dernier délai est fixé à 10 heures du matin 3/16 septembre.[341] Les soldats qui resteront dans le camp de La Courtine seront bombardés par l'artillerie.

Cet ordre était signé par M. Rapp et le colonel Silinski.

Au reçu de cet ordre, nous organisâmes une réunion. On y décida de laisser toute liberté d'agir à chacun. 30 soldats quittè-

341 La date effective est celle du 16 septembre, le 3 étant celle de l'ancien calendrier russe.

rent le camp ; il en restait 8 500. L'assemblée décida d'éviter l'effusion de sang, quoiqu'il resta en notre possession 45 mitrailleuses, 2 dépôts de grenades à main et une quantité de cartouches.

Avant l'expiration du délai, on ouvrit le feu des mitrailleuses : à 10 heures du 3/16 septembre, on entendit les trois premiers coups de canon. La canonnade continua toute la journée. Résultat : beaucoup de blessés et tués. Vers la nuit, la canonnade cessa, mais elle fut remplacée par un feu de mitrailleuses très intense, tel qu'on en entendait que rarement dans les tranchées. Le lendemain, une canonnade plus violente recommença. Il y eut quelques coups de canon de 9 pouces. Les soldats n'avaient rien eu à manger pendant plusieurs jours et, cernés dans le camp comme dans une prison, ils s'énervaient, ne pouvant plus supporter cette canonnade. Ils ne revinrent plus et la canonnade continua. Elle dura trois jours.

Quand nous avons décidé de quitter le camp, on nous reçut avec des coups de revolver et des coups de crosse. Comme exemple, nous pouvons citer le cas suivant : l'un de nous suppliant à genoux de ne pas le tuer et de le laisser vivre pour ses six petits enfants, fut tué devant nos yeux. Le nombre des blessés et des tués s'élevait à peu près à 300. 200 des nôtres furent envoyés au fort de l'île d'Aix, 92 autres enfermés à la citadelle de Bordeaux, 22 dans la prison centrale. Le reste fut très mal traité.

Puis on nous envoya exécuter des travaux de terrassement. Les répressions continuaient même là ; on nous priva de notre paie. Nous manquions de chaussures et de vêtements d'hiver, et c'est seulement le manque de chaussures qui retient nos camarades en France. La nourriture était très mauvaise.

C'est ainsi qu'on remercie les soldats russes d'avoir versé leur sang sur les champs de bataille français. On trouve presque dans toutes les villes de France des tombes des nôtres. Nous avons perdu plus de 9 000 hommes en tués et blessés.

Ce n'est qu'un court exposé de nos souffrances ; il aurait fallu tout un volume pour les raconter d'une façon circonstanciée.

Nous n'accusons pas le peuple français qui souffre comme les autres.

Les soldats russes des 1re et 3e brigades passés en Suisse. Les casernes de Lausanne

7 *Russkie soldaty vo Frantsii* (Les soldats russes en France), premier ouvrage paru en Russie (1919) sur l'histoire du corps expéditionnaire russe (extraits)

Le texte porte en sous-titre « *Brochure sur les rudes souffrances qui ont marqué le sort des soldats russes, envoyés par le tsar en France à l'aide de la bourgeoisie française* »

LE CAMP DE LA COURTINE

Le 16 mai, le général Lochvitsky ordonna la reprise des exercices à un rythme redoublé afin que le détachement puisse, en deux semaines, retrouver les premières lignes du front.

Mais indignés par l'affront, la tromperie (le non-envoi dans un camp de repos) et les conditions dans lesquelles se trouvaient les camarades blessés, les soldats refusèrent de s'y rendre. Cela fut considéré comme la preuve de la rébellion ouverte de la troupe en temps de guerre : une mutinerie.

Mais on fit la promesse d'attribuer cette fois un camp de l'intérieur. Le camp de La Courtine fut choisi et là, dans la première quinzaine de juin, furent concentrés l'ensemble des soldats du corps expéditionnaire russe en France. [...] Dans la soirée du 21 juin, la 1re brigade organisa une assemblée générale où fut prise la décision suivante :

« Face à la tromperie et à la traîtrise permanentes qui bafoue les droits de l'homme les plus élémentaires (la question des soins dans les hôpitaux, par exemple) de la part de notre commandement et du commandement français faisant part de fausses nouvelles sur la situation des soldats russes et de la part des interprètes devant la population française et, fait plus important, l'attitude à l'égard du détachement de la partie bourgeoise et non consciente des Français, qui nous considère comme des ennemis [...] *chacun désirant défendre les pauvres ouvriers et paysans, la brigade a*

décidé de ne plus remplir ses obligations en France et d'exiger son renvoi en Russie le plus rapidement possible. »

À ce moment, les officiers et la plus grande partie des comités de la 3e brigade menèrent une propagande renforcée en faveur de l'envoi d'unités sur le front français, selon le désir du commandement. Ce faisant ils se prononçaient pour la séparation de la 3e brigade de la première.

On répandit une fausse rumeur selon laquelle cette dernière attaquerait et désarmerait la 3e brigade. Le 24 juin, cela fut transmis au général Zankévitch, qui arriva bientôt sur place et intima l'ordre à la 3e brigade de sortir du camp de La Courtine et de se placer à 30 km, dans le camp de Felletin. Avec cette brigade partirent tous les officiers de la 1re brigade.

LA FUSILLADE

La 1re brigade d'infanterie, à l'exception de quelques soldats partis à Felletin, resta entièrement dans le camp de La Courtine – avec une partie (600 hommes) de la 3e brigade et avec le 2e bataillon de marche. Les effectifs du détachement de La Courtine s'élevaient à ce moment à 11 500 hommes alors qu'à Felletin ils n'étaient pas plus de 5 000.

À La Courtine comme à Felletin furent formés des comités. Mais bien qu'il y eut à Felletin deux fois moins de soldats qu'à La Courtine, l'état-major russe en France reconnaissait leur comité comme une organisation officielle et dans le même temps refusait de reconnaître de la même manière les organisations de la 1re brigade.

Le professeur Svatikov, émissaire en France du Gouvernement provisoire, visita au début du mois de juillet [...] le camp de La Courtine et harangua les soldats pour qu'ils retournent au front, leur affirmant qu'en Russie la vie était dure, mais qu'à Petrograd on mangeait de l'argile plutôt que du pain. Après le rapport que firent les camarades Baltaïs et Volkov le 7 juillet, il déclara : « *Vous devez faire place nette, comme on vient de s'en charger à Petrograd les 3 et 4 juillet* ».

Les soldats de La Courtine n'avaient plus de relations avec la Russie car le commandement ne le permettait pas, mais le général Zankévitch, Lochvitsky, le commissaire aux armées E. Rapp informaient Kérenski par téléphone que la 1re brigade s'était révoltée et n'obéissait pas aux ordres d'aller sur le front français. Par conséquent, Kérenski chargea Zankévitch dans son télégramme du 15-16 juillet 1917 de ramener à l'obéissance la 1re brigade, sans s'arrêter même devant l'emploi de la force armée pour rétablir une discipline de fer.

À cette époque, les hommes du camp de La Courtine reçurent du général Zankévitch et du commissaire Rapp la proposition suivante :

1/ se soumettre sans condition à l'ordre du Gouvernement provisoire et de ses représentants ;

2/ dissoudre les comités du camp ;

3/ demander aux officiers de la 1re brigade de revenir dans leurs unités et de reprendre l'exercice ;

4/ organiser les élections des comités mais à la condition que les membres des comités dissous ne puissent y être représentés.

Une telle proposition fut repoussée. [...]

Les soldats de La Courtine dans leur majorité ne pouvaient imaginer la raison pour laquelle on les forçait à être désarmés alors qu'on ne les envoyait pas en Russie et alors qu'ils connaissaient l'ordre du Soviet des députés ouvriers, paysans et soldats : les troupes fidèles à la révolution ne devaient pas rendre les armes même si l'ordre provenait du commandement. Leur exigence était pour cette raison simple et légitime.

Le 21 juillet expirait l'ultimatum (on pouvait désormais tirer sur le camp). Ce fut une fausse alerte.

Une infime partie des soldats quitta le camp de La Courtine dont douze membres des comités pour la raison suivante : dans les conditions qui avaient été créées ils changeaient de tactique et décidaient de travailler dans la masse de la 3e brigade. Mais ils furent tous traîtreusement arrêtés lorsqu'ils sortirent du camp.

Le 22 juillet, on proposa aux hommes de La Courtine de sortir à la rencontre de la 3e brigade pour s'y fondre. La 1re brigade sortit derrière la musique, mais par tromperie, le général Lochvitsky et le commissaire Rapp les firent encercler par les compagnies en armes de la 3e brigade.

Mais cette fois, les élus du camp de La Courtine surent convaincre les traîtres, les généraux Zankévitch, Lochvitsky et Rapp de l'inutilité d'un carnage qui devait arriver incessamment dans de telles conditions. Les généraux permirent alors à la 1re brigade de rentrer librement dans le camp. À partir de ce jour, la nourriture fut sensiblement diminuée. Il y eut après cela quelques propositions de rendre les armes mais les soldats de La Courtine, ne trouvant pas de raison à cela, refusèrent.

Le 1er août, la ration alimentaire fut de nouveau diminuée de moitié, mais la faim n'entama pas la détermination des soldats.

Bien que la 3e brigade fut encore obéissante [...], le gouvernement français ne la laissa pas partir au front tant semblait claire son attitude face à la Révolution russe.

L'attaque de Kornilov contre le Gouvernement provisoire à la fin du mois d'août fut accueillie avec joie par les généraux et les officiers du détachement. Elle coïncidait avec le retrait de la zone des armées des troupes tant russes que françaises vers La Courtine pour en faire le siège.

Le commandement commun de ces forces fut attribué par le général Zankévitch au général Biélyaiev (commandant les unités d'artillerie russe en France), et pour commander le régiment séparé de la 3e brigade pour mitrailler les soldats de La Courtine, fut nommé le colonel Gothua (du 2e régiment).

En outre, il y avait des régiments d'infanterie français, 19e, 78e , 82e , 105e et d'autres, la cavalerie, l'artillerie et aussi la 2e brigade d'artillerie russe. Tous les canons, obus et munitions étaient fournis par les autorités françaises. Dans la nuit du 1er septembre, le camp de La Courtine fut encerclé par ces troupes d'un

anneau de fer. Déjà, ce jour là, toutes les provisions de bouche du camp étaient épuisées.

Les deux premiers jours de combat, les soldats de La Courtine furent mitraillés avec fusils et mitrailleuses et le troisième jour la détonation des shrapnells retentit. Les premières victimes tombaient. Le camp fut dévasté par les obus durant quatre jours, après quoi il y eut près de 600 tués et blessés.

Pendant toute la semaine que dura le siège, les soldats de La Courtine, privés de tout ravitaillement, furent affamés. Ils pouvaient se nourrir un peu de la viande des chevaux tués par les obus. Il était évident que l'oasis russe libre ne pouvait tenir au milieu du désert contre-révolutionnaire français et vers le 7 septembre les soldats de La Courtine sortirent du camp. Sur ces entrefaites, les assiégeants firent irruption dans le camp comme des bêtes sauvages, fendirent de leurs baïonnettes tous ceux qui restaient dans le camp. [...]

À la sortie du camp, les Français, mais aussi quelques Russes, déshabillaient les soldats jusqu'à leur dernière chemise et leur ôtaient leurs bottes. Après la fusillade, on arrêta près de 350 personnes.

Parmi ceux-ci, 90 hommes ont été enfermés à la prison de la ville de Bordeaux et on envoya les autres sur l'île d'Aix, mais au bout de trois mois, il furent envoyés aux travaux forcés en Afrique. On garda la partie restante des soldats de La Courtine en pleins champs, sans aucune nourriture ou presque, pendant quelques jours, jusqu'à ce qu'on puisse s'emparer des armes laissées dans le camp et enterrer les cadavres mitraillés.

8 Extraits des articles de Charles Steber parus dans le journal *La Patrie humaine* en 1934 et 1935 sous le titre « *La Saint-Barthélemy anti-marxiste de 1917. Récit des massacres organisés des contingents russes à Brimont et à La Courtine* ».

Articles des 11 et 18 janvier 1935
Dans ce journal pacifiste, Charles Steber critique par l'ironie le premier ouvrage de Pierre Poitevin (*« Ce que la censure nous a caché pendant la guerre. Une bataille au centre de la France en 1917 »*) paru en 1934, dont il cite les *« morceaux de choix »*.[342]

Un plaidoyer *pro domo* de l'état-major

Je n'imaginais pas, qu'à La Courtine même, le hasard allait me faire découvrir une brochure se rapportant à l'affaire de 1917.

Tout d'abord, quand la jeune commerçante qui me la proposa me dit : *« Voilà une brochure qui dit tout »*, je flairai la bonne aubaine. On croit si facilement ce qu'on désire et ce qui touche au sujet qui nous intéresse ici est si rare et si clairsemé.

Mais un coup d'œil sur le dessin de couverture me suffit pour comprendre aussitôt le but poursuivi par l'auteur ou ceux qui paraissent être derrière lui. [...]

En vérité, l'intention de l'auteur transparaît clairement dans cette couverture. Il nous assurera tout à l'heure de son impartialité, de son objectivité, de l'exactitude de son récit. Mais il est clair que son souci majeur est d'impressionner, dès le premier contact, l'imagination de son lecteur par ce dessin odieux, visant à représenter les rebelles comme des bandits de grands chemins.

Tournons la page. Que lisons-nous ? Une proclamation du général Comby, commandant de la 12e région. Le général exalte

342 Les chiffres entre parenthèses correspondent aux pages de ce livre.

la valeur des soldats de la répression. Il se dit « *fier d'eux et le proclame hautement* ».

Ainsi, dès la première ligne : l'apologie de la répression par un chef de la répression.

Passons pour l'instant sur l'ensemble et cherchons la conclusion de l'auteur : « *Il y eut*, écrit-il, *des responsabilités, et de graves fautes furent commises. Il ne nous appartient pas de les établir.* »

Et cet auteur, vraiment peu curieux, s'empresse de redonner la parole au brave général de Limoges : « *La conclusion, nous l'avons demandée au général Comby qui a bien voulu nous confier, etc.* ». Alors, sans se faire prier, dans un style presque attendri et de bon goût, le grand chef loue « *l'action toute de patience, de modération et de délicatesse* » de l'autorité française. [...]

La 3e brigade vue de l'état-major

Le général russe, nous dit-on, « *comptait beaucoup sur elle pour l'aider.* » (12) Elle était animée du « *désir très louable de ramener au devoir ses frères égarés.* » Aussi, pour l'honorer, le général Zankévitch décidera (29) que « *c'est à la 3e brigade que doit être confiée la mission de ramener l'ordre la 1re brigade à son devoir* ». « *Les meilleurs hommes du monde* » la composaient, « *de braves garçons, très doux, sociables, délicats et polis* », d'une parfaite correction (23). Et puis si distingués. Leurs chefs buvaient le thé dans des tasses d'argent massif (24).

C'est pour ces raisons évidemment, que la troisième brigade était « *en droit de tout redouter de la part de l'autre brigade* »... « *même une attaque de nuit* » (18), et qu'elle « *entendait échapper par la fuite aux sentiments d'hostilité de la 1re* ». (17)

Ainsi s'explique l'arrivée de ces soldats-gentlemen à Felletin où « *leurs concerts langoureux charmaient littéralement les Aubussonnais et les Felletinois* » (24).

La 1re brigade

Quant à celle-ci on l'honore tout d'abord de ce dessin dont nous avons parlé et qui figure sur la couverture avec la légende expressive : « *Des rebelles tuent un sergent français* ». Inutile de

commenter. Pour masquer la forêt, on grossit l'arbrisseau. Retenez d'ailleurs qu'un rapport officiel a conclu à l'imprudence du sergent français. L'auteur le sait. Mais qu'à cela ne tienne. Il a besoin d'un bon banditisme, d'une bonne petite scène à effet sinistre, d'un bon « *guet-apens tragique* ». Il lui faut pouvoir écrire « *que les rebelles furent des lâches de tirer sur une ambulance* ». C'est pour lui une nécessité telle qu'il en oublie de se demander comment s'appelle en français une « ambulance » qui porte des lettres et des colis. Il oublie même qu'un lieutenant russe « loyaliste » disait des rebelles qu'« *ils ont droit au respect* ». Mais un auteur qui écrit « pour les historiens » peut-il s'arrêter à des détails aussi insignifiants ?

Donc, dès la page 1, M. le général Comby félicite l'armée de la répression : « *Quel danger cette armée a couru !* » induit de là le lecteur attendri. Et de maudire « *la Révolution russe qui fit tant de victimes... et ensanglanta aussi notre sol.* »

Ce qu'étaient les Russes rebelles ? Lisez-le, page 7 : « *Ces hommes étaient recrutés dans tous les régiments et, comme à l'ordinaire, les colonels... en avaient profité pour se débarrasser des plus fortes têtes.* » Une page plus loin, cette armée est déjà devenue une « *horde* ». Et l'auteur fait appel aux bons offices de M. Noulens (« *politicien de comice agricole* » comme l'appelait J. Sadoul) qui s'efforce de ridiculiser les bolcheviks.

Rendons hommage à l'écrivain par les soins de qui nous sommes informés que les Russes se nourrissent de « *tartines de pâte dentifrice ou de crème de beauté* » (24), « *de sardines dans de la bière* » (17). C'est là une utile contribution à l'histoire et surtout à la géographie humaine. « *Les Russes sont des Asiatiques. C'est déjà bien beau qu'ils ne mangent pas de chandelle !* » dirait Ilya Ehrenbourg avec sa coutumière bonhomie.

Mais la pâte de dentifrice rend enragés ceux qui la mangent, et ces brutes de moujiks « *firent couler le sang français* » (8). Au surplus, ce sont des ivrognes (16,17, 21, 26, 28, 50, etc.), qui passent leur temps « *à manger et à boire* » (26), « *s'adonnent à la*

paresse » (13), créent du scandale au bordel (14, 26), des satyres (16, 26), des voleurs (16), des provocateurs (16), des hommes « *à la raison égarée* », « *ingrats* (sic) *envers la France* », qui se livrent « *à la plus grande débauche* » (21), des terroristes (24), des surexcités (36), des lâches (52), menaçants (32), (les troupes de la répression seront baptisées « *troupes de protection* »), des tyrans (33), des pillards (54), une « *bande de poux* » (50), des « *pestiférés* » (54) qui reçoivent de l'argent allemand (59) et qui ne sont, après tout, que des « *contre-révolutionnaires* » (59). Ouf !

Avant leur refus de se battre pour le droit-des-peuples-à-disposer-d'eux-mêmes, ces lépreux étaient des « *braves* », comme à Courcy, de « *belles unités* », de « *grands et beaux hommes que les femmes embrassaient* » (page 7) et qu'on « *accueillait à Marseille au milieu d'un enthousiasme délirant* ».

Que le lecteur hésitant ne cherche pas davantage la raison de cette... antithèse. L'auteur de la brochure – j'allais écrire l'état-major – nous l'indique lui-même : « *Si les premiers semblaient rester partisans de Kérensky, les autres étaient déjà gagnés au bolchevisme* » (21).

Et l'auteur nous donne cette précision évidemment nécessaire au pays de la « grande révolution » de Juin 48 et de la Commune de Paris : « *L'esprit révolutionnaire est une véritable psychose collective* » (9).

9 Témoignage de Georges Zamotine[343]

[...] Je suis dirigé sur Tambov où j'apprends à être soldat jusqu'au 25 décembre 1915. Ce jour-là, le capitaine se présente à la compagnie. Il nous aligne et déclare :

– « *Ceux qui veulent partir pour la France, trois pas en avant !* » Nous sommes environ soixante-dix à répondre à l'appel.

-« *Ceux qui sont illettrés ou qui ne possèdent pas le certificat d'étude, trois pas en arrière !* »

-« *Ceux qui sont malades, trois pas en arrière car le voyage sera très dur !* » Nous restons quatorze.

-« *Je n'ai besoin que de sept soldats* ». On nous tire au sort.

Immédiatement nous sommes dirigés sur le magasin d'habillement. On nous donne des tenues neuves et un trousseau complet. Puis nous retournons à notre caserne pour prendre nos effets personnels. Ensuite nous sommes emmenés dans une autre caserne où l'on forme les deux compagnies expéditionnaires (ils ont pris sept soldats par compagnie pour former ces deux là).

Le 26 décembre 1915, le gouverneur de Tambov nous inspecte. Nous défilons devant lui. Il nous félicite et nous dit : *« À partir d'aujourd'hui vous êtes la 1re compagnie du corps expéditionnaire français.* »

Le 27 décembre, nous prenons le train pour Moscou où l'on nous présente le capitaine et les officiers.

Le 28 décembre, est formé un bataillon avec les deux compagnies de Tambov et deux autres compagnies qui viennent d'un autre point de Russie.

343 Ce texte, recueilli par sa fille au cours de l'été 1986, nous a été transmis amicalement par Laurent-Yves Giloux. Nous avons uniquement apporté des corrections concernant l'orthographe des noms de lieux et des personnes citées.

Le 29 décembre, on forme le régiment. On nous présente notre colonel : Netchvolodov[344] et les officiers.

Le 30 décembre, une brigade (deux régiments) est formée avec le général Lochvitsky.

Le 31 décembre, un ministre représentant le tsar Nicolas II arrive et déclare :

« Vous partez en France, vous ne recevrez ni colis, ni mandats. Pour cela l'empereur vous offre dix roubles par mois pour vos besoins. Vous ne devez pas écrire à votre famille où vous allez. Vous êtes des troupes secrètes. »

Le 6 janvier 1916, nous prenons le train pour la Sibérie. Nous roulons vingt-quatre jours, jour et nuit. Le train s'arrête deux fois par 24 heures, pour les repas. Il ne se passe rien durant ce voyage.

Au bout de vingt-quatre jours, nous arrivons au Japon (petite enclave sur le territoire russe). Nous quittons le train. L'autorité japonaise, qui a la liste de tous les soldats, nous appelle les uns après les autres, officiers en tête et nous fait passer la frontière. (Une anecdote : les officiers supérieurs ont amené avec eux leurs maîtresses, en pensant venir en France. Mais l'appel terminé, la barrière s'est refermée et les femmes sont restées sur le quai russe. Je me demande comment elles ont réussi à refaire les milliers de kilomètres en sens inverse.)

Nous montons dans les wagons japonais. Dès que les wagons furent pleins, les Japonais les fermèrent et les plombèrent. Extérieurement on les aurait pris pour des wagons de marchandises. Nous nous dirigeons maintenant vers la Corée. Le voyage dure 48 heures. Le train ne s'arrête que deux fois par jour, et toujours en pleine steppe. La nuit, le train s'est arrêté et les Japonais nous ont fait un énorme brasier pour nous réchauffer. Tout le long du parcours se trouvaient des sentinelles japonaises (tous les 200 mètres environ) jusqu'en Corée, au port de Dairen.

344 Commandant du 1er régiment de la 1re brigade.

Là, deux bateaux français nous attendent. L'un s'appelle le *Latouche-Tréville*, l'autre l'*Himalaya* ». On nous distribue des gilets de sauvetage et nous montons sur le bateau.

Nous levons l'ancre et nous partons en direction de Saïgon. Seulement nous n'avions pas demandé à la Chine l'autorisation de traverser la mer de Chine. Elle l'a su et a envoyé un bateau de guerre à notre poursuite. Nous avons réussi à passer le sémaphore de contrôle situé entre le port de Dairen et Saïgon avec trois heures d'avance sur le bateau chinois. Ce dernier n'ayant pas de « laisser-passer » fut arraisonné et l'on a pu poursuivre notre route jusqu'à Saïgon. Arrivés à Saïgon, nous avons eu le droit de descendre à terre 48 heures. Notre détente terminée, nous remontons sur le bateau direction Singapour.

Nous subissons une chaleur de 65° et le mal de mer. Nous n'avons pas d'appétit. La cuisine est faite par des Vietnamiens. Leur nourriture ne nous convient pas (surtout qu'ils se baignent dans les bacs dans lesquels ils nous servent à manger). Nous décidons de boycotter les repas. Le général de brigade monte alors sur une tribune et nous aligne. Il compte de un à dix et fait sortir le dixième et ainsi de suite jusqu'à la fin. Il déclare alors *:* « *Je vous donne l'ordre de prendre votre repas tout de suite sinon tous les hommes qui sont sortis seront pendus.* »

J'étais l'un de ces hommes. Nous avons obéi. Un officier de la 2e compagnie, cravache à la main prit un soldat de forte corpulence et l'amena à la cuisine. Il lui ordonna de manger dix rations. Huit jours après, nous arrivons à Singapour. Le deuxième bateau, qui était allé directement à Singapour, était déjà arrivé. Quelle joie de nous voir, car il nous considérait perdus.

Les deux bateaux se dirigent maintenant sur Djibouti. Le gouverneur demande aux autorités russes de nous laisser descendre. Nous avons défilé dans les rues, musique en tête. Cette escale fut très courte, quelques heures à peine.

Enfin nous rentrons dans le canal de Suez. En arrivant à Port-Saïd, on nous interdit de monter sur le pont à cause de l'espion-

nage. Nous sommes restés dans les cales jusqu'à la tombée de la nuit. À ce moment-là, nous rentrons en Méditerranée. Là nous sommes escortés par deux contre-torpilleurs français, car un sous-marin allemand est signalé dans nos parages. Nous sommes tous montés sur le pont en mettant nos gilets de sauvetage. Nous détachons les caisses de secours et nous nous préparons à mourir. Nous n'avons aucune communication avec la terre, seuls les marins correspondent en morse d'un bateau à l'autre. Au bout de quelques heures, une énorme tempête se lève. Soixante ans après, je revois ces vagues gigantesques qui soulevaient le bateau en nous laissant voir le fond de la mer. Nous nous sommes abrités derrière un énorme rocher qui surgissait des eaux.

Dans cet intervalle, la France nous a envoyé deux sous-marins. Ils nous ont escortés jusqu'à Marseille. Le sous-marin allemand ne nous a pas vus à cause de la tempête.

Le 6 avril 1916, nous arrivons à Marseille. Les deux sous-marins français font surface, les deux contre-torpilleurs nous font les honneurs. C'est impressionnant. Nous quittons le bateau. Une garde d'honneur française nous salue. En descendant, on nous distribue des fusils. D'autre part, des femmes russes résidant en France (haute bourgeoisie) nous accueillent et nous distribuent des friandises de toutes sortes. Nous sommes conduits au camp Mirabeau.

Le lendemain, nous défilons dans les rues principales de Marseille, musique en tête. La population française nous accueille chaleureusement. On nous lance une pluie de fleurs, les femmes nous embrassent.

Le jour suivant, nous prenons le train pour le camp Mailly. Notre instruction militaire dure un mois et demi, ensuite le front. L'état-major russe se trouve à Mourmelon-le-Grand. La première ligne est plus loin, je crois que le village s'appelait Hauberville. Nous sommes restés en première ligne jusqu'au mois d'octobre 1916. Durant cette période, les Allemands nous attaquent. Les pertes sont lourdes, mais nous conservons nos positions.

En octobre 1916, nous repartons pour le camp de Mailly, au grand repos, jusqu'au mois de décembre. Là nous partons en Champagne. L'état-major se trouve au village de Virzie(?). Nous sommes montés en première ligne et nous y sommes restés jusqu'à la dernière attaque, le 3 avril 1917.

Pendant neuf jours, l'artillerie française canonne l'ennemi pour préparer notre attaque. Le neuvième jour on nous fait boire du « rhum » et on nous dit : « *À telle heure vous devez prendre la première ligne allemande en une demi-heure, le barrage d'artillerie se déportera alors sur la deuxième ligne et ainsi de suite.* » Seulement, le rhum faisant effet, en une demi-heure nous avons pris la première, la deuxième et la troisième lignes, sous les obus français. L'artillerie française ne savait pas que l'on ne respectait pas l'horaire convenu. Nous avons lancé des fusées pour transporter le feu plus loin mais les pertes furent très lourdes. Nous avons pris le village de Courcy et nous nous sommes approchés du fort de Brimont, mais nous n'avions presque plus de soldats. Ils étaient morts ou blessés. C'était une victoire. Le lendemain, il n'y avait plus ni Russes ni Allemands. Le front était calme. Les Français sont venus nous remplacer. Dans la nuit, les Russes qui restaient se sont retirés à l'arrière vers Courcelles. Le lendemain nous sommes partis par le train vers le village de Goncourt en Haute-Marne.

Là, des comités révolutionnaires se forment et s'organisent. On nomme un président, Baltaïs. La première réunion entre les troupes russes et leurs officiers est houleuse. Baltaïs aboie comme une femme. Le colonel Netchvolodov lui ordonne de se taire et de se mettre au garde-à-vous. Baltaïs lui répond : « *C'est à vous de vous levez et de vous mettre au garde-à-vous.* »

Le colonel se lève et déclare : « *Je suis monarchiste* », et il se retire de son commandement. Nous ne l'avons jamais revu. C'était un brave homme que je connaissais bien. Les officiers se séparent de leurs hommes et abandonnent leur commandement. Ils se retirent au camp de Felletin dans la Creuse. Pendant deux

mois environ nous restons au village de Goncourt sans commandement, puis nous sommes dirigés sur le camp de La Courtine voisin du camp de Felletin.

Nous formons une organisation révolutionnaire pour visiter les hôpitaux, améliorer le sort des soldats, car depuis l'abdication de Nicolas II nous ne touchons plus nos dix roubles par mois. C'est là que se situe l'épisode le plus regrettable que je connaisse.

Nous officiers nous font savoir : « *Laissez, abandonnez vos armes au camp de La Courtine et venez ainsi désarmés au camp de Felletin.* » Nous refusons, prétextant que n'ayant plus de gouvernement fixe, ni aucune relation avec la Russie, nous n'avons aucun ordre disant d'abandonner la guerre et les Français.

Devant cette situation inexplicable, nous écrivons au ministre de la Guerre français de nous prendre sous son commandement. Il refuse. Nous demandons alors de nous faire rapatrier (nous n'avons plus ni commandement, ni gouvernement, personne ne veut de nous). Le ministre nous répond : « *Nous sommes en guerre et il nous est impossible de vous rapatrier.* »

Nous ne perdons pas courage. Nous écrivons de nouveau au ministre en lui demandant cette fois la protection de la France. Le ministre de la Guerre refuse en prétextant que nous n'avons plus de gouvernement.

Baltaïs avec une délégation part pour Paris dans l'intention de voir le gouvernement français. Il reçoit un refus. Il se tourne alors vers les dirigeants communistes français. Ces derniers lui conseillent d'obéir aux officiers russes avec ses compagnons d'armes. Selon eux ils étaient trop *« petits »* (dixit) pour faire entendre leur voix. De retour au camp de La Courtine, Baltaïs est hué par les soldats qui l'accusent de les avoir vendus.

Baltaïs se rend du côté de Felletin pour prouver que le conseil est bon. Il est arrêté tout de suite et envoyé en Afrique dans les travaux disciplinaires où il mourra. Nous élisons un autre président, Globa. Beaucoup plus tard, nous apprendrons par la

bouche de Jacques Sadoul, attaché militaire français en Russie et sympathisant de la révolution qui fut arrêté dès son arrivée en France et traduit en justice, que Lénine[345] avait adressé une lettre au gouvernement français lui demandant de prendre le commandement des troupes russes, de leur fournir l'armement et que lui se chargerait de fournir les hommes parce qu'il avait trop de désordre à l'intérieur pour s'occuper de tout. Il essuya un refus.

Pendant ce temps, les officiers russes nous demandent toujours d'abandonner nos armes et de nous rendre au camp de Felletin. Ils nous menacent même de diminuer de moitié notre ration alimentaire. Cette menace est mise à exécution. Comme il nous est impossible de vivre avec une moitié de ration, nous avons fait la grève de la faim. Le ravitaillement arrive au camp de La Courtine où il reste. C'est alors que les officiers russes nous envoient un ultimatum :

« Abandonnez le camp et les armes et rendez-vous dans un lieu entre les deux camps, un terrain vague : si vous refusez, à midi nous tirerons un coup de batterie (quatre canons sur le camp). Si à 14 heures vous ne cédez pas nous tirerons deux coups de batterie, puis une heure après quatre coups et ainsi de suite jusqu'à obtenir un véritable barrage d'artillerie. »

(Les officiers russes voulaient former une armée pour combattre la Révolution russe.)

Nous sommes restés sur place. Notre président, Globa, nous a ordonné de jouer la musique sur la place de l'état-major en attendant midi. À midi précis, quatre obus s'abattent sur le camp et principalement sur la musique. 27 musiciens sont tués ou blessés. Immédiatement, nous adressons une protestation au général Lokhvitsky : « *Notre sacrifice-rempli de sang* ». Aucune réponse. Le bombardement continue comme prévu. Parmi nous un vent de panique souffle. Toute la nuit les officiers tirèrent à la mitrailleuse. Un cheval fut blessé gravement. Les hommes, qui

345 Ici, Georges Zamotine confond Lénine et Kérenski.

ne mangeaient pas depuis cinq jours, se jetèrent sur l'animal et commencèrent à le découper. Ils avaient oublié de l'achever.

Au matin, les tirs de mitrailleuses sont plus fournis. Mais cette fois nous répondons à la mitrailleuse.

Le lendemain je me suis rendu au lieu indiqué par les officiers. Je me suis traîné dans un caniveau pendant 1,5 kilomètre avant d'arriver à un terrain vague.

Mais au camp, la bataille continue. Cela a duré jusqu'à l'épuisement de nos munitions. Le feu arrêté, les officiers sont entrés au camp et ont fait arrêter le président. Les Français nettoyèrent le camp. Les soldats furent conduits au terrain vague. Nous fûmes fouillés comme des prisonniers de guerre et gardés par des soldats français. Ces derniers ne comprenaient pas pourquoi on humiliait de cette sorte des hommes qui avaient combattu vaillamment en première ligne et dont beaucoup étaient morts en héros. Comme cela faisait cinq jours que l'on ne mangeait pas, nous chantions des airs russes aux soldats français contre un peu de pain.

Une fois désarmés, on nous réintégra au camp de La Courtine.

Dans cet intervalle j'ai eu l'occasion de connaître une dame, la maîtresse d'un grand officier de police français, qui m'a donné en grand secret la photographie de mon président entre les gendarmes.[346] Qu'est-il devenu ? Arrêté comme un malfaiteur parce qu'il voulait continuer à combattre l'ennemi ?

Ensuite le gouvernement français nous a proposé trois solutions (s'il l'avait fait avant, combien de vies auraient été épargnées ?) :

– retourner au front ;

– travailler dans les intendances ;

– se retrouver dans des bataillons disciplinaires.

346 Il s'agit sans aucun doute de la photographie de Globa prise devant les locaux disciplinaires du camp de La Courtine après son arrestation.

J'ai pris la deuxième solution et je suis venu à l'intendance de Lyon dans ma profession de tailleur, ville dans laquelle je suis resté. Après avoir été un volontaire pour la France, un combattant de première ligne (j'y ai perdu un tympan), un soldat bafoué et humilié, je suis un citoyen français qui a un regard ému pour sa vieille patrie la Russie. Merci de m'avoir écouté. Je ne suis pas très sûr de l'orthographe des noms des villes ou de villages. Je vous demande de m'excuser.

Je vais vous donner maintenant quelques précisions sur la 2e brigade, celle qui a été dirigée sur la Syrie.[347] Sur le bateau ils ont eu le même problème de nourriture. Les soldats ont protesté, les officiers ont insisté. Finalement les soldats ont tué un colonel. En arrivant en Syrie, les officiers ont arrêté les responsables de cette mutinerie alimentaire. Ils étaient sept. Ils les ont transférés au camp de Mailly en France, les ont jugés et condamnés à mort (je connaissais bien le procureur).[348]

Au camp de Mailly se trouvait un bataillon russe de réserve. Les officiers ont organisé un concours de tir. Ils ont formé un peloton avec les meilleurs tireurs et, pour éviter des émeutes, ils ont envoyé ce bataillon de réserve au front. Une fois l'exécution terminée, le bataillon de réserve est revenu au camp de Mailly.

Une petite précision : la légende dit que les soldats russes étaient négligés, désordonnés. C'est une erreur et une injustice.

J'espère que dans avenir, sans doute lointain, on écrira la vérité sur cette période trouble et tragique et que justice nous sera rendue. »

347 Georges Zamotine veut parler ici des troupes destinées à la Macédoine.

348 Cet incident est en fait le récit déformé d'une mutinerie survenue à Marseille à l'été 1916.

10 La révolte du corps expéditionnaire dans *L'Histoire de la Révolution russe* de Léon Trotsky[349]

Pendant ce temps, bien loin au-delà des frontières du pays, sur le territoire français, l'on procéda, à l'échelle d'un laboratoire, à une tentative de « résurrection » des troupes russes, en dehors de la portée des bolcheviks et, par conséquent, d'autant plus probante. Pendant l'été et l'automne, dans la presse russe, pénétrèrent, mais dans le tourbillon des événements presque inaperçues, des informations sur la révolte armée qui avait éclaté dans les troupes russes en France. Les soldats des deux brigades russes qui se trouvaient en ce pays étaient, d'après l'officier Lissovski[350], dès janvier 1917, par conséquent avant la révolution, « *fermement persuadés d'avoir été tous vendus aux Français, en échange de munitions* ». Les soldats ne se trompaient pas tellement. À l'égard des patrons alliés, ils ne nourrissaient « *pas la moindre sympathie* », et à l'égard de leurs officiers pas la moindre confiance.

La nouvelle de la révolution trouva les brigades d'exportation de la révolution pour ainsi dire politiquement préparées – et néanmoins les prit à l'improviste. Il n'y avait pas lieu d'attendre des officiers des explications sur l'insurrection : l'ahurissement s'avérait d'autant plus grand que l'officier était plus élevé en grade. Dans les camps, apparurent des patriotes démocrates venus des milieux de l'émigration. « *On put observer plus d'une fois* – écrit Lissovski – *comment certains diplomates et officiers des régiments de la garde... avançaient aimablement des sièges à d'anciens émigrés.* »

349 Trotsky (Léon), HRR, t. 2, pp. 290-292.

350 Trotsky s'est inspiré notamment de l'article paru en 1926 sous la plume de Youri Lissovski («*Lager Lya Kurtin*») dans le tome XVII des archives de la Révolution russe.

Dans les régiments surgirent des institutions électives et, à la tête du Comité, fut placé un soldat letton qui se distingua bientôt.[351] Là encore, par conséquent, l'on avait trouvé son « allogène ». Le 1er régiment, qui avait été formé à Moscou et se composait presque entièrement d'ouvriers, de commis et employés de magasin, en général d'éléments prolétariens et à demi prolétariens, était arrivé le premier sur la terre de France, un an auparavant et, pendant l'hiver, avait combattu sur le front champenois. Mais *« la maladie de la décomposition atteignit avant tout ce régiment même »*. Le 2e régiment, qui avait dans ses rangs un fort pourcentage de paysans, garda son calme plus longtemps. La 2e brigade[352], presque entièrement composée de paysans sibériens, semblait tout à fait sûre. Fort peu de temps après l'insurrection de Février, la 1re brigade était sortie de la subordination. Elle ne voulait combattre ni pour l'Alsace ni pour la Lorraine. Elle ne voulait pas mourir pour la belle France. Elle voulait essayer de vivre dans la Russie neuve. La brigade fut ramenée à l'arrière et cantonnée au centre de la France dans le camp de La Courtine.

« Au milieu de bourgades bourgeoises – raconte Lissovski – *dans un immense camp, commencèrent à vivre en des conditions tout à fait particulières, insolites, environ dix mille soldats russes mutinés et armés, n'ayant pas auprès d'eux d'officiers et n'acceptant pas, résolument, de se soumettre à quiconque. »* Kornilov trouva une occasion exceptionnelle d'appliquer ses méthodes d'assainissement avec le concours de Poincaré et de Ribot, qui avaient tant de sympathie pour lui. Le généralissime russe ordonna, par télégramme, de réduire *« les hommes de La Courtine à l'obéissance »* et de les expédier à Salonique. Mais les mutins ne cédaient pas. Vers le 1er septembre[353], on fit

351 Il s'agit sans aucun doute de Baltaïs.

352 « 2e brigade » de la 1re division russe spéciale, c'est-à-dire l'ancienne « 3e brigade ».

353 Trotsky utilise les dates de l'ancien calendrier russe.

avancer de l'artillerie lourde et, à l'intérieur du camp, l'on colla des affiches portant le télégramme comminatoire de Kornilov. Mais justement alors, dans la marche des événements, s'inséra une nouvelle complication : les journaux français publièrent la nouvelle que Kornilov lui-même était déclaré traître et contre-révolutionnaire. Les soldats mutinés décidèrent définitivement qu'il n'y avait aucune raison pour eux d'aller mourir à Salonique, et qui plus est sur l'ordre d'un général traître. Vendus en échange de munitions, les ouvriers et les paysans résolurent de tenir tête. Ils refusèrent d'avoir des pourparlers avec aucune personne du dehors. Pas un soldat ne sortait plus du camp.

La 2e brigade fut avancée contre la 1re. L'artillerie occupa des positions sur les pentes des collines voisines ; l'infanterie, selon toutes les règles de l'art du génie, creusa des tranchées et des avancées vers La Courtine. Les environs furent solidement encerclés par des chasseurs alpins, afin que pas un seul Français ne pénétrât sur le théâtre de la guerre entre deux brigades russes. C'est ainsi que les autorités militaires de la France mettaient en scène sur leur territoire une guerre civile entre Russes, après l'avoir précautionneusement entourée d'une barrière de baïonnettes. C'était une répétition générale. Par la suite, la France gouvernante organisa la guerre civile sur le territoire de la Russie elle-même en l'encerclant avec les fils barbelés du blocus.

« *Une canonnade en règle, méthodique, sur le camp, fut ouverte.* » Du camp sortirent quelques centaines de soldats disposés à se rendre. On les reçut, et l'artillerie rouvrit aussitôt le feu. Cela dura quatre fois vingt-quatre heures. Les hommes de La Courtine se rendaient par petits détachements. Le 6 septembre, il ne restait en tout qu'environ deux centaines d'hommes qui avaient décidé de ne pas se rendre vivants. À leur tête était un Ukrainien nommé Globa, un baptiste, un fanatique ; en Russie, on l'eût appelé un bolchevik. Sous le tir de barrage des canons, des mitrailleuses et des fusils, qui se confondit en un seul grondement, un véritable assaut fut donné. À la fin des

fins, les mutins furent écrasés. Le nombre des victimes est resté inconnu. L'ordre, en tout cas, fut rétabli. Mais quelques semaines après, déjà, la 2e brigade, qui avait tiré sur la 1re, se trouva prise de la même maladie...

Les soldats russes avaient apporté une terrible contagion à travers les mers, dans leurs musettes de toile, dans les plis de leurs capotes et dans le secret de leurs âmes. Par là est remarquable ce dramatique épisode de La Courtine, qui représente en quelque sorte une expérience idéale, consciemment réalisée, presque sous la cloche d'une machine pneumatique, pour l'étude des processus intérieurs préparés dans l'armée russe par tout le passé du pays.

Chronologie

Nous avons fait apparaître ici en gras quelques dates repères relatives aux événements de Russie et au mouvement ouvrier européen.

1915

JUIN-SEPTEMBRE	L'envoi d'un corps expéditionnaire russe est mis à l'étude.
NOVEMBRE	Premières demandes françaises d'une brigade russe destinée à Salonique.
4/18 DÉCEMBRE	Mission du sénateur P. Doumer à Petrograd.
5 DÉCEMBRE	Conférence interalliée à Chantilly. Mémoire confidentiel « *Comment créer une réserve d'infanterie russe en France* ».
15 DÉCEMBRE	Le « principe » de l'envoi d'un corps expéditionnaire est accepté par la Russie.

1916

3 FÉVRIER	L'état-major et le 1er régiment de la 1re brigade quittent Moscou.
8 FÉVRIER	Le 2e régiment de la 1re brigade quitte Samara.
21 FÉVRIER	Organisation d'un dépôt à Irkoutsk.
29 FÉVRIER/12 MARS	Embarquement de la 1re brigade à Dalny.
20 AVRIL	Arrivée à Marseille de la 1re brigade.
5/11 MAI	Mission Viviani-Thomas en Russie.
7/25 MAI	Instruction de la 1re brigade au camp de Mailly.
11 MAI	Règlement définitif concernant l'envoi des unités russes sur le front occidental et à Salonique.
17 MAI	Le Gouvernement russe annonce l'envoi de cinq nouvelles brigades russes.
1er JUILLET	La 1re brigade tient le secteur d'Aubérive .
14 JUILLET	Défilé d'une partie de la 1re brigade à Paris.
19/25 AOÛT	Embarquement de la 3e brigade à Arkhangelsk.
SEPTEMBRE	Instruction de la 3e brigade à Mailly.

29 SEPTEMBRE	Départ de la 4e brigade : cet envoi est annoncé comme étant le dernier.
15 OCTOBRE	Relève de la 1re brigade par la 3e dans le secteur d'Aubérive. Celle-ci reste en première ligne jusqu'au 15 mars 1917.
16 OCTOBRE/ 25	Repos et instruction de la 1re brigade à Mailly.
26 NOVEMBRE	La 1re brigade tient le secteur de Ludes.

1917

20 FÉVRIER/5 MARS	Repos et instruction de la 1re brigade au camp de Ville-en-Tardenois.
1er-13 MARS	**Révolution de Février.**
15 MARS	**Formation du premier Gouvernement provisoire.**
16 MARS	**Abdication de Nicolas II.**
5 MARS/15 AVRIL	La 1re brigade se prépare pour l'offensive Nivelle.
21/31 MARS	Repos et instruction de la 3e brigade à Mailly.
2/15 AVRIL	La 3e brigade est placée en réserve en vue de l'offensive.
5 AVRIL	Les troupes russes prêtent serment au Gouvernement provisoire.
16/19 AVRIL	La 1re brigade attaque sur Courcy et Brimont.
17/20 AVRIL	La 3e brigade attaque sur la cote 108 et sur le mont Spin.
21-23 AVRIL	Les deux brigades sont placées dans divers cantonnements en retrait du front.
Fin AVRIL/20 MAI	Les deux brigades sont réunies au camp de Neufchâteau, dans les Vosges.
24 et 29 AVRIL	Citation des 1re et 3e brigades à l'ordre de l'armée pour leur action lors de l'offensive d'avril.
1er MAI	Ordre n° 1 du général Zankévitch.
MAI-JUIN	**Grèves ouvrières, notamment à Paris.**

4 MAI	**Premières mutineries au sein des troupes françaises.**
13 MAI	Manifestation de la troupe contre le commandement russe (1er mai du calendrier russe).
17 MAI	Suspension de l'envoi des renforts pour l'endivisionnement des deux brigades.
22 MAI	Décision est prise de retirer les deux brigades russes de la zone des armées.
28 MAI	Il est décidé de transférer les unités du dépôt de Mailly avec l'ensemble du corps expéditionnaire sur un camp de l'intérieur.
31 MAI	Le choix de l'état-major se porte définitivement sur le camp de La Courtine.
5 JUIN	Le général de Castelnau visite les troupes russes à Neufchâteau.
8 JUIN	Évacuation des munitions déposées dans le camp de La Courtine.
11 JUIN	Les dernières unités françaises quittent le camp de La Courtine.
14 JUIN	1er Congrès des comités de la 1re division russe.
16 JUIN	Le général Lokhvitsky est désigné commandant de la 1re division russe spéciale. Il visite le camp de La Courtine et s'entretient avec le général Comby.
Mi JUIN	La gendarmerie du camp de La Courtine quitte le camp, le fil barbelé entourant le camp des officiers allemands est enlevé.
20 JUIN	Arrivée des premières unités russes à La Courtine.
26 JUIN	Arrivée et installation de la 1re brigade et du dépôt au camp de La Courtine.
28 JUIN	Instruction réglant le service des « milices » à La Courtine.
30 JUIN	Le général Comby rentre de Paris où il est allé rendre compte de la situation au général Foch.

1er JUILLET	**Offensive russe sur le front Sud-Ouest.**
2 JUILLET	Consignes du général Comby délimitant les zones autorisées aux soldats russes.
5 JUILLET	Arrivée de la 3e brigade à La Courtine.
5/6 JUILLET	Meeting au camp de La Courtine réunissant la 1re brigade, le dépôt et une fraction de la 3e brigade.
6-7 JUILLET	Le général Lokhvitsky se déplace à Paris et rend compte au général Zankévitch.
7 JUILLET	Départ d'Arkhangelsk de la 2e brigade d'artillerie russe destinée à Salonique.
8 JUILLET	La 3e brigade quitte le camp et se rend près des ruines de Mendrin.
9 JUILLET	Le ministre de la Guerre fait savoir que le rapatriement du corps expéditionnaire russe a été décidé.
10 JUILLET	La 3e brigade quitte son cantonnement et se rend près de Felletin.
11 JUILLET	Visite du général Comby à Felletin.
11/13 JUILLET	Les autorités françaises tentent de faire rentrer les soldats de la 3e brigade dans l'enceinte du camp de La Courtine.
13 JUILLET	Le cantonnement de la 3e brigade à Felletin est autorisé. Entretien à Paris entre le général Zankévitch et Albert Thomas.
14 JUILLET	Arrivée dans la Creuse des généraux Vidalon et Zankévitch.
15 JUILLET	Le général Comby fait appel à de nombreux renforts de troupes françaises.
16-18 JUILLET	**Journées de Juillet à Petrograd.**
17 JUILLET	-10 heures, arrivée du général Zankévitch, et des émissaires du Gouvernement provisoire Svatikov et Rapp. - 11 heures, revue de la 3e brigade. - 13 heures, réunion avec les officiers russes. - 15 h 30, séance du comité central divisionnaire de Felletin.

	- 17 heures, revue à La Courtine.
	- 20 heures, Svatikov et Zankévitch reçoivent les délégués des soldats du camp de La Courtine.
27 JUILLET	Kérenski fait savoir à J. Noulens que le rapatriement des troupes russes est annulé et qu'il prévoit de les diriger vers Salonique.
	Appel du comité de Felletin aux courtiniens.
28 JUILLET	Le Gouvernement provisoire considère indispensable de rétablir l'ordre dans la 1re brigade ; la 3e brigade est chargée de l'exécution de cet ordre (le transfert de cette brigade au camp du Courneau, en Gironde, est ajourné).
30 JUILLET	Premier ultimatum de 48 heures du général Zankévitch.
	Reddition de huit cents soldats, et arrestation des membres du comité, dont Baltaïs et Volkov.
31 JUILLET	Le *prikaze* n° 72 fait connaître les peines encourues par les réfractaires.
1er AOÛT	- Le ministre de la Guerre fait savoir que la 3e brigade sera dirigée vers le camp du Courneau.
	- Le général Zankévitch prend la direction des opérations.
	- Le général Comby fait « préparer d'avance » six canons de 75.
2 AOÛT	Réunion à Felletin de la commission d'enquête présidée par le colonel Isamov.
3 AOÛT	Consignes pour les troupes ayant à assurer le « dispositif de protection », mise en place des troupes.
4 AOÛT	- Expiration du premier ultimatum. Cinq à six mille soldats du camp de La Courtine se rendent à Mendrin pendant que le général Zankévitch leur ordonne de rentrer au camp et exige une soumission complète .

	- Retour à Paris de Zankévitch. Nouvel ultimatum exigeant le désarmement intégral des mutins : la reprise de l'exercice est prévue pour le 6 août.
5 AOÛT	Le général Brézet est désigné pour prendre le commandement des « troupes de protection ».
6 AOÛT	-Le général Lokhvitsky fait savoir qu'il « n'est plus sûr de la 3e brigade ». - Tentative d'arrestation de Lokhvitsky par un officier supérieur russe.
7 AOÛT	- Arrivée du général Brézet. -16 heures, le général Lokhvitsky réunit tous les officiers à Felletin.
8 AOÛT	Le commandement russe fait appel aux troupes françaises pour rétablir l'ordre.
9 AOÛT	Arrivée des renforts français de Bellac et de Tulle.
10 AOÛT	Départ de la 3e brigade pour le Courneau.
11 AOÛT	Entretien à Paris entre Painlevé, le général Duport et Zankévitch.
12 AOÛT	- Lettre du soviet de la 1re brigade russe à la Chambre des députés. -Le général Zankévitch nie la possibilité d'employer la 3e brigade pour les opérations de répression.
13 AOÛT	Le ministre de la Guerre demande au général Zankévitch d'assurer la direction effective des opérations et demande des instructions au Gouvernement provisoire.
15 AOÛT	Le général Zankévitch réaffirme qu'il assume la direction des opérations et qu'il a nommé pour l'exécution des ordres le général Lokhvitsky.
24 AOÛT	- Un télégramme de Kornilov est affiché dans le camp par les autorités françaises. - Les soldats russes retiennent pendant

	plusieurs heures le détachement français dans un local disciplinaire.
	- Le commissaire Rapp propose de prélever les effectifs nécessaires pour le rétablissement de l'ordre parmi les artilleurs russes stationnés à Orange en instance de départ pour l'armée d'Orient.
	- 14 heures, les généraux Zankévitch et Lokhvitsky se rendent au camp de La Courtine pour rencontrer les représentants des soldats : personne ne se trouve au rendez-vous.
	Entretien à Petrograd entre Noulens et Terechtchenko.
25 AOÛT	- Le général Zankévitch se rend à Paris, le général Lokhvitsky se rend au camp du Courneau.
	- Le gouvernement accepte la proposition russe de prélever des éléments « sains » à Orange.
26 AOÛT	- Le Gouvernement provisoire envisage l'envoi d'un représentant plus à même d'assurer la répression, J.Noulens l'en dissuade.
	- Diminution de la ration de viande au camp de La Courtine.
29/30 AOÛT	Formation à Orange du détachement russe chargé d'assurer la répression.
1er SEPTEMBRE	Rencontre à Paris entre le général Zankévitch et Poincaré.
3 SEPTEMBRE	Le général Zankévitch demande que les troupes françaises soient portées à 5 000 hommes.
4 SEPTEMBRE	Arrivée d'Orange à Aubusson du bataillon d'artillerie.
6 SEPTEMBRE	Renforcement du dispositif de protection français : prélèvement de 2 400 hommes dans les garnisons de la région.

7-12 SEPTEMBRE	**Rébellion du général Kornilov.**
8/9 SEPTEMBRE	Délégation des artilleurs russes au camp de La Courtine.
9 SEPTEMBRE	Instruction française sur les opérations de rétablissement de l'ordre.
12 SEPTEMBRE	- Arrivée de G.Cluzelaud, journaliste au *Populaire du Centre.*
	- Appel du préfet Rischmann à la population.
	- Une délégation du camp de La Courtine demande à être reçue par l'état-major russe.
13 SEPTEMBRE	200 soldats français pénètrent dans le village de La Courtine.
14 SEPTEMBRE	- Évacuation de la population. Ultimatum du commandement russe aux mutins. Appel des soldats du camp de La Courtine aux « *camarades soldats de la 3e brigade* ». Creusement des tranchées autour et dans le camp.
	- Mise en place du dispositif d'assaut et arrêt des livraisons alimentaires.
15 SEPTEMBRE	- L'abbé Laliron se rend dans le camp de La Courtine.
	- 15 heures, blocus effectif de La Courtine.
	- 16 heures, lettre des mutins au commandant français du camp.
16 SEPTEMBRE	- 9 heures, messe à l'église de La Courtine.
	- 10 heures, expiration de l'ultimatum. Les premiers obus sont tirés sur le camp.
	- 14 heures, nouveau tir sur le camp : premières victimes. Des obus sont tirés toutes les heures jusqu'à 20 heures. Deux cents redditions.
17 SEPTEMBRE	- Retour le matin à Limoges de G. Cluzelaud.
	- 10 heures, bombardement intensif du camp. Les mutins lâchent les chevaux.

	- 14 heures, début de la reddition (environ 7 500 hommes). Les soldats sont parqués à plusieurs kilomètres de La Courtine.
18 SEPTEMBRE	- 10 heures, deux sous-officiers français sont pris sous les feux des soldats du camp.
	- Résistance de plusieurs centaines de soldats toute la journée : Grattadour, Laval, le mess des officiers sont successivement pris par les troupes d'assaut.
19 SEPTEMBRE	- 10 heures, arrestation d'une cinquantaine de mutins dont Globa, président du soviet. Restent « quelques isolés ». Le « triage » des soldats est effectué.
	- Départ des 750 artilleurs russes à Aubusson.
20 SEPTEMBRE	300 soldats russes sont dirigés sur Bourg-Lastic pour y être emprisonnés.
21 SEPTEMBRE	249 soldats russes sont déportés à la forteresse de l'île d'Aix.
21/22 SEPTEMBRE	Départ des éléments de la 3e brigade russe pour le Courneau.
23/24 SEPTEMBRE	Départ des troupes françaises de La Courtine.
24 SEPTEMBRE	Deux compagnies russes de La Courtine refusent de se rendre à l'appel.
24/25 SEPTEMBRE	Retour dans leur garnison des troupes de la 12e région.
2/6 OCTOBRE	2e Congrès des représentants des troupes russes en France.
20 OCTOBRE	Conférence sur l'évacuation du camp de La Courtine.
23 OCTOBRE	Des affiches contre le travail et le front sont collées par la troupe dans le camp de La Courtine.
7 NOVEMBRE	**Victoire de l'insurrection bolchevique à Petrograd.**
8 NOVEMBRE	Premier ordre d'évacuation de La Courtine.

27 NOVEMBRE	Décision de Clemenceau de former des compagnies de travail et une légion de volontaires.
DÉCEMBRE	Décomposition des troupes de la 2e division sur le front de Salonique.
13/18 DÉCEMBRE	Dislocation de la 1re brigade. Départ des « volontaires » vers les compagnies de travail et des « irréductibles » vers l'Algérie.
20 DÉCEMBRE	Arrivée de 1 000 soldats du génie de l'armée américaine à La Courtine.
24 DÉCEMBRE	Décision ministérielle réglant « *l'administration des contingents russes en territoire français* », création de la base russe de Laval.

1918

JANVIER	**Grèves et manifestations ouvrières dans la Loire.**
14 JANVIER	La France prend la direction et le contrôle intégral de l'administration des Russes en France.
19 JANVIER	**Dissolution de l'Assemblée constituante en Russie.**
28 JANVIER	Décision de la justice militaire russe en France au sujet de « *l'affaire des meneurs de La Courtine* ».
MARS/MAI	**Mouvement de grèves réprimé par Clemenceau.**
3 MARS	**Traité de Brest-Litovsk entre la Russie soviétique et les puissances austro-allemandes.**
3 MARS	Organisation d'une « section d'épreuve » à Saint-Loup-sur-Semouse.
31 MARS	Arrêt des déportations en Algérie.
1er AVRIL	Mouvement de grève générale des travailleurs russes enrayé par l'état-major.
2 AVRIL	Rapatriement de 700 soldats réformés.
MAI	**Début de la guerre civile en Russie.**

2 MAI	Création officielle de la compagnie disciplinaire de l'île d'Aix.
23 MAI	Report *sine die* du deuxième rapatriement des réformés regroupés au Havre.
JUIN	Le général Brulard succède à Lokhvitsky au commandement de la base russe.
11 JUIN	Réorganisation de la Légion des volontaires russes.
20 JUIN	Les unités françaises débarquent à Odessa et en Crimée.
AOÛT	Dissolution du bataillon Balbachevski intégré à l'armée française.
2 AOÛT	**Arkhangelsk occupée par les Alliés.**
10 SEPTEMBRE	**Victoire de l'Armée rouge à Kazan.**
9 NOVEMBRE	**Début du mouvement révolutionnaire en Allemagne.**
11 NOVEMBRE	Armistice.
NOVEMBRE	Plus de trente mille prisonniers de guerre russes se retrouvent en territoire français.
18 NOVEMBRE	**Koltchak se proclame « commandant suprême » de la Russie.**

1919

JANVIER	**Assassinat de Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, écrasement des conseils ouvriers de Berlin.**
6 FÉVRIER	Le bataillon du colonel Yeske embarque à Marseille pour l'armée de Dénikine.
15 FÉVRIER	Rapatriement des premiers travailleurs russes et d'une centaine d'« irréductibles » de l'île d'Aix.
28 FÉVRIER	Décision de principe de rapatrier les Russes de France.
FÉVRIER/MARS	Mission de la Croix-Rouge russe en France.
2-6 MARS	**Premier Congrès de l'Internationale communiste.**

21 MARS	**Proclamation de la République des conseils de Hongrie.**
AVRIL	Révolte du bataillon Yeske en Russie du Sud.
19-21 AVRIL	**Mutineries des marins français en mer Noire.**
AVRIL/JUIN	Offensive des armées blanches.
1er MAI	Participation de travailleurs russes aux manifestations du Premier Mai.
JUIN	**Défaite de l'armée de Koltchak**.
28 JUIN	Signature du traité de Versailles.
SEPTEMBRE	**Offensive et apogée des Blancs**.
DÉCEMBRE/JANVIER	Dénikine s'oppose à la poursuite des opérations de rapatriement.

1920

JANVIER	**Débacle des Blancs en Sibérie.**
1er FÉVRIER	Dissolution de la compagnie disciplinaire de l'île d'Aix.
23 FÉVRIER	**Grève des cheminots en France.**
3 MARS.	
25-29 FÉVRIER	Congrès de la SFIO, rejet de la IIe Internationale.
7 MARS	**Début de la grève des mineurs du Nord.**
15 MARS	Dissolution de la base russe de Laval.
20 AVRIL	Accords de Copenhague réglant le rapatriement définitif des anciens membres du corps expéditionnaire.

Bibliographie

Pour replacer l'histoire du corps expéditionnaire dans le contexte de la guerre et de la révolution russe, nous citons en préambule quelques ouvrages généraux :

► Coquin (François-Xavier), *La révolution russe*, Les bons caractères, 2005, 142 p.

► Ferro (Marc), *La Grande Guerre*, Paris, Gallimard, 1969, 384 p. « Le soldat russe en 1917 », *Les Annales*, 1971, n° 1, pp. 14-39. Et, sous sa direction, *Frères de tranchées*, Perrin, 2005, 268 p.

► Offenstadt (Nicolas), *Les Fusillés de la Grande Guerre et la mémoire collective*, Odile Jacob, 2002, 350 p. Et, sous sa direction, *Le Chemin des Dames. De l'événement à la mémoire*, Stock, 2004, 493 p.

► Pedroncini (Guy), *Les mutineries de 1917*, PUF, 1983, 328 p.

► Reed (John), *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, Les éditions sociales, 1958, 383 p.

► Rolland (Denis), *La grève des tranchées. Les mutineries de 1917*, Imago, 2005, 447 p.

► Rosmer (Alfred), *Le mouvement ouvrier pendant la première guerre mondiale*, t. 1, Librairie du travail, 1936, 588 p ; t. 2, Mouton, 1959, 252 p.

► Rousseau (Frédéric), *La guerre censurée. Une histoire des combattants européens de 14-18*, Le Seuil, 1999, 414 p.

► Roux (François), *La Grande Guerre inconnue, Les poilus contre l'armée française*, Les éditions de Paris, 2006, 218 p.

► Serge (Victor), *Naissance de notre force*, *Les révolutionnaires*, Le Seuil, 1967, 965 p.

► Trotsky (Léon), *La guerre et la révolution*, Paris, Tête de feuilles, 1974, 2 vol., 240 p. et 337 p. – *Histoire de la révolution russe*, Seuil, 2 vol., 1984-1985, 510 p. et 765 p.

► Wildman (Allan K), *The end of the Russian Imperial Army*, t. 1, *The Old Army and the Soldier's Revolt*, et t. 2, *The Road to Soviet Power and Peace*, Princeton University Press, 1980-1987, 402 p. et 443 p.

► Williams (John), Mutiny 1917, London, Heinemann, 1962, 257 p.

Documents d'archives

L'essentiel des documents, en français et en russe, sur l'histoire du corps expéditionnaire et l'année 1917 se trouvent au Service historique de l'armée de terre (SHAT). Concernant la mutinerie du camp de La Courtine, nous nous contenterons de renvoyer ici aux références qui suivent.[354]

1- SERVICE HISTORIQUE DE L'ARMÉE DE TERRE (Vincennes)

► Série « Témoignages » : t. 17, témoignage du général Comby : « *Les Russes au camp de La Courtine du 1er juin au 20 décembre 1917*».

► EMA 3e Bureau : 7N 2011 : Dossier consacré aux événements de La Courtine.

► Missions militaires :
– *En Russie* : 17N 647, 17N 648, 17N 649, 17N 651.
– *Mission militaire près les troupes russes en France* : 17N 654 à 17N 692.

Sur l'analyse du contrôle postal :

► 7N 986, Commission de contrôle postal de Bordeaux : septembre 1917 à mai 1918.

► 7N 989, « *l'état moral des soldats russes en France d'après leur correspondance...* ».

2- ARCHIVES NATIONALES

► Série F 7 : - F7 12895-6 : Rapports sur la « *propagande bolchevique en France* » (1917-1918).

► Série BB : BB 18 2595 (dossier 1060 A17) : Rapports relatifs aux « *excès commis par les militaires russes au camp de La Courtine* » (Justice militaire).

► Papiers d'Albert Thomas : 94 AP 174, 94 AP 175, 94 AP 181, 94 AP 182, 94 AP 184, 94 AP 186, 94 AP 381, 94 AP 390, 94 AP 407. Correspondance diverse (1916-1922).

354 Pour le détail de l'ensemble de ces sources en Russie et aux États-Unis, se reporter à notre précédent ouvrage, *Les Damnés de la Guerre, Histoire des soldats russes en France, 1915-1920*, L'Harmattan, 1996, 383 p.

3- ARCHIVES DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

► Volumes 763 à 766, notes et correspondances diverses

4- BIBLIOTHÈQUE DE DOCUMENTATION INTERNATIONALE CONTEMPORAINE (Nanterre)

► F delta 43 Res/1-10 : ministère de l'Intérieur, direction de la Sûreté générale, rapports mensuels. Recueil d'ordres du jour et de journaux édités par les comités.

► Procès-verbaux des séances du comité du détachement (1917), F 6 Res.

5- BUTLER LIBRARY, COLUMBIA UNIVERSITY (New York)

► Archive of Russian and East European history and culture. Fond consacré aux brigades russes déposé en 1989 par l'association des anciens officiers du corps expéditionnaire.

Articles et ouvrages

► Adam (Rémi), *Les Damnés de la guerre, Histoire des soldats russes en France. 1915-1920*, L'Harmattan, 1996, 383 p.

► Adam (Rémi), *Les soldats russes dans les camps algériens (1918-1920),* Cahiers du CERMTRI, n° 6, juin 1999, pp. 19-30.

► Adam (Rémi), 1917 : *The Revolt of the Russian Soldiers in France*, in Mutiny, disaffection and unrest in the armed forces, Revolutionary History, volume 8, n° 2, 2002, pp. 74-80 et *The Bolshevik Revolution As Seen Through the Eyes of the Soldiers of the Russian Expeditionnary Corps in France*, Ibidem, pp. 80-88.

► Barbusse (Henri), « *Ceux qu'on n'a pas domptés* » *Faits divers*, Paris, Flammarion, 1928, 282 p, pp. 91-112.

► Cockfield (Jamie H.), *With snow on their boots, The tragic odyssey ot the Russian expeditionnary force in France during World War I*, St. Martin's Press, 1998, 396 p.

► Cazals (Rémy), « Soldats russes en France. Entre guerre et révolution », dans *Le chemin des Dames*, Stock, 2004, pp. 217-225.

► Couleru (Danielle), *Les troupes russes en France pendant la Première Guerre mondiale*, mémoire de la faculté des lettres de Paris I, Sorbonne, 1967-1968, 132 p.

► Daeninckx (Didier), *La der des ders,* roman, Gallimard, 1985, 215 p.
► Danilov (général), *La Russie dans la guerre mondiale,* Paris, Payot, 1928, 533 p. *Russkie otriady na Frantsuzkom i Makedonskom frontakh, 1916-1918* (Les détachements russes sur les fronts français et macédonien). Paris, Éd. de l'association des officiers russes anciens combattants sur le front français, 1933, 252 p.
► Giloux (Laurent-Yves), « *Les mutins de La Courtine* », *France-URSS,* juillet-août 1986.
► Lissovski (Youri), « *Lager Lya Kurtin* » (Russkaïa Revoliutsia vo Frantsii) (Le camp de La Courtine, la Révolution russe en France), Arkhiv Russkoï Revoliutsii, Moscou, 1926, t. XVII, pp. 256-279.
► Lobanov Rostovski (prince Andreï), *The grinding Mill. Reminiscences of War and Revolution in Russia 1913-1920*, New-York, the Macmillan Cy, 1935, 387 p.
► Malinovski (Rodion Jakovlievitch), *Soldaty Rossii (*Les soldats de la Russie), Moscou, ministère de la Défense de l'URSS, 1978, 472 p. (roman autobiographique). « *J'étais sur le front de Champagne en 1916...* », France-URSS, août 1964, pp. 10-11.
► Nicot (Jean), Schillinger (Philippe), « *Recrutement et moral des troupes russes en France (1917-1919)* », colloque international d'histoire militaire, Montpellier, 18-22 septembre 1974, 519 p, pp. 388-396.
► Noulens (Joseph), *Mon ambassade en Russie Soviétique*, Plon, t. 1 et t. 2.
► Obey (André), « *Camarades Rouski (août-septembre 1917)* », Revue de Paris, décembre 1920, pp. 528-554.
► Pattyn (Franck), *La Russie en guerre. Histoire des unités russes sur le front occidental, 1914-1917*, université libre de Bruxelles, mémoire de philologie et d'histoire slave, 1979, 84 p.
► Petit (Pierre), *Histoire des Russes incorporés dans les armées françaises pendant la grande-guerre 1914-1918*, Académie européenne du livre, 1992, 31 p.
► Poitevin (Pierre), *Ce que la censure nous a caché pendant la guerre. Une bataille au centre de la France en 1917. La révolte des armées russes au camp de La Courtine*, Limoges, imprimerie de la Société des journaux et publications du Centre, 1934, 63 p.
► Poitevin (Pierre), *La mutinerie de La Courtine : les régiments russes révoltés en 1917 au centre de la France*, Payot, 1938, 202 p.
► Rolland (Denis), « *Des Russes sur le Chemin des Dames* », Graines d'Histoire, n° 18, avril 2003, pp. 2-10.

► *Russkie soldaty vo Frantsii* (Les soldats russes en France), Moscou, éd. d'État, 1919, 24 p.
► Le soldat-citoyen russe en France *(Russkii soldat-grajdanin vo Frantsii*). Organe central du comité des troupes russes en 1917, puis, à partir du 9 mars 1918, édité par les soins de l'YMCA.
► Rychlinski (Vladimir), « *Souvenirs d'un officier du corps expéditionnaire russe en France, 1916»,* Revue historique des armées, n° 1, février 1965, pp. 110-125.
► Schultz (colonel), *À travers les mers et les océans vers la France*, Album de photos édité par l'auteur, Paris, 1916, 95 p. *La vie des soldats russes en France sur le front et à l'intérieur, 1914-1918*, Paris, 1918, 84 p.
► Steber (Charles), « *La Saint-Barthélemy anti-marxiste de 1917. Histoire des massacres organisés des contingents russes à Brimont et à La Courtine », La Patrie humaine*. Articles parus du 16/11/1934 au 22/02/1935.
► Weber (Léon Bauler), *De Russie en Occident : Échos d'une vie*, Lausanne, 1942, 288 p.

Imprimé par
Impressions Multi Services
6, rue Florian - 93500 Pantin
tél. : 01 48 10 05 55 - fax : 01 48 10 38 86
www.ims-pantin.fr - atelier@ims-pantin.fr